

**UNIVERSITÉ PARIS NANTERRE**  
**UFR L.C.E.**

*Master Etudes internationales et européennes,*  
parcours « **Études russes et post-soviétiques** »



***Mémoire de stage : Service économique de l'Ambassade de  
France à Tachkent***

Sous la direction de Jean-Robert Raviot  
Maître de stage : François Salviat

Juin 2023

Kilian Roux



**UNIVERSITÉ PARIS NANTERRE**  
**UFR L.C.E.**

*Master Etudes internationales et européennes,*  
parcours « **Études russes et post-soviétiques** »

***Mémoire de stage : Service économique de l'Ambassade de  
France à Tachkent***

Sous la direction de Jean-Robert Raviot  
Maître de stage : François Salviat

Juin 2023

Kilian Roux

Note : Les activités du service économique décrites dans le rapport ci-dessous sont en partie issues d'informations publiques mais aussi d'expériences et de connaissances personnelles, soumises à une clause de confidentialité.

## Légende des photographies en couverture

Photo 1 (dans l'Ouzbékistan) : Accueil de Chavkat Mirziyoïev, président de la République d'Ouzbékistan, à l'Elysée par Emmanuel Macron, président de la République française, le 22 novembre 2022. Tout droit réservé à WITT/SIPA<sup>1</sup>.

Photo 2 : Entrée de l'Ambassade de France à Tachkent<sup>2</sup>. Photo prise par le chargé de mission presse au sein de la chancellerie politique de l'Ambassade, Hubert-Félix Delattre.

---

<sup>1</sup> « L'Ouzbékistan fait carton plein au Louvre et à l'IMA pour deux expositions exceptionnelles », *Le Spectacle du Monde* [en ligne], 08/12/2023. Disponible sur l'Internet : <https://lespectacledumonde.fr/culture/deux-expositions-de-louzbekistan-deviennent-lattraction-principale-de-musees-a-paris/> [consulté le 14/06/2023]

<sup>2</sup> Photo également disponible sur le mur de la page facebook de l'Ambassade de France à Tachkent. Disponible sur l'Internet : <https://www.facebook.com/photo/?fbid=360791709420189&set=a.306594824839878> [consulté le 16/06/2023]

# Sommaire

<b>Sommaire.....</b>	<b>5</b>
<b>Remerciements.....</b>	<b>7</b>
<b>Introduction.....</b>	<b>9</b>
<b>Partie I : Les relations économiques franco-ouzbèkes.....</b>	<b>15</b>
1.1. De l'établissement précoce des relations bilatérales au début des années 2000 : une présence française « en deçà de son potentiel ».....	17
1.1.1. L'établissement des relations bilatérales tant diplomatiques qu'économiques.....	17
1.1.2. Une expansion continue du commerce bilatéral jusqu'à la fin des années 1990.....	20
1.1.3. Une présence française « en deçà de son potentiel ».....	23
1.2. Du massacre d'Andijan à la fin de l'ère Karimov : dégradation des relations diplomatiques et résilience des relations économiques.....	25
1.2.1. Le tournant paradoxal du massacre d'Andijan : une dégradation des relations diplomatiques et un commerce bilatéral en expansion.....	25
1.2.2. Le commerce bilatérale résilient tenant en échec les tentatives de redynamisation face à l'autarcie karimovienne.....	29
1.3. De la reprise des échanges aux visites présidentielles à l'Elysée : une dynamique économique prometteuse avec la nouvelle administration ouzbèke.....	33
1.3.1. L'élan réformateur et d'ouverture de la nouvelle administration de Shavkat Mirziyoyev annonçant une nouvelle page des relations bilatérales.....	33
1.3.2. Exploration des potentiels inexploités après la visite présidentielle de 2018.....	35
1.3.3. Consolidation de la relation avec l'Ouzbékistan comme partenaire montant de la région lors de la visite présidentielle de 2022.....	38
<b>Partie II : Rôle et fonctionnement du service économique.....</b>	<b>43</b>
2.1. Un service de l'Ambassade de France sous tutelle de Bercy : une illustration de la bicéphalie à tentacules d'acteurs de la diplomatie économique française.....	45
2.1.1. Tentative de définition et histoire de la diplomatie économique française : la rivalité entre le Diplomate et le Marchand.....	45
2.1.2. La diplomatie économique : une priorité du Quai d'Orsay et un dispositif tentaculaire par le nombre d'acteurs.....	50
2.1.3. L'organisation du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique dans cette nouvelle donne.....	54
2.2. Fonctionnement et missions du service économique de Tachkent.....	57
2.2.1. Organisation générale de l'Ambassade de France à Tachkent.....	57
2.2.2. Le service économique de l'Ambassade de France en Ouzbékistan.....	58
2.3. Le rôle du stagiaire au sein du service économique.....	65
<b>Partie III : La France dans les enjeux de connectivité en Ouzbékistan.....</b>	<b>77</b>
3.1. Une volonté nationale de désenclavement qui se saisit de l'enjeu de connectivité.....	79
3.1.1. Les enjeux de la connectivité.....	79
3.1.2. Une nouvelle administration qui met en oeuvre le désenclavement du pays.....	82
3.1.3. Un appel à l'investissement étranger dans des secteurs clés.....	86
3.2. Des initiatives de connectivité intégrées dans les stratégies des puissances internationales qui créent un environnement concurrentiel.....	89
3.2.1. L'approche bilatérale : des acteurs étrangers concurrents.....	90

a) Les Nouvelles routes de la soie chinoises.....	90
b) Le néo-eurasisme russe et son pivot vers l'Est.....	91
3.2.2. L'approche multilatérale : des acteurs partenaires ou rivaux selon le degré de convergence.....	93
a) Une approche double : le monde musulman entre coopération et compétition.....	93
b) Le multilatéralisme doux : Les États-Unis et les pays d'Asie de l'Est.....	96
c) Le cas européen : l'initiative du Global gateway.....	98
3.3. Une participation modeste de la France au désenclavement de l'Ouzbékistan.....	101
3.3.1. Un investissement français dans des volets spécifiques de la connectivité : l'aéronautique, l'eau et l'énergie.....	101
3.3.2. Une stratégie française marginalisant l'Asie centrale : l'Ouzbékistan hors-champ de la politique extérieure française ?.....	105
3.3.3. La France dans les projets européens en Asie centrale : marginalisation de la place de l'Asie centrale et de l'Ouzbékistan dans les enjeux de connectivités européens.....	108
<b>Conclusion.....</b>	<b>111</b>
<b>Sources et références bibliographiques.....</b>	<b>115</b>
<b>Sitographie.....</b>	<b>141</b>
<b>Annexes.....</b>	<b>143</b>

# Remerciements

Je porte mes remerciements au directeur du master « Etudes Russes et Post-Soviétiques » (ERPS) de l'université Paris X Nanterre, M. Jean-Robert Raviot, pour avoir accepté mon inscription dans ce parcours en vue de ce stage et pour l'avoir suivi en tant que directeur de ce mémoire ;

Au chef du service économique de l'Ambassade de France à Tachkent, M. François Salviat, pour sa franche camaraderie, pour m'avoir donné l'opportunité de ce stage, pour le temps certain qu'il m'a accordé au soutien et à l'éclairage du travail en Ambassade et, enfin, pour m'avoir encouragé dans la poursuite de mes ambitions professionnelles ;

Aux enseignants du parcours ERPS pour leur compréhension et leur accord pour s'adapter à la situation dans laquelle je me suis mise ;

À M. Sébastien Peyrouse pour l'entretien qu'il m'a accordé et ses réflexions qui m'ont grandement aidé à conclure ;

À l'ensemble de mes collègues de l'Ambassade pour leur soutien dans mes recherches et pour m'avoir accueilli dans l'équipe diplomatique.



# Introduction

*« En levant mon verre à l'Ouzbékistan, à son peuple, à sa prospérité, [...] oui, je lève mon verre à l'amitié entre nos peuples. Vive l'Ouzbékistan ! Vive la France ! »<sup>3</sup>*

*Obtenir un stage en Ambassade de France, chercher une formation pour avoir le statut d'étudiant et partir - enfin - dans un pays d'Asie centrale.*

Le 15 juillet 2022, à midi, heure française, avait lieu l'entretien en visioconférence qui a tout déclenché. Sans la fraîcheur qu'une fête nationale nous avait privé la veille, je me présentais virtuellement devant François Salviat, cet ancien élève du parcours ERSEG (anciennement IEDG) de Sciences po Bordeaux devenu l'actuel chef du service économique (CSE) de l'Ambassade de France à Tachkent. Il me confirme, quelques jours plus tard, que je suis retenu pour le stage. Mais, terminant moins de deux mois plus tard mon cursus à Sciences po Bordeaux, je m'appête à perdre mon statut d'étudiant, indispensable pour faire une convention avec une université. Les démarches auprès du service des stages sont vaines : « nous ne pouvons conventionner des stages au-delà de votre inscription à l'IEP de Bordeaux, c'est-à-dire au-delà du 31 août ». C'est une quête de formation qui prend alors forme en août, alors même que je termine mon stage de rédacteur-analyste au sein du cabinet de conseil en risque de guerre, GRIMM Partners. Après de nombreuses recherches et quelques refus, une opportunité s'ouvre à moi : la deuxième session de recrutement pour le parcours « Études russes et post-soviétiques » à Paris X Nanterre a lieu le 1er septembre.

Je tente ma chance, rédige une lettre de motivation des plus atypiques : votre formation m'intéresse mais je postule pour pouvoir partir aussitôt en Ouzbékistan. Il faut dire que cela fait bientôt deux ans que je cherche à aller en Asie centrale. Pourtant, le sort s'est évertué à m'empêcher de partir dans cette région post-soviétique musulmane. D'abord, la pandémie mondiale de coronavirus a contrarié les projets de vacances pendant mon année de césure à l'université russe de l'Amitié des peuples à Moscou. Puis, les événements du « janvier sanglant » au Kazakhstan ont remis en cause une mission de terrain prévue en février dans le cadre du mémoire de fin d'étude sur la diplomatie nucléaire de ce pays. De toute manière, la guerre en Ukraine a jeté une ombre d'incertitude pendant un certain temps

---

<sup>3</sup> Voir l'allocation du président François Mitterrand sur la libéralisation de l'économie en Ouzbékistan, la démocratisation, et la coopération économique franco-ouzbèke, Tachkent, le 25 avril 1994, sur le site internet Vie publique. Disponible sur l'Internet : <https://www.vie-publique.fr/discours/130785-allocation-de-m-francois-mitterrand-president-de-la-republique-sur-la> [consulté le 31/05/2023]

sur l'ensemble de la région. A fortiori, me décidant le premier week-end de juillet à postuler pour ce stage - sachant pourtant les problèmes administratives découlant de la fin de mon statut étudiantin -, je suis à nouveau surpris par l'actualité : le lundi matin qui a suivi, mon responsable chez GRIMM Partners me demandait de rédiger la dépêche sur les émeutes au Karakalpakistan, à la suite du projet de référendum remettant en question l'autonomie de ce territoire ouzbek, révélant l'ampleur d'une crise sociale et économique des inégalités géographiques en Ouzbékistan. Décidément, les signes semblent s'accumuler pour me dissuader de venir en terre centrasiatique.

Finalemt, malgré les longues démarches administratives, avec l'appui de M. Raviot qui me rassure sur mon projet lors d'un rendez-vous, j'ai pu partir début octobre 2022 pour prendre part à la diplomatie économique française en Ouzbékistan pendant quatre mois. Après un vol de nuit avec la compagnie ouzbèke Uzbekistan Airways, qui effectue les trajets sur la ligne directe Paris-Tachkent (capitale de l'Ouzbékistan), j'arrive à la première heure au premier jour de mon stage : un début *in media res* puisque François a, à peine le temps de me saluer d'un « Bienvenu camarade », qu'une réunion avec des représentants de MND prenait place au sujet du projet du grand Chimgan, suivie par une autre réunion avec les représentants d'Alstom, cette fois-ci, à propos du projet du Tramway à Tachkent. Me voilà fin prêt à faire mes armes et à braver l'environnement ouzbek, encore une fois, des plus inhospitaliers : un mois de pluie, alors même qu'on m'avait dit de ne pas m'inquiéter car on peut ne pas voir une seule goutte de pluie jusqu'à six mois, trois crises énergétiques avec des températures jamais vues depuis plus de cinquante ans par  $-20^{\circ}\text{C}$ , alors même qu'on m'avait dit qu'il ne faisait jamais moins que  $-5^{\circ}\text{C}$ . Seul un avertissement s'est révélé juste : l'excès de plov, dont l'huile de coton indispose quelque peu l'Européen, peu habitué.

### *L'Ouzbékistan, « perle de l'Asie centrale ».*

Proclamant son indépendance le 31 août 1991 au moment de l'éclatement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes (URSS), l'Ouzbékistan devient une République de 447 400 kilomètres carrés ( $\text{km}^2$ ) sur la base des frontières tracées par l'URSS de Staline entre 1924 et 1936. Fort d'une population de l'ordre de 35,27 millions d'habitants en 2022, soit près de la moitié de la région, l'Ouzbékistan est la république la plus peuplée d'Asie centrale<sup>4</sup>. Elle est également la 2<sup>ème</sup> économie de la zone avec un PIB nominal qui s'élevait à environ 80,4 milliards (Mds) de dollars américains (USD) en 2022, soit un PIB par habitant de près de

---

<sup>4</sup> Nous prendrons la définition usuelle du terme « Asie centrale » regroupant le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan. FOURNIAU Vincent, *Histoire de l'Asie centrale*, Paris, P.U.F. (Que sais-je ? N°2821), 1994.

2500 USD, et possède de riches ressources naturelles, notamment agricoles avec une production de coton parmi les plus importantes du monde et un sous-sol offrant de grandes réserves d'hydrocarbures, surtout en gaz, et de minerais dont l'or. En effet, l'Ouzbékistan était en 2021 le 8<sup>ème</sup> producteur mondial de coton (quatrième dans les années 1990) et détenait la quatrième place pour les réserves mondiales d'or, le sixième rang mondial pour la production d'uranium. En ce qui concerne l'énergie, il se place au 11<sup>ème</sup> rang mondial pour l'exploitation de gaz et au 14<sup>ème</sup> pour les réserves.

Par ailleurs, le pays hérite d'un climat hétérogène (plaine désertique, bassins et oasis le long de l'Amou-Daria et montagnes à l'Est) et d'une histoire dense, son territoire recouvrant la majeure partie de l'Empire timouride et des khanats de Khiva, de Boukhara et de Kokand. Cette partie du monde a en effet joué historiquement un rôle de carrefour des civilisations, du commerce et des idées avec le développement des routes de la soie. Sa capitale, Tachkent, ville caravanière mais surtout capitale du Turkestan soviétique, est réputée pour être le « Paris de l'Asie centrale ». Le pays occupe une position unique et stratégique au sein de la région centrasiatique : il est le seul pays à avoir une frontière avec tous les autres pays de la région et est le seul, avec le Liechtenstein, à être doublement enclavé, *i.e.* à être dans une situation où pour atteindre une mer libre, il lui faut traverser deux pays. C'est pourquoi Isabella Damiani qualifie l'Ouzbékistan de « cœur géopolitique de l'Asie centrale », qui « accumule les superlatifs : les villes les plus importantes, les territoires les plus riches, et la population la plus nombreuse »<sup>5</sup>.

Ce pays suscite donc les intérêts des autres puissances, en particulier pour ses potentiels économiques. Aussi, une tendance académique depuis les indépendances des nouveaux États centrasiatiques nous invite à nous poser la question d'un retour en Asie centrale du « Grand jeu », sur fond de compétition internationale d'influence pour gagner les parts de ce marché centrasiatique. Le Grand jeu désigne rivalité coloniale et diplomatique entre la Russie et le Royaume-Uni en Asie au XIX<sup>ème</sup> siècle. En effet, la prolifération des projets internationaux qui se développent dans cette région révèle le jeu entre les grandes puissances plus ou moins voisines afin d'en assurer son influence. En premier lieu, la Russie considère cette région comme sa chasse-gardée entrant dans son « étranger proche » [blijneie zaroubj'ie] et qui lui sert d'appui pour son « pivot vers l'Est » [povorot na Vostok], reprenant l'idéologie eurasiennne pour maintenir sa présence dans la région. Les États-Unis (É.-U.) adoptent le Silk Road Strategy Act en 1999 et définissent la zone comme « zone

---

<sup>5</sup> PLARD Émerick. « Le réseau diplomatique français en Asie centrale postsoviétique : analyse comparative de son développement dans les années 1990 », *Thèse de doctorat en histoire*, sous la direction de TISSIER Michel, Université Rennes 2, 2021, 201 p.

d'intérêt prioritaire »<sup>6</sup>. La Chine met en œuvre, depuis les années 2010, le projet des Nouvelles Routes de la soie. Plus récemment, l'Union européenne (UE) octroie une place de choix à l'Asie centrale dans son grand projet Global Gateway Initiative. La Turquie et l'Iran, forts d'une racine culturelle commune, notamment par la langue, entendent bien prendre part à la compétition d'influence.

Enfin, l'actualité place à nouveau le rôle de l'Asie centrale dans les questions géopolitiques et économiques internationales. Le 24 février 2022, la Russie envahit militairement l'Ukraine dans le cadre de son « opération spéciale ». Immédiatement, de nombreux régimes de sanctions économiques et politiques sont votés par les É.-U., le Royaume-Uni (R-U) ou encore l'UE, repolarisant rapidement les flux internationaux terrestres et aériens sur le continent eurasiatique. En effet, les voies commerciales terrestres de l'UE à la Chine empruntent largement les chemins de fer, les routes ou l'espace aérien russes et biélorusses (95 % du fret ferroviaire entre la Chine et l'Europe transitent par le corridor Nord du China-Europe Express<sup>7</sup>). Plus encore, les décisions des pays européens de s'adjoindre des ressources énergétiques russes obligent à la diversification rapide des fournisseurs. Ainsi, le caractère central de cette partie de l'Asie s'est affirmé par le ré-aiguillage des flux mondiaux et des voies d'approvisionnement<sup>8</sup>.

Dans ce contexte, quelle est la position de la France vis-à-vis de l'Asie centrale et en particulier de l'Ouzbékistan ? Puissance maritime aux ports bien intégrés dans le commerce maritime, dépendante dans une moindre mesure aux hydrocarbures venant de l'Est ou bien de manière stratégique, des ressources au Kazakhstan (pétrole et uranium), la France ne semble pas avoir d'enjeux spécifiques en Ouzbékistan, doublement enclavé sans accès aux mers libres. Les deux puissances sont également asymétriques en termes de PIB (650 Mds USD pour la France en 2022 contre 80,4, soit huit fois plus). Quelle est l'évolution des relations économiques entre la France et l'Ouzbékistan, depuis l'indépendance de ce dernier ? De quelle manière la France les a-t-elle développées et comment se caractérise la présence économique française en Ouzbékistan, animée par l'antenne diplomatique de Tachkent ? Comment la diplomatie française s'inscrit-elle dans les enjeux géopolitiques et économiques de la région Asie centrale, notamment en Ouzbékistan ?

---

<sup>6</sup> LARUELLE Marlène, PEYROUSE Sébastien, *L'Asie centrale, à l'aune de la mondialisation. une approche géoéconomique*, Paris, Armand Collin, 2010, 219 p.

<sup>7</sup> LARCON Jean-Paul, « La guerre en Ukraine transforme la carte des routes commerciales Chine-Europe », *The Conversation* [en ligne], [média électronique australien proposant du contenu issu de travaux universitaires], 29/08/2022, disponible sur l'Internet : <<https://theconversation.com/la-guerre-en-ukraine-transforme-la-carte-des-routes-commerciales-chine-europe-189350>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>8</sup> LEVYSTONE Michaël, « La connectivité centrasiatique au révélateur des crises internationales. Les transports, l'énergie et l'eau entre interdépendance et désenclavements », *Russies.Nei.Reports* [en ligne], [Collection électronique de l'Institut français des relations internationales (IFRI) consacrée à la Russie et aux Nouveaux Etats Indépendants], n°41, novembre 2022. Disponible sur l'Internet : <[https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/levystone\\_connectivite\\_asie\\_centrale\\_2022.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/levystone_connectivite_asie_centrale_2022.pdf)> [consulté le 14/06/2023]

Profitant du retour d'expérience de mon stage, les résultats d'analyse des relations économiques franco-ouzbèkes présentés dans ce présent mémoire s'appuient sur des rapports parlementaires, des recherches universitaires et des articles de presse - provenant de sources variées tant françaises que russes ou centrasiatiques, principalement ouzbèkes - puisque les documents produits en interne ne sont pas diffusables - l'auteur ne peut donc pas les citer. L'objectif premier étant de proposer une synthèse des activités de l'auteur durant son stage - bien qu'amenée dans une réflexion plus large -, ce travail de recherche n'a pas inclus d'enquête quantitative ou qualitative ni d'entretien de quelque nature que ce soit. En revanche, plusieurs développements peuvent s'être fondés sur des propos ou des faits observés lors du stage. Par ailleurs, comme évoqué plus haut, si l'auteur doit présenter une synthèse des activités de son stage au service économique de l'Ambassade de France à Tachkent, il a jugé opportun de l'inscrire dans une contextualisation et une réflexion plus large - notamment avec un retour sur l'historique des relations économiques bilatérales - qui lui ont semblé intéressantes. Il s'agira de caractériser la stratégie française de présence et d'échange économique avec l'Ouzbékistan. Notre étude porte sur la période du début des années 1990, qui voit l'établissement de la diplomatie française en Ouzbékistan, jusqu'à la période contemporaine, où j'ai effectué mon stage de fin d'étude au sein du service économique de l'Ambassade de France. Dans une première partie, il s'agira de présenter l'évolution des relations économiques entre la France et l'Ouzbékistan depuis l'indépendance de ce dernier. Après avoir dressé le bilan de la présence française en Ouzbékistan, il s'agira, dans une deuxième partie, de revenir sur la diplomatie économique française et son exercice pratique en Ouzbékistan, en revenant sur les missions du service économique. Enfin, dans un troisième et dernier temps, nous analyserons la place et le rôle de la France vis-à-vis de l'enjeu contemporain qui anime l'Ouzbékistan : la connectivité.



# Partie I : Les relations économiques franco-ouzbèkes

Comme le rappelle le rapport sénatorial<sup>9</sup>, les autorités ouzbèkes sont particulièrement fières de faire débiter les relations franco-ouzbèkes par la correspondance d'Amir Timour (dit Tamerlan), beg, émir et khan de Transoxiane avec le roi de France Charles VI dans les années 1400. Cet échange de deux lettres entre les deux chefs d'Etat, comme nous l'indique déjà Antoine-Isaac Silvestre de Sacy en 1822<sup>10</sup>, est moins le résultat d'un authentique vœu d'établir des relations commerciales et économiques en sécurisant les voyages des commerçants des deux États qu'une réponse aux sollicitations de missionnaires français, en particulier du moine Jean, libérés par Tamerlan en 1403. Toujours est-il que ces dernières ont laissé une trace écrite d'un souhait d'établir un commerce prospère entre les deux royaumes. L'Empire de Timour est d'ailleurs au centre des routes caravanières, avec pour capitale Samarcande, l'une des plus illustres villes de la « route de la soie », qui, depuis le II<sup>ème</sup> siècle avant notre ère et jusqu'au XVI<sup>ème</sup> siècle, permet les échanges entre l'Orient et l'Occident<sup>11</sup>.

Pourtant, il faudra attendre l'indépendance de l'Ouzbékistan pour voir un véritable essor des relations économiques entre la France et l'Ouzbékistan. Son indépendance est également synonyme de l'ouverture inédite de ce territoire au marché mondial, qui lui est fermé depuis deux siècles. En effet, le développement des voies maritimes, à partir du XVI<sup>ème</sup> siècle, a contribué à l'effondrement du commerce par voies terrestres en Asie centrale. Mais, c'est l'expansion territoriale tsariste qui va verrouiller cet espace en l'intégrant dans son giron que l'Empire soviétique va pérenniser. Ce n'est donc qu'au moment de la dislocation de l'URSS que l'Ouzbékistan peut pleinement se retrouver au centre des convoitises internationales, dont le poids démographique, sa stabilité politique, ses richesses naturelles et sa situation géographique font autant facteurs qui contribuent au potentiel économique et à l'attrait des investisseurs étrangers. C'est bien la vision que la France adopte également à l'indépendance du pays, puisque le président français d'alors, François Mitterrand déclare lors d'une rencontre avec le président ouzbek, Islam Karimov :

---

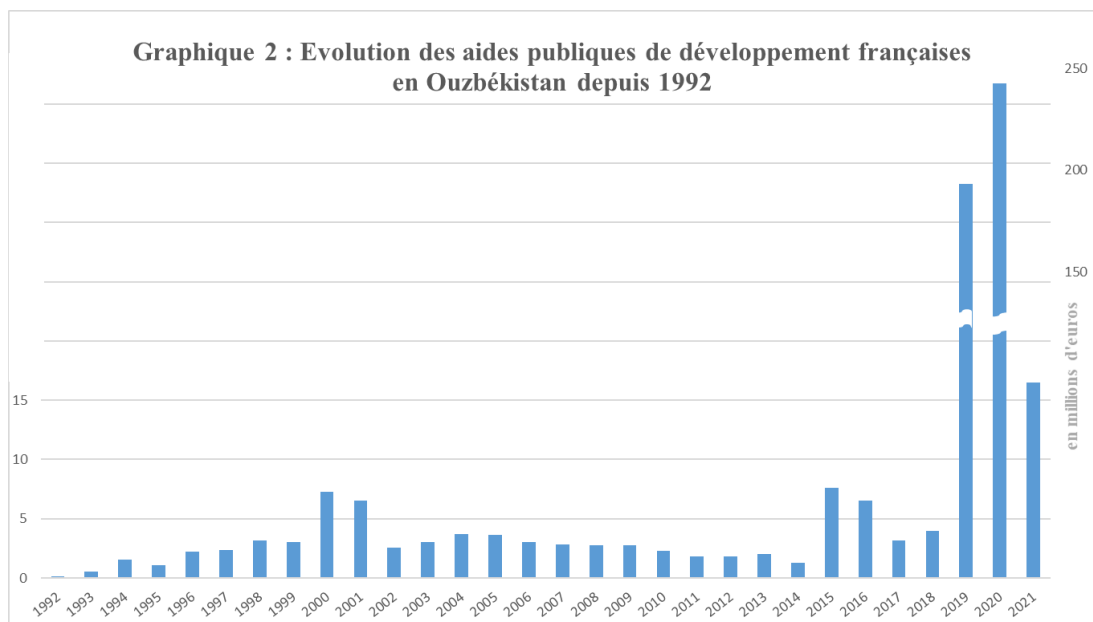
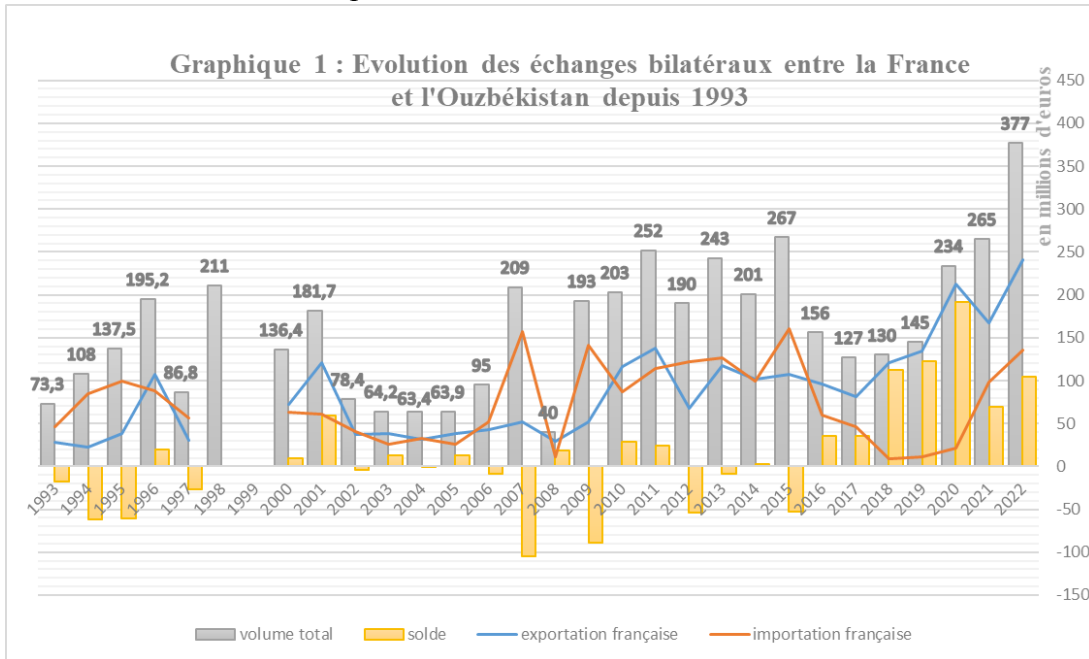
<sup>9</sup> COMMISSION DES AFFAIRES ECONOMIQUES. « Rapport d'information n° 412. Le Grand retour de l'Asie centrale », *Sénat* [en ligne], 29 avril 1998. Disponible sur l'Internet : <[https://www.senat.fr/rap/r97-412/r97-412\\_mono.html](https://www.senat.fr/rap/r97-412/r97-412_mono.html)> [consulté le 31/05/2023]

<sup>10</sup> SILVESTRE DE SACY Antoine-Isaac. « Mémoire sur une correspondance inédite de Tamerlan avec Charles VI », *Histoire et mémoires de l'Institut royal de France*, t. 6, 1822. pp. 470-522. Disponible sur l'Internet : <[https://www.persee.fr/doc/minf\\_1267-8996\\_1822\\_num\\_6\\_1\\_1201](https://www.persee.fr/doc/minf_1267-8996_1822_num_6_1_1201)> [consulté le 31/05/2023]

<sup>11</sup> De MONTESQUIOU Aymeri, *Vers un nouveau partenariat entre la France et l'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan)* [Ci-après : De MONTESQUIOU Aymeri, *Vers un nouveau partenariat entre la France et l'Asie centrale...*], La documentation Française, Juillet 2005. Disponible sur l'Internet : <[https://medias.vie-publique.fr/data\\_storage\\_s3/rapport/pdf/054000677.pdf](https://medias.vie-publique.fr/data_storage_s3/rapport/pdf/054000677.pdf)> [consulté le 31/05/2023]

« Je suis heureux de constater aujourd'hui que, sous votre haute autorité l'Ouzbékistan, naguère aux marges d'un empire reprend, en tant qu'Etat souverain sa place et sa vraie place dans le concert des nations. Votre pays est en mesure désormais de retrouver son antique fonction de carrefour. [...] Ici donc se croisèrent et se fécondèrent, à plusieurs reprises les héritages de la Grèce, de la Chine, de la Perse, de l'Inde et du monde des steppes. »<sup>12</sup>

Le développement de la présente partie s'appuie sur les deux graphiques ci-dessous, présentant les évolutions des échanges commerciaux bilatéraux entre la France et l'Ouzbékistan depuis 1993 ainsi que des aides publiques françaises de développement à destination de l'Ouzbékistan depuis 1992.



<sup>12</sup> Voir l'allocation du président François Mitterrand du 25 avril 1994. *loc. cit. supra note 3*, p.9.

## 1.1. De l'établissement précoce des relations bilatérales au début des années 2000 : une présence française « en deçà de son potentiel »

[Le président ouzbek, Islam Karimov] déclare « dans la coopération avec les pays développés, vous êtes les bons derniers » et conclut « qu'est ce qui nous gêne ? Qu'est ce qui freine nos rapports Monsieur l'ambassadeur ? »<sup>13</sup>.

### 1.1.1. L'établissement des relations bilatérales tant diplomatiques qu'économiques

Le 1er mars 1992 marque la signature du protocole d'établissement des relations diplomatiques franco-ouzbèkes, quelques mois seulement après la naissance du nouvel État indépendant, le 31 août 1991, et de sa reconnaissance par la France, le 3 janvier 1992. Un an après, le 24 avril 1993, Jean-Paul Véziant devient le premier Ambassadeur de France à Tachkent - mais également le premier en Asie centrale, ce qui ouvre la voie à l'établissement des relations diplomatiques et aux opportunités économiques pour la France en Ouzbékistan.

Comme le rappelle plus tard en 1993 le président français François Mitterrand s'adressant au président ouzbek Islam Karimov : « Votre pays [l'Ouzbékistan] a sans doute accédé depuis peu à l'indépendance mais cet événement si important n'était peut-être pas nécessaire pour que nous apprenions à vous connaître »<sup>14</sup>. En effet, l'intérêt de la France porté pour l'Ouzbékistan est plus ancien, comme en témoigne la visite de George Pompidou en octobre 1970 à Tachkent et à Samarcande<sup>15</sup>. Du point de vue économique, le secteur touristique en est l'exemple puisqu'en novembre 1990, le ministre conseiller pour les affaires économiques de l'ambassade de France à Moscou, Olivier Louis<sup>16</sup>, lors d'un voyage en Ouzbékistan, évalue le potentiel touristique des principales villes ouzbèkes, notamment Khiva où Bouygues prévoit de construire un hôtel.

De 1990 à 1994, de nombreux rapports sur la situation économique ouzbèke préparent les missions d'industriels français qui révèlent le potentiel économique et les perspectives de

---

<sup>13</sup> PLARD Émerick. « Le réseau diplomatique français en Asie centrale postsoviétique : analyse comparative de son développement dans les années 1990 [ci-après : PLARD Émerick. « Le réseau diplomatique français en Asie centrale... ] », *Thèse de doctorat en histoire*, sous la direction de TISSIER Michel, Université Rennes 2, 2021, 201 p.

<sup>14</sup> Voir l'allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, sur les relations culturelles, scientifiques et économiques entre la France et l'Ouzbékistan, Paris le 27 octobre 1993, sur le site internet Vie publique. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.vie-publique.fr/discours/133606-allocution-de-m-francois-mitterrand-president-de-la-republique-sur-le>> [consulté le 31/05/2023]

<sup>15</sup> « M. Pompidou visitera le centre spatial de Baïkonour », *Le Monde*, 05 septembre 1970.

<sup>16</sup> PLARD Émerick. « Le réseau diplomatique français en Asie centrale... », *op. cit. supra note 13*, p.17.

coopération<sup>17</sup>, principalement dans les domaines du textile, de l'agro-alimentaire, des secteurs énergétique, aérospatial, minier et touristique. En effet, le nouvel État ouzbek, en transition économique, a besoin d'investissement pour diversifier sa production - afin de sortir de la monoculture du coton et atteindre l'autosuffisance alimentaire et énergétique - et ses débouchés internationaux - l'Ouzbékistan est la troisième puissance commerciale post-soviétique par le volume de ses exportations mais dépend du système intégré régional établi pendant l'URSS<sup>18</sup>. Le poids et la dynamique démographiques ouzbeks, recouvrant un potentiel de nouveau marché, sont particulièrement soulignés. De même, l'Union soviétique laisse en Ouzbékistan quelques sites industriels clés, notamment dans le secteur des constructions aéronautiques (Association de construction aéronautique de Tachkent<sup>19</sup>). L'enclavement par l'insuffisance du transport international et la faiblesse des télécommunications ainsi que les activités extractives et énergétiques offrent des perspectives d'investissement pour les industriels français, pour ne citer que Thomson (renommé Thalès en 2000) et Elf Aquitaine<sup>20</sup>.

Emerick Plard, dans sa thèse sur le déploiement du réseau diplomatique français en Asie centrale au moment de l'indépendance de ces pays, explique que la présence diplomatique française en Ouzbékistan a été établie en raison de son caractère *nécessaire*<sup>21</sup>, étant donné l'importance politique et stratégique de l'Ouzbékistan dans cette région. Le développement des relations franco-ouzbèkes est, selon lui, « bridé » en raison du faible engagement des autorités françaises et du manque de moyens, tant techniques qu'humains, consacrés à l'Ambassade de France à Tachkent, pendant longtemps en situation de dépendance vis-à-vis de l'Ambassade de France à Moscou pour les questions économiques<sup>22</sup>. C'est d'ailleurs cette situation de mécontentement des autorités ouzbèkes qui précipite, sans doute, l'établissement de la représentation française à Tachkent<sup>23</sup>.

L'« attitude réservée » de la part des autorités françaises, tant sur le plan politique qu'économique, freine le développement des relations bilatérales voire dessert les intérêts français dans la région où les contrats sont remportés par la concurrence étrangère allemande

---

<sup>17</sup> PLARD Émerick. « Le réseau diplomatique français en Asie centrale... », *op. cit. supra note 13*, p.17 : « En 1992, un rapport évoque le “rôle pivot” qu’est appelé à jouer le pays dans la région et souligne l’ “intérêt [de la France] à être présente [...] sur le plan économique (car il existe de réelles potentialités)” ».

<sup>18</sup> COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA DÉFENSE ET DES FORCES ARMÉES, « Rapport n°107. Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre la République française et la République d'Ouzbékistan sur la liberté de circulation », *Sénat* [en ligne], 30 novembre 1995. Disponible sur l'Internet : <[https://www.senat.fr/rap/195-107/195-107\\_mono.html](https://www.senat.fr/rap/195-107/195-107_mono.html)> [consulté le 31/05/2023]

<sup>19</sup> Voir la page wikipédia de l'Association de construction aéronautique de Tachkent. Disponible sur l'Internet :

<[https://fr.wikipedia.org/wiki/Association\\_de\\_construction\\_a%C3%A9ronautique\\_de\\_Tachkent](https://fr.wikipedia.org/wiki/Association_de_construction_a%C3%A9ronautique_de_Tachkent)> [consulté le 31/05/2023]

<sup>20</sup> PLARD Émerick. « Le réseau diplomatique français en Asie centrale... », *op. cit. supra note 13*, p.17.

<sup>21</sup> *Ibid.*

<sup>22</sup> *Ibid.*

<sup>23</sup> *Ibid.*

ou américaine<sup>24</sup>. À titre d'exemple, en octobre 1991, l'Ambassadeur rapporte que le président Karimov « s'est félicité de l'intérêt d'un grand nombre de sociétés françaises pour une implantation en Ouzbékistan, mais il a regretté en même temps, la faiblesse voire l'absence de réaction des organismes officiels français »<sup>25</sup>. D'ailleurs, les autorités ouzbèkes manient beaucoup l'outil de comparaison avec la concurrente européenne, l'Allemagne, ou encore avec les relations franco-kazakhes - nettement plus denses qui se voit accepter des requêtes refusées ou ignorées à l'Ouzbékistan comme des lignes de crédit<sup>26</sup>.

Il faut attendre les visites présidentielles de 1993 et 1994 pour que les échanges entre la France et l'Ouzbékistan soient dynamisés et intensifiés. La première visite d'État du président Karimov en France du 27 au 30 octobre 1993 permet la signature d'un Traité d'Amitié et de Coopération, accompagné d'un Accord de coopération culturelle, scientifique et technique, d'un projet d'accord sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements ainsi qu'un programme de visites du siège des principales firmes françaises comme Bouygues ou Dassault<sup>27</sup>. Le rapprochement politique, considéré comme la condition nécessaire au développement des relations économiques un véritable succès, exauçant les souhaits des autorités ouzbèkes avec l'annonce de la création prochaine d'un poste d'expansion économique à Tachkent<sup>28</sup>. Ces dernières sont même disposées à favoriser la présence française<sup>29</sup>. L'année 1993 se termine sur un volume d'échange bilatéral de 481 millions de francs (MF), soit environ 73,3 millions d'euros (M EUR) dont 27,6 d'exportations françaises et 45,7 d'importations<sup>30</sup>. Le poste d'expansion économique à Tachkent ouvre le 15 janvier 1994 et est suivi, en mars, par une mission du Conseil national du patronat français (CNPFP, renommé MEDEF en 1998). La visite du 25 et 27 avril 1994 du président Mitterrand consacre l'intensification des relations économiques franco-ouzbèkes, permettant l'ouverture d'un crédit de 700 MF en soutien aux industriels français<sup>31</sup>, dont Thomson « en passe de devenir le premier partenaire mondial des pays d'Asie centrale » dans le domaine du contrôle de l'espace aérien ou encore l'intérêt de l'Ouzbékistan pour l'achat des avions Dassault<sup>32</sup>.

---

<sup>24</sup> PLARD Émerick. « Le réseau diplomatique français en Asie centrale... », *op. cit. supra note 13*, p.17.

<sup>25</sup> *Ibid.*

<sup>26</sup> *Ibid.*

<sup>27</sup> *Ibid.*

<sup>28</sup> Voir l'allocation de M. François Mitterrand du 27 octobre 1993. *loc. cit. supra note 14*, p.17.

<sup>29</sup> PLARD Émerick. « Le réseau diplomatique français en Asie centrale... », *op. cit. supra note 13*, p.17. : « le président ouzbek "se déclare disposé à ménager à Elf les conditions les plus favorables en Ouzbékistan" »

<sup>30</sup> De GRANDI Michel, « Les entreprises françaises font leur entrée en Ouzbékistan », *Les Echos* [en ligne], 30/06/1995. Disponible sur l'Internet : <<https://www.lesechos.fr/1995/06/les-entreprises-francaises-font-leur-entree-en-ouzbekistan-861336>> [consulté le 31/05/2023]

<sup>31</sup> COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA DÉFENSE ET DES FORCES ARMÉES, « Rapport n°107 », *op. cit. supra note 18*, p.18.

<sup>32</sup> PLARD Émerick. « Le réseau diplomatique français en Asie centrale... », *op. cit. supra note 13*, p.17.

### 1.1.2. Une expansion continue du commerce bilatéral jusqu'à la fin des années 1990

Comme l'indique le graphique 1 (en introduction de cette partie), après avoir doublé de 1993 à 1994, le commerce bilatéral franco-ouzbek, bien que modeste, ne cesse de croître jusqu'en 1998 puisqu'il double quasiment, passant de 108 à 211 M EUR, excepté en 1997 où il connaît une chute à 86,6 M EUR. Les exportations françaises sont très faibles comprises entre 20 et 40 M EUR, malgré un bond en 1996 à 107,2 M EUR (+178%) qui permet à la France d'afficher le seul solde positif de la période, largement déficitaire les autres années. Dominées par les denrées alimentaires (céréales - 60% des ventes françaises sont constituées par le blé -, alcools, viandes) depuis l'établissement des relations bilatérales, les ventes françaises sont grossies en 1996 par des biens d'équipement avec les contrats signés<sup>33</sup>. Quant aux importations, d'abord croissantes entre 1994 et 1995 (de 85,1 à 99,2 M EUR), elles diminuent jusqu'en 1997 à 56,9 M EUR, et sont structurées par l'achat de coton (92%), dont la production ouzbèke tend à décliner<sup>34</sup>. Sans les données de 1998 et 1999, ces deux années ne sont pas analysables, mais un rapport sénatorial suggère qu'en 1998, tant les importations que les exportations ont augmenté, notamment pour les secondes, grâce aux contrats hôteliers, énergétiques, ferroviaires et aéronautiques de 1996<sup>35</sup>. En parallèle, d'après le graphique 2, les aides publiques françaises de développement (APD) - l'un des principaux mécanismes de soutien aux pays en voie de développement - à l'Ouzbékistan, quoique faiblement élevées, sont en constante progression, dovingtuplées entre 1992 et 1999 pour atteindre 3 M EUR.

En 1995, les avancées des visites présidentielles se concrétisent avec l'arrivée sur le sol ouzbek de deux entreprises françaises, Technip et Thomson qui signent d'importants contrats<sup>36</sup>. Technip construit une raffinerie de pétrole à Boukhara en partenariat avec Uzbekneftgaz (financement de 80 MF du Crédit commercial de France - CCF) dans la stratégie d'assurer l'indépendance énergétique de l'Ouzbékistan d'ici 1996. Thomson, quant à lui, signe un contrat de 200 MF (financement français de 40 MF) avec l'aviation civile de l'Ouzbékistan pour la modernisation du système de contrôle du transport aérien, dont l'exécution amènera à des livraisons de biens d'équipement<sup>37</sup>. Bouygues commence la construction d'un hôtel 4 étoiles à Tachkent en 1998<sup>38</sup>.

---

<sup>33</sup> COMMISSION DES AFFAIRES ECONOMIQUES. « Rapport d'information n° 412 », *op. cit. supra note 9*, p.15.

<sup>34</sup> *Ibid.*

<sup>35</sup> *Ibid.*

<sup>36</sup> De GRANDI Michel, « Les entreprises françaises font leur entrée en Ouzbékistan », *Les Echos* [en ligne], 30/06/1995. Disponible sur l'Internet : <<https://www.lesechos.fr/1995/06/les-entreprises-francaises-font-leur-entree-en-ouzbekistan-861336>> [consulté le 31/05/2023]

<sup>37</sup> COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA DÉFENSE ET DES FORCES ARMÉES, « Rapport n°107 », *op. cit. supra note 18*, p.18.

<sup>38</sup> COMMISSION DES AFFAIRES ECONOMIQUES. « Rapport d'information n° 412 », *op. cit. supra note 9*, p.15.

Pourtant un rapport sénatorial de 1998 met en lumière un « bilan contrasté »<sup>39</sup> de la coopération bilatérale sur fonds de succès relatif de la stabilisation économique et d'immobilisme des structures de l'économie. En effet, s'opposant à la « thérapie de choc » opérée notamment en Russie qui détériore la stabilité économique et sociale du pays, la politique ouzbèke se veut « gradualiste »<sup>40</sup> avec des réformes progressives pour assurer le passage d'une économie socialiste à une économie de marché. La politique monétaire rigoureuse, après la sortie de la zone rouble (la devise soviétique, puis russe) en 1993 et la mise en circulation définitive du soum (la devise ouzbèke), a enregistré de nombreux progrès pour la stabilisation économique : entre 1993 et 1994, la dépréciation du taux de change ralentit et le déficit budgétaire ainsi que l'inflation sont résorbés respectivement de 16% à 4% et de 940% à 504%<sup>41</sup>. Mais la transformation de l'économie est très lente : la privatisation est faible, l'agriculture reste dominée par le système des kolkhozes et la bureaucratie conserve un contrôle considérable sur l'économie<sup>42</sup>. En outre, la présence de trois taux de change (officiel en régime fixe, commercial - contrôlé par l'État - et parallèle au marché noir) à la fois depuis 1996 accentuent les difficultés pour les affaires<sup>43</sup>.

Lors d'un passage à Paris pour les célébrations de la semaine de l'Ouzbékistan à l'UNESCO (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture), le président ouzbek<sup>44</sup> en profite pour rassurer les investisseurs français et évoque la prochaine étape de la coopération bilatérale dans le domaine fiscal en promettant notamment des exonérations d'impôt sur les sociétés mixtes (au nombre de deux : Biomed - secteur pharmaceutique - et Origate - traitement du coton et secteur hôtelier -)<sup>45</sup>. Le traité d'amitié, signé en 1993, entre en vigueur le 23 mai 1996 et une Convention entre la France et l'Ouzbékistan est signé la même année pour éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscale<sup>46</sup>.

---

<sup>39</sup> COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA DÉFENSE ET DES FORCES ARMÉES, « Rapport n°107 », *op. cit. supra* note 18, p.18.

<sup>40</sup> POUJOL Catherine, *Ouzbékistan*. La croisée des chemins, Paris, Belin [Collection Asie plurielle], 2005.

<sup>41</sup> COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA DÉFENSE ET DES FORCES ARMÉES, « Rapport n°107 », *op. cit. supra* note 18, p.18.

<sup>42</sup> *Ibid.*

<sup>43</sup> COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA DÉFENSE ET DES FORCES ARMÉES, « Rapport d'information n° 320. L'Asie centrale, dix ans après les indépendances : quels nouveaux enjeux ? Les exemples du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan », *Sénat* [en ligne], 10 mai 2001. Disponible sur l'Internet : <<https://www.senat.fr/rap/r00-320/r00-3200.html>> [consulté le 31/05/2023]

<sup>44</sup> LAZARE Françoise, « Le président de l'Ouzbékistan vante la transition lente vers le marché », *Le Monde* [en ligne], 26/05/1996. Disponible sur l'Internet :

<[https://www.lemonde.fr/archives/article/1996/04/26/le-president-de-l-ouzbekistan-vante-la-transition-lente-vers-le-marche\\_3735242\\_1819218.html?xtmc=ouzbekistan&xtcr=1553](https://www.lemonde.fr/archives/article/1996/04/26/le-president-de-l-ouzbekistan-vante-la-transition-lente-vers-le-marche_3735242_1819218.html?xtmc=ouzbekistan&xtcr=1553)> [consulté le 15/05/2023]

<sup>45</sup> COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA DÉFENSE ET DES FORCES ARMÉES, « Rapport n°107 », *op. cit. supra* note 18, p.18.

<sup>46</sup> COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, « Rapport n° 941, Projet de loi sur la convention fiscale avec l'Ouzbékistan », *Assemblée nationale* [en ligne], 17 juin 2003. Disponible sur l'Internet : <[https://www.assemblee-nationale.fr/12/rapports/r0941.asp#P162\\_6217](https://www.assemblee-nationale.fr/12/rapports/r0941.asp#P162_6217)> [consulté le 31/05/2023]

Le partenariat économique français s'articule alors autour de trois secteurs majeurs<sup>47</sup> :

- l'eau : Degremont et Sapège signent en 1998 un contrat d'assistance technique pour la gestion rationalisée de l'eau à Samarcande pour un montant de 27 MF. Le groupe Suez- Lyonnaise des eaux lance des études de faisabilité sur d'autres villes en vue d'appels d'offres.
- l'énergie : le groupe Tessag-France obtient des garanties souveraines en 2001 pour le projet en partenariat avec un groupe japonais de centrale électrique de Navoïazot. Alstom négocie la construction d'une centrale électrique à proximité de Tachkent
- la défense : Thales (moyens de télécommunications, défense aérienne), SAGEM (hélicoptères MI8 et MI24) et SOFREM (construction d'une cartoucherie).

En 1998, « Les entreprises françaises ont signé pour 2,5 Mds francs de contrats en Ouzbékistan au cours de ces derniers mois », selon le poste d'expansion économique français à Tachkent, rapporté par *Les Échos*<sup>48</sup>. En 1999, 17% des 1,7 M USD attirés en Ouzbékistan proviennent de la France selon le Premier ministre ouzbèke, Outkour Soultanov<sup>49</sup>. Le marché ouzbek offre, selon l'Ambassadeur de France, Jean-Claude Richard, « des contrats de montant très élevés (entre 50 et 200 MF, voire au-delà) »<sup>50</sup>. La décision de la Coface de ne pas limiter le financement à moyen terme des projets français<sup>51</sup>, ainsi que l'inscription de l'Ouzbékistan à la « réserve pays émergents » en 2001 - débloquent des crédits publics à conditions concessionnelles, notamment pour le projet de distribution de l'eau à Namangan avec Degremont-Safège -, constituent des mesures importantes pour soutenir l'investissement français. Les lignes de crédit françaises, via le CCF, la Société générale et d'autres entreprises, représentent 760 M USD en 2000 et reflètent le « souci de contribuer au succès de la délicate transition amorcée par ces nouveaux États vers la démocratie, l'État de droit et l'économie de marché »<sup>52</sup>. Au total, en 2000, on dénombre une cinquantaine d'entreprises françaises en Ouzbékistan<sup>53</sup>. Pourtant, l'année 2000 dresse un tableau bien modeste des échanges bilatéraux qui s'élèvent à 136,4 M EUR - en dessous des niveaux de 1998, 1996 et 1995 - avec une part encore limitée de la France sur le marché ouzbek (2,5%)<sup>54</sup>.

---

<sup>47</sup> COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA DÉFENSE ET DES FORCES ARMÉES, « Rapport d'information n° 320 ». *op. cit. supra note 43* p. 21

<sup>48</sup> POLO Jean-François, « Asie centrale : les Français commencent à combler leur retard », *Les Echos* [en ligne], 29/05/1998. Disponible sur l'Internet : <<https://www.lesechos.fr/1998/05/asie-centrale-les-francais-commencent-a-combler-leur-retard-792997>> [consulté le 31/05/2023]

<sup>49</sup> GROUPE SÉNATORIAL D'AMITIÉ FRANCE-ASIE CENTRALE, « Vendre et investir en Ouzbékistan. Actes du colloque », *Sénat* [en ligne], 28 juin 2000. Disponible sur l'Internet : <<https://www.senat.fr/international/colloouzbek/colloouzbek.html>> [consulté le 31/05/2023]

<sup>50</sup> *Ibid.*

<sup>51</sup> ESTROSI Christian. « Question N°66323 », *Assemblée nationale* [en ligne], 31 Décembre 2001. Disponible sur l'Internet : <<https://questions.assemblee-nationale.fr/q/11/11-66323OE.htm>> [consulté le 31/05/2023]

<sup>52</sup> *Ibid.*

<sup>53</sup> COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA DÉFENSE ET DES FORCES ARMÉES, « Rapport d'information n° 320 ». *op. cit. supra note 43* p. 21

<sup>54</sup> KAMENKA Irène, « Ouzbékistan 2003. Embellie économique, luttes pour le pouvoir et répression », *Le Courrier des pays de l'Est* [Revue mensuelle de La Documentation française, consacrée à la vie économique des pays de l'Europe centrale et orientale et de la Communauté des Etats indépendants (CEI)], vol. 1041, n°1, 2004, pp. 168-179. Disponible sur l'internet : <<https://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2004-1-page-168.htm>> [consulté le 15/05/2023].

### 1.1.3. Une présence française « en deçà de son potentiel »

Malgré les avancées de la fin des années 1990, entre 2001 et 2005, le commerce bilatéral franco-ouzbek ne cesse de se détériorer passant 181,7 à 63,9 M EUR, soit un effondrement de -64,8%. L'Ouzbékistan passe de la 3<sup>ème</sup> à la 7<sup>ème</sup> position pour le marché de la France dans la zone CEI (Communauté des États indépendants, qui désigne par métonymie tous les pays de l'ex-URSS - excepté les États baltes -, bien que certaines anciennes républiques soviétiques n'y ait jamais adhéré - la Géorgie - ou ait quitté l'organisation) entre 2000 et 2002<sup>55</sup>. En 2004, la France ne représente plus que 1% des échanges commerciaux de l'Ouzbékistan et se place au 15<sup>ème</sup> rang des partenaires hors CEI. Comme nous pouvons le constater sur le graphique 1, bien que les exportations françaises ait augmenté en 2001 atteignant 120,6 M EUR (+65,9%), elles chutent brutalement dès 2002 (-69%) à 37,3 M EUR, avec le terme de tous les grands contrats, puis elles stagnent autour de 38 M EUR jusqu'en 2005. Les ventes françaises se composent, ces années-là, de biens d'équipement, intermédiaires et de consommation ; c'est-à-dire, des équipements électriques ou mécaniques, des produits chimiques et de produits pharmaceutiques, de parfumerie et d'entretien. À noter la baisse sensible des ventes françaises d'équipements mécaniques moins compétitifs face aux fournitures asiatiques. Les importations françaises, déjà limitées et en baisse constante depuis 1995, sont divisées par deux, passant de 61,1 M EUR en 2001 à 25,5 M EUR en 2005. Elles sont d'abord constituées principalement de coton - dont la chute de la production explique en grande partie le recul des achats français - puis de produits agro-alimentaires. En 2005, les importations sont composées de combustibles et de carburant, représentant 63 %, devant les produits agricoles (35%)<sup>56</sup>.

La visite en mai 2003 du ministre délégué au Commerce extérieur, François Loos, suivie en janvier 2004 par la 2<sup>ème</sup> rencontre à Paris de la Commission franco-ouzbèke pour l'économie, le commerce et la coopération, ne parviennent pas à redynamiser les échanges et les investissements français. Le 17 juin 2004, Air France ouvre deux liaisons hebdomadaires directes avec Tachkent<sup>57</sup>. Alors que depuis 10 ans, l'Ouzbékistan représente 26,4% des principaux contrats français en Asie centrale, la présence française ne compte plus, au milieu des années 2000, qu'un seul gros contrat avec la création par Dagriss de deux co-entreprises d'un capital de 2 M EUR<sup>58</sup>. De même, la communauté d'affaires française, qui comptait une

<sup>55</sup> KAMENKA Irène, « Ouzbékistan 2003. Embellie économique, luttes pour le pouvoir et répression », *op.cit. supra note 54*, p.22.

<sup>56</sup> KAMENKA Irène. « Ouzbékistan 2005. Dérapages d'une dictature aux abois », *Le Courrier des pays de l'Est*, vol. 1053, n°1, 2006, pp. 165-178. Disponible sur l'internet : <https://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2006-1-page-165.htm> [consulté le 15/05/2023].

<sup>57</sup> « Air France : nouvelle liaison "Dedicate" Paris-Tachkent sans escale », *TourMag* [en ligne], [média spécialisé dans le tourisme francophone], 01/07/2004. Disponible sur l'Internet :

[https://www.tourmag.com/Air-France-nouvelle-liaison-Dedicate-Paris-Tachkent-sans-escale\\_a3852.html](https://www.tourmag.com/Air-France-nouvelle-liaison-Dedicate-Paris-Tachkent-sans-escale_a3852.html) [consulté le 31/05/2023]

<sup>58</sup> KAMENKA Irène, « Ouzbékistan 2005. Dérapages d'une dictature aux abois », *Le Courrier des pays de l'Est*, vol. 1053, n°1, 2006, pp. 165-178. *op. cit. supra note 56* p. 23

cinquantaine d'entreprises, s'est réduite sur la même période à une quinzaine, comprenant la Société Générale, Thales, Lactalis et Dagris<sup>59</sup>.

Un rapport d'information du Sénat de 2001 évoquait déjà le « partenariat inachevé »<sup>60</sup> avec les pays d'Asie centrale, en particulier en comparaison des relations bilatérales de l'Ouzbékistan avec ses autres partenaires étrangers comme l'Allemagne. Quatre ans après, le rapport « Vers un nouveau partenariat entre la France et l'Asie centrale »<sup>61</sup> dépeint une présence marginale voire effacée de la France et en interroge les raisons.

Avec un taux de croissance moyen de 2,9% entre 2000 et 2004, contre 10,3% au Kazakhstan sur la même période, l'économie ouzbèke est parmi les moins dynamiques de la région tout en restant en 2<sup>ème</sup> position : son PIB qui s'élève à 7,9 Mds USD en 2004<sup>62</sup>. Cela s'explique par le modèle économique suivi par les autorités ouzbèkes qui implique des politiques économiques dirigistes et de substitution aux importations plutôt qu'une stratégie d'ouverture. Ces politiques, conjuguées à un taux de change surévalué et aux réformes « gradualistes » qui ont figé l'économie ouzbèkes dans des structures semblables à l'époque soviétique avec un rôle prédominant de l'État et une redistribution des richesses vers les secteurs considérés comme stratégiques pour le régime, participent de l'isolationnisme en Ouzbékistan. Le commerce extérieur général de l'Ouzbékistan s'est d'ailleurs détérioré entre les deux siècles, passant de 8,2 Mds USD en 1997 à 6 Mds USD en 2000 puis à 4,9 Mds USD en 2002. Appliqué au contexte des affaires, Aymeri de Montesquiou met en évidence les obstacles de la coopération franco-ouzbèke<sup>63</sup>. Bien que l'Ouzbékistan ait toujours honoré les échéances de ses remboursements, l'environnement des affaires y est très difficile : la corruption, le cadre légal présentant peu de sécurité avec des réglementations arbitraires, la non-convertibilité soum et l'absence de grandes privatisations, sont autant de freins qui dissuadent les investisseurs étrangers. Par exemple, le groupe ACCOR renonce à mener des projets dans les villes touristiques d'Ouzbékistan<sup>64</sup>. À cet égard, l'Ouzbékistan détient l'un des stocks d'Investissements directs étrangers (IDE) les plus faibles de la zone CEI (de 956 M USD en 2001)<sup>65</sup>. En outre, l'engagement timide des autorités françaises, attribué cette fois-ci par les représentants d'entreprises françaises, concourt à la perte de vitesse de la présence française dans le pays<sup>66</sup>.

---

<sup>59</sup> COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA DÉFENSE ET DES FORCES ARMÉES, « Rapport d'information n° 320 ». *op. cit. supra note 43* p. 21

<sup>60</sup> *Ibid.*

<sup>61</sup> De MONTESQUIOU Aymeri, *Vers un nouveau partenariat entre la France et l'Asie centrale ...*, *op. cit. supra note 11*, p.15.

<sup>62</sup> *Ibid.*

<sup>63</sup> COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA DÉFENSE ET DES FORCES ARMÉES, « Rapport d'information n° 320 ». *op. cit. supra note 43* p. 21

<sup>64</sup> *Ibid.*

<sup>65</sup> De MONTESQUIOU Aymeri, *Vers un nouveau partenariat entre la France et l'Asie centrale ...*, *op. cit. supra note 11*, p.15.

<sup>66</sup> *Ibid.*

## 1.2. Du massacre d'Andijan à la fin de l'ère Karimov : dégradation des relations diplomatiques et résilience des relations économiques

### 1.2.1. Le tournant paradoxal du massacre d'Andijan : une dégradation des relations diplomatiques et un commerce bilatéral en expansion

Le déclin du commerce bilatéral franco-ouzbek du début des années 2000 est concomitant d'un malaise des relations entre l'Ouzbékistan et l'Occident, qui culmine en 2005 avec le massacre d'Andijan. En effet, à l'indépendance, Islam Karimov avait fait le pari des Américains comme alliés, au détriment de la Russie - l'Ouzbékistan sort de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) en 1999 et dénonce la création en 2000 de la Communauté économique eurasiatique<sup>67</sup>. Après les attentats du 11 septembre 2001, l'Ouzbékistan offre l'accès aux Américains à ses bases militaires aériennes pour leurs opérations en Afghanistan. Cependant, la désillusion et les frustrations ouzbèkes vis-à-vis du « grand ami Américain », agissant trop unilatéralement selon elles - notamment sur le dossier irakien pour laquelle Karimov avait pourtant donné son soutien - et trop prompt à insister sur la situation des droits de l'Homme, ont finalement eu raison de la politique pro-américaine<sup>68</sup>. Réciproquement, malgré l'assistance économique internationale repartie à la hausse au lendemain du 11 septembre, les alertes sur la situation des droits de l'Homme en Ouzbékistan ainsi que l'absence d'accélération des réformes politiques et économiques, ont conduit à la frustrations des partenaires européens vis-à-vis de l'Ouzbékistan - qui ont alors réduit leurs aides publiques au développement dès 2004 (voir le graphique 2 où les APD françaises sont en hausse de 44,1% entre 2002 et 2004 puis stagnent en 2005)<sup>69</sup>.

Depuis le début du mois de mai 2005, la ville d'Andijan (vallée de Ferghana) est le lieu de rassemblements massifs, avec plus de 10 000 manifestants, pour protester contre la pauvreté et surtout contre le régime répressif qui compte de plus en plus de prisonniers politiques (des Organisations non-gouvernementales - ONG - de défense des droits de

<sup>67</sup> BREAUULT Yann, JOLICÉUR Pierre, LÉVESQUE Jacques, « Chapitre 10. Ouzbékistan : les ambitions politiques internationales », in BREAUULT Yann, JOLICÉUR Pierre, LÉVESQUE Jacques (dir.), *La Russie et son ex-empire. Reconfiguration géopolitique de l'ancien espace soviétique*, Paris, Presses de Sciences Po, « Académique », 2003, p. 241-260. Disponible sur l'Internet : <https://www.cairn.info/la-russie-et-son-ex-empire--9782724609202-page-241.htm> [consulté le 15/05/2023]

<sup>68</sup> LARUELLE Marlène, PEYROUSE Sébastien, *L'Asie centrale, à l'aune de la mondialisation. une approche géoéconomique* [Ci-après : LARUELLE Marlène, PEYROUSE Sébastien, *L'Asie centrale, à l'aune de la mondialisation...*], Paris, Armand Collin, 2010, 219 p.

<sup>69</sup> COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, « Rapport n° 941 », *op. cit. supra note 46*, p.22.

l'Homme estiment à quelques 6 000 personnes emprisonnées pour délit d'opinion, en majorité pour wahhabisme<sup>70</sup>). Après la prise d'assaut de plusieurs bâtiments publics, dont la mairie, l'insurrection, présentée par les autorités ouzbèkes comme une tentative de coup d'État islamique, a été réprimée dans le sang dans la nuit du 12 au 13 mai, dressant un bilan de 187 morts selon le gouvernement, de 500 à 1 500 selon les ONG<sup>71</sup>. Le massacre d'Andijan devient le symbole d'un régime ouzbek de plus en plus dictatoriale, qui conduit le pays à l'impasse social et économique<sup>72</sup>.

Sur la scène internationale, le massacre d'Andijan rompt profondément la dynamique du dialogue de haut niveau entre l'État ouzbek et les pays occidentaux, dont la France. L'ampleur de la répression conduit l'UE et les É.-U. à adopter des sanctions contre le régime de Karimov de 2005 à 2009<sup>73</sup>. Ainsi, le dialogue politique entre la France et l'Ouzbékistan est suspendu. Aucune rencontre n'a eu lieu en 2006 et en 2007 n'a eu lieu sur le sol ouzbek, seul le nouveau vice-Premier ministre et ministre des Relations économiques extérieures, des Investissements et du Commerce, Elior Ganiev (qui a remplacé le pro-américain, Sodik Safoiev), est venu en France en 2007<sup>74</sup>. De même, entre 2008 et 2009, aucune rencontre d'ordre économique n'a été programmée entre les deux administrations ouzbèkes et françaises. En juin 2008, la France participe à la libération de la journaliste Mutabar Tadjibaeva, condamnée à huit ans de prison en 2006 pour sa critique du régime et de sa gestion des événements d'Andijan<sup>75</sup>. La même année sous la pression d'ONG de défense de droits de l'Homme qui dénoncent le travail forcé des enfants en Ouzbékistan dans les champs de coton, certaines grandes entreprises européennes décident de boycotter le coton ouzbek (dont les exportations ouzbèkes dépendent), contraignant les autorités ouzbèkes à adopter une loi pour interdire le travail des enfants, qui n'est pas respectée dans les faits<sup>76</sup>. En 2010, l'IFEAC (Institut français d'études sur l'Asie centrale) est contraint de déménager à Bichkek. En parallèle, la France soutient avec ses partenaires européens, le retrait de la Banque

<sup>70</sup> PEYROUSE Sébastien, « Le tournant ouzbek de 2005. Éléments d'interprétation de l'insurrection d'Andijan », *Revue internationale et stratégique* (dossier), vol. 4, n°64, 2006, p. 79-88. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2006-4-page-79.htm>> [consulté le 15/05/2023]

<sup>71</sup> *Ibid.*

<sup>72</sup> *Ibid.*

<sup>73</sup> COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, « Rapport sur le projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Ouzbékistan relatif aux services aériens, de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kazakhstan relatif aux services aériens et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire relatif aux services aériens [Ci-après : COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Rapport sur l'accord franco-ouzbek relatifs aux services aériens ...] », *Assemblée nationale* [en ligne], 6 février 2019. Disponible sur l'Internet :

<[https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/opendata/RAPPANR5L15B1664.html#\\_Toc256000015](https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/opendata/RAPPANR5L15B1664.html#_Toc256000015)> [consulté le 14/06/2023]

<sup>74</sup> Voir la page « Présentation et historique » sur le site de l'ambassade de France à Tachkent. Disponible sur l'Internet :

<<https://uz.ambafrance.org/Presentation-et-historique>> [consulté le 31/05/2023]

<sup>75</sup> DUPARC Agathe, « Le combat de Mutabar Tadjibaeva, survivante des geôles de Tachkent », *Le Monde* [en ligne], 24/11/2008. Disponible sur l'Internet :

<[https://www.lemonde.fr/asia-pacifique/article/2008/11/24/le-combat-de-mutabar-tadjibaeva-survivante-des-geoles-de-tachkent\\_1122352\\_3216.html](https://www.lemonde.fr/asia-pacifique/article/2008/11/24/le-combat-de-mutabar-tadjibaeva-survivante-des-geoles-de-tachkent_1122352_3216.html)> [consulté le 15/05/2023]

<sup>76</sup> LARUELLE Marlène, PEYROUSE Sébastien, *L'Asie centrale, à l'aune de la mondialisation...*, op. cit. supra note 61, p.26.

européenne de reconstruction et de développement (BERD) qui suspend la quasi-totalité de ses prêts au secteur public en Ouzbékistan<sup>77</sup>.

Dans le même temps, le massacre d'Andijan va engendrer un pivot de la politique extérieure ouzbèke. À la suite des régimes de sanctions occidentaux à son encontre, les autorités ouzbèkes vont expulser les Américains de la base aérienne de Karchi-Khanabad<sup>78</sup>. L'Ouzbékistan va également s'appuyer sur des pays vis-à-vis desquels il s'était montré distant mais qui se sont avérés des alliés fiables : la Russie et la Chine<sup>79</sup>. Le rapprochement avec la Russie et la Chine était d'ailleurs déjà initié avec l'Organisation de la Coopération de Shanghai (OCS) en 2003. Les soutiens chinois et russe en mai 2005 ont renforcé la dynamique croissante de leur position économique sur le marché ouzbek, notamment pour la Russie qui investit massivement en Ouzbékistan dans de nombreux domaines (énergie, télécommunications, agroalimentaire, etc.) et dont le commerce bilatéral progresse de +42% en 2006, atteignant 3 Mds USD<sup>80</sup>. Dans un même ordre d'idée, l'environnement des affaires se détériore encore pour les entreprises étrangères, notamment occidentales, avec la politique de réappropriation des entreprises stratégiques ou rentables par l'État, grâce à une loi rétroactive visant à supprimer les avantages fiscaux accordés aux investisseurs étrangers<sup>81</sup>.

Cependant, comme le montre le graphique 1, le commerce bilatéral franco-ouzbek évolue de manière paradoxale par rapport à la dégradation des relations diplomatiques ainsi qu'à l'intensification de l'autarcie du régime karimovien et son virage à l'Est. En effet, de 2005 à 2007, le volume total des échanges progresse de +227% et contraste avec les années « moroses » du début des années 2000. L'année 2007 enregistre le deuxième meilleur niveau du volume d'échange à 209 M EUR, derrière 1998 où ce dernier s'était élevé à 211 M EUR. Les exportations sont en hausse de +12% et +21% en 2006 et 2007, s'élevant respectivement à 43 M EUR et 52 M EUR. Ce sont surtout les importations françaises qui ont occasionné ce bond. Elles sont multipliées par six entre 2005 et 2007 (en doublant de 2005 à 2006 pour atteindre 32,5 M EUR puis en triplant en 2007 avec 157 M EUR)<sup>82</sup>. Ce boom des importations françaises, peu probablement imputables aux achats de coton ouzbek qui n'ont cessé de diminuer depuis le début du siècle, est certainement lié au début des achats d'uranium ouzbek

---

<sup>77</sup> Voir la page « Asie centrale » du site internet du ministère des Affaires étrangères (à la date du 23 août 2010) via les archives sur le site internet Wayback Machine d'Internet Archive. Disponible sur l'Internet : <[https://web.archive.org/web/20100823044053/http://www.diplomatie.gouv.fr/pays-zones-geo\\_833/asie-centrale\\_4249/index.html](https://web.archive.org/web/20100823044053/http://www.diplomatie.gouv.fr/pays-zones-geo_833/asie-centrale_4249/index.html)> [consulté le 14/06/2023]

<sup>78</sup> LARUELLE Marlène, PEYROUSE Sébastien, *L'Asie centrale, à l'aune de la mondialisation...*, op. cit. supra note 61, p.26.

<sup>79</sup> *Ibid.*

<sup>80</sup> *Ibid.*

<sup>81</sup> KAMENKA Irène, « Ouzbékistan 2006. Sur la défensive », *Le Courrier des pays de l'Est*, vol. 1059, n°1-2, 2007, pp. 158-174. Disponible sur l'internet : <<https://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2007-1-page-158.htm>> [consulté le 15/05/2023].

<sup>82</sup> MARIANI Thierry, « Question n°30108 », *Assemblée nationale* [en ligne], 24/03/2015. Disponible sur l'Internet : <<https://questions.assemblee-nationale.fr/q14/14-30108QE.htm>> [consulté le 15/05/2023]

par la France. En effet, la France a cessé en 2001 de produire de l'uranium sur son territoire<sup>83</sup>. Depuis elle doit importer son combustible nucléaire et l'Ouzbékistan - 5<sup>ème</sup> producteur mondial, 10<sup>ème</sup> pour les réserves d'uranium, est un bon candidat. En 2007, les E.-U. perdent leur exclusivité pour l'achat d'uranium produit par l'entreprise minière ouzbèke, NMMC<sup>84</sup>, ouvrant la voie aux autres puissances étrangères.

En revanche, l'année 2008 marque une année noire pour le commerce bilatéral où le volume des échanges atteint un niveau excessivement bas à 40 M EUR, soit une chute de -81%, principalement tiré par l'effondrement des importations qui passent de 157 à 11 M EUR (-93%) tandis que les exportations tombent, quant à elles, à 29 M EUR (-44%). Puis en 2009, les importations et les exportations reprennent leur niveau de 2007 avec un commerce total d'environ 200 M EUR<sup>85</sup>.

S'agissant des investissements, malgré le contexte délétère du climat des affaires, deux contrats sont remportés par des entreprises françaises pendant la période. Le premier est signé pour 8 M USD par Thalès en juillet 2006 en partenariat avec une société russe pour moderniser le système de contrôle du trafic aérien de l'aéroport de Tachkent<sup>86</sup>. Ce contrat a permis la livraison de radars, installés en août 2007. Le second est remporté en août 2006 par le groupe français JCDecaux. Il s'agit d'un contrat pour une période de 25 ans qui vise à l'installation et la maintenance du mobilier urbain de Tachkent (abribus, cabines téléphoniques et supports publicitaires)<sup>87</sup>. De même, la rupture du dialogue entre les deux administrations n'a pas empêché un regain d'intérêt de l'Ouzbékistan pour les touristes français qui se classent, en termes de nombre, au premier rang des visiteurs européens.

### 1.2.2. Le commerce bilatérale résilient tenant en échec les tentatives de redynamisation face à l'autarcie karimovienne

Après les sanctions européennes de 2005, les relations entre la France et l'Ouzbékistan sont durablement gelées. Il faut attendre 2009 pour que ces sanctions, sous la pression de

---

<sup>83</sup> Voir la page « L'exploitation du minerai d'uranium en France métropolitaine : impact environnemental et risque pour la population » sur le site internet de l'IRSN. Disponible sur l'Internet : <https://www.irsn.fr/savoir-comprendre/environnement/lexploitation-minerai-duranium-france-metropolitaine-impact> [consulté le 31/05/2023]

<sup>84</sup> « Uzbekistan raskryl dannye po dobyče i eksportu urana [L'Ouzbékistan a divulgué des données sur la production et l'exportation d'uranium] », *Nuz.uz* [en ligne], [gazette électronique ouzbèke], 29.09.2020. Disponible sur l'Internet : <https://nuz.uz/ekonomika-i-finansy/1173404-uzbekistan-raskryl-dannye-po-dobyche-i-eksportu-urana.html> [consulté le 14/06/2023]

<sup>85</sup> MARIANI Thierry, « Question n°30108 », *Assemblée nationale*, 24/03/2015. *op. cit. supra note 82*, p.27.

<sup>86</sup> KAMENKA Irène, « Ouzbékistan 2006. Sur la défensive », *Le Courrier des pays de l'Est*, vol. 1059, n°1-2, 2007, pp. 158-174. Disponible sur l'Internet : <https://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2007-1-page-158.htm> [consulté le 15/05/2023].

<sup>87</sup> Voir le communiqué de presse du 31/08/2006 « JCDecaux s'implante en Asie Centrale » sur le site internet de JCDecaux. Disponible sur l'Internet : <https://www.jcdecaux.com/fr/press-releases/jcdecaux-simplante-en-asie-centrale> [consulté le 31/05/2023]

l'Allemagne, soient levées, relançant un dialogue régulier entre les deux pays<sup>88</sup>. L'Ouzbékistan, que quatre années de mise au ban internationale ont précipité dans une emprise duopolistique russo-chinoise<sup>89</sup>, est également favorable à la reprise du dialogue afin de desserrer le goulot exercé par les deux puissances. D'abord engagée au niveau parlementaire à partir de 2010, la reprise du dialogue entre les deux États s'intensifie au niveau institutionnel à partir de 2012. Cette année-là, les ministres français des Transports et de la Défense se rendent à Tachkent et les ministres français et ouzbek des Affaires étrangères se rencontrent à Paris. En 2013, Laurent Fabius, ministre français des Affaires extérieures, est reçu par le président Karimov à Tachkent. En 2014, les ministres ouzbeks et français de la Défense et des Affaires étrangères se rencontrent successivement à Paris<sup>90</sup>. Le MEDEF international (MEDEF-i) organise plusieurs forums d'affaires en 2011, 2014 et 2015 auxquels participent entre une trentaine et une cinquantaine de grandes entreprises françaises<sup>91</sup>.

Ce rapprochement diplomatique progressif s'inscrit dans un contexte du début des années 2010 placées sous le signe des bons auspices pour les échanges commerciaux entre la France et l'Ouzbékistan. Repartis à la hausse depuis 2007, ces derniers s'élèvent à un total de 249 M EUR en 2010. La France se positionne à la neuvième place parmi les partenaires commerciaux de l'Ouzbékistan et représente, en 2013, 2,2 % du marché ouzbek. En 2014, l'Ouzbékistan devient le deuxième partenaire de la France en Asie centrale. D'après le graphique 1, entre 2010 et 2015, le commerce bilatéral franco-ouzbek connaît la période la plus prospère de ces trente ans post-indépendance et se stabilise autour de 200 M EUR avec un niveau plancher de 190 M EUR (2012) et un niveau plafond de 267 M EUR (2015). Ces niveaux restent cependant marginaux pour le commerce extérieur français, l'Ouzbékistan se plaçant au 92<sup>ème</sup> rang des clients de la France et 85<sup>ème</sup> de ses fournisseurs<sup>92</sup>.

Les exportations françaises doublent entre 2009 et 2010 puis évoluent de manière relativement volatiles, aux grés des grands contrats signés, autour d'un niveau d'environ 100 M EUR, avec une chute à 68 M EUR en 2012. Elles sont constituées d'équipements mécaniques industriels et agricoles, informatiques et électroniques (44% du total des exportations françaises), de produits chimiques, parfums, cosmétiques et pharmaceutiques (32%), de produits agroalimentaires (12%, mais en forte progression en 2013, +76%, et en 2014, +35%) et de matériels de transport (9%). Ce dernier poste est particulièrement

---

<sup>88</sup> LARUELLE Marlène, PEYROUSE Sébastien, *L'Asie centrale, à l'aune de la mondialisation...*, op. cit. supra note 61, p.26.

<sup>89</sup> POUJOL Catherine, *L'Asie centrale au carrefour des mondes*, Paris, Ellipses, 2013.

<sup>90</sup> GROUPE D'AMITIÉ FRANCE-OUZBÉKISTAN, « Rapport d'information n°31. Mission en Ouzbékistan », *Assemblée nationale* [en ligne], 2016. Disponible sur l'Internet : <<https://www2.assemblee-nationale.fr/static/dian/14/dian31-2016.pdf>> [consulté le 31/05/2023]

<sup>91</sup> Voir le communiqué de presse du 08/06/2015 « Ouzbékistan - Délégation d'entreprises à Tachkent » sur le site internet du MEDEF international. Disponible sur l'Internet : <<https://www.medefinternational.fr/pays/ouzbekistan/>> [consulté le 31/05/2023]

<sup>92</sup> MARIANI Thierry, « Question n°30108 », *Assemblée nationale* [en ligne], 24/03/2015. op. cit. supra note 82, p.27.

dépendant des contrats, en particulier aéronautiques avec l'achat par Uzbekistan Airway de 10 airbus A320 et à l'accord entre Oberthur et Thalès pour la fourniture d'un système de passeports biométriques. C'est pourquoi, en 2014, les ventes d'équipements de transport sont en très forte hausse (+557%). En revanche, les importations françaises diminuent fortement entre 2009 et 2010, passant de 141 à 87 M EUR (-62%), puis augmentent sensiblement en 2011 et stagnent entre 2012 et 2013 à 120 M EUR. Une chute de 21% des importations françaises est observée en 2014 (99 M EUR), en raison de la diminution des importations d'uranium, qui représentent 93 % du total des importations françaises<sup>93</sup>.

Avec l'éligibilité de l'Ouzbékistan aux aides françaises comme le FASEP (un fonds destiné à financer des études ou des projets démonstrateurs d'entreprises françaises dans les pays en développement)<sup>94</sup>, une certaine vigueur des entreprises françaises est perceptible puisque les autorités ouzbèkes estiment entre trente et quarante le nombre de sociétés françaises actives dans le pays notamment dans les secteurs de la télécommunications, de la pharmacie, de l'agriculture, de la construction matériaux (Lafarge, pour le ciment, et Comau France), des transports (Geismar pour le transport ferroviaire), du matériel électrique, de l'affichage publicitaire (JCDecaux) et des énergies (avec Air Liquide et Areva)<sup>95</sup>. La banque Natixis poursuit ses opérations en participant au financement de la réhabilitation des stations de pompage de Navoï et Uchkara<sup>96</sup>. Par ailleurs, l'année 2013 marque l'engagement de l'Agence française de développement (AFD) sur le sol ouzbek avec un premier projet de traitement des déchets solides à Samarcande<sup>97</sup>. En 2015, l'AFD ouvre un bureau à Tachkent pour suivre plusieurs projets dans les secteurs énergétiques (énergies renouvelables et efficacité énergétiques) et du développement urbain, rural et des infrastructures<sup>98</sup>. D'ailleurs, l'année 2015 enregistre le retour en force des APD françaises (via l'AFD), sextuplées depuis 2014 et s'établissant à 7,63 M EUR (un record en Ouzbékistan), alors qu'elles avaient été en constante diminution depuis 2005, presque divisées par trois (3,63 M EUR en 2005 contre 1,29 M EUR en 2014), comme nous pouvons le voir sur le graphique 2. Enfin, le tourisme progresse toujours : 12 000 français sont venus visiter l'Ouzbékistan en 2011 et sont autour de 15 000 en 2015, faisant de la France le 1<sup>er</sup> émetteur de touristes en Ouzbékistan<sup>99</sup>.

---

<sup>93</sup> MARIANI Thierry, « Question n°30108 », *Assemblée nationale*, 24/03/2015. *op. cit. supra note 82*, p.27.

<sup>94</sup> GROUPE D'AMITIÉ FRANCE-OUZBÉKISTAN, « Rapport d'information n°31. Mission en Ouzbékistan », *op. cit. supra note 90*, p.29.

<sup>95</sup> *Ibid.*

<sup>96</sup> *Ibid.*

<sup>97</sup> *Ibid.*

<sup>98</sup> *Ibid.*

<sup>99</sup> « L'Ouzbékistan à la rencontre des acteurs économiques et culturels de la Région », *Le Journal toulousain* [en ligne], [média de solutions hebdomadaire de la région de Toulouse], 21/09/2015. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.lejournaltoulousain.fr/economie/louzbekistan-a-la-rencontre-des-acteurs-economiques-et-culturels-de-la-region-42581/>>  
[consulté le 15/05/2023]

Malgré ces succès, le volume des échanges restent toutefois limités et reposent, comme constaté en 2014, principalement sur quelques contrats importants. D’après un rapport sénatorial de 2015<sup>100</sup>, le volume total des contrats français s’élève à environ 4,88 Mds EUR depuis 2010. Les tentatives de redynamiser les relations économiques se heurtent encore et toujours au climat des affaires peu accueillant. Total et GDF-Suez sortent du marché ouzbek jugeant le climat d’investissement trop difficile<sup>101</sup>. D’ailleurs, la communauté d’affaires française reste loin derrière la concurrence russe, chinoise, coréenne ou encore allemande<sup>102</sup>.

---

<sup>100</sup> GROUPE D'AMITIÉ FRANCE-OUZBÉKISTAN, « Rapport d’information n°31. Mission en Ouzbékistan », *op. cit. supra note 90*, p.29.

<sup>101</sup> PEYROUSE Sébastien, « France and Central Asia », *EUCAM National Policy Series* [en ligne], [EU-Central Asian Monitoring (EUCAM), think-tank européen spécialisé dans les politique européenne vers l’Asie centrale European policies towards Central Asia], n°9, novembre 2012, 5 p. Disponible sur l’Internet : <<https://eucentralasia.eu/european-national-policies-series-france-and-central-asia/>> [consulté le 31/05/2023]

<sup>102</sup> GROUPE D'AMITIÉ FRANCE-OUZBÉKISTAN, « Rapport d’information n°31. Mission en Ouzbékistan », *op. cit. supra note 90*, p.29.



### **1.3. De la reprise des échanges aux visites présidentielles à l'Élysée : une dynamique économique prometteuse avec la nouvelle administration ouzbèke**

« Réformes économiques, libéralisation, ouverture sur le monde... l'Ouzbékistan, c'est maintenant ! »<sup>103</sup>

#### **1.3.1. L'élan réformateur et d'ouverture de la nouvelle administration de Shavkat Mirziyoyev annonçant une nouvelle page des relations bilatérales**

Le 2 septembre 2016, le président ouzbek depuis l'indépendance du pays, Islam Karimov, décède. Son Premier ministre, Shavkat Mirziyoyev, devient le second président de la République d'Ouzbékistan le 8 septembre 2016<sup>104</sup>. Il oriente alors le pays dans un processus de réforme pour libéraliser le régime et l'économie ouzbeks et poursuivre une ouverture diplomatique afin de rompre avec l'isolationnisme de la fin de l'ère Karimov. Le pays entame une série de réformes en peu de temps, pourtant plus nombreuses que pendant toute la période de la présidence de Karimov. Parmi les mesures économiques phares, on compte la libre convertibilité de la monnaie dès 2017, la libéralisation du régime de change, du commerce extérieur et des prix administrés, une réforme fiscale, l'amélioration de la statistique ainsi qu'un processus de privatisation des entreprises et des nombreuses banques publiques. Elles sont particulièrement révélatrices des transformations opérées pour ouvrir l'économie à l'extérieur. D'ailleurs, cette ouverture est également recherchée par la nouvelle administration ouzbèke qui cherche à attirer le savoir-faire, les technologies et les investissements étrangers afin d'amorcer la modernisation du pays. Dans un même ordre d'idée, pour rassurer les potentiels investisseurs étrangers, l'Ouzbékistan déploie une politique de bon voisinage afin d'apaiser les tensions avec les pays frontaliers, en particulier le Tadjikistan et le Kirghizistan avec qui il y a de nombreux problèmes de partages des ressources en eau et des conflits sur le

---

<sup>103</sup> Service de presse de BPIFrance, « #Innogenation Programme. 4ème édition », [en ligne sur le site internet de BPIFrance], 05 octobre 2018. Disponible sur l'Internet : <[https://www.bpifrance.fr/content/download/73475/793929/file/BIG4\\_programme\\_WEB.pdf](https://www.bpifrance.fr/content/download/73475/793929/file/BIG4_programme_WEB.pdf)> [consulté le 14/06/2023]

<sup>104</sup> « Shavkat Mirziyoyev devient président (provisoire) d'Ouzbékistan », *Novastan* [en ligne], [média électronique franco-allemand spécialisé sur l'Asie centrale], 08/09/2016. Disponible sur l'Internet : <<https://novastan.org/fr/ouzbekistan/chavkat-mirziyoyev-devient-president-provisoire-douzbekistan/>> [consulté le 14/06/2023]

tracé des frontières<sup>105</sup>. En ce sens, la forte croissance économique enregistrée en Ouzbékistan ainsi que les progrès marqués sur le plan des droits de l'homme - sur la liberté de la presse et sur l'abolition du travail forcé dans les champs de coton (afin de lever le boycott international sur le coton ouzbek) - sont autant de signaux témoignant de la crédibilité des autorités ouzbèkes pour ouvrir le pays à l'international<sup>106</sup>.

Du point de vue français, la vague réformatrice du nouveau président ouzbek est très bien accueillie. Jean-Yves Le Drian, alors ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, reconnaît en 2017 que « de tous les pays de la Communauté des États indépendants, [l'Ouzbékistan est] celui qui a mis en œuvre la vague de réformes la plus ambitieuse et la plus profonde depuis plus d'un an. [...] que la France soutient pleinement »<sup>107</sup>. Dans la même fibre, le secrétaire d'État au Commerce extérieur, Jean-Baptiste (J.-B.) Lemoyne, qualifie le contexte en Ouzbékistan comme étant propice pour écrire une « nouvelle page dans l'histoire de nos relations bilatérales »<sup>108</sup>. La création du Club d'Affaires France-Ouzbékistan (CAFU) en 2017 en Ouzbékistan (d'abord enregistré en France puis en tant qu'association de droit local) témoigne de l'attention particulière portée à l'expansion et à l'approfondissement de la coopération commerciale et économique entre la France et l'Ouzbékistan puisque ce club a pour but de développer les relations et contacts d'affaires entre les deux communautés d'affaires, française et ouzbèkes<sup>109</sup>. La décision des autorités ouzbèkes de supprimer le système de visa pour les touristes français en Ouzbékistan vient, sur le plan touristique, renforcer le partenariat franco-ouzbek<sup>110</sup>.

Néanmoins, comme indiqué sur le graphique 1, le niveau record en 2015 des échanges bilatéraux se dégradent progressivement de 2016 à 2018. Le total des échanges atteint 156 M EUR en 2016, soit une baisse de 41,6%. Il se stabilise autour de 130 M EUR en 2017 et 2018 (-16,6% par rapport à 2016). De 2016 à 2018, les importations françaises s'écroulent : de 160 M EUR en 2015, elles tombent à 60 M EUR en 2016 (-62,6%) en raison du recul des achats de combustibles nucléaires traités, puis à 46,0 M EUR (-23,3%) et enfin à 9,1 M EUR en

---

<sup>105</sup> COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, « Rapport n°4233, sur le projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Ouzbékistan relatif aux transports routiers internationaux de voyageurs et de marchandises et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne sur le transport international routier de personnes [Ci-après : COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, « Rapport n°4233 »] », *Assemblée nationale* [en ligne], 8 février 2022. Disponible sur l'Internet : <[https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion\\_afetr/115b5023\\_rapport-fond#\\_Toc256000004](https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion_afetr/115b5023_rapport-fond#_Toc256000004)> [consulté le 14/06/2023]

<sup>106</sup> COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Rapport sur l'accord franco-ouzbek relatifs aux services aériens ... , *op. cit. supra note 73*, p.23.

<sup>107</sup> Voir la déclaration de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, sur les relations entre la France et l'Ouzbékistan, à Paris le 20 juillet 2018, sur le site internet Vie publique. Disponible sur l'Internet : <<https://www.vie-publique.fr/discours/206395-jean-yves-le-drian-20072018-relations-entre-la-france-et-louzbekistan>> [consulté le 31/05/2023]

<sup>108</sup> *Ibid.*

<sup>109</sup> Voir la page « Club d'Affaires France Ouzbékistan » sur le site internet de l'ambassade de France à Tachkent. Disponible sur l'Internet : <<https://uz.ambafrance.org/Club-d-Affaires-France-Ouzbekistan>> [consulté le 15/05/2023]

<sup>110</sup> « Les Français n'ont plus besoin de visa pour aller en Ouzbékistan », *Novastan* [en ligne], 05/10/2018. Disponible sur l'Internet : <<https://novastan.org/fr/ouzbekistan/les-francais-nont-plus-besoin-de-visa-pour-aller-en-ouzbekistan/>> [consulté le 31/05/2023]

2018 (-80,2%). S'agissant des exportations françaises, d'abord en phase descendante, en 2016 (-10,3% à 96 M EUR) et en 2017 (-15,6% à 81 M EUR), sur fond de baisse des ventes de cartes électroniques assemblées, elles reprennent leur dynamique en 2018 (+10,7%), s'élevant à 12 M EUR grâce à la multiplication par 9 des ventes de matériels de transport<sup>111</sup>.

Néanmoins, la reprise du dialogue de haut niveau entre les administrations françaises et ouzbèkes depuis 3 ans conduit à un évènement de taille pour les relations bilatérales. Le 8 et 9 octobre 2018, le président Mirziyoyev effectue une visite d'État en France où il est reçu par le président français Emmanuel Macron à l'Élysée, qui salue à cette occasion, dans un communiqué<sup>112</sup>, « le renouveau de la relation bilatérale franco-ouzbèke » et réaffirme le soutien de la France dans le processus de modernisation et de développement économique de l'Ouzbékistan. C'est le premier pays d'Europe où le président ouzbek se rend depuis son arrivée au pouvoir deux ans plus tôt mais également la première rencontre entre un président ouzbek et un président français depuis 22 ans.

### 1.3.2. Exploration des potentiels inexploités après la visite présidentielle de 2018

En marge de la visite à l'Élysée, lors d'une réunion entre le chef d'État ouzbek et les principales entreprises françaises, une dizaine d'accords économiques et de contrats ont également été signés pour un montant total de 3,4 Mds EUR, dans le domaine de l'aéronautique, des énergies, de l'eau et de l'assainissement, et de la construction<sup>113</sup>. Parmi ces contrats, on peut citer :

- Total Eren pour la construction de la première centrale solaire et l'étude de plans futurs pour organiser des centrales solaires mobiles dans les colonies isolées.
- Suez et Veolia pour l'approvisionnement en eau potable, la modernisation et l'exploitation des systèmes d'approvisionnement en chaleur.
- Renault pour l'étude de la production de voitures en Ouzbékistan.
- Orano qui a signé un accord avec le Comité d'État de Géologie et des ressources minières et avec le NMMC (Combinat Minier et Métallurgique de Navoi) sur l'exploitation géologique et le développement des gisements d'uranium.

---

<sup>111</sup> Voir l'onglet « Les relations économiques bilatérales en 2019 » sur la page « Ouzbékistan » du site internet de la DG Trésor. Disponible sur l'Internet : <<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/UZ/les-relations-commerciales-bilaterales-avec-l-ouzbekistan>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>112</sup> Présidence de la République française, Service de presse, « Visite officielle à Paris du Président de la République d'Ouzbékistan, M. Chavkat Mirziyoyev », 11 octobre 2018, [en ligne sur le site de la présidence de la République française]. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2018/10/11/visite-officielle-a-paris-du-president-de-la-republique-d-ouzbekistan-m-chavkat-mirziyoyev>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>113</sup> *Ibid.*

De 2019 à 2020, une série de consultations de haut niveau<sup>114</sup> a lieu pour faire suite à la rencontre présidentielle. Le secrétaire d'État auprès du MEAE, J.-B. Lemoine, se rend deux fois en Ouzbékistan. Nommé en 2019 représentant spécial pour la diplomatie économique dans les pays d'Asie centrale, Pascal Lorot se rend lui aussi en 2019, en 2020 et en 2021 en Ouzbékistan. À Paris, les autorités ouzbèkes sont accueillies en septembre 2019, en présence de J.-B. Lemoine, qui participe à un dîner un mois plus tard, la même année, donné par l'ambassade d'Ouzbékistan en France. En mai 2020, une rencontre en visioconférence est tenue entre le vice-Premier ministre ouzbek Sardor Umurzakov et le ministre français de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire.

En 2019, le MEDEF international organise un forum d'affaires franco-ouzbek à Tachkent qui voit une délégation française composée de représentants de 30 grandes entreprises et institutions financières. Cela impulse de nombreuses avancées pour la présence française en Ouzbékistan. Les banques Natixis et le Crédit Agricole ont, pour la première, conclu deux accords d'une valeur totale de 500 M EUR pour financer des projets d'équipement de haute technologie et, pour le second, ouvert une ligne de crédit de 300 M EUR<sup>115</sup>. Dans le domaine spatial, dont l'expérience française est très recherchée, les autorités ouzbèkes ont signé un accord-cadre de coopération avec le Centre national français de recherche spatiale et Thales Alenia Space poursuit des négociations à propos de l'utilisation d'information satellite. Dans le secteur de l'énergie atomique, Assystem a conclu un accord en mai 2019 pour ouvrir une filiale à Tachkent, UzAssystem, après l'annonce d'un projet de central nucléaire avec Rosatom en Ouzbékistan dans l'optique de fournir des services d'ingénierie et de conseil<sup>116</sup>. Dans le domaine touristique, un consortium d'entreprises françaises (Orex Loisirs, Compagnie des Alpes, Geode, Egis et autres) discute d'un projet touristique dans la région de Tachkent<sup>117</sup>. De même, des entreprises françaises comme Vinci ou Eiffage étudient leur participation dans des projets de construction de complexes hôteliers<sup>118</sup>. Quant aux domaines agricole et agroalimentaire, Lactalis revient sur le marché ouzbek, un accord-cadre d'un montant total de 15 M EUR est conclu avec Rungis-Semmaris

---

<sup>114</sup> Voir la page « Présentation et historique » sur le site internet de l'ambassade de France à Tachkent. Disponible sur l'Internet : <https://uz.ambafrance.org/Présentation-et-historique> [consulté le 31/05/2023]

<sup>115</sup> MULLER Sébastien, « Qu'attendre de la visite du Président de l'Ouzbékistan à Paris ? », *Le Caucase* [en ligne], [média électronique consacré à la région Caucase], 08/10/2018. Disponible sur l'Internet : <https://www.le-caucase.com/2018/10/08/ouzbekistan-mirziovoyev-a-paris/> [consulté le 15/05/2023]

<sup>116</sup> Voir le communiqué de presse du 19 juin 2019 19 juin 2019 « Assystem signe un accord avec le Ministère de l'Énergie d'Ouzbékistan » sur le site de Assystem. Disponible sur l'Internet :

<https://www.assystem.com/wp-content/uploads/2023/05/Communiqués-de-presse-assystem-2018-2019.pdf> [consulté le 31/05/2023]

<sup>117</sup> LAVOLLAY Lorraine, « Économie, culture, tourisme : entre l'Ouzbékistan et la France, des collaborations multiples », *Novastan* [en ligne], 05/11/2020. Disponible sur l'Internet :

<https://novastan.org/fr/europe-et-asie-centrale/economie-culture-tourisme-entre-louzbekistan-et-la-france-des-collaborations-multiples/> [consulté le 31/05/2023]. Telles que Airbus, Total EREN, Orano, Eiffage, Fives Stein, Rungis SEMMARIS, Vinci, Suez, SADE, Sanofi, Idemia, Mercier, Thales Alenia Space, Leroy Merlin et d'autres.

<sup>118</sup> *Ibid.*

portant sur la création d'un réseau de marchés de gros de fruits et de légumes, notamment dans les villes de Tachkent, Samarcande et d'Andijan, comprenant la construction et la gestion de 8 hubs agro-logistiques<sup>119</sup>. Enfin, plusieurs accords ont été signés sur le développement du secteur viti-vinicole, de la pisciculture, et de l'élevage<sup>120</sup>. En 2019 à Paris, l'ouverture de la maison de commerce franco-ouzbèke « UzFrance Trade » doit faciliter l'exportation de produits ouzbeks sur le marché français<sup>121</sup>.

S'agissant du commerce bilatéral, la visite présidentielle porte ses fruits dès 2019 avec des résultats en progrès pour les exportations et un total des échanges bilatéraux à 145 M EUR (+11,5%). Les exportations françaises atteignent 134 M EUR en 2019, en progrès de 10,7%, et se composent de produits chimiques, parfums et cosmétiques (35,6%), des machines industrielles et agricoles (20,4%), de produits des industries agroalimentaires (9,2%), de produits pharmaceutiques (8,5%) et de matériels de transports (8,4 %). Les importations françaises demeurent très modestes à hauteur de 11 M EUR et reposent à 64,7% sur des produits métallurgiques et métalliques (combustible nucléaire traité et autres métaux non ferreux). Pour la quatrième fois consécutive - comme en témoigne le graphique 1 -, le solde commercial est positif pour la France et a surtout plus que triplé, s'établissant à 123 M EUR. Toutefois, la France reste un fournisseur secondaire - 19<sup>ème</sup> fournisseur - de l'Ouzbékistan avec une part de marché de 0,6% en 2019<sup>122</sup>. Le programme de l'AFD s'intensifie également : un total d'environ 600 M EUR a été mobilisé sur la période 2018-2021 dans les domaines de l'agriculture, de l'eau, de l'hydroélectricité (centrale hydraulique de Charvak), du tourisme, du chauffage urbain et de la gestion des déchets<sup>123</sup>.

Parallèlement, la partie française apporte son soutien à l'Ouzbékistan, qui poursuit ses réformes pour améliorer le climat des affaires et à encourager les investissements étrangers, dans les questions d'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et dans son partenariat avec l'UE. Le 10 avril 2021, l'Ouzbékistan se range parmi les pays bénéficiant du système de préférences de l'UE « SPG + »<sup>124</sup>.

---

<sup>119</sup> GILGUY Christine, « L'Ouzbékistan, nouvel eldorado pour les entreprises françaises », *Le Moci* [en ligne], [Moniteur du Commerce international, revue spécialisée dans le secteur du commerce extérieur], 14/01/2021. Disponible sur l'Internet : <https://www.lemoci.com/ouzbekistan-nouvel-eldorado-pour-les-entreprises-francaises/> [consulté le 15/05/2023]

<sup>120</sup> LAVOLLAY Lorraine, « Économie, culture, tourisme : entre l'Ouzbékistan et la France, des collaborations multiples », *Novastan* [en ligne], 05/11/2020. *op. cit. supra note 112* p.34

<sup>121</sup> DUPUY Emmanuel, MAHMUDOV Elyar, JURAIEV Saifiddin, « Relations franco-ouzbèkes : une nouvelle dimension (deuxième partie) [Ci-après : DUPUY Emmanuel, « Relations franco-ouzbèkes ... ] », [en ligne sur le site internet du CAFU], 16/02/2023. Disponible sur l'Internet : <https://cafu.uz/fr/news-types/relations-franco-ouzbekes-une-nouvelle-dimension-deuxieme-partie/> [consulté le 31/05/2023]

<sup>122</sup> Voir l'onglet « Les relations économiques bilatérales en 2019 » sur la page « Ouzbékistan » du site internet de la DG Trésor. Disponible sur l'Internet : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/UZ/les-relations-commerciales-bilaterales-avec-l-ouzbekistan> [consulté le 14/06/2023]

<sup>123</sup> DUPUY Emmanuel, « Relations franco-ouzbèkes ... », *op cit. supra note 121*, p.37.

<sup>124</sup> COLOMBIER Etienne, « Les produits ouzbeks obtiennent un accès privilégié à l'Union européenne », *Novastan* [en ligne], 09/04/2021. Disponible sur l'Internet : <https://novastan.org/fr/europe-et-asie-centrale/les-produits-ouzbeks-obtiennent-un-acces-privilegie-a-lunion-europeenne/> [consulté le 31/05/2023]

La dynamique ascendante enclenchée par la visite présidentielle se poursuit en 2020 et en 2021 avec un volume total des échanges qui atteint respectivement 234 M EUR (+61,3%) et 265 M EUR (+13,2%), affichant un solde commercial positif pour la sixième année consécutive en faveur de la France. En 2020, les exportations françaises portent l'expansion du commerce bilatéral et atteignent un record de 213 M EUR grâce aux ventes aéronautiques (vente de deux Airbus A320Neo à Uzbekistan Airways fin 2019 et comptabilisés sur l'année 2020). Face à cela, en 2021, avec un montant de 167 M EUR, les ventes françaises sont en baisse par rapport à 2020 (-21,6%), mais restent en progression par rapport à 2019 (+24,6%). Elles se composent de produits chimiques, huiles essentielles, parfums et cosmétiques (32,7%), des produits de la construction aéronautique et spatiale (10,4%), des produits pharmaceutiques (9,1%), des équipements électromédicaux de diagnostic et de traitement (8,1%). Quant à nos importations, encore limitées en 2020 à 21 M EUR (+36,3%), elles ont progressé de plus de 363% pour atteindre environ 98 M EUR en 2021, grâce à la vive reprise des livraisons - multipliées par 9 par rapport à l'année précédente - de composés d'uranium naturel, qui représentent 83,7% des celles-ci. L'Ouzbékistan est le deuxième fournisseur d'uranium naturel. Avec une part de marché de 1,1% en 2021, la France était le 15<sup>ème</sup> fournisseur de l'Ouzbékistan, en progrès de quatre places par rapport à 2019, sur un marché toujours dominé par la Russie et la Chine, qui se disputent tour à tour la première place. Les APD françaises explosent en 2019 et 2020, comme le révèle le graphique 2, en raison du dispositif de restitution des biens dits « mal acquis » affectant à l'Ouzbékistan ces années-là, respectivement 193,3 et 242,7 M EUR<sup>125</sup>. Cela correspond aux restitutions à l'Ouzbékistan des biens saisis en France lors des procès pour détournement d'argent en particulier contre la fille aînée d'Islam Karimov, Goulmara Karimova, toujours en détention<sup>126</sup>.

### 1.3.3. Consolidation de la relation avec l'Ouzbékistan comme partenaire montant de la région lors de la visite présidentielle de 2022.

Après avoir surmonté la crise de la pandémie mondiale sans connaître de récession, l'économie du Nouvel Ouzbékistan [Yangi O'zbekiston] a confirmé sa résilience en 2021 – en enregistrant la plus forte croissance depuis son indépendance en 1991 à 7,4% – et en 2022 - à 5,4% - malgré les conséquences attendues de la guerre en Ukraine. La vigueur des

<sup>125</sup> PIREA BEAUNE Christine, « Question N° 30828 », *Assemblée nationale* [en ligne], 28/09/2021. Disponible sur l'Internet : <<https://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-30828QE.htm>> [consulté le 15/05/2023]

<sup>126</sup> « Biens mal acquis: l'Ouzbékistan récupérera les avoirs saisis en France », *rfi* [en ligne], 08/07/2019. Disponible sur l'Internet : <<https://www.rfi.fr/fr/france/20190708-biens-mal-acquis-ouzbekistan-recuperera-avoirs-saisis-france>> [consulté le 14/06/2023]

exportations et des envois de fonds des particuliers permettent de juguler la dette publique tandis que les finances publiques apparaissent maîtrisées à court terme<sup>127</sup>. L'Ouzbékistan a achevé en 2022 la délimitation définitive de l'ensemble de ses frontières (héritées de l'URSS) avec les États limitrophes et poursuit sa politique d'équilibriste entre l'Occident, la Russie et la Chine. Dans cette dynamique, un accord de partenariat et de coopération renforcé (dit APC+) avec l'UE, est signé en juillet 2022, tout en continuant parallèlement les démarches nécessaires en vue de devenir membre de l'OMC<sup>128</sup>. L'ouverture du pays est attestée par une forte croissance sans discontinuer du commerce extérieur ouzbek qui double entre 2016 et 2023 passant de 17 à 38 Mds USD<sup>129</sup>. Si l'Ouzbékistan n'est pas le premier partenaire français en Asie centrale (place qui revient au Kazakhstan), il est toutefois l'étoile montante « car c'est la deuxième économie de la région et le premier pays en termes de population » selon Pascal Lorot<sup>130</sup>. Les investisseurs français, à travers le MEDEF-i, Christophe Fontaine, confirme cette analyse « L'Ouzbékistan se distingue comme l'une des régions économiques les plus dynamiques et les plus attractives pour les affaires en Asie centrale, notamment au cours des trois dernières années qui, de l'avis général des entreprises françaises, ont marqué une "ère nouvelle" grâce aux réformes profondes entreprises par le président de l'Ouzbékistan, M. Mirziyoyev, pour améliorer l'environnement des affaires »<sup>131</sup>.

Un nouvel élan de la coopération commerciale et économique est donné par une seconde visite, les 21 et 22 novembre 2022, du président Mirziyoyev, réélu en 2021, pour développer le partenariat avec la France<sup>132</sup>. Une feuille de route économique franco-ouzbèke 2020-2030 entend faire progresser leurs échanges bilatéraux, en nette progression mais encore à un niveau inférieur, en fournissant notamment par la partie ouzbèke une assistance pour faciliter l'investissement français et simplifier les procédures existantes. Une trentaine d'accords ont été signés au cours de la visite pour un montant total de 5 Md EUR, dans les domaines de l'énergie, de la gestion de l'eau, de l'agriculture, des transports et du tourisme<sup>133</sup>. L'AFD a signé l'accord de partenariat stratégique 2022-25 en soutien aux investissements

---

<sup>127</sup> DIRECTION DE L'ÉVALUATION DES ÉTUDES ET DE LA PROSPECTIVE, « Fiche pays Ouzbékistan, *BPIFrance* [en ligne], novembre 2022. Disponible sur l'Internet : <<https://www.bpifrance.fr/download/media-file/74478>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>128</sup> COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Rapport n°4233, *op. cit. supra note* 132 p. 32

<sup>129</sup> Voir le graphique Commerce extérieur de l'Ouzbékistan en annexe, p. 149.

<sup>130</sup> DUPUY Emmanuel, « Relations franco-ouzbèkes ... », *op. cit. supra note* 121, p.37.

<sup>131</sup> *Ibid.*

<sup>132</sup> Présidence de la République française, Service de presse, « Déclaration conjointe du Président de la République française et du Président de la République d'Ouzbékistan », 22 novembre 2022, [en ligne sur le site de la présidence de la République française]. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2022/11/22/declaration-conjointe-du-president-de-la-republique-francaise-et-du-president-de-la-republique-douzbeke>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>133</sup> Ministerstvo investitsij i vnešnej trgovli Respubliki Uzbekistan, Departament pečati [Ministère de l'Investissement et du Commerce extérieur de la République d'Ouzbékistan, Service de presse], « V aprele v Taškente proidet Uzbeksko-Francuzskij biznes-forum [Tachkent accueillera un forum d'affaires franco-ouzbek en avril] », 14 mars 2023, [Communiqué de presse en ligne sur le site du ministère de l'Investissement et du Commerce extérieur de la République d'Ouzbékistan]. Disponible sur l'Internet : <<https://miit.uz/ru/news/uzbek-french-business-forum-to-be-held-in-tashkent-in-april>> [consulté le 14/06/2023]

publics de l'Ouzbékistan, dans le domaine de l'économie verte et le développement de la région de la Mer d'Aral pour environ 1 Md EUR<sup>134</sup>. D'ailleurs, sa présence s'était intensifiée dès 2021 comme le montre le graphique 2 puisqu'après les restitutions des biens dits « mal acquis » entre 2019 et 2020, le niveau des APD français restent élevés en 2021 à 16,5 M EUR, le double du plus haut niveau entre 1992 et 2018.

En 2022, le commerce bilatéral franco-ouzbek enregistre un nouveau record avec un volume total des échanges qui dépasse le niveau de 300 M EUR pour s'élever à 377 M EUR. Cette nouvelle progression de 42,3% est tirée par une hausse de 44,3% des exportations (241 M EUR, principalement des produits chimiques, pharmaceutiques et cosmétiques ainsi que des équipements agricoles et médicaux) et de 38,8% des importations (136 M EUR, dont 97,5% de combustibles nucléaires traités)<sup>135</sup>.

Quoiqu'encore limitée, la présence française est en forte progression dans le paysage des affaires en Ouzbékistan. Le CAFU enregistre une quinzaine d'adhérents<sup>136</sup>, majoritairement encore ouzbeks et au moins 17 grands groupes français sont déjà présents ou actifs en Ouzbékistan : Assystem, Bureau Veritas, CIFAL, DPD (groupe Laposte), EDF, EGIS, Idemia, JCDecaux, Lactalis, Orano, Sanofi, Schiever (magasins Bi1), Servier, Suez, Thales, Total – avec Total Energies MS (lubrifiants) et Total EREN – et Veolia. Selon les autorités ouzbèkes, multipliées par 1,5 sur un an<sup>137</sup>, il y aurait 46 entreprises françaises ou à capitaux français actives en Ouzbékistan, dont 26 joint-ventures et 20 entreprises à capitaux 100% français<sup>138</sup>. De même, si les investissements français en Ouzbékistan sont aujourd'hui très faibles (quelques dizaines de millions d'euros), ils vont être amenés à croître très rapidement car plusieurs projets comportent des investissements en propre, en particulier ceux de Veolia et EDF, pour des montants de plusieurs centaines de millions d'euros. Fin 2021, le volume des investissements assimilés de la France s'élevait à 297,1 M USD, dont investissements directs étrangers - 70,9 M USD et prêts - 226,2 M USD<sup>139</sup>. Les APD, ne

---

<sup>134</sup> Voir le communiqué de presse du 22 novembre 2022 « L'AFD renforce son partenariat de long terme avec l'Ouzbékistan » sur le site internet de l'AFD. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.afd.fr/fr/actualites/communiquede-afdr-renforce-partenariat-long-terme-ouzbekistan>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>135</sup> Voir les données (en CPF) de l'Ouzbékistan sur le site internet du Kiosque des Douanes françaises. Disponible sur l'Internet :

<[https://lekiosque.finances.gouv.fr/site\\_fr/CPF/resultat\\_CPF.asp?id=P10UZ\\_Z1200\\_C1002&v=2](https://lekiosque.finances.gouv.fr/site_fr/CPF/resultat_CPF.asp?id=P10UZ_Z1200_C1002&v=2)> [consulté le 14/06/2023]

<sup>136</sup> Voir la page « Liste des membres » sur le site internet du CAFU. Disponible sur l'Internet :

<<https://cafu.uz/fr/liste-des-membres/>> [consulté le 31/05/2023]

<sup>137</sup> DUPUY Emmanuel, MAHMUDOV Elyar, JURAIEV Saifiddin, « Uzbeksko-frantsuzskied otnosheniya : novoe izmerenie (vtoraya tchast') [Relations franco-ouzbèkes : une nouvelle dimension (deuxième partie)] », *UzA* [en ligne], [Nacional'noe informacionnoe agentstvo Uzbekistana - Agence nationale de presse d'Ouzbékistan], 25/08/2020. Disponible sur l'Internet :

<<https://uza.uz/ru/posts/uzbeksko-frantsuzskied-otnosheniya-novoe-izmerenie--25-08-2020>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>138</sup> KOBIELA Vita, « Vzglád iz Bel'gii: S Uzbekistanom, polnom "Samarkandskogo duha", Franciâ gotova rabotat' [Vue de Belgique : la France est prête à travailler avec l'Ouzbékistan plein de "l'esprit de Samarcande"] », *Dunyo*[en ligne], [Agence de presse du ministère des Affaires étrangères de la République d'Ouzbékistan], 23/11/2022. Disponible sur l'Internet :

<[https://dunyo.info/ru/site/inner/vzglvad\\_iz\\_belygii\\_s\\_uzbekistanom\\_polnom\\_samarkandskogo\\_duha\\_frantsiya\\_gotova\\_rabotaty-kLE](https://dunyo.info/ru/site/inner/vzglvad_iz_belygii_s_uzbekistanom_polnom_samarkandskogo_duha_frantsiya_gotova_rabotaty-kLE)> [consulté le 14/05/2023]

<sup>139</sup> OBID Khakimov, « De nouvelles opportunités pour la France en coopération avec le Nouvel Ouzbékistan (2/5) », *Le Spectacle du Monde* [en ligne], [revue trimestrielle politique et géopolitique proche de l'extrême-droite], 20/11/2023. Disponible sur l'Internet :

bénéficiant plus du dispositif de redistribution des biens mal acquis, redescendent à un niveau toutefois légèrement au-dessus de celui de 2018 avec 16,5 M EUR. La visite présidentielle de Shavkat Mirziyoyev à Paris, devrait augmenter le niveau d'investissement puisque de grands contrats ont été remportés par les entreprises françaises. Ils se concentrent principalement dans le secteur des services communaux (Suez, Veolia), de l'énergie (EDF, Total EREN, Assystem) et de l'aéronautique (civile et militaire, avec de nombreuses commandes pour Airbus). À cela s'ajoute la présence stratégique d'Orano qui prospecte des zones uranifères. Le succès de la visite présidentielle 2022<sup>140</sup> s'est poursuivi avec de nombreux appels d'offre remportés par Volitalia et MND<sup>141</sup>.

---

<<https://lespectacledumonde.fr/economie/de-nouvelles-opportunités-pour-la-france-en-cooperation-avec-le-nouvel-ouzbekistan-2-5/>>  
[consulté le 14/06/2023]

<sup>140</sup> CREUSILLET Sophie, « France-Ouzbékistan : moisson d'accords lors de la visite du président Shavkat Mirziyoyev en France », *Le Moci* [en ligne], 05/12/2022. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.lemoci.com/france-ouzbekistan-moisson-daccords-lors-de-la-visite-du-president-shavkat-mirziyoyev-en-france/>> [consulté le 31/05/2023]

<sup>141</sup> GILGUY Christine, « Entreprises : MND décroche l'or en Ouzbékistan grâce à une offre globale », *Le Moci* [en ligne], 28/03/2023. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.lemoci.com/entreprises-mnd-decroche-le-contrat-dequipement-dun-site-de-montagne-en-ouzbekistan-grace-a-une-offre-globale/>> [consulté le 14/05/2023]

Pour conclure, de cette première partie qui expose les relations économiques bilatérales franco-ouzbèkes depuis l'établissement des relations diplomatiques françaises avec l'Ouzbékistan, il apparaît que le potentiel du partenariat avec l'Ouzbékistan soit encore sous-exploité. En effet, quoiqu'en progression, le volume des échanges commerciaux franco-ouzbek est marginal pour la France (l'Ouzbékistan est son 97<sup>ème</sup> partenaire commercial en 2022, représentant 0,042% des exportations françaises dans le monde). Il n'est pas non plus de premier plan pour l'Ouzbékistan dont la France est 11<sup>ème</sup> client en 2021 avec 0,8% du total des exportations. Pendant les années 1990 et le début des années 2000, les achats français sont dominés par le coton et les produits agricoles, puis sont remplacés vers le milieu des années 2000 par l'uranium, qui constitue la presque totalité des importations françaises. Les exportations françaises sont fonction des grands contrats français signés en Ouzbékistan. Toutefois, après un établissement difficile puis une fin d'ère Karimov caractérisée par une dégradation des relations institutionnelles et une autarcie économique, l'ouverture du pays opérée par la nouvelle administration ouzbèke du président Chavkat Mirziyoïev offre une nouvelle dynamique appelée à renforcer le partenariat économique franco-ouzbek. Lors de ces deux visites en France, le président ouzbek a émis des appels aux investissements français en Ouzbékistan. La question est de savoir si - et comment - ces appels seront pris en compte par les autorités et les entreprises françaises. La relation entre ces dernières (administrations et entreprises françaises) interpelle, notamment lors de la situation paradoxale de la seconde moitié des années 2000 où malgré la rupture diplomatique, les activités économiques ont perdurées et même augmentées. Comment est élaborée l'action économique française à l'étranger et comment s'articule cette action avec les activités diplomatiques, notamment sur le terrain avec l'Ambassade ? Le second temps de ce mémoire présente les caractéristiques de la diplomatie économique française pour mieux interpréter l'action diplomatique française à teneur économique en Ouzbékistan.

## Partie II : Rôle et fonctionnement du service économique

Le président Georges Pompidou, au cours d'une conférence de presse du 21 septembre 1972 : « nos ambassadeurs ont renoncé à l'exercice permanent de la tasse de thé et des petits gâteaux et commencent à se dire que des crédits, des traités commerciaux, des prêts financiers sont des problèmes qui ne les déshonorent pas »<sup>142</sup>.

Après avoir été conseillère diplomatique du Préfet de la région Bretagne, ambassadrice de France en Azerbaïdjan et cheffe de la délégation de l'Union européenne au Kazakhstan<sup>143</sup>, Aurélia Bouchez a été nommée en 2021 ambassadrice de France en Ouzbékistan. Avant elle, deux autres femmes avaient été successivement nommées à ce poste, Violaine Billette de Villemeur de 2016 à 2019 et Isabelle Servoz-Gallucci de 2019 à 2021. Auparavant et depuis la création de l'Ambassade en 1992, 7 autres ambassadeurs se sont succédés : Jean-Paul Véziant (1992-1995), Jean-Claude Richard (1995-2000), Jacques-André Costilhes (2000-2005), Jean-Bernard Harth (2004-2007), Hugues Pernet (2007-2010), François Gauthier (2010-2013), et Jacques-Henry Heuls (2013-2016)<sup>144</sup>.

Le bâtiment de l'Ambassade de France est situé au coeur de la capitale ouzbèke, Tachkent, non loin de la place Amir Timour - personnage ô combien symbolique en Ouzbékistan - et du Musée des Arts modernes, au centre du quartier diplomatique (les Ambassades de Turquie, de Chine, d'Ukraine et du Royaume-Uni étant à proximité). Lieu symbolisant une certaine importance de la France en Ouzbékistan, la recherche de local en a été tout autant allégorique, mettant en relief le difficile établissement des relations franco-ouzbèkes. A son arrivée en 1992, Jean-Paul Véziant doit séjourner de façon prolongée à l'hôtel Ouzbékistan<sup>145</sup>, devant louer, pour les nécessités des activités diplomatiques jusqu'au mois de mai 1993, une aile du 7<sup>ème</sup> étage de ce célèbre hôtel soviétique. Les échanges par

---

<sup>142</sup> BADEL Laurence, « Pour une histoire de la diplomatie économique de la France », [ci-après : BADEL Laurence, « Pour une histoire de la diplomatie économique ... », *Vingtième Siècle*. Revue d'histoire. [revue historique trimestrielle d'histoire politique et culturelle des presses de Sciences po], vol. 90, n°2. 2006. pp. 169-185.

<sup>143</sup> Voir la page wikipédia « Aurélia Bouchez ». Disponible en ligne : <[https://fr.wikipedia.org/wiki/Aur%C3%A9lia\\_Bouchez](https://fr.wikipedia.org/wiki/Aur%C3%A9lia_Bouchez)> [consulté le 31/05/2023]

<sup>144</sup> Voir la page « Présentation et historique » du site internet de l'ambassade de France en Ouzbékistan, *loc. cit. supra note 114*, p.36.

<sup>145</sup> PLARD Émerick, « Le réseau diplomatique français en Asie centrale... », *op. cit. supra note 13*, p.17. : « L'hôtel Ouzbékistan est le lieu d'accueil des touristes, des délégations étrangères, il est bruyant et animé, avec toute une faune de prostitués et de trafiquants et changeurs divers. Une délégation mixte Banque mondiale/FMI qui y réside actuellement a fait des représentations auprès de la direction de l'hôtel à propos des cafards [...] J'y ai trouvé à mon arrivée une délégation de Total et c'est cet hôtel qu'avait également choisi la délégation d'Aéroports de Paris, venue la semaine dernière négocier un contrat pour l'aéroport de Tachkent. Il affiche complet et seule l'intervention du MID local m'a permis d'y trouver une place. Une autre lettre du MID sera nécessaire pour que je m'y maintienne durablement ».

télégrammes diplomatiques de l'Ambassadeur avec l'administration centrale font part non seulement des difficultés rencontrées pour trouver des locaux de bonne qualité à des prix raisonnables vis-à-vis des montants alloués pour la représentation diplomatique mais révèlent surtout la différence de traitement par les autorités ouzbèkes entre les Français et les Allemands ou les Américains<sup>146</sup>. En effet, ces derniers se voient privilégier tant pour les propositions de locaux diplomatiques que dans les affaires. C'est ainsi, selon l'ambassadeur, que les autorités ouzbèkes témoignent leur agacement face à ce qu'ils ressentent comme un manque d'engagement de la France dans les relations avec l'Ouzbékistan. Cependant, en 1993, alors que l'ambassade d'Allemagne en est déjà pourvue, les Français se dotent d'un local qui, contre toute attente, démontre le capital d'estime de la France auprès des autorités ouzbèkes. De l'aveu de l'Ambassadeur<sup>147</sup>, Islam Karimov lui-même, arguant que les Français sont les plus à même de conserver le patrimoine historique, aurait attribuer l'actuel emplacement de l'ambassade de France qui y déménage après une restauration entre 1994 et 1996. Il s'agit d'un édifice, parmi les 1<sup>ers</sup> de la région dans un style architectural art nouveau, datant de 1912, accueillant initialement une école de jeunes filles, puis devenu l'école secondaire Choumilov après la Révolution de 1917<sup>148</sup>.

Cette faiblesse d'investissement initiale du côté français semble avoir finalement constitué une constante, comme cela a été exposé en première partie de ce mémoire, dans la chronologie des relations économiques bilatérales, malgré les mains tendues par le régime ouzbek. Comment expliquer alors la faiblesse des relations économiques entre la France et l'Ouzbékistan ? Si la région peut être considérée comme peu prioritaire en raison d'obstacles géographiques et culturels à l'approfondissement des échanges, l'exemple du Kazakhstan montre bien que ces obstacles peuvent être surmontés, en particulier dans les domaines stratégiques de l'énergie et du transport (le Kazakhstan figure de longue date parmi les trois premiers fournisseurs de la France d'uranium et de pétrole). Dès lors, n'est-ce pas la pratique française des relations internationales en matière économique qu'il convient de remettre en question ? Cela nous amène à une réflexion sur la manière dont la France pense sa stratégie extérieure économique et se dote de moyens diplomatiques - en articulation avec le travail diplomatique de représentation sur le terrain et le rôle du service économique - pour poursuivre ses objectifs économiques. Cela revient à poser la question de la diplomatie économique française.

---

<sup>146</sup> PLARD Émerick. « Le réseau diplomatique français en Asie centrale... », *op. cit. supra note 13*, p.17. : « nous sommes moins bien traités à ce stade que les américains ou les allemands ».

<sup>147</sup> Bruits de couloirs à l'Ambassade, d'après l'anecdote qu'aurait raconté le premier Ambassadeur, Jean-Paul Véziant

<sup>148</sup> Le terrain est finalement acheté par la France en 2000. Voir la page « Historique du bâtiment de l'Ambassade de France à Tachkent » sur le site internet de l'Ambassade de France à Tachkent : <<https://uz.ambafrance.org/Historique-du-batiment-de-l->> [consulté le 31/05/2023]

## 2.1. Un service de l’Ambassade de France sous tutelle de Bercy : une illustration de la bicéphalie à tentacules d’acteurs de la diplomatie économique française

La mission économique « supervise la coopération en matière de diplomatie économique »<sup>149</sup>.

### 2.1.1. Tentative de définition et histoire de la diplomatie économique française : la rivalité entre le Diplomate et le Marchand

Contrairement à l’Allemagne où l’influence de l’administration dans la conduite des affaires économiques extérieures est limitée en faveur des réseaux du secteur privé via les chambres de commerce ou directement des entreprises<sup>150</sup>, la diplomatie économique française, par contraste, tient son originalité d’une pratique institutionnelle, organisée par les administrations centrales, stigmate de sa genèse.

Loin d’être un concept univoque, la diplomatie économique recouvre des notions ambiguës, sinon larges<sup>151</sup>. En effet, comme en témoigne l’article de Laurence Badel<sup>152</sup>, de nombreux sens et plusieurs définitions coexistent pour évoquer ce qu’est cette diplomatie économique. Tantôt outil d’influence extérieure par des instruments économiques, elle peut être aussi définie comme tout moyen, économique ou non, pour parvenir à un objectif économique, voire de puissance dans un logique de hard power s’apparentant jusqu’aux outils la guerre économique<sup>153</sup>. Pour la suite de ce mémoire, nous retiendrons la définition de Marie-Christine Kessler qui place l’acteur public au centre de sa vision de la diplomatie puisque nous étudions ce concept d’après le prisme de l’action publique à l’extérieur. Selon Marie-Christine Kessler, la diplomatie économique est « la mise en œuvre, par une autorité

---

<sup>149</sup> Voir la page « Service économique » sur le site internet de l’ambassade de France à Tachkent. Disponible sur l’Internet : <https://uz.ambafrance.org/Présentation-du-Service-économique> [consulté le 15/05/2023].

<sup>150</sup> BADEL Laurence, « Pour une histoire de la diplomatie économique ... », *op. cit. supra note 142*, p.43.

<sup>151</sup> DE LA GENIÈRE Renaud, « La diplomatie économique de la France dans le dernier demi-siècle », *Politique étrangère*, [revue trimestrielle de l’Ifri sur les questions internationales], n°1, 1986, pp. 153-163.

<sup>152</sup> BADEL Laurence, « Pour une histoire de la diplomatie économique ... », *op. cit. supra note 142*, p.43.

<sup>153</sup> *Ibid.* : Selon Guy Carron de la Carrière, « [la diplomatie économique] est la recherche d’objectifs économiques par des moyens diplomatiques, qu’ils s’appuient ou non sur des instruments économiques pour y parvenir ».

publique, d'une politique à finalité commerciale et financière, destinée à assurer la prospérité économique du pays à travers les intérêts de ses entreprises, de ses groupes socioprofessionnels, de ses citoyens »<sup>154</sup>. Particularité du volet économique de la diplomatie, c'est qu'il est souvent soumis à des cibles chiffrées. Aussi, la diplomatie économique française est-elle moins caractérisée par une définition que par ses objectifs. Pour Laurent Fabius, « la diplomatie économique et les objectifs quantitatifs et qualitatifs pour chaque poste diplomatique seront une instruction prioritaire et permanente. Lorsqu'il partira en poste, un ambassadeur aura une série d'objectifs qualitatifs et quantitatifs à atteindre pour améliorer la situation économique de la France »<sup>155</sup>. Selon Guillaume Berlat<sup>156</sup>, avec Jean-Yves le Drian au MEAE, la diplomatie économique devient même une « diplomatie du résultat » qui impose un interventionnisme directif inédit aux ambassadeurs en termes d'objectifs<sup>157</sup>. A cet égard, aucune définition n'est donnée par un site du gouvernement, en revanche les objectifs sont clairement établis, comme le rappelle le rapport n°337 du 29 octobre 2022 de la seizième législature de l'Assemblée nationale<sup>158</sup> : mettre la politique étrangère au service du soutien des entreprises françaises, notamment dans leurs exportations ; à attirer des investissements étrangers vers la France et contribuer à la création d'emplois ; à influencer les normes internationales et adapter le cadre de régulation européen et international à nos intérêts économiques défensifs et offensifs ; à déceler les éventuelles vulnérabilités économiques pour peser dans les rapports de force internationaux ; à assurer la sécurité de nos approvisionnements. On peut ajouter deux autres objectifs : faire connaître le dynamisme de nos entreprises et notamment nos startups et assurer la bonne dynamique du tourisme en France<sup>159</sup>.

Face au rôle grandissant des facteurs économiques dans les relations internationales depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle, il convient également d'interroger la manière dont est exercée cette action économique extérieure par le pouvoir public. En formation depuis la fin du XIX<sup>ème</sup>, la doctrine française en matière d'action économique extérieure a mobilisé plusieurs acteurs

<sup>154</sup> BADEL Laurence, « Pour une histoire de la diplomatie économique ... », *op. cit. supra note 142*, p.43.

<sup>155</sup> DOUTRIAUX Yves, « Naissance, essor et difficultés d'une diplomatie économique », in BADIE Bertrand (dir.), *La France, une puissance contrariée. L'état du monde 2022*. Paris, La Découverte, « État du monde », 2021, p. 130-137.

<sup>156</sup> BERLAT Guillaume, « Le mirage de la diplomatie économique », *Annuaire français des relations internationales*, [publication du Centre Thucydide de l'Université Panthéon-Assas], vol.19, 2018, pp. 377-392. Disponible sur l'Internet : <<https://www.afri-ct.org/wp-content/uploads/2019/07/Article-Berlat.pdf>> [consulté le 15/05/2023]

<sup>157</sup> *Ibid.* Les objectifs sont les suivants : atteindre 200 000 entreprises exportatrices en 2022, 2 000 projets d'investissements nouveaux en France en 2020, cent millions de touristes d'ici 2020.

<sup>158</sup> COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. « Commerce extérieur et diplomatie économique. Avis sur le projet de loi de finance 2023 n° 337 ». *Assemblée nationale* [en ligne], 19 octobre 2022. Disponible sur l'internet : <[https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/rapports/cion\\_afetr/116b0337-tvi\\_rapport-avis#\\_Toc256000000](https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/rapports/cion_afetr/116b0337-tvi_rapport-avis#_Toc256000000)> [consulté le 15/05/2023].

<sup>159</sup> Voir la page « Diplomatie économique et commerce extérieur » sur le site internet du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères : <<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-economique-et-commerce-exterieur>> et la fiche technique de l'Alliance solidaire des Français à l'étranger (ASFE) de janvier 2019 sur la diplomatie économique : <<https://alliancesolidaire.org/wp-content/uploads/2019/02/LA-DIPLOMATIE-ECONOMIQUE.pdf>> [consulté le 15/05/2023].

dont les deux figures principales sont le Diplomate, chargé de la conduite de l'action extérieure d'un État, et le Marchand, expert dans la pratique du commerce et du négoce<sup>160</sup>. Tout au long du XX<sup>ème</sup> siècle, la responsabilité de la diplomatie économique a fait et continue de faire l'objet de rivalités entre les deux ministères du Quai d'Orsay (Affaires étrangères) et Bercy (antérieurement le Quai Branly, chargé du Commerce extérieur), ce qui en caractérise la bicéphalie.

Au cours des réformes de son administration, le pouvoir républicain français du début du XX<sup>ème</sup> siècle confère au Quai d'Orsay le soin de mener l'action économique extérieure, selon le paradigme de l'unité de l'action extérieure de la France établie par l'arrêté du Directoire du 22 messidor an VII<sup>161</sup>, dans l'optique d'adapter l'économie française au contexte de compétition internationale industrielle entre elle et le R.-U., les É.-U. ou encore l'Allemagne<sup>162</sup>. Le dispositif pensé pour cette action économique extérieure est avant-tout institutionnel et suppose une collaboration avec les milieux privés. Il renforce le développement du réseau d'informations économiques, constitué de deux canaux, diplomatique et consulaire, tous deux dépendant du Quai d'Orsay<sup>163</sup> avec un décret de 1906 qui crée les postes d'attachés commerciaux pris dans le personnel diplomatique et consulaire et une réforme de 1907 qui lie affaires politiques et affaires commerciales dans une même direction. Le Quai d'Orsay a donc l'initiative de l'action économique française à l'extérieur. Mais Jean-Baptiste Duroselle<sup>164</sup> montre que, dans la philosophie des diplomates, les intérêts commerciaux et financiers sont relégués au second plan face à la « grande politique ».

Cette initiative du Quai d'Orsay est de plus en plus disputée par le ministère de l'Industrie et du Commerce formé en 1886 avec dans un premier temps, son ministre Jean Cruppi (1908-1909) qui souhaite élargir l'influence de son ministère et « son autorité sur tous les agents responsables du développement [du] commerce extérieur, et, en particulier sur les consuls »<sup>165</sup>, puis en 1918, lorsque Étienne Clémentel, alors ministre de l'Industrie, crée le corps des attachés commerciaux et le Service de l'Expansion économique à l'étranger, définitivement rattaché au Quai Branly<sup>166</sup>, et leur confie à la fois des missions régaliennes

---

<sup>160</sup> BADEL Laurence, « Pour une histoire de la diplomatie économique ... », *op. cit. supra note 142*, p.43.

<sup>161</sup> BADEL Laurence, « Chapitre 3. Une diplomatie commerciale entre concertation et dirigisme (1919-1945) », *Diplomatie et grands contrats : L'État et les marchés extérieurs au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2011, pp. 83-125.

<sup>162</sup> BADEL Laurence, « Chapitre 1. L'État face aux difficultés du commerce extérieur français au début du XX<sup>e</sup> siècle », *Diplomatie et grands contrats : L'État et les marchés extérieurs au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2011, pp. 17-36. : La France perd son statut de grande puissance exportatrice et recule tant pour les échanges mondiaux dont la part est passée de 12,8% en 1860 à 7,2% en 1913, que pour son commerce extérieur connaît un déficit constant à partir de 1876.

<sup>163</sup> *Ibid.* Grâce à Louis XIV qui avait affirmé sa mainmise de l'État sur les consulats, apparus au Moyen-Âge pour assurer la protection des marchands. En 1793, les consulats sont rattachés au ministère des Affaires étrangères.

<sup>164</sup> KESSLER Marie-Christine, « Chapitre 7. Les politiques publiques bilatérales extérieures » [ci-après : KESSLER Marie-Christine, « Chapitre 7. Les politiques publiques bilatérales ... ], *Les ambassadeurs*, Paris, Presses de Sciences Po, « Académique », 2012, p. 289-343.

<sup>165</sup> BADEL Laurence, « Chapitre 2. Les fondements du dispositif public informer et garantir », *Diplomatie et grands contrats : L'État et les marchés extérieurs au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2011, pp. 39-81.

<sup>166</sup> *Ibid.*

(représentation, négociation et information) ainsi que des missions commerciales (promotion, prospection, appui)<sup>167</sup>. C'est le premier motif de grief récurrent entre les deux administrations qui voit « le fer de lance de la politique économique extérieure [...] échapper fin 1918 au Quai d'Orsay »<sup>168</sup>. Même après avoir réaffirmé, sous Jacques Seydoux, considéré comme le premier diplomate économique français, l'exercice de la fonction de négociation dans les affaires d'économie internationale, avec la sous-direction des relations commerciales du Quai d'Orsay en 1920 et l'obtention « sous le contrôle du chef de la mission diplomatique »<sup>169</sup>, le ministère des Affaires étrangères est obligé, à partir de 1924, de partager, de manière effective, avec le ministère du Commerce, la place de négociateur<sup>170</sup> en raison de la technicité des dossiers. Le ministre des Affaires étrangères Alexandre Millerand, par une circulaire du 31 août 1920, consacre ainsi la dualité du nouveau système<sup>171</sup>.

L'esprit clémentélien qui va alors présider à la configuration de l'action extérieure en matière d'économie jusqu'à la fin du XX<sup>ème</sup> siècle. Cet esprit est marqué par la concertation avec les milieux privés, qui est un autre motif de conflit permanent entre les ministères du Commerce et de l'Industrie - qui devient après 1931, le ministère de l'Economie nationale -, et des Affaires étrangères : le premier associant les milieux privés à la définition de la diplomatie économique, le second s'y opposant catégoriquement au nom de l'intérêt général<sup>172</sup>. Si la Libération, grâce au général de Gaulle, confirme le rôle de la diplomatie française dans les négociations économiques<sup>173</sup>, le ministère de l'Economie nationale, qui devient le ministère des Finances et des Affaires économiques en 1947, est chargé de les préparer et conserve les fonctions commerciales<sup>174</sup>. En outre, le Quai Branly dispose d'une direction qui va prendre une place prépondérante dans l'activité économique extérieure de la France, notamment au moment de la construction européenne : la Direction des relations économiques extérieures (DREE). En effet, son directeur joue un rôle primordial dans les négociations économiques multilatérales<sup>175</sup>. En parallèle, sous l'impulsion d'Hubert Roussellier, devenu le directeur du Service de l'expansion économique au sein de la DREE (1963-1970), le réseau de postes d'expansion économique (PEE) prend de l'ampleur, avec à

---

<sup>167</sup> BADEL Laurence, « Pour une histoire de la diplomatie économique ... », *op. cit. supra note 142*, p.43.

<sup>168</sup> BADEL Laurence, « Chapitre 2. Les fondements du dispositif public informer et garantir », *op. cit. supra note 165*, p.47.

<sup>169</sup> *Ibid.*

<sup>170</sup> BADEL Laurence, « Pour une histoire de la diplomatie économique ... », *op. cit. supra note 142*, p.43. : « En pratique, [...] l'usage s'est établi que le ministère du Commerce à qui incombe, dans la majorité des cas, la part prépondérante des accords commerciaux, assume en fait, la direction des négociations commerciales ».

<sup>171</sup> KESSLER Marie-Christine, « Chapitre 7. Les politiques publiques bilatérales ... » *op. cit. supra note 164*, p.47.

<sup>172</sup> BADEL Laurence, « Chapitre 3. Une diplomatie commerciale entre concertation et dirigisme (1919-1945) », *op. cit. supra note 161*, p.47.

<sup>173</sup> BADEL Laurence, « Pour une histoire de la diplomatie économique ... », *op. cit. supra note 142* p.43.

<sup>174</sup> BADEL Laurence, « Chapitre 4. La naissance de diplomates économiques après 1945 », *Diplomatie et grands contrats : L'État et les marchés extérieurs au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2011, pp. 129-164.

<sup>175</sup> BADEL Laurence, « Pour une histoire de la diplomatie économique ... », *op. cit. supra note 142*, p.43.

leur tête des conseillers commerciaux, toujours indépendant vis-à-vis du Quai d'Orsay<sup>176</sup>. Ces postes sont d'autant plus cruciaux, dans un contexte d'intensification des échanges où la France entend développer son commerce extérieur et ses investissements à l'étranger, qu'ils travaillent pour le compte à la fois des administrations et des entreprises<sup>177</sup>. Enfin, dans son moment d'État-providence, l'État français voit multiplier ses interventions pour soutenir ses entreprises à l'étranger, avec le service de l'assurance-crédit d'État et développement du soutien technique et financier aux pays en développement<sup>178</sup>. Dans ce contexte, le quai Branly à travers la DREE et ses attachés commerciaux, désormais énarques, devient l'acteur incontournable du dispositif public de l'expansion économique extérieure française, contrôlant l'information, disposant d'une galaxie d'organismes semi-publics et de nombreux instruments d'intervention pour décider de l'octroi des crédits et de la coopération technique de l'aide au développement<sup>179</sup>.

Néanmoins, sur fond de néolibéralisme et de globalisation, le dispositif clémentin est réformé<sup>180</sup> ; les outils d'aides publiques à l'exportation sont démantelés au nom de la concurrence et les services des missions économiques sont soumis à une rude compétition dans leur missions d'accompagnement et d'informations aux entreprises avec les organismes privés d'intelligence économique. La DREE connaît une réduction des effectifs, une contractualisation de ses agents et une externalisation de certaines de ses fonctions via la privatisation ou la décentralisation, en particulier les fonctions de mise en œuvre<sup>181</sup>. Cette période est l'occasion par deux reprises - avec Alain Juppé (1993-1995) puis Dominique de Villepin (2002-2005) - par le Quai d'Orsay de mettre la main sur les réseaux économiques extérieurs, qui se sont soldés par des échecs<sup>182</sup>. Cela n'empêche pas, comme le met en lumière dans un entretien de Hubert Vedrine en 1998, que le volet économique soit de plus en plus intégré dans la diplomatie française : « Enfin, la diplomatie doit aussi soutenir les entreprises françaises dans leur recherche de marchés. [...] Cela fait maintenant une vingtaine d'années que des hommes d'affaires, des banquiers, des industriels sont associés aux voyages présidentiels et que les ambassades y consacrent une part essentielle de leur action. En ce qui me concerne, je reçois régulièrement l'état-major des grands groupes français. Leurs analyses

---

<sup>176</sup> BADEL Laurence, « Pour une histoire de la diplomatie économique ... », *op. cit. supra note 142*, p.43.

<sup>177</sup> *Ibid.*

<sup>178</sup> BADEL Laurence, « Chapitre 5. Des modes d'intervention étatique inédits (1945-1960) », *Diplomatie et grands contrats : L'État et les marchés extérieurs au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2011, pp. 165-196.

<sup>179</sup> *Ibid.*

<sup>180</sup> BADEL Laurence, « Chapitre 10. Vers le démantèlement du dispositif clémentin : contraintes externes, attaques internes », *Diplomatie et grands contrats : L'État et les marchés extérieurs au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2011, pp. 399-431.

<sup>181</sup> *Ibid.*

<sup>182</sup> BADEL Laurence, « Chapitre 11. Vers une diplomatie commerciale d'inspiration libérale », *Diplomatie et grands contrats : L'État et les marchés extérieurs au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2011, pp. 433-450.

mondiales, régionales ou sectorielles me sont précieuses et je vois mieux ce que l'appareil diplomatique peut leur apporter »<sup>183</sup>.

### 2.1.2. La diplomatie économique : une priorité du Quai d'Orsay et un dispositif tentaculaire par le nombre d'acteurs

En 2013, sur fonds de détérioration du commerce extérieur comme en 1974<sup>184</sup>, le ministre des Affaires étrangères et du Développement international (MAEDI), Laurent Fabius, annonce que la diplomatie économique est hissée au rang de priorité politique. En effet, sous l'impulsion de ce dernier, près d'un siècle plus tard, la diplomatie économique devient l'apanage du Quai d'Orsay qui reprend à Bercy, nouveau lieu du ministère de l'Économie et des Finances de 1988, ses prérogatives en matière de commerce extérieur. Telle qu'imaginée par Laurent Fabius, la diplomatie doit prendre part à l'effort collectif de l'administration pour redynamiser l'économie française<sup>185</sup>, notamment à l'extérieur puisque le creusement du déficit montre un déclin de l'attractivité et de la compétitivité française. Les ambassades, à cet égard, vont jouer un rôle phare dans la promotion de l'attractivité du savoir-faire français en devenant « la première maison des entreprises françaises à l'étranger »<sup>186</sup>. Le ministre veut d'ailleurs renforcer ce qu'il appelle le « réflexe économique »<sup>187</sup> des ambassadeurs, i.e. articuler tous les leviers d'influence, aussi bien de rayonnement industriel que culturel ou scientifique, avec l'aspect économique. D'après le ministère, les ambassadeurs consacraient désormais 40% de leur temps à la diplomatie économique<sup>188</sup>. Ils sont d'ailleurs positionnés à la tête de l'« équipe de France » qui vise, dans le pays d'accueil, à établir la stratégie économique de la France et s'entourent pour cela d'un conseil économique<sup>189</sup>. Ainsi, le dialogue avec les entreprises est renforcé tant en ambassade qu'en central puisque le nombre de contacts réguliers entre le MEAE et les entreprises est passé de 400 à 700<sup>190</sup>.

---

<sup>183</sup> VÉDRINE Hubert, « La France pratique la diplomatie économique sur tous les fronts », *La Tribune*, [journal quotidien économique et financier], 27/04/1998. Disponible sur l'internet : <<https://www.vie-publique.fr/discours/253859-hubert-vedrine-27041998-action-diplomatique-de-la-france>> [consulté le 15/05/2023].

<sup>184</sup> BADEL Laurence, « Pour une histoire de la diplomatie économique ... », *op. cit. supra note 142*, p.43. : « Il s'agit de vendre les produits français afin de rééquilibrer une balance commerciale dont le déficit s'accroît. La France a d'abord développé ces accords avec les États de l'Est de l'Europe, puis, comme les autres pays industrialisés, elle a dû, à partir de 1973, rechercher des débouchés nouveaux susceptibles de compenser le déficit énergétique entraîné par la crise ».

<sup>185</sup> BERLAT Guillaume, « Le mirage de la diplomatie économique », *op. cit. supra note 156*, p.46.

<sup>186</sup> *Ibid.*

<sup>187</sup> FABIOUS Laurent, « La France dans la bataille de la diplomatie économique », *Géoeconomie*, [revue trimestrielle de stratégies économiques internationales des éditions Choiseul], vol. 2, n°65, février 2013, p. 7-18. : « Pour réussir, la diplomatie économique ne peut pas être seulement économique. Elle doit s'appuyer sur des relations politiques, humaines, culturelles, scientifiques, sur une image positive, sur le rayonnement. Les relations économiques entre pays sont d'autant plus fortes qu'elles sont alimentées par ces autres dimensions. »

<sup>188</sup> DOUTRIAUX Yves, « Naissance, essor et difficultés d'une diplomatie économique », in BADIE Bertrand (dir.), *La France, une puissance contrariée. L'état du monde 2022*. Paris, La Découverte, (« État du monde »), 2021, p. 130-137.

<sup>189</sup> BERLAT Guillaume, « Le mirage de la diplomatie économique », *op. cit. supra note 156*, p.46.

<sup>190</sup> Voir la page « Qu'est-ce que la diplomatie économique ? » sur le site internet de l'ambassade de France en Espagne : <<https://es.ambafrance.org/La-Diplomatie-economique>> [consulté le 30/05/2023].

Pour cela, en central à Paris, une direction spécialement dédiée aux entreprises et aux affaires économiques est créée dès le 1er mars 2013 : la direction des entreprises et de l'économie internationale, renommée en 2019 direction de la Diplomatie économique, qui compte 73 agents en 2021<sup>191</sup>. Celle-ci participe à la définition et à la mise en œuvre de la diplomatie économique de la France et est compétente pour le soutien au commerce extérieur, pour la promotion du tourisme et pour la représentation des intérêts français à l'international dans le domaine économique tant dans les négociations bilatérales que multilatérales. Aussi, devient-elle la porte d'entrée au ministère des entreprises, que ce soit les grands groupes ou les petites et moyennes entreprises ou les entreprises de taille intermédiaire (PME/ETI). Dans cette optique, notamment parce que les grands groupes français sont davantage autonomes dans un contexte de triangulation des relations internationales entre les États et les firmes internationales, l'accent est mis sur le soutien aux PME et les ETI, historiquement plus en difficulté dans la conquête de nouveaux marchés à l'étranger avec les seules subventions publiques<sup>192</sup>. Enfin, la direction de la Diplomatie économique a également pour tâche de conduire le travail de concert avec les autres ministères impliqués dans les relations économiques de la France à l'extérieur et dans les négociations dévolues normes de régulation économique internationale.

La diplomatie économique française à l'extérieur s'appuie sur le terrain et pour les aspects techniques sur sa communauté d'affaires à l'étranger. Celle-ci joue un rôle fondamental d'accompagnement des entreprises à l'export et d'attractivité pour les investisseurs étrangers. Elle est composée de nombreux intervenants, faisant de la diplomatie économique - déjà bicéphale pour l'élaboration - tentaculaire opérationnellement par une galaxie d'acteurs qui la mettent en œuvre sur le terrain.

Parmi les intervenants de la diplomatie économique française, nombreux sont les acteurs et opérateurs publics ou parapublics de l'administration française. D'abord, nous le verrons, il y a les services économiques pour le réseau international de la DG Trésor. Depuis 2013, Laurent Fabius a créé les postes de représentants spéciaux pour la diplomatie économique française<sup>193</sup>, au nombre de huit à ce jour, dont Pascal Lorot pour l'Asie centrale.

---

<sup>191</sup> COMMISSION DES FINANCES, « Rapport d'information n°659 sur le réseau des services économiques de la direction générale du Trésor à l'étranger [Ci après : COMMISSION DES FINANCES, « Rapport d'information n°659 »], *Sénat* [en ligne], 2 juin 2021. Disponible sur l'Internet :

<https://www.senat.fr/rap/r20-659/r20-6590.html#:~:text=La%20direction%20de%20la%20diplomatie%20%C3%A9conomique%20contribue%2C%20pour%20le%20compte.diplomatie%20%C3%A9conomique%20de%20la%20France> [Consulté le 31/05/2023]

<sup>192</sup> KESSLER Marie-Christine, « Chapitre 7. Les politiques publiques bilatérales ... », *op. cit. supra note 164*, p.47. : « *Les petites et moyennes entreprises, toujours très opposées, via les chambres de commerce qui les relayent, au système d'aide à l'exportation en place, ne se lancent pas à l'assaut de l'étranger avec le seul viatique des subventions publiques.* »

<sup>193</sup> Voir la page « Des représentants spéciaux du ministre à l'étranger pour la diplomatie économique » sur le site internet du MEAE : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-economique-et-commerce-exterieur/soutenir-les-entreprises-francaises-a-l-etranger/les-outils-de-la-diplomatie-economique/des-representants-speciaux-du-ministre-a-l-etranger-pour-la-diplomatie/> [Consulté le 31/05/2023]

Ces représentants spéciaux sont des personnalités, publiques ou privés, dont la mission est d'agir bénévolement en soutien aux efforts diplomatiques en matière économique auprès « des pays qu'ils connaissent particulièrement bien et avec lesquels ils entretiennent des relations privilégiées »<sup>194</sup>. Ensuite, il y a les opérateurs parapublics. Parmi eux se trouve le principal opérateur pour la promotion des intérêts économiques de la France : Business France, sous tutelle conjointe du MEAE et de la DG Trésor. Cette agence est née en 2019 de la fusion entre l'Agence française pour les investissements internationaux (AFII, l'intervenant français chargé de la promotion, de la prospection et de l'accueil des entreprises étrangères en France) et de Ubifrance, l'agence française pour le développement des entreprises à l'étranger créée en 2014 par le regroupement de plusieurs opérateurs comme le Centre français du commerce extérieur (CFCE), le Comité français des manifestations économiques à l'étranger (CFME) et l'Agence pour la coopération technique, industrielle et économique (ACTIM). Un autre grand opérateur, financier, - pilier de la politique extérieure française en matière d'aide au développement - est le groupe AFD (Agence française pour le développement) qui comprend en son sein Proparco, une filiale spécialisée dans l'aide destinée au secteur privé, et Expertise France, pour l'assistance technique et l'expertise internationale françaises, regroupant lui-même 6 opérateurs. Le MEAE, chargé du tourisme, a également sous sa tutelle ATOUT France, qui assure les missions de promotion du tourisme. Pour le financement des investissements français à l'étranger, Bpifrance (produit de la réunion en 2012 de plusieurs fonds dont CDC Entreprises, Fonds stratégique d'investissement (FSI) et OSEO) est la banque publique d'investissement française, ayant pour mission le financement, le développement des entreprises et la gestion des dispositifs d'assurance, de garantie ou de crédit export.

En parallèle, le dispositif français d'action économique extérieure s'appuie et se mêle aux acteurs privés partenaires. Dès 1898, le ministère du Commerce s'appuie sur des conseillers du commerce extérieur de la France (CCEF), nommés parmi les industriels et les commerçants français dans l'optique de répondre aux demandes de renseignements formulées par l'ancêtre de la DG Trésor et la DREE, l'ONCE<sup>195</sup>. Aujourd'hui, ce sont 4 500 conseillers du commerce extérieur dans 140 pays qui mettent bénévolement leurs compétences au service de l'internalisation des PME<sup>196</sup>. Puis, la diplomatie économique française s'appuie sur les réseaux des chambres de commerce et d'industrie (CCI), unifiées par CCI France

---

<sup>194</sup> FABIOUS Laurent, « La France dans la bataille de la diplomatie économique », *Géoéconomie*, vol. 2, n° 65, février 2013 p. 7-18.

<sup>195</sup> BADEL Laurence, « Chapitre 1. L'État face aux difficultés du commerce extérieur français au début du XX<sup>e</sup> siècle », *op. cit. supra note 162*, p.47.

<sup>196</sup> Voir le site internet du Conseil du commerce extérieur de la France. Disponible sur l'Internet : <https://www.cncef.org/> [consulté le 15/05/2023]

International (CCIFI), qui anime 123 chambres de commerce et d'industrie dans 92 pays<sup>197</sup>. D'autres relais qui regroupent des entreprises et s'en font les portes-paroles et négocient en leur nom, sont également à l'œuvre comme MEDEF International ou la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME). S'agissant de l'aspect financier, un acteur important est la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) spécialisée dans l'assurance-crédit à l'exportation et donc les garanties dans les projets d'investissements français à l'étranger. Enfin, il y a d'autres opérateurs spécialisés dans le commerce international (OSCI), sociétés d'accompagnement, de gestion export et de commerce international.

Cette mosaïque ou galaxie d'acteurs, parfois redondant et en compétition, est caractéristique de la diplomatie française et participe de son illisibilité, qui rend difficile la lecture et la sélection de l'organisme le plus pertinent pour une entreprise, en particulier lorsqu'il s'agit d'une PME<sup>198</sup>. Comme le soulignent *Les Échos* en 2018, s'agissant de la diplomatie économique « la France se distingue de ses principaux voisins européens par une multiplicité d'approches, d'acteurs et un nombre important de priorités »<sup>199</sup>. En effet, non seulement les acteurs tant privés que publics sont nombreux mais en outre les approches et les zones dites prioritaires de la diplomatie économique française sont légion : une cinquantaine de pays sont ainsi classés prioritaires<sup>200</sup>. De plus, dans les faits, la démarcation du champ d'action entre certains acteurs est floue et exige des conventions pour les clarifier comme celle du 19 février 2016 entre la DG Trésor et Business France<sup>201</sup>. L'approche institutionnelle, plutôt que fonctionnelle, culturellement propre à la France, conduit à une logique de millefeuille complexe politico-administrative : double tutelle de Bercy et du Quai d'Orsay sur les fonctionnaires et les agences de la diplomatie économique française<sup>202</sup>.

---

<sup>197</sup> Voir la page « Les partenaires du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères » sur le site internet du MEAE :

<<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-economique-et-commerce-exterieur/soutenir-les-entreprises-francaises-a-l-etranger/les-partenaires-du-ministere-de-l-europe-et-des-affaires-etrangeres/>> [consulté le 15/05/2023]

<sup>198</sup> ZUNZ Steven, « Les enjeux de la diplomatie économique et du soutien aux entreprises françaises exportatrices », *Les Echos* [en ligne], 28/10/2018. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/les-enjeux-de-la-diplomatie-economique-et-du-soutien-aux-entreprises-francaises-exportatrices-1010020>> [Consulté le 31/05/2023]

<sup>199</sup> *Ibid.*

<sup>200</sup> *Ibid.*

<sup>201</sup> COMMISSION DES FINANCES, « Rapport d'information n°659 », *op. cit. supra note 191*, p.51.

<sup>202</sup> BERLAT Guillaume, « Le mirage de la diplomatie économique », *op. cit. supra note 156*, p.46.

### 2.1.3. L'organisation du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique dans cette nouvelle donne

En plus de la réaffirmation du Quai d'Orsay dans la conduite de la diplomatie économique opérée par Laurent Fabius, le ministère de l'Economie et des Finances fait face à une remise en question de son action par le rôle des grandes firmes françaises, toujours plus autonomes, dans un contexte de mondialisation et l'affirmation de l'acteur privé comme acteur des relations internationales<sup>203</sup>. En effet, les grandes entreprises françaises ont de moins en moins besoin des services économiques extérieurs du ministère et de nombreux rapports administratifs critiquent l'inefficience du ministère qui doit réduire son budget et ses effectifs à partir des années 2000<sup>204</sup>. Sans parvenir à rendre caduque la bicéphalie de la diplomatie économique française, les deux mouvements d'autonomisation des entreprises et de renforcement du rôle du MEAE ont recentré les activités de Bercy sur son rôle d'informateur économique stratégique, clarifiées par la convention du 15 juillet 2014, qualifiée de « Yalta entre administrations » pour assurer la bonne collaboration des deux ministères<sup>205</sup>.

La Direction générale du Trésor (DG Trésor, anciennement DGTPE) est une direction du ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique (MEFSIN), née en 2004 par le regroupement de la « direction du Trésor », la « direction des Relations économiques extérieures » (DREE) et la « direction de la Prévision et de l'analyse économique » en une seule entité. La DG Trésor propose et conduit la politique économique au plan national, européen et international. Elle est donc l'administration compétente du MEFSIN pour les activités extérieures, qui se resserrent sur les compétences d'analyse macro-économique et de montage financier de projets internationaux, tout en disposant du réseau international des services économiques au sein des ambassades à l'étranger, hérité de la DREE. Ainsi, une des missions de la DG Trésor est la définition et la mise en oeuvre des intérêts économiques et stratégiques français dans le monde<sup>206</sup> à travers notamment deux volets : la promotion des intérêts des entreprises françaises à l'international et la stratégie pour le commerce extérieur de la France sous l'égide du MEAE en association avec le MEFSIN.

---

<sup>203</sup> KESSLER Marie-Christine, « Chapitre 7. Les politiques publiques bilatérales ... », *op. cit. supra note 164*, p.47 : « Comme le disait Susan Strange, [...] : "La diplomatie économique peut être représentée par un triangle, délimité par les relations entre États, les relations entre États et firmes, les relations entre firmes". » et « Les instruments de l'action publique (subventions à l'exportation, crédit, assurances, promotion des produits et services français) sont devenus inadaptés et constituent un dispositif redondant et illisible. [...] Des rapports administratifs se sont succédé pour critiquer cet échafaudage d'institutions, de textes et d'instruments à des fins de réformes dans les années 1990 ».

<sup>204</sup> COMMISSION DES FINANCES, « Rapport d'information n°659 », *op. cit. supra note 191*, p.51 : Les effectifs du réseau international de la DG Trésor entre 2004 et 2020 passent de 2024 à 502, dont 60% de transferts vers majoritairement UbiFrance et 40% de réduction de postes

<sup>205</sup> *Ibid.*

<sup>206</sup> Voir la section « Définir et mettre en oeuvre les intérêts économiques et stratégiques français dans le monde » de la page « Les relations économiques, financières et commerciales bilatérales » sur le site internet de la DG Trésor :

<<https://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international/relations-economiques-et-commerciales-bilaterales>> [consulté le 30/05/2023]

Elle est articulée autour d'un service dédié aux relations bilatérales et de l'accompagnement des entreprises en central à Paris - la sous-direction BILAT - et de son réseau de services économiques à l'étranger. Cette sous-direction BILAT est elle-même composée de cinq bureaux : quatre à compétences « géographiques » (de 1 à 4 « Méditerranée et Proche-Orient », « Turquie, Balkans, CEI et Moyen-Orient », « Asie et Océanie » et « Amériques ») et un à compétence thématique « Attractivité ». Enfin, la DG Trésor pilote la politique française d'aide au développement conjointement avec la direction générale de la mondialisation (DGM) du MEAE et exerce la cotutelle de l'AFD et d'Expertise France. Elle participe à la gestion des « Aides économiques et financières au développement »<sup>207</sup>.

Sur le terrain, la DG Trésor s'appuie sur un réseau international qui compte entre 129 implantations dans 105 pays, avec 98 services économiques dont 32 régionaux au sein des ambassades<sup>208</sup>. Ce réseau regroupe 594 agents dont 111 VIA<sup>209</sup>. Ce réseau est l'héritage, nous l'avons vu, du service de l'expansion commerciale, devenu en 1945 le réseau de l'expansion économique, dont chaque poste à l'étranger, se compose de conseillers et d'attachés commerciaux, ainsi que des attachés financiers ou fiscaux, agricoles et douaniers, complété en parallèle depuis 1898 par un réseau des conseillers du commerce extérieur, constitué de dirigeants d'entreprise. Placé sous l'autorité de l'ambassadeur conformément au décret du 1<sup>er</sup> juin 1979<sup>210</sup>, mais administrativement dépendant du MEFSIN - la direction de la Diplomatie économique du MEAE n'a pas d'autorité ni droits de saisine sur les SE -, les services économiques, ancienne PEE et missions économiques, mettent en œuvre les missions régaliennes (représentation, négociation et information) pour animer les relations bilatérales en matière d'économie, pour assurer le décryptage et le suivi des économies, ainsi que pour appuyer les entreprises et les grands contrats<sup>211</sup>. Les SE ont aussi connu le recentrage des activités du réseau de la DG Trésor puisque l'externalisation en 2008 des missions commerciales de soutien à l'export transfère certaines de leurs compétences en la matière à des opérateurs comme Business France<sup>212</sup>. Le tableau ci-dessous (page suivante) résume le partage des missions entre les SE et Business France.

---

<sup>207</sup> Voir la page « L'Aide au développement » sur le site internet de la DG Trésor :

<<https://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international/l-aide-au-developpement>> [consulté le 30/05/2023]

<sup>208</sup> Voir la page « Le réseau international » sur le site internet de la DG Trésor :

<<https://www.tresor.economie.gouv.fr/qui-sommes-nous/le-reseau-international>> [consulté le 30/05/2023]

<sup>209</sup> DG Trésor, Service de presse, « Les services économiques de la Direction générale du Trésor », [en ligne], janvier 2021. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/a098d8e6-702f-4091-b2e0-b42778a404f8/files/46c2237e-e3f3-4103-8a98-ba78a4fedd03>> [consulté le 30/05/2023]

<sup>210</sup> COMMISSION DES FINANCES, « Rapport d'information n°659 », *op. cit. supra note 191*, p.51.

<sup>211</sup> KESSLER Marie-Christine, « Chapitre 7. Les politiques publiques bilatérales ... » *op. cit. supra note 157*, p.42.

<sup>212</sup> COMMISSION DES FINANCES, « Rapport d'information n°659 », *op. cit. supra note 191*, p.51. : « Ce recentrage résulte en partie de la dévolution, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008, des missions commerciales d'accompagnement à l'export et des emplois associés du réseau international de la DGT à l'Agence française pour le développement des entreprises, Ubifrance ».

Ainsi, le SE est le relais sur le terrain de l'action diplomatique française en matière économique. Aussi, s'agira-t-il d'analyser le rôle et le fonctionnement du SE de Tachkent pour saisir comment la diplomatie économique française est déployée en Ouzbékistan.

La répartition des compétences « attractivité »  
entre les services économiques et *Business France*

	Service économique	<i>Business France</i>
Questions régaliennes	Compétence exclusive.	Pas de compétence.
Promotion de l'image de la France / organisation d'évènements	Mission conjointe dans son domaine de compétence (grands contrats/ régalien). Compétence spécifique de promotion de la politique économique de la France.	Mission conjointe.
Prospection	Complète l'identification des cibles de <i>Business France</i> .	« <i>Les activités de prospection - détection des cibles, entretiens, suivi- sont très majoritairement du ressort du bureau ou du hub régional Business France</i> ».
		« <i>Répartition des entretiens avec les grands comptes de manière consensuelle en fonction des liens que l'un et l'autre des partenaires entretiennent avec eux .</i> »
Suivi des prospects	Répond aux points relatifs aux réformes en France.	Répond aux questions sectorielles et relatives à l'environnement des affaires, y compris au plan fiscal. Assure le secrétariat de l'ensemble des travaux.
Synthèse et remontées en administration centrale	Liste, une fois par an, les mesures potentielles pour renforcer l'attractivité de la France.	

Source : convention *Attractivité* du 17 juillet 2018.

## 2.2. Fonctionnement et missions du service économique de Tachkent

### 2.2.1. Organisation générale de l'Ambassade de France à Tachkent

L'Ambassade de France à Tachkent est une ambassade de taille moyenne et la deuxième ambassade, en termes d'effectif, de la région Asie centrale - le Kirghizistan, le Tadjikistan et le Turkménistan accueillant des postes de présence diplomatique. En 2005, l'Ambassade de Tachkent était même plus grande en termes d'effectifs que celle d'Almaty (79 contre 48 agents) et est dotée de tous les services habituels<sup>213</sup>. Aujourd'hui, elle se compose de plus d'une trentaine d'agents, stagiaires non compris. Au premier étage du bâtiment se situent les bureaux de la chancellerie politique et de la mission de défense (MDD) - compétente pour les questions turkmènes et tadjikes. Les bureaux des services de coopération et d'action culturelle (SCAC), du consulat (SC) - compétents pour le Tadjikistan - et économique (SE) - également compétent pour le Tadjikistan - sont, quant à eux, situés au rez-de-chaussée. Au dernier étage se trouve le bureau d'un agent technique.

A sa tête, l'Ambassadrice, actuellement Son Excellence Aurélia Bouchez, appuyée par sa secrétaire. Elle est secondée par son Premier conseiller, Maxime Gehringer, qui s'occupe de la chancellerie politique, comprenant un volontaire international en administration (VIA) presse et un stagiaire. La Résidence de l'Ambassade comprend du personnel de cuisine, d'entretien, de transport et d'un jardinier. Plusieurs agents de sécurité coordonnés par deux officiers de police sont chargés d'assurer la protection de l'Ambassade et de ses résidents, notamment en contrôlant les visiteurs à l'entrée de l'ambassade. Le service consulaire mené par le consul Laurent Geslin s'appuie sur cinq agents de droit local (ADL), *i.e.* des Ouzbeks, répartis sur les missions de secrétariat, de gestion des ressources et du traitement des demandes de visa. En ce qui concerne le SCAC, il est mené par son attaché de coopération culturelle, Laurent Oriol, secondé par Serge Bellini, attaché de coopération éducative. Deux ADL sont également à temps plein dans ce service, un premier préposé à la coopération culturelle et artistique, l'autre davantage au suivi financier. Un VIA effectue le travail de coopération technique et universitaire, parfois aidé d'un stagiaire. La mission de Défense (MDD) est assurée par son officier attaché de défense et par son assistant ainsi que par un

---

<sup>213</sup> De MONTESQUIOU Aymeri, *Vers un nouveau partenariat entre la France et l'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan)*, La documentation Française, juillet 2005

stagiaire. Enfin, le SE, le plus petit des services de l'Ambassade avant mon arrivée, se composait d'un unique chef de service économique (CSE), François Salviat. Deux ADL, chargés de soutenir la MDD et la chancellerie dans les traductions et les accompagnent pour des missions d'interprétariat, soutiennent également le SE pour ces mêmes compétences et dans la préparation de la veille quotidienne de l'Ambassade pour le service de presse. La recherche active d'un stagiaire pour soulager la charge de travail à la veille des préparations de la visite présidentielle de novembre 2022 à l'Élysée a permis au CSE de « doubler les effectifs » du SE par la simple présence d'un stagiaire. A noter qu'à compter d'avril 2023, il est aidé d'un VIA chargé de mission économique.

Si chaque service travaille de manière générale en autonomie, une réunion de services - ou interservice - les lundi matin permet de faire le point des avancées de chaque service, de leurs problématiques, échéances et besoins en la présence de l'Ambassadrice qui anime la réunion et en profite pour se mettre à jour sur les dossiers en cours de ses équipes. Ce n'est pas le seul moment d'interconnexion entre eux. Outre les échanges par mails, la taille moyenne de cette ambassade permet facilement le travail en collaboration ou la tenue de réunions physiques régulières ou improvisées - tant par les effectifs que par l'espace, puisqu'il n'y a qu'un seul bâtiment et, en dehors d'un escalier pour monter un étage, aucune discontinuité géographique, contrairement à l'Ambassade d'Astana par exemple où le service économique est séparé par plusieurs niveaux des autres services de l'Ambassade. En outre, la convivialité est également un atout pour les échanges puisqu'en général les pauses méridiennes sont prises de façon simultanée, soit entre personnes d'un même service, soit entre chefs de services d'une part et VIA et stagiaires d'autre part.

### **2.2.2.** Le service économique de l'Ambassade de France en Ouzbékistan

#### *Histoire de la mission économique française en Ouzbékistan*

Le premier ambassadeur de France en Ouzbékistan avait demandé dès septembre 1992 la nomination d'un conseil commercial en poste à Tachkent ou du moins que les affaires économiques pour l'Ouzbékistan soient suivies par le PEE récemment nommé à l'Ambassade d'Almaty, dont la proximité est un atout par rapport à Moscou<sup>214</sup>. Pourtant, l'administration centrale ne semble pas considérer cette proposition rétorquant que la mission diplomatique de Tachkent pouvait s'appuyer sur l'équipe diplomatique de Moscou, ce qui n'a pas manqué de

---

<sup>214</sup> PLARD Émerick, « Le réseau diplomatique français en Asie centrale... », *op. cit. supra note 13*, p.17.

faire réagir l'Ambassadeur en Ouzbékistan<sup>215</sup>. En effet, rappelant qu'aucun PEE n'est venu en Ouzbékistan depuis que le pays est indépendant (la dernière visite date de juin 1991), l'Ambassadeur démontre que, face aux sollicitations continues chaque semaine des entrepreneurs, hommes politiques ou diplomates ouzbeks, il serait absurde ou ridicule « de dire aux visiteurs ou aux interlocuteurs ouzbeks de s'adresser à Moscou, ou d'attendre la prochaine mission du conseiller économique en résidence à Moscou »<sup>216</sup>. Comme nous l'avons vu précédemment, finalement, le premier conseiller commercial est nommé au sein de l'Ambassade de France à Tachkent en 1994, lors de la création du service d'expansion économique (PEE) annoncé par le président français de l'époque, François Mitterrand, lors de la visite d'Etat du président Karimov à Paris. Les activités de ce service se poursuivent jusque dans les années 2010, où le service est ensuite rattaché au SE Astana (Kazakhstan) et devient l'« antenne à Tachkent du SE Astana » jusqu'à fin 2017. Pendant cette période, seulement un VIA et/ou un ADL est nommé à ce poste. De fin 2017 à fin 2020 ce sont des stagiaires ou VIA « Diplomatie économique » de la Chancellerie politique qui suivaient les questions économiques. Il faut attendre janvier 2021 pour que le SE Tachkent, avec une subdélégation sur le Tadjikistan, soit rouvert avec à sa tête, François Salviat, anciennement CSE par intérim à Astana. Ce service, fonctionnant au nombre de deux depuis octobre 2022 (dans un premier temps avec un stagiaire d'octobre à janvier, puis avec un VIA attaché économique depuis mars 2023), travaille de concert avec la chancellerie politique et en étroite collaboration avec deux ADL de communication/traduction.

### *La mission de représentation et d'animation de la communauté française*

Le SE est le relais sur le terrain de l'action diplomatique française en matière économique. Ainsi, il est chargé d'animer les dialogues bilatéraux entre la France et le pays concerné en préparant les volets économique et financier des entretiens et des déplacements entre le président français et/ou ses ministres avec leurs homologues étrangers ou tout autre événement de dialogue bilatéral. C'est ainsi que le SE de Tachkent a joué un rôle clé dans la coordination entre les administrations centrales et les administrations ouzbèkes lors de la visite du président ouzbek à Paris en novembre 2022, mais également, la visite de délégation française en Ouzbékistan à caractère économique en début mai 2023. En effet, c'est le SE de Tachkent qui assure la coordination avec le MEFSIN, le MEAE et le MEDEF-i avec leurs homologues ouzbeks. Comme nous l'avons vu, le SE, comme la MDD ou les services

---

<sup>215</sup> PLARD Émerick, « Le réseau diplomatique français en Asie centrale... », *op. cit. supra note 13*, p.17.

<sup>216</sup> *Ibid.*

nucléaires des ambassades, est un service sous tutelle d'un ministère autre que le MEAE. Il dépend du ministère dont « le nom lui-même se compose de cinq lignes » [samo nazvanie sostoit iz pâti strok]<sup>217</sup> : le ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique (MEFSIN), et plus particulièrement de sa Direction générale du Trésor. Au sein de la DG Trésor, le service économique de Tachkent dépend du bureau BILAT 2 « Turquie, Balkans, CEI et Moyen-Orient ». Le CSE assure la liaison avec le bureau BILAT 2, tant avec les rédacteurs de ce bureau que les RH associés à celui-ci ainsi que le référent informatique pour la zone, qui est basé à Varsovie. A l'image de la bicéphalie de la diplomatie économique, le SE de Tachkent a un budget mixte du MEAE et du MEFSIN. Ceci est dû à une mutualisation des moyens de l'État à l'étranger opérée en 2019 avec une loi de finance pour l'action extérieure de l'État. Le MEAE prend en charge les frais de voyage et représentation (8 590 EUR pour 2023) et le MEFSIN, divers frais de fonctionnement spécifiques au service (5 260 EUR) et non couverts par le budget général de l'ambassade.

Le SE représente localement les pôles interministériels en relation avec les dossiers économiques et financiers. Ainsi, le CSE travaille de concert avec l'ambassadeur et les autres services de l'ambassade et coordonne, sous l'autorité de l'ambassadeur à la tête de « Team France export », les opérateurs de la diplomatie économique française de sorte à ce qu'elle soit cohérente. A cet égard, il joue le rôle de conseiller auprès de l'ambassadeur pour les questions de nature économique ou financière. Le travail de concert à Tachkent, est opéré grâce à la relation étroite avec la chancellerie politique et l'importance du volet économique donnée par l'Ambassadrice dans les relations bilatérales avec l'Ouzbékistan. Non seulement le SE, à travers l'action et le dialogue directs avec CSE, mais également le travail en équipe avec la chancellerie, permet cette synergie. D'ailleurs, en qualité de conseiller auprès de l'ambassadrice, le CSE est amené à accompagner l'Ambassadrice à de nombreux rendez-vous, réunions et autres évènements avec des représentants de l'administration ouzbèke et des communautés entrepreneuriales ouzbèkes et françaises. Réciproquement, l'Ambassadrice prend souvent part à de nombreuses réunions de prise de contact entre le CSE et divers représentants d'entreprises françaises, locales ou internationales, et accueille ces délégations dans la salle de réunion de l'Ambassade ou bien dans son bureau personnel, témoignant non seulement de l'intérêt porté par l'Ambassadrice pour les dossiers

---

<sup>217</sup> Remarque ironique de l'actuel vice-Premier ministre ouzbek, D. Kourchkarov, dans un interview où il informe que la réforme administrative qui réunit plusieurs ministères en un seul se revendique du modèle français. « Pravil'no li bylo ob'edinit' ministerstva ekonomiki i finansov? Džamšid Kučkarov otvetil na vopros » [La fusion des ministères de l'économie et des finances était-elle justifiée ? Djamschid Kouchkarov répond à la question], *Kun.uz*, [média électronique d'informations quotidiennes ouzbek], 27 décembre 2022. Disponible sur l'Internet : <https://kun.uz/ru/news/2022/12/27/pravilno-li-bylo-obyedinit-ministerstva-ekonomiki-i-finsanov-djamshid-kuchkarov-otvetil-na-vopros>

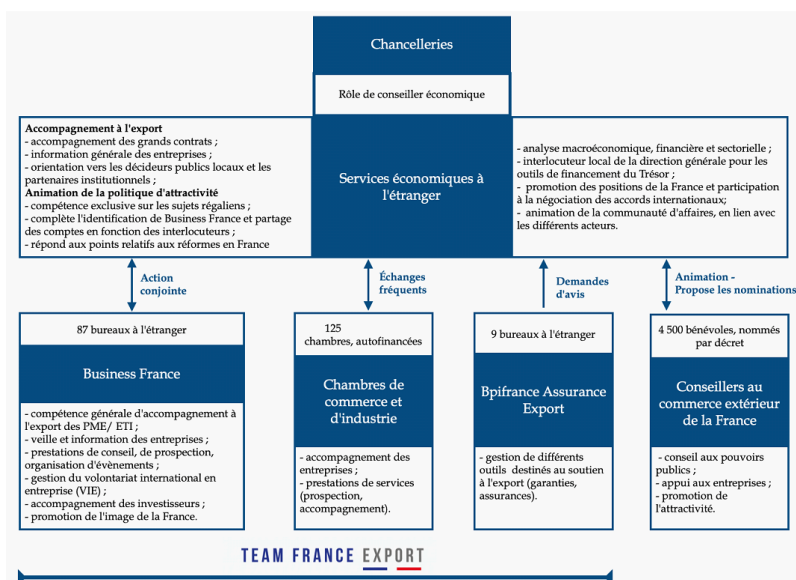
économiques mais également de l'importance de la diplomatie économique dans l'action extérieure française en Ouzbékistan.

Enfin, le SE anime la médiation et la bonne vitalité de la communauté d'affaires française à l'étranger et du réseau d'opérateurs économiques français en Ouzbékistan, à travers notamment les réunions mensuelles du CAFU mais également en recevant régulièrement les représentants d'affaires (voir le schéma en contre-bas de la page). Les réceptions de l'ambassade, en particulier pour les vœux de l'Ambassadrice à la communauté française, sont également des relais de cette vitalité. Le réseau Team France se compose :

- de nombreux représentants d'entreprises françaises (une trentaine, dont toutes ne passent pas nécessairement par le SE et toutes n'ayant pas nécessairement ouvert de bureaux en Ouzbékistan) ;
- de CCEF parmi les représentants d'entreprises cités au-dessus, notamment ceux d'Orano ou de Voltalia ;
- de la présence de l'AFD (dont un représentant est toujours présent en réunion interservice de l'ambassade, avec des prises de contact régulières, parfois informelles comme lors des deux premiers le plov-conférences, imaginés par l'AFD pour parler d'un sujet d'actualité - l'hydrogène vert et la taxe carbone aux frontières de l'UE) ;
- au moins 5 volontaires internationaux en entreprises (VIE) employés dans 3 entreprises différentes en janvier 2023 (un VIE est attendu pour Voltalia).

A noter que depuis février 2022, le prestataire référencé Business France/Team France Export pour l'Ouzbékistan est le Centre France Export (CFE) du CIFAL Groupe, représenté par Mme Joanna Golas, également présidente du CAFU. L'absence de Business France, d'attaché douanier, de CCI (mais CAFU), de communauté French Tech ou encore d'Atout France, démontre encore que la totalité des outils de la diplomatie économique française n'est pas déployée et que les relations peuvent encore être développées.

Les principaux acteurs de la communauté économique française à l'étranger



Source : commission des finances du Sénat

## *La mission de soutien à l'export et de promotion de l'attractivité*

Le SE a pour vocation d'aider les entreprises françaises dans leur internationalisation, c'est-à-dire en les aidant à promouvoir et à diffuser leurs offres à l'international et en leur apportant un accompagnement financier ou non financier à l'export<sup>218</sup>. Dans cette optique, le SE est le service qui accompagne traditionnellement les « grands contrats » (contrats dont l'investissement dépassent les 10 M EUR) tant dans la promotion et les négociations avec les autorités locales que par le suivi de ces derniers lors de leur mise en œuvre<sup>219</sup>. Le SE est amené à venir en aide et renseigner les administrations ne disposant pas de moyens d'expertise à l'étranger et les entreprises désireuses de s'implanter ou déjà implantées. En cela il est leur point d'entrée dans le pays et les oriente vers les décideurs publics ouzbeks pertinents pour leurs démarches. Toutefois, le SE est censé se limiter au soutien concret sur le terrain et non collecter et diffuser l'information économique vers les entreprises<sup>220</sup>, bien que cette démarcation des tâches avec Business France reste floue (voir le tableau « La répartition des compétences “attractivité” entre les services économiques et Business France », page 56). La démarcation est d'autant plus floue dans le cas du SE en Ouzbékistan puisque Business France n'est même pas présent. En parallèle, le SE est également chargé de contribuer à l'attractivité de l'économie française vis-à-vis des investisseurs étrangers en présentant les opportunités en France.

C'est au SE qu'incombe le rôle majeur du suivi local, pour le compte de l'État, des aides financières aux entreprises à l'international, octroyées par la DG Trésor. La quasi-totalité des outils financiers sont disponibles pour l'Ouzbékistan. Deux outils financiers en particulier sont à la disposition des entreprises françaises via le SE : le Fonds d'Etudes et d'Aide au Secteur Privé (FASEP) et le prêt du Trésor (concessionnel ou direct). Le FASEP est un dispositif financier destiné aux entreprises qui souhaitent démarrer dans un pays en voie de développement dans l'optique de leur implantation, soit par une étude de faisabilité en amont d'un appel d'offres, soit par un projet de démonstrateur qui donnerait une visibilité et une référence pour l'entreprise sur le plan international. Le prêt du Trésor, concessionnel ou direct, permet de financer, dans des conditions financières très avantageuses surtout pour les prêts concessionnels qui font partie des APD, un projet à forte composante française. Comme figuré sur le schéma ci-dessous, le prêt du Trésor est conclu entre l'État français et un État étranger à travers un accord intergouvernemental (AIG), fixant les conditions de

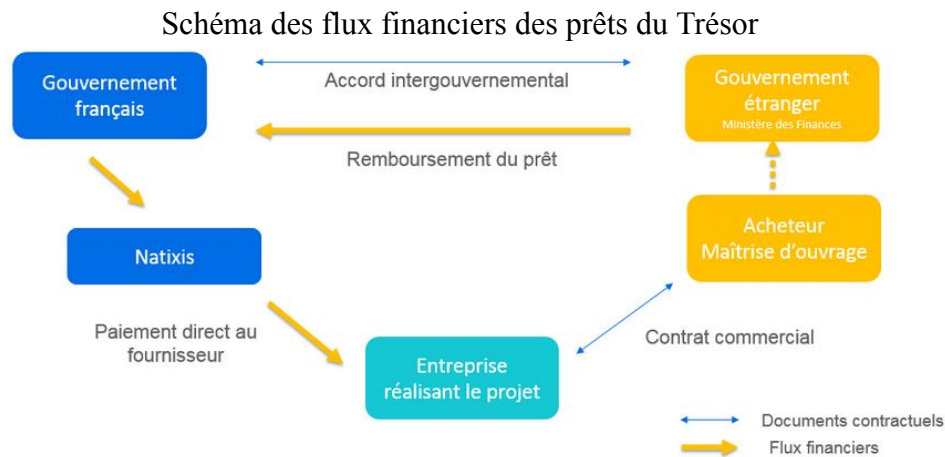
---

<sup>218</sup> Voir la page « Le réseau international » sur le site internet de la DG Trésor. Disponible sur l'Internet : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/qui-sommes-nous/le-reseau-international> [consulté le 15/05/2023]

<sup>219</sup> COMMISSION DES FINANCES, « Rapport d'information n°659 », *op. cit. supra note 191*, p.51.

<sup>220</sup> COMMISSION DES FINANCES, « Rapport d'information n°659 », *op. cit. supra note 191*, p.51.

remboursement du prêt<sup>221</sup>. Le SE prend part aux négociations puis assure le suivi du contrat et coordonne les échanges entre l'entreprise, le bénéficiaire local, l'expert indépendant et le bureau des financements directs du Trésor.



Source: [site internet de la Direction générale du Trésor](http://site.internet.de.la.Direction.générale.du.Trésor)

### *La mission d'information et de conseil*

Le SE revêt historiquement la mission d'informateur économique pour les administrations centrales<sup>222</sup>, en particulier le MEFSIN à travers la DG Trésor. Ainsi, il alimente l'État, à travers le réseau interne de la DG Trésor -basedoc-, en données et analyses macroéconomiques, sectorielles, commerciales, financières, législatives, de politiques publiques et d'intelligence économique sur le pays cible, tant au niveau national qu'au niveau local. Le SE contribue de manière déterminante à identifier les enjeux et les opportunités pour la France et éclairer la prise de décision au niveau ministériel pour la conception et la mise en œuvre des stratégies en ce qui concerne les relations économiques bilatérales déployées dans les pays de sa zone de compétence. Pour le cas des missions économiques à vocation régionale (SER), il peut conduire des études comparatives internationales.

Aussi, le SE assure-t-il une veille sur : les conditions d'accès au marché ouzbek ; le suivi de la situation conjoncturelle, financière et macroéconomique, comprenant les situations économiques nationale et bilatérale du commerce extérieur et des investissements ; la réglementation juridique ouzbèke ; le climat des affaires en général ; les politiques publiques à teneur économique, notamment liées à l'assurance-crédit, au soutien à l'innovation ou aux PME ; les politiques monétaires et budgétaires ; les politiques internationales, les positions

<sup>221</sup>DG Trésor, Service de presse, « Les services économiques de la Direction générale du Trésor », *op. cit. supra note 209*, p.55.

<sup>222</sup>BADEL Laurence, « Chapitre 1. L'État face aux difficultés du commerce extérieur français au début du XX<sup>e</sup> siècle », *op. cit. supra note 162*, p.47.

ouzbèkes sur les questions multilatérales économiques et financières (FMI, OCDE, Banque mondiale), les négociations commerciales (entrée à l'OMC) ; les secteurs industriels, technologiques, énergétiques, environnementaux, agricoles, alimentaires, sanitaires, du transport, des infrastructures. Cela amène le SE à élaborer des prévisions économiques et des fiches sectorielles, mises à jour régulièrement mais également des dossiers macro-économiques et risque-pays au moins une fois par an. Grâce à cette base de données, le SE informe autant que possible les institutions et entreprises françaises qui en font la demande.

## 2.3. Le rôle du stagiaire au sein du service économique

### *Contextualisation*

Tout d'abord, le stage a commencé en octobre 2022 dans un contexte régional tendu : sept mois après le début de l'offensive russe en Ukraine, le 24 février 2022, et quelques jours à peine après l'annonce de la mobilisation partielle en Russie, le 21 septembre. Cette mobilisation a provoqué la fuite massive de jeunes russes qui s'installent dans les pays russophones de l'ancien espace soviétique - du moins dans un premier temps - dont l'Ouzbékistan avec une estimation de 395 mille russes arrivés entre le début de l'offensive et novembre 2023 selon la Banque centrale d'Ouzbékistan (CBU). Par ailleurs, s'agissant de la politique intérieure, le stage débute également trois mois après les manifestations spontanées dans les principales villes du Karakalpakistan (Noukous, Chimbay et Mouïnak), les 1<sup>er</sup> et 02 juillet, pour contester les propositions d'amendements constitutionnels prévoyant la suppression du statut autonome de la région. Ces manifestations ont tourné en émeutes entre les manifestants et les forces de l'ordre amenant l'instauration d'un état d'urgence d'un mois. Les procès liés à ces émeutes ont eu lieu précisément pendant la période du stage, procès observés de près par la communauté internationale dont l'UE qui avait appelé à une enquête transparente et indépendante.

Pourtant, le début du stage est, en parallèle, marqué positivement par un Ouzbékistan sur le devant de la scène internationale, en particulier à Samarcande, cette mythique cité caravanière des routes de la soie. En effet, la seconde ville du pays a accueilli de nombreuses rencontres avec les puissances étrangères qui courtisent les autorités centrasiatiques dans le dessein d'approfondir leur partenariat avec elles. Le premier évènement d'ampleur est le sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) qui a pris place en septembre et qui avait vu le premier déplacement du plus haut dignitaire chinois, Xi Jinping, à l'étranger depuis le début de la pandémie mondiale de coronavirus. Cette organisation joue un rôle majeur dans la région tant politiquement, qu'économiquement ou militairement puisqu'elle comprend les puissances voisines de l'Asie centrale comme la Chine, la Russie, l'Iran et, en tant que membre observateur, la Turquie. Le 11 novembre suivant, le sommet de l'Organisation des États turciques, également organisé à Samarcande, a regroupé les quatre États turcophones centrasiatiques (Turkménistan en tant qu'observateur puisqu'il a, à cette occasion d'ailleurs, quitté l'Organisation) avec la Turquie et l'Azerbaïdjan. Enfin, Samarcande a accueilli une semaine après un rendez-vous crucial pour la région et sa relation avec l'UE

puisqu'il s'y est tenu les 17 et 18 novembre la conférence sur la connectivité entre l'UE et l'Asie centrale, en présence de Josep Borrell, le haut-responsable de l'UE pour les Affaires internationales et la Politique sécuritaire.

S'agissant des relations franco-ouzbèkes, elles sont stimulées par la préparation de la visite entre les 21 et 22 novembre du président Mirziyoïev à l'Élysée. Plusieurs signes montrent cette hausse de vitesse des relations bilatérales à la veille de la visite présidentielle, comme la récurrence dans le discours des officiels ouzbeks de l'exemple français dans la gestion des affaires publiques. Symboliquement, le partenariat franco-ouzbek jouit fortuitement d'une photo prise lors de la coupe du monde de football fin novembre, qui est diffusée viralement sur les réseaux sociaux. Il s'agit d'une photo de Kylian MBappé, après avoir marqué un but, exprimant sa joie devant - du moins, peut-on le croire avec la perspective - le drapeau ouzbek, placé par un journaliste ouzbek qui a fait le déplacement en voiture depuis Tachkent - un tremplin pour l'image de la France en Ouzbékistan. Cela a d'ailleurs facilité la présentation de l'auteur de ce mémoire auprès des Ouzbeks : « Bonjour je m'appelle Kilian, comme MBappé ».

Par ailleurs, si le contexte sur le plan international est chargé, la période du stage a été fortement marquée sur le plan intérieur. Par trois occurrences (deux en décembre et une janvier), l'Ouzbékistan a connu d'importantes crises énergétiques avec un hiver anormalement vigoureux (températures comprises entre -15 et -1 degrés pendant dix jours) qui a renforcé les difficultés structurelles du secteur énergétique ouzbek, occasionnant des pénuries de gaz et d'électricité, en particulier à Tachkent. De même, la fin d'année 2022 est célébrée par des annonces de réformes administratives, préalables à une réforme constitutionnelle finalement adoptée moins d'un an après les émeutes au Karakalpakistan en avril 2023 par un « Oui » écrasant<sup>223</sup>.

Enfin, il faut noter la singularité de ce poste de stagiaire au sein du SE de Tachkent. Le SE de Tachkent est très récent et petit, le CSE - François Salviat - n'avait jamais encore eu de stagiaire auparavant et avait pris l'habitude de travailler seul. Ainsi, le rôle de stagiaire au sein du SE de Tachkent relève plus d'un équilibre pratique et subjectif, construit au fur et à mesure en fonction des besoins, et moins d'un rôle bien précis et bien délimité. Le stagiaire n'ayant pas l'autorisation de suivre des grands contrats et des entreprises françaises, son rôle principal est d'assister le CSE pour le bon fonctionnement du service dans ses autres tâches. Pour citer la lettre de recommandation de François à l'issue du stage, « tout au long de son stage, [le

---

<sup>223</sup> « La nouvelle Constitution ouzbèke adoptée », *Novastan* [en ligne], 02/05/2023. Disponible sur l'Internet : <https://novastan.org/fr/decryptage/la-nouvelle-constitution-ouzbek-adoptee/> [consulté le 14/06/2023]

stagiaire a dû se montrer] capable d'élargir rapidement ses connaissances macroéconomiques et sectorielles en découvrant chaque jour de nouveaux sujets parfois complexes. Capacité à travailler en complète autonomie, lors des périodes de fortes sollicitations du service économique (notamment la visite du Président ouzbek en France les 21-22 novembre) »<sup>224</sup>. On peut regrouper les tâches du stagiaire en deux types.

### *Les missions rédactionnelles*

Dans les missions d'information, une part importante est dévolue à la rédaction de fiches sectorielles et de dossiers macroéconomiques. Dès les premiers jours du stage, les commandes du CSE ont afflué. La première - qui est disponible en annexe - est la note sur le cours du soum (la devise nationale ouzbèke), une commande interne pour appuyer les discussions sur les devises de paiement des agents de l'ambassade mais qui a aussi servi de mise à jour sur la politique monétaire de la CBU. Ces commandes, comme toutes les autres productions du SE, visent à servir aux destinataires un accès aisé à des informations organisées de manière hiérarchisées et la plus intelligible possible. L'objectif est que le lecteur puisse obtenir une vision synthétique, contextualisée et suffisamment complète d'un sujet parfois complexe. La rigueur et l'esprit de synthèse sont donc de mise pour le rédacteur, qui s'assure d'éliminer les informations superflues sans ôter tout élément utile à la compréhension d'ensemble du contexte. De même, une attention toute particulière est accordée à la formulation qui ne doit pas induire le lecteur en erreur sur la portée réelle des éléments rapportés. Ce travail se faisant à partir de sources ouvertes et publiquement accessibles (articles de presse, publications universitaires ou de think tank, communiqués officiels d'entreprises ou d'institutions publiques, réseaux sociaux), – presque uniquement en langue russe ou ouzbèke – le rédacteur doit aussi avoir conscience des biais des sources et veille à les diversifier pour fournir un maximum d'informations objectives sur le sujet. Une fois la rédaction terminée, le CSE effectue une relecture et une correction si nécessaire avant de publier sur le réseau de la DG Trésor, basedoc. Il ne peut y avoir de sauvegarde papier des documents qui sont systématiquement broyés après utilisation pour éviter toute fuite d'information. De même, le réseau de la DG Trésor permet seulement l'accès pour lecture, à ceux qui y sont autorisés, et empêche l'impression des documents comme leur sauvegarde.

Il existe plusieurs types de commanditaires. En premier lieu, l'administration centrale, *i.e.* le MEFSIN via la DG Trésor. Les commandes pour la DG Trésor sont diverses allant de dossiers avec un format bien particulier où il faut renseigner, périodiquement un certain

---

<sup>224</sup> Lettre de recommandation consultable en intégralité en annexe.

nombre d'informations, aux fiches sectorielles sur des sujets particuliers. Dans le cadre du stage, le stagiaire a participé à la rédaction du dossier risque-pays (comprenant aussi l'aspect géopolitique) et macroéconomique approfondi de l'Ouzbékistan, élaboré par tous les SE pour les pays de leur compétence. Une pierre-trois coups : la rédaction de ce dossier pour renseigner les évolutions macro-économiques et financières en Ouzbékistan a facilité la rédaction de la situation économique du pays, de son commerce extérieur et des relations bilatérales économiques en vue de l'actualisation du site internet de la DG Trésor mais également dans la perspective d'une présentation du CSE au dernier rendez-vous du CAFU de l'année 2022 pour dresser le bilan économique de l'année et les prévisions pour l'année suivante. Ce modèle a servi pour traiter de manière analogue la situation tadjike - puisque le SE de Tachkent est compétent pour le Tadjikistan. Par ailleurs, pour anticiper les commandes particulières de la DG Trésor en vue de la visite présidentielle, le CSE m'a confié la rédaction de plusieurs biographies des ministres et autres représentants ouzbeks faisant partie de la délégation ainsi que des fiches sectorielles sur les services communaux, le secteur des transports routier et aérien, du secteur de l'énergie électrique en Ouzbékistan (et pour le Tadjikistan, s'agissant du secteur énergétique). En outre, les thèmes des fiches particulières peuvent faire l'objet d'un travail collaboratif, en particulier avec la chancellerie. C'est ainsi que le stagiaire a pris part à l'actualisation des fiches sur les présences économiques russe et chinoise en Ouzbékistan, en vue de partager les résultats de recherches respectives avec la chancellerie politique de l'ambassade qui préparait, elle aussi, un dossier sur des thématiques précises pour le transmettre en centrale par notes diplomatiques (nd). Le stagiaire a, enfin, pris part à la rédaction d'éléments de langage (EDL) pour les discours de l'Ambassadrice.

En second lieu, les entreprises françaises peuvent aussi faire des commandes au SE dans l'optique de les orienter dans leur projet et donne lieu à des recherches très ponctuelles et précises sur des acteurs économiques ou des secteurs d'activité bien spécifiques. Quelques exemples de tâches réalisées dans ce contexte : une recherche d'informations sur le groupe pétro-gazier SANEG ou Uzbek Leasing pour alimenter une note d'avis portant sur un dossier d'assurance-export ; une recherche sur le Comité des routes d'Ouzbékistan, agence du ministère des Transports pour le compte de Bouygues Travaux Publics ; une fiche sectorielle sur le marché des jeux vidéos en Ouzbékistan pour une entreprise française envisageant de s'implanter en Ouzbékistan.

Les tâches rédactionnelles ne s'arrêtent pas aux commandes. Les missions économiques doivent alimenter continuellement les ministères sur la situation et les développements en cours du pays sur tous les sujets ayant un lien ou un effet sur un sujet à

teneur économique. Aussi, l'auteur a participé activement à l'élaboration des documents informant sur les problèmes gaziers rencontrés par le pays en décembre 2022 et janvier 2023, de même que sur l'adoption de la loi de budget 2023 (contexte, contenu et perspective), concomitante à la révision du budget de 2022, précisément important pour la présence économique française puisque le budget a pris en compte les dépenses exceptionnelles pour répondre à la crise énergétique, dédommageant ainsi la filiale de Véolia qui gère le réseau de chaleur à Tachkent. À celles-ci s'ajoute la note sur la réforme administrative, annoncée la veille du Noël catholique, prévoyant la refonte de la plupart des ministères et des agences gouvernementales dès le 1<sup>er</sup> janvier 2023, avec à terme des diminutions d'effectifs pour une meilleure gestion des affaires publiques. Cette réforme a été particulièrement suivie par le SE, d'une part, parce que les administrations ouzbèkes interlocutrices au niveau économiques ont été changées - quelques mois après un changement de tête au ministère des Investissements et du Commerce extérieur ouzbek<sup>225</sup> - et, d'autre part, parce que les contrats avec les entreprises françaises comprennent souvent des signatures avec les autorités ouzbèkes dont il faut assurer la continuité juridique après le remaniement. En outre, cette réforme a renforcé à nouveau la prégnance du modèle français dans le processus de modernisation de l'administration ouzbèke avec une mention de l'exemple français dans le discours officiel pour la gestion de l'économie nationale (un ministère qui s'occupe à la fois des finances publiques et de l'économie nationale et un ministère des Affaires étrangères appelé à renforcer son action économique). Enfin, pour mieux saisir le contexte du climat des affaires et des influences sur le pouvoir ouzbek, des notes, préparées conjointement avec la chancellerie politique, ont été élaborées : sur l'oligarchie de Samarcande, Bakhtiyor Fasylov, la portée de son empire en Ouzbékistan et le degré de connivence avec la Russie ; sur les beau-fils de Chavkat Mirziyoyev et leur myriade de sociétés off-shore Orient ; ou encore sur l'existence d'une promotion 81 de l'Institut hydrotechnique de Tachkent, un peu comme la promotion Voltaire de l'ENA. à noter que les stagiaires n'ayant plus le droit d'accéder aux réseaux des notes diplomatiques et le SE étant extérieur à ce réseau en raison de l'utilisation d'un réseau parallèle, interne à Bercy - et pour lequel le stagiaire n'avait pas plus accès à cause de problèmes techniques. Néanmoins, sans les publier, le stagiaire participe à la rédaction des notes et des dépêches.

Enfin, le stagiaire est également amené à rédiger des compte-rendus de présentations extérieures (notamment celles de l'OCDE) et autres conférences économiques auxquelles il participe. Le stagiaire s'est également donné une tâche qui ne lui incombait pas

---

<sup>225</sup> Le vice-ministre de ce ministère, Shukhrat Vafaev, interlocuteur privilégié de l'ambassade de France, est nommé pendant l'été 2022 à la tête de la nouvelle agence des Réformes stratégiques sous la présidence de la République d'Ouzbékistan.

originellement : la contribution quotidienne à la rédaction du volet économique de la revue de presse de l'ambassade (traduction et résumé d'articles ouzbeks écrits en russe à teneur économique, susceptibles d'intéresser la communauté française en Ouzbékistan). Il était finalement opportun que la veille quotidienne de la presse économique revienne à une personne du SE. Cette tâche était auparavant effectuée par les ADL traducteurs pour faciliter le travail de la chancellerie politique qui pilote la publication quotidienne de cette revue. Permettant un suivi pratique de l'économie ouzbèke, le stagiaire a finalement absorbé quotidiennement cette fonction, pour ce qui est du volet économique.

### *Les missions d'appui et de représentation*

Comme nous l'évoquons plus haut, la taille réduite du SE de Tachkent a permis une large perméabilité dans les tâches effectuées par le stagiaire. Tout d'abord, comme mentionné en introduction de ce mémoire, le stage a commencé *in media res* puisque le stagiaire a pris part dès les premières minutes de son arrivée, avant même de faire connaissance avec son bureau et ses futurs collègues, à deux réunions de prise de contact entre le CSE et des entreprises françaises pour le suivi des avancées de leur projet en Ouzbékistan. Ces entretiens avec les entreprises sont primordiales dans les missions du SE, nous l'avons vu, et constituent une part importante de l'emploi du temps du CSE, en particulier à la veille d'événements importants pour les relations bilatérales comme la visite du président ouzbek en France. C'est pourquoi, la participation du stagiaire au suivi des intérêts économiques français en Ouzbékistan, lors des rencontres avec les entrepreneurs sur le terrain, tant ouzbeks que français, y compris lors de visite d'usine, et les différents interlocuteurs institutionnels économiques, est la bienvenue. Cela lui permet de saisir plus rapidement les enjeux économiques en Ouzbékistan, de cartographier le milieu décisionnel ouzbek et de comprendre les attentes de la part des entreprises françaises, ce qui est un véritable avantage et un gain d'efficacité pour les tâches de rédaction dont les productions sont souvent utiles à ces mêmes entreprises. Ainsi, le stagiaire permet parfois d'appuyer le CSE lors de réunions où il participe également et assure une prise de notes (en réalité assez théorique puisque le CSE, ayant l'habitude de travailler seul, fait également ce travail pour lui-même).

La plus-value, dans ce domaine, du stagiaire est assez ponctuelle. C'est lorsque le stagiaire est seul aux événements que le relais pour le SE et la prise de note pour le CSE sont profitables. En effet, le stagiaire peut être amené à remplacer dans certains cas où la présence du SE est opportune mais où le CSE est indisponible à ce moment-là. Ce fut le cas par exemple lorsque l'Ambassadrice a eu un entretien téléphonique avec un représentant d'une

grande entreprise française qui a nécessité la présence du stagiaire pour la prise de note tant pour l'Ambassadrice que pour faire remonter les informations, évoquées lors des échanges, au CSE. Par ailleurs, le stagiaire a pu, en quelques occasions, représenter le SE au sein des réunions inter-services du lundi qui sont, nous l'avons vu, indispensables pour le travail de concert de l'Ambassadrice avec tous ses services. L'une de ces présences fut d'autant plus importante qu'elle a été au moment de la deuxième crise énergétique et le mouvement de réforme administrative de la fin 2022, laquelle supposait un suivi scrupuleux pour évaluer les conséquences à teneur économique dans la nouvelle organisation administrative ouzbèke mais aussi pour reconnaître les nouveaux interlocuteurs ouzbeks pour les dossiers économiques. De même, le stagiaire a pu participer à plusieurs forums à teneur économique : deux fois à Samarcande pour les conférences sur le développement du marché des énergies renouvelables en Ouzbékistan et sur la connectivité en Asie centrale avec l'UE ; deux autres à Tachkent avec un forum sur le tourisme et une conférence sur la coopération régionale en Asie centrale. Les compte-rendus ont pu compléter des nd de la chancellerie sur la politique étrangère ouzbèkes.

Enfin, le stagiaire a quelques responsabilités opérationnelles : une prise de contact avec des interlocuteurs ouzbeks. Il exécute d'autres tâches légères d'assistanat (soutien, préparation des déplacements, suivi des échanges et du partage d'information, participation à l'organisation d'évènements (manifestations comme le 11 novembre, réception à la Résidence, accueil de délégations d'entreprises, etc.).

### *Déroulé d'une journée typique*

En principe, une journée au SE commence à 9 heures. Une fois l'ordinateur allumé et les mails de la veille lus, le stagiaire s'attaque à la revue de presse pour sélectionner les titres principaux ou ayant un intérêt pour la communauté française en matière économique. A partir de là, la journée n'est plus vraiment rythmée par un programme qui serait identique chaque jour, en dehors du lundi où la réunion inter-service a lieu à partir de 10 heures, mais à laquelle le stagiaire ne participe pas (du moins de manière régulière : seulement trois fois en quatre mois). Ainsi, le stagiaire poursuit ses tâches rédactionnelles et d'analyse, jusqu'au moment d'un rendez-vous avec une entreprise ou la participation à une conférence en ligne, avec une pause méridionale avec les autres stagiaires et VIA de l'ambassade d'environ une heure - très attendue pour le plov<sup>226</sup> du jeudi.

---

<sup>226</sup> Une tradition ouzbèke veut que l'on mange du plov, un plat national, sorte de riz pilaf épicé sauté dans l'huile de coton enrichi de légumes (oignon, pois chiche, carotte, ail), de viande (mouton et saucisse de cheval) et décoré d'œufs durs

La journée de travail s'achevait en principe à 18 heures. Le CSE, à cet égard, était largement bienveillant, invitant en général par un « c'est l'heure, camarade » à terminer les travaux en cours. Le stagiaire a pris sur lui de finir ma journée entre 18h45 et 19h, pour compenser parfois les temps creux de la digestion, pour achever, parfois, quelques dossiers urgents ou encore par solidarité avec mon CSE qui finissait bien plus tard.

### *Réflexion à propos de la diplomatie économique française sur le terrain*

A mon sens, la taille modeste de l'ambassade de France à Tachkent met en relief un trait caractéristique de la diplomatie économique française au sein des ambassades et leurs relations avec les administrations centrales : l'enjeu fort des affinités dans la bonne collaboration et du partage de l'information. En effet, à Tachkent, l'Ambassadrice, dont nous avons déjà évoqué l'intérêt marqué pour les questions économiques, peut compter sur la disponibilité d'un CSE à proximité (dans le même bâtiment) avec lequel de nombreux liens sont établis dans la semaine (au moins une réunion inter-service, des rendez-vous avec des personnes extérieures, etc.) et qui est presque le seul intervenant du dispositif public, avec l'AFD, pour les questions économiques. La collaboration directe et respectueuse entre le CSE et l'Ambassadrice ne fait aucun doute, chacun estimant les compétences de l'autre. Ainsi, la mise en œuvre de la diplomatie économique en Ouzbékistan n'est pas mise à mal par les difficultés que peut occasionner sa bicéphalie.

Pourtant, les conseillers des services économiques peuvent être considérés comme des concurrents potentiels de l'ambassadeur étant donné qu'ils se situent dans un système institutionnel parallèle, tant pour les corps, que pour les instructions, provenant d'un autre ministère, et leurs correspondances et le réseau de diffusion de l'information (le réseau de la DG Trésor est différent du réseau des nd)<sup>227</sup>. D'une part, d'après Marie-Christine Kessler, les locaux des SE et de l'ambassade sont différents, ce qui accentue géographiquement l'institution de réseaux parallèles avec un dialogue minimal<sup>228</sup>. D'autre part, le corps des diplomates est réputé différent de celui des conseillers économiques, tenus pour être « tournés vers l'entreprise, les questions concrètes et l'efficacité »<sup>229</sup>. Si Bercy souhaite que le CSE soit véritablement tenu pour un collaborateur de l'ambassadeur, les différences de corps entre diplomates et non-diplomates, supposant une incapacité pour un non-diplomate à contribuer à l'élaboration du travail diplomatique, peuvent empêcher la bonne collaboration sur le

---

<sup>227</sup> KESSLER Marie-Christine, « Chapitre 7. Les politiques publiques bilatérales ... », *op. cit. supra note 164*, p.47.

<sup>228</sup> *Ibid.*

<sup>229</sup> *Ibid.*

terrain<sup>230</sup>. Un rapport du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Emploi de 2007 résume bien la situation et les deux écueils des relations de travail entre les services économiques et l'ambassadeur.

« Les relations entre les missions économiques et le réseau diplomatique sont tributaires d'un double déterminisme :

- le déterminisme des structures qui organise la cohabitation à l'étranger de fonctionnaires, appartenant à des ministères différents et déroulant, même alors qu'ils sont issus d'une même École, des carrières parallèles sans converger vers le même niveau de responsabilité, celui d'ambassadeur. Cette situation n'a jamais favorisé une bonne intégration entre les équipes économiques et celles de la chancellerie diplomatique ;
- le déterminisme de la subjectivité qui fait reposer une part de la coopération sur la qualité de la relation personnelle entre l'ambassadeur et le chef de mission économique.

Une telle situation n'est pas satisfaisante [...]. Lorsque cette relation est harmonieuse, ce qui est souvent le cas, la coopération entre services va souvent beaucoup plus loin que les structures parisiennes ne l'imaginent ou ne le préconisent ; lorsqu'elle est dégradée, les arguments d'autorité – notamment le rappel aux textes sanctionnant le pouvoir des ambassadeurs – ne sont guère suffisants pour garantir un bon fonctionnement du dispositif »<sup>231</sup>

La situation à Tachkent relève du premier cas évoqué dans le rapport. Rappelons d'ailleurs que, depuis Laurent Fabius, soit cinq ans après le rapport, les ambassadeurs, « sommés d'avoir une diplomatie économique active »<sup>232</sup>, sont invités à garder un contact régulier, à travers des réunions ou des séances de travail avec ses collaborateurs du service économique et autres opérateurs français de la diplomatie économique. Ainsi, comme l'évoque Marie-Christine Kessler, les deux fonctionnaires de la diplomatie économique, qui partagent une même déontologie du service public, ont tout intérêt à collaborer en bonne intelligence dans une perspective carriériste pour éviter qu'un conflit remonte à l'administration centrale<sup>233</sup>. L'auteur fait remarquer qu'en 2012 nombre d'ambassadeurs déclarent entretenir d'excellents rapports avec le CSE. Ces rapports restent, malgré tout, fonction de subjectivité des personnes et des dossiers traités. En réalité, selon l'auteur, les

---

<sup>230</sup> KESSLER Marie-Christine, « Chapitre 7. Les politiques publiques bilatérales ... », *op. cit. supra note 164*, p.47.

<sup>231</sup> Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Emploi, *Livre blanc sur la modernisation du réseau international du MINEFE*, Paris, juillet 2007, 74 p.

<sup>232</sup> KESSLER Marie-Christine, « Chapitre 7. Les politiques publiques bilatérales ... », *op. cit. supra note 164*, p.47.

<sup>233</sup> *Ibid.*

relations sont souvent meilleures sur le terrain qu'à l'échelon central, où les administrations sont plus promptes, en particulier Bercy, à être pointilleuses sur les questions de préséance<sup>234</sup>.

Or, le partage de l'information est capital pour le bon fonctionnement sur le terrain de la diplomatie économique. Le maintien de deux réseaux parallèles semble être contre-productif à plusieurs niveaux. Les conseillers économiques n'ont pas accès au réseau des notes diplomatiques mais l'ambassadeur n'en a pas plus pour le système d'information interne de la DG Trésor. Les deux doivent donc faire la demande à l'autre pour avoir un renseignement qu'ils auraient pu trouver dans une base de données collective. Le problème est encore plus grand lorsque l'on fait entrer en jeu l'échelon de l'administration centrale : la direction de la Diplomatie économique du MEAE, qui produit des analyses économiques, n'a aucun accès direct à la production des SE. Elle doit faire une demande auprès de la DG Trésor qui transmet la demande au SE pour faire parvenir l'information. Cela conduit à des court-circuitage du processus administratif, soit par des affinités personnelles directes avec des agents sur place, soit par une demande via la chancellerie politique. Cette lourdeur administrative conduit à ce que les deux administrations centrales élaborent leurs propres analyses, ce qui produit un travail en doublon. Par ailleurs, comme nous le disions plus haut, l'ambassade de France à Tachkent ne connaît pas ce problème puisqu'il existe un véritable travail de concert entre le SE et la chancellerie, le second faisant réviser ses productions par le CSE. Ce fut notamment le cas, comme nous l'avons vu, pour la production de nd sur la crise énergétique en Ouzbékistan ou sur la présence chinoise en Ouzbékistan. En réalité, le SE de Tachkent a peu alimenté les bases de données de Bercy, les notes étant restées en interne ou bien abordées dans des nd destinés aux réseaux diplomatiques. Finalement, c'est à la légère défaveur du réseau d'information de la DG Trésor, car, même si le CSE donne les éclaircissements contextuels utiles lors de réunion, la publication des productions au sein du SE (qui d'ailleurs souffrent de ce que le CSE a été longtemps seul avec peu de temps pour faire un travail d'ampleur) n'est pas systématique et immédiate. Sur quatre mois de présence effective, aucun document n'a été publié sur le réseau de la DG Trésor de la part du SE d'Ouzbékistan. Les modifications demandées pour le site de la DG Trésor ne sont d'ailleurs pas non plus suivies (il est encore écrit que le SE de Tachkent est rattaché à la zone de compétence du Kazakhstan, ce qui n'est pas le cas). Un double accès pour les ambassadeurs et les conseillers économiques (et les rédacteurs en central) pourrait éviter ces écueils.

---

<sup>234</sup> KESSLER Marie-Christine, « Chapitre 7. Les politiques publiques bilatérales ... », *op. cit. supra note 164*, p.47.

Enfin, il apparaît, aux yeux de l'auteur, que la taille restreinte du SE de Tachkent ne permet pas, en un sens, son autonomie dans le cadre de l'animation des relations économiques. C'est-à-dire que par rapport à l'AFD, qui est animé par un directeur d'agence, appuyé par un adjoint, deux VIA, quelques agents locaux et des consultants, le CSE, ayant été seul pendant une longue période, n'a pas les moyens de son autonomisation d'action. Il est sous la contrainte des commandes de la part des administrations centrales, du suivi des entreprises qui se sont présentées à lui et de conseil auprès de l'Ambassadrice. En raison des effectifs, le SE de Tachkent doit prioriser certaines missions au détriment d'autres, jugées moins urgentes, comme les missions de promotion de l'attractivité française (qui ne sont, en outre, pas relayées par Business France). à titre d'exemple, les effectifs du SE d'Astana sont de l'ordre de 5 personnes. En outre, toujours par comparaison, le SE dépend d'une administration qui définit, avec un autre ministère qui est parfois son rival, une stratégie d'action en matière économique, tandis que l'AFD jouit d'une autonomie décisionnelle, malgré sa tutelle, avec une direction centrale qui élabore leur stratégie opérationnelle. Ainsi, pour récupérer la réflexion initiale de cette partie, qui vise à expliquer le faible déploiement de la diplomatie économique française en Ouzbékistan, il semble que cette faiblesse provienne du manque de moyen, articulé à un défaut de considération stratégique de la part des administrations centrales françaises à l'égard de l'Ouzbékistan.

Pour conclure cette deuxième partie, le SE est le relais sur le terrain de la diplomatie économique caractérisée par une bicéphalie puisque le MEAE et le MEFSIN sont chargés conjointement d'en définir les grandes directions. Le SE coordonne, conjointement avec l'Ambassadrice, l'action des opérateurs de la diplomatie économique française dans le pays d'accueil, qui se composent, en Ouzbékistan, essentiellement de l'AFD. En outre, le SE accompagne les entreprises françaises dans leurs démarches auprès des institutions ouzbèkes, notamment s'agissant des dossiers techniques financiers. Enfin, il alimente les administrations centrales (du moins le MEFSIN) en informations économiques, une étape préalable à un travail d'intelligence économique pour définir la stratégie en Ouzbékistan. Mais quelle est cette stratégie ? Finalement, pour reprendre la conclusion de la première partie, le faible

investissement des autorités françaises dans la relations économiques avec l'Ouzbékistan ne semble pas provenir de son relais sur le terrain - l'Ambassadrice et le CSE étant très actifs sur le front de la diplomatie économique. Les opportunités sourient pourtant aux entreprises françaises dont la renommée joue en leur faveur. Depuis 2017, le commerce bilatéral, quoique marginal pour la France, offre un solde excédentaire pour cette dernière qui est soucieuse de redresser son déficit extérieur. La France pourrait tirer partie d'une exportation soutenue de produits français sur le marché ouzbek. Mais, pour cela, il faut également rendre performantes les liaisons de transport de marchandises vers l'Ouzbékistan. En effet, le coût du transport reste trop élevé et rend les produits français trop chers. Dans cette optique, la France pourrait investir dans les routes commerciales stratégiques pour ses exportations.

Par ailleurs, les rapports sénatoriaux, considérés en première partie, éclairent sur la réticence des acteurs économiques français - outre la difficulté du climat des affaires en Ouzbékistan - à entrer et maintenir une présence sur un marché en raison de la pratique institutionnelle de la diplomatie économique française. En effet, émanant de l'administration centrale, la diplomatie économique favorise les grands contrats d'Etat à Etat - rôle du SE à cet égard - au détriment du commerce courant. A fortiori, les moyens déployés ne permettent pas de favoriser l'encouragement des PME/ETI à s'internationaliser en Ouzbékistan. Le SE traite avant tout avec les fleurons de l'économie française : les grandes entreprises françaises ou celles qui ont déjà une expérience internationale majeure. Elle suppose un rythme impulsé par un investissement politique de la part de l'administration française. La diplomatie économique française en Ouzbékistan semble donc souffrir d'un manque de stratégie ambitieuse, ce qui apparaît étrange si l'on considère les convoitises que suscite l'Asie centrale et le bousculement des puissances étrangères sur le terrain de la connectivité dans cette région enclavée et pourtant centrale sur le continent eurasienn. A travers le prisme de la connectivité, enjeu central en Ouzbékistan, la troisième et dernière partie s'attachera à expliquer la vision stratégique française et l'investissement politique de l'Etat français à l'égard de l'Ouzbékistan.

## Partie III : La France dans les enjeux de connectivité en Ouzbékistan

« En Asie centrale par contre, à leur porte, se trouvait un énorme marché potentiel. [...] Aux yeux de Saint-Pétersbourg, le Grand Jeu était l'affaire d'implantation commerciale autant que d'expansion politique et militaire »<sup>235</sup>

Peter Hopkirk écrit en 2006, dans l'épilogue de son livre *Le Grand Jeu. Officiers et espions en Asie centrale* : « Pour le meilleur et pour le pire, l'Asie centrale est à nouveau au cœur de l'actualité et il semble qu'elle y restera encore un bon moment »<sup>236</sup>. Dans cet épilogue, l'auteur fait une mention rapide aux phénomènes nouveaux qui prennent place en Asie centrale, une fois sortie du giron hégémonique des puissances russe puis soviétique : « [...] des entreprises étrangères firent leur apparition, se bousculant pour remplir le vide économique et commercial. Personne n'ignorait qu'en Asie centrale se trouvait une des dernières prises de taille que réservait le vingtième siècle : de fabuleuses réserves de gaz et de pétrole, des filons d'or, d'argent, de cuivre et de zinc, des minerais tels que le plomb et le fer, sans parler du tracé des pipelines qui traversaient ces pays. La ruée fut si forte que les analystes politiques et les journalistes se mirent à nouveau à parler d'un "nouveau Grand jeu". Des puissances rivales étrangères et rivales et des groupes multinationaux tentèrent d'accroître leur influence sur place »<sup>237</sup>. Le Grand Jeu ou encore « Tournoi des ombres », est un concept exposé dans le livre de Peter Hopkirk qui en fait une narration en 1991. Les termes sont empruntés de l'expression de Arthur Conolly, officier de renseignement britannique et acteur du Grand jeu, dont l'expression est popularisée, par la suite, par le roman *Kim* de Rudyard Kipling. Le Grand jeu désigne la rivalité au XIX<sup>ème</sup> siècle entre les Empires russe et britannique qui se disputaient, par agents de renseignement interposés et par mises sous tutelle des entités politiques de la région, l'influence en Asie centrale et aux Indes tant pour le prestige que pour des questions stratégiques et même commerciales. L'Empire britannique, soucieux de protéger sa Compagnie des Indes britanniques de l'expansion russe dans le Caucase et en Asie, tente de sécuriser les frontières face à une potentielle attaque russe dans le Nord-Ouest de l'Inde.

---

<sup>235</sup> HOPKIRK Peter, *Le Grand jeu. Officiers et espions en Asie centrale*, 3<sup>e</sup> éd., Paris, Nevicata, 2016, 541 p.

<sup>236</sup> *Ibid.*

<sup>237</sup> *Ibid.*

Pour la Russie impériale, outre la poursuite des rêves de Pierre I<sup>er</sup> de conquérir le monde et de Catherine II d'atteindre les Indes, l'accès aux mers libres et à de tous nouveaux marchés devenait de plus en plus que tentant.

Un siècle après avec les indépendances, les puissances étrangères peuvent espérer profiter de la situation géographique de l'Asie centrale comme de carrefour entre l'Europe et l'Asie. Russie, Chine, UE, Japon, É.-U., Turquie, Iran : nombre de puissances étrangères ont en effet développé ou prennent part à des projets de coopération régionale. Ces projets portent principalement sur le développement des infrastructures de transport centrasiatiques caractérisées par une insuffisance et une vétusté. Ces multiples projets entrent en concurrence et animent les discussions sur le retour possible du Grand Jeu en Asie centrale<sup>238</sup>. Toutefois, ce contexte favorise la quête du désenclavement des États centrasiatiques, qui prennent part à leur tour aux initiatives de connectivité, intégrées dans leur politique nationale. Dans son blog, Josep Borrell, le haut-représentant de l'UE pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, résume bien la situation : « Le mot sur toutes les lèvres, en Asie centrale, est la connectivité. Rien de plus normal: la région se trouve à un point stratégique entre l'Est et l'Ouest. Il n'empêche que, d'une manière générale, les liaisons existantes, que l'on parle de transport ou d'autres types de liens, sont sous-développées »<sup>239</sup>. Plus récemment, les sanctions européennes contre l'économie russe obligent à une repolarisation des échanges internationaux (pour contourner la Russie par laquelle les marchandises ne peuvent plus transiter) et, ce faisant, profitent à l'Asie centrale. Encore faut-il rendre opérationnelles des routes transitant seulement 2% des marchandises échangées entre l'Asie et l'Europe avant 2022<sup>240</sup>.

Comment s'inscrit la diplomatie économique française, dont l'objectif est de dynamiser les échanges commerciaux et les investissements français à l'étranger, dans les projets concurrents de désenclavement de Ouzbékistan ? Comment la France peut-elle prendre part aux enjeux de connectivité en Ouzbékistan ?

---

<sup>238</sup> CARCANAGUE Samuel, « Désenclaver pour mieux régner ? Rivalité des grandes initiatives régionales en Asie centrale » [Ci-après CARCANAGUE Samuel, « Désenclaver pour mieux régner ? ... ], *Revue internationale et stratégique*, [Revue trimestrielle publiée par l'IRIS (Institut de relations internationales et stratégiques)], vol. 107, n°3, 2017, pp. 123-131.

<sup>239</sup> European Union External Action Service, Press Department, « Central Asia's growing importance globally and for the EU », [en ligne sur le site internet du service d'Action extérieure de l'UE], 20 novembre 2022. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.eeas.europa.eu/eeas/central-asia/%E2%80%99s-growing-importance-globally-and-for-the-eu>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>240</sup> LEVYSTONE Michaël, « La connectivité centrasiatique au révélateur des crises internationales. Les transports, l'énergie et l'eau entre interdépendance et désenclavements [Ci-après : LEVYSTONE Michaël, « La connectivité centrasiatique ... ] », *Russies.Nei.Reports* [en ligne], n°41, Ifri, novembre 2022. Disponible sur l'Internet :

<[https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/levystone\\_connectivite\\_asie\\_centrale\\_2022.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/levystone_connectivite_asie_centrale_2022.pdf)> [consulté le 14/06/2023]

### 3.1. Une volonté nationale de désenclavement qui se saisit de l'enjeu de connectivité

« Comme les dirigeants des autres nations d'Asie centrale, [Noursoultan Nazarbaïev] favorise le rétablissement d'un "axe transcontinental majeur de désenclavement régional pour relier l'Europe à l'Asie, en évitant la Russie et en reconstituant la route de la soie au sud par la création de voies de transports routières et ferroviaires et d'oléoducs transcontinentaux" »<sup>241</sup>.

#### 3.1.1. Les enjeux de la connectivité

En géographie, la notion de connectivité<sup>242</sup> est articulée autour de la mise en réseau. Elle caractérise « la propriété générale ou particulière d'un réseau d'offrir des itinéraires alternatifs entre des lieux »<sup>243</sup> et est envisagée comme une échelle de mesure qui détermine, en fonction du degré élevé ou faible de liaisons entre les pôles, le niveau d'intégration à un réseau. Plus les possibilités de mise en relation entre différents nœuds (les pôles du réseau) sont grandes, plus la connectivité est forte, plus il y a de choix pour la performance (en termes de coût et de temps) des liaisons entre les pôles. En conséquence, la connectivité est articulée inversement à la vulnérabilité face aux perturbations de toutes sortes entraînant le blocage d'un pôle aux autres. Appliquée aux relations internationales, la définition de la connectivité a fait l'objet d'une réunion en novembre 2017 des ministres des Affaires étrangères de l'ASEM<sup>244</sup> (dialogue Europe-Asie) : « La connectivité consiste à rapprocher les pays, les peuples et les sociétés. Elle facilite l'accès et est un moyen de favoriser des liens économiques et interpersonnels plus profonds »<sup>245</sup>. Cette définition de la connectivité met en relief plusieurs enjeux observables en Asie centrale : l'aspiration nationale à intégrer les flux internationaux après l'isolation pendant les dominations russe et soviétique, l'idée de relier les deux pôles

<sup>241</sup> BRUNEAU Michel, *L'Eurasie. Continent, empire, idéologie ou projet*, Paris, CNRS éditions, 2018, 310 p.

<sup>242</sup> D'après la définition de Géoconfluences de l'ENS de Lyon. Voir la page « Connectivité, connexité » dans le Glossaire, disponible sur le site internet de géoconfluence : <<http://géoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/connectivite-connexite>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>243</sup> *Ibid.*

<sup>244</sup> Le dialogue Europe-Asie qui est un espace de dialogue et de coopération entre l'Europe et l'Asie, créé en 1996, rassemblant 53 pays européens et asiatiques et a pour vocation de renforcer les relations entre les deux continents

<sup>245</sup> Ministère japonais des Affaires étrangères, Service de presse, « Annex I. Strengthening Partnership for Peace and Sustainable Development », [en ligne, déclaration du président de la 13<sup>ème</sup> réunion des ministres des Affaires étrangères de l'ASEM (Asia-Europe Meeting)], 21 novembre 2017. Disponible sur l'Internet : <<https://www.mofa.go.jp/files/000309716.pdf>> [consulté le 14/06/2023]

que sont l'Ouest et l'Est de manière performante, l'idée de créer des itinéraires alternatifs et enfin l'idée que la zone Asie centrale devienne plus résiliente aux perturbations extérieures.

En outre, la connectivité est un enjeu transversal tant les secteurs qu'elle concerne sont nombreux. Le compte-rendu de l'ASEM évoque que « la connectivité couvre tous les modes de transport [et aussi] les institutions, les infrastructures, la coopération financière, l'informatique, les liens numériques, l'énergie, l'éducation et la recherche, le développement des ressources humaines, le tourisme, les échanges culturels ainsi que la facilitation des douanes, du commerce et des investissements »<sup>246</sup>. Or, la région Asie centrale est concernée par la plupart de ces sujets qui sont de véritables enjeux de développement. Le centralisme russe puis soviétique l'avait placée dans une situation périphérique et l'avait rendue dépendante en orientant la majorité des infrastructures de transport vers la Russie<sup>247</sup>. Par ailleurs, l'ensemble de la région est doté inégalement en ressources énergétiques (pétrole et gaz au Kazakhstan et au Turkménistan, gaz en Ouzbékistan, uranium au Kazakhstan et en Ouzbékistan), et est traversé par deux cours d'eau principaux, les fleuves Amour et Syr Daria qui prennent naissance au Kirghizistan et au Tadjikistan. Le pouvoir soviétique avait établi une relation d'interdépendance entre les Républiques d'Asie centrale dans un réseau régional interconnecté : production d'électricité grâce aux barrages hydroélectriques tadjiks et kirghiz contre acheminement de ressources énergétiques pétro-gazières des pays en aval<sup>248</sup>. Mais l'éclatement de l'URSS a mis à mal le partage et la gestion de ces ressources, sources de conflits entre les nouveaux États indépendants, en particulier entre l'Ouzbékistan et le Tadjikistan à propos du projet de barrage de Rogun<sup>249</sup>. L'absence de coordination et la création de multiples réseaux d'irrigation pour l'agriculture, notamment cotonnière, et de barrages hydroélectriques, ont achevé à la catastrophe écologique, entamée dès l'Union soviétique, de la disparition de la mer d'Aral.

Les indépendances centrasiatiques font germer dans les imaginaires le projet de reproduire les routes de la soie<sup>250</sup>. En effet, la place géographique de l'Asie centrale en fait un espace spécifique dans les questions de commerce et de transport internationaux : une plaque tournante entre l'Europe et l'Asie, dont la voie terrestre est théoriquement plus rapide que la voie maritime. « Les grandes puissances internationales et les puissances voisines ont, elles aussi, rapidement perçu le potentiel de zone de transit de la région et tentent de mettre en

---

<sup>246</sup> Ministère japonais des Affaires étrangères, Service de presse, « Annex I. Strengthening Partnership for Peace and Sustainable Development », [en ligne, déclaration du président de la 13<sup>ème</sup> réunion des ministres des Affaires étrangères de l'ASEM (Asia-Europe Meeting)], 21 novembre 2017. Disponible sur l'Internet : <<https://www.mofa.go.jp/files/000309716.pdf>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>247</sup> LEVYSTONE Michaël, « La connectivité centrasiatique ... », *op. cit. supra note 240*, p.78.

<sup>248</sup> *Ibid.*

<sup>249</sup> *Ibid.*

<sup>250</sup> CARCANAGUE Samuel, « Désenclaver pour mieux régner ? ... », *op. cit. supra note 238*, p.78.

place des outils collectifs leur permettant d'ouvrir la région aux flux mondiaux »<sup>251</sup>. Aussi, les différentes puissances et institutions financières internationales tentent-elles de désenclaver les États centrasiatiques, d'autant plus qu'elles considèrent cet enclavement comme le principal frein au développement économique de la région et à son insertion dans les flux internationaux. Avec la montée en puissance du phénomène de la mondialisation et le triomphe du modèle capitaliste libéral, l'ouverture économique des pays centrasiatiques est

considérée comme un moyen d'y assurer la démocratisation et la stabilité, face aux conflits naissants, notamment au Tadjikistan<sup>252</sup>.

Les enjeux dans les infrastructures sont de taille. Encore aujourd'hui, les indices de performance logistique (IPL), comme le révèle le tableau ci-contre<sup>253</sup>, mettent en lumière un manque de compétitivité des infrastructures centrasiatiques, caractérisées par un manque d'investissement pendant la période soviétique puis au moment des indépendances. Le réseau autoroutier y est dégradé et les chemins de fer - certes privilégiés pour le convoi de marchandises - restent insuffisants, vétustes et occasionnant des transbordements à l'entrée et à la sortie de la zone en raison de la différence d'écartement des rails (1 520 millimètres [mm], identique contre 1 435 mm en Asie et en Europe)<sup>254</sup>. La coordination

régionale des politiques douanières ne donne pas les résultats favorables à l'efficacité des corridors centrasiatiques<sup>255</sup>. L'investissement dans les secteurs clés de la connectivité en Asie centrale apparaît crucial, cristallisant les enjeux géopolitiques et de pouvoir sur le contrôle de ces nouvelles voies, d'autant plus renforcés à la lumière des conséquences de la guerre en Ukraine sur les voies commerciales et d'approvisionnement énergétiques mondiales.

Cependant, loin d'être à un strict retour au Grand jeu, Marlène Laruelle et Sébastien Peyrouse, préfèrent évoquer les « petits jeux »<sup>256</sup>. L'un des arguments des auteurs pour nuancer la thèse du nouveau Grand jeu est le caractère indépendant et autonome sur le plan international des autorités centrasiatiques, « capables de déployer des stratégies de mise en concurrence des puissances mondiales et régionales »<sup>257</sup>, appelées par ces mêmes autorités la

**Tableau 2 : Indice de performance logistique (IPL) des pays d'Asie centrale (2018)**

	OUZB.
Performance globale	2,58
Compétence et qualité des services logistiques	2,59
Qualité de l'infrastructure commerciale et des transports	2,57
Efficacité du processus de dédouanement	2,1
Facilité d'obtenir des prix compétitifs sur les expéditions	2,42
Fréquence à laquelle les expéditions atteignent leur destinataire dans les délais fixés	3,09
Rang mondial (sur 160 pays référencés)	99 <sup>e</sup>

<sup>251</sup> LARUELLE Marlène, PEYROUSE Sébastien, *L'Asie centrale, à l'aune de la mondialisation... op. cit. supra note 68*, p.26.

<sup>252</sup> CARCANAGUE Samuel, « Désenclaver pour mieux régner ? ... », *op. cit. supra note 238*, p. 78 : « La construction d'infrastructures de transport est alors perçue comme l'un des préalables pour développer l'activité économique régionale, dont le corollaire serait l'amélioration des conditions politiques, sociales et sécuritaires ».

<sup>253</sup> Source du tableau : LEVYSTONE Michaël, « La connectivité centrasiatique ... », *op. cit. supra note 240*, p.78. Voir annexe.

<sup>254</sup> LEVYSTONE Michaël, « La connectivité centrasiatique ... », *op. cit. supra note 240*, p.78.

<sup>255</sup> *Ibid.*

<sup>256</sup> LARUELLE Marlène, PEYROUSE Sébastien, *L'Asie centrale, à l'aune de la mondialisation... op. cit. supra note 68*, p.26.

<sup>257</sup> *Ibid.*

diplomatie multi-vectorielle, lesquelles ne sont plus « de simple objet de rivalité entre ces dernières [puissances mondiales] »<sup>258</sup>. L'exemple de l'Ouzbékistan le montre bien.

### 3.1.2. Une nouvelle administration qui met en oeuvre le désenclavement du pays

Isolé géographiquement puisque doublement enclavé, dépourvu d'accès à la mer et doté d'un réseau de transport limité, l'Ouzbékistan l'est également dans une certaine mesure d'un point de commercial et douanier puisqu'il n'est pas encore membre de l'OMC. Rompant avec 25 ans de politique étrangère isolationniste et autarcique sous la présidence d'Islam Karimov, la nouvelle administration du président Chavkat Mirziyoyev met en oeuvre, depuis 2016, une vague de réformes et cherche à désenclaver le pays. Une première Stratégie pour le développement de l'Ouzbékistan pour la période 2017-2021 entend libéraliser l'économie ouzbèke et la rendre attractive aux investisseurs internationaux<sup>259</sup>. Elle donne priorité à la réduction du poids étatique dans l'économie nationale (55% du PIB est assuré par des entreprises d'État<sup>260</sup>), favorisant ainsi l'essor du secteur privé. Plusieurs privatisations sont l'oeuvre et la loi SEZ de 2020 facilite la création de zones franches, de technoparcs et de zone économique spéciale (ZES), comprenant des allègements fiscaux et favorisant le dynamisme de la création d'entreprise<sup>261</sup>. La Banque centrale d'Ouzbékistan (CBU) abaisse plusieurs fois son taux directeur pour encourager les initiatives privées et les investissements. La libéralisation du marché des changes de 2017 - supprimant la coexistence de trois régimes de change sous l'ère karimovienne - et la simplification des obtentions de visas (et régimes sans visa pour les touristes de certains pays) favorisent l'investissement étranger, en même temps que le flux touristique, qui a triplé entre 2017 et 2019<sup>262</sup>.

En parallèle, la nouvelle administration ouzbèke poursuit une politique extérieure de normalisation des relations avec les pays voisins, préalable à la coopération régionale dans le domaine de la connectivité. Les cinq ans du premier mandat du président Mirziyoyev ont ainsi permis l'apaisement des tensions avec le Kirghizstan, le Tadjikistan - en donnant son

<sup>258</sup> LARUELLE Marlène, PEYROUSE Sébastien, *L'Asie centrale, à l'aune de la mondialisation... op. cit. supra note 68*, p.26.

<sup>259</sup> Présidence de la République d'Ouzbékistan, « Décret n°UP-4947 sur la stratégie d'actions pour la poursuite du développement de la république d'Ouzbékistan », *Lex.uz* [en ligne], [site regroupant électroniquement toutes les productions législatives de la République d'Ouzbékistan], 07 février 2017. Disponible sur l'Internet : <<https://lex.uz/docs/3107042#3108076>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>260</sup> Iqtisodiyot va moliya vazirligi [Ministère ouzbek de l'Économie et des Finances], « Dobrovol'nyj nacional'nyj obzor o realizacii nacional'nyh celej i zadač ustojčivogo razvitiâ Uzbekistana do 2030 goda (vtoroj) [Examen national de la mise en œuvre des objectifs nationaux de développement durable et des cibles de l'Ouzbékistan à l'horizon 2030] », [en ligne], 2023. Disponible sur l'Internet : <[https://api.mf.uz/media/document\\_files/02\\_05\\_2023ru.pdf](https://api.mf.uz/media/document_files/02_05_2023ru.pdf)> [consulté le 14/06/2023]

<sup>261</sup> Voir la page « Ouzbékistan : Les investissements » sur le site internet de BNP Paribas :

<[<sup>262</sup> LEVYSTONE Michaël, « 30 ans après la chute de l'URSS : focus sur l'Asie centrale \[Ci-après : LEVYSTONE Michaël, « 30 ans après la chute de l'URSS... \] », \[en ligne sur la plateforme électronique ArcGIS StoryMaps\], juillet 2021. Disponible sur l'Internet :](https://www.tradesolutions.bnpparibas.com/fr/implanter/ouzbekistan/investissement#:~:text=Cependant%2C%20la%20loi%20SEZ%20adopte%2C%20projets%20d'%2C%20A9nergie%20verte.> [consulté le 14/06/2023]</a></p></div><div data-bbox=)

<<https://storymaps.arcgis.com/stories/b8353e3a278340579ae152e2fec2cf7c#ref-n-mOWfx1>> [consulté le 14/06/2023]

assentiment pour la construction de barrages hydrauliques - et le Kazakhstan, dont la rivalité « pour le leadership régional a cédé le pas à une inédite confiance mutuelle apparente »<sup>263</sup>. Lors du second mandat, des accords ont même été signés avec le Kazakhstan et le Kirghizistan pour sceller les frontières - une première dans la région<sup>264</sup>. De même, les autorités ouzbèkes favorisent l'ouverture du pays à l'international, en particulier sur le plan commercial, en augmentant significativement les échanges commerciaux bilatéraux tout en soutenant les industries nationales et les entreprises exportatrices (aide à la couverture des coûts de transports) afin de conquérir de nouvelles parts de marché à l'étranger<sup>265</sup>. Le président ouzbek s'est lancé dans une tournée internationale pour élargir et renforcer les partenariats économiques avec les puissances étrangères ainsi que les institutions économiques et financières internationales. Des réformes sont en cours pour permettre l'intégration du pays au commerce international, l'Ouzbékistan ayant déjà signé en 2022 l'accord de partenariat de coopération renforcé de l'UE et poursuivant les négociations avec l'OMC et l'Union économique eurasiatique (UEEA). Toutefois, les autorités ouzbèkes sont soucieuses de diversifier les emprunts internationaux afin d'observer un certain équilibre et ne pas dépendre d'un seul créancier. De ce point de vue, en 2021, la dette publique ouzbèke est soutenable selon l'objectif d'équilibre puisqu'elle est contractée à 47% auprès de bailleurs multilatéraux et à 41% auprès des puissances étrangères (dont la moitié auprès de la Chine)<sup>266</sup>.

En décembre 2020, le président ouzbek annonce la poursuite des réformes avec la Stratégie du Nouvel Ouzbékistan [Yangi O'zbekiston] sur la période 2022-2026 déclinée en 100 objectifs<sup>267</sup>. Celle-ci ambitionne la « Troisième Renaissance » de l'Ouzbékistan, après la « Renaissance orientale » des IX<sup>ème</sup> et XII<sup>ème</sup> siècles, puis « Renaissance des Timourides » des XIV<sup>ème</sup> et XVI<sup>ème</sup> siècles<sup>268</sup>. Le Nouvel Ouzbékistan s'engage sur le flanc la connectivité en

<sup>263</sup> LEVYSTONE Michaël, « 30 ans après la chute de l'URSS... », *op. cit. supra note 262*, p.82.

<sup>264</sup> PONCELET Anne, « Le Kirghizstan et l'Ouzbékistan délimitent leur frontière commune, un signe de détente dans une région instable », *rtbf* [en ligne], [Radio-télévision belge de la Communauté française], 27 janvier 2023. Disponible sur l'Internet : <<https://www.rtbf.be/article/le-kirghizstan-et-louzbekistan-delimitent-leur-frontiere-commune-un-signe-de-detente-dans-une-region-instable-11143446>> [consulté le 14/06/2023] et « Traités. Entre le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, une alliance et un "avenir commun" », *Courrier international* [en ligne], [hebdomadaire français d'information constitué d'articles de médias étrangers traduits], 23/06/2023. Disponible sur l'Internet : <<https://www.courrierinternational.com/article/traites-entre-le-kazakhstan-et-l-ouzbekistan-une-alliance-et-un-avenir-commun>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>265</sup> Présidence de la République d'Ouzbékistan, « Décret n°UP-4947 sur la stratégie d'actions pour la poursuite du développement de la république d'Ouzbékistan », *Lex.uz*, 07 février 2017. Disponible sur l'Internet : <<https://lex.uz/docs/3107042#3108076>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>266</sup> BELLEFONTAINE Sylvain, « Ouzbékistan : réussir une transition multidimensionnelle », in BELLEFONTAINE Sylvain (dir.), *MacroDev. Panorama semestriel 2022 #2*, Paris, Agence française de développement, n°27, septembre 2022, p. 1-11. Disponible sur l'Internet : <<https://www.cairn.info/ouzbekistan-reussir-une-transition-multidimensionnelle--1000000148983-page-1.htm>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>267</sup> Voir la page « Strategia razvitiâ Novogo Uzbekistana na 2022 — 2026 gody [Stratégie de développement du Nouvel Ouzbékistan pour 2022-2026] » sur le site présidentiel de la République d'Ouzbékistan. Disponible sur l'Internet : <[https://president.uz/ru/pages/view/strategy?menu\\_id=144](https://president.uz/ru/pages/view/strategy?menu_id=144)> [consulté le 14/06/2023]

<sup>268</sup> GOTEV Georgi, « L'Ouzbékistan célèbre le 30e anniversaire de son indépendance en espérant une nouvelle "Renaissance" », *Euractiv* [en ligne], [média électronique paneuropéen spécialisé dans les politiques européennes], 31/08/2021. Disponible sur l'Internet : <<https://www.euractiv.fr/section/l-europe-dans-le-monde/news/louzbekistan-celebre-le-30e-anniversaire-de-son-independance-en-espérant-une-nouvelle-renaissance/>> [consulté le 14/06/2023]

Asie centrale. L'objectif n°94 souhaite « porter à un niveau élevé la coopération étroite dans les domaines de la sécurité, du commerce, de l'économie, de l'eau, de l'énergie, des transports, de la culture et de l'humanitaire en Asie centrale »<sup>269</sup>. Dans ce cadre, les autorités ouzbèkes préconisent de favoriser les partenariats public-privé (PPP). La nouvelle stratégie pour le développement énergétique d'ici 2030 vise à augmenter et à diversifier la production d'électricité, notamment d'origine renouvelable (25% du mix énergétique), ainsi qu'à réduire l'intensité énergétique nationale<sup>270</sup>. L'objectif n°36 réaffirme le développement des secteurs du transport, urbains et interrégionaux, notamment ferroviaires - en portant le niveau d'électrification ferroviaire à 60%, alors que le réseau électrifié est actuellement le plus grand de la région avec près de 110 000 km<sup>271</sup> - et routier - en augmentant les « couloirs verts » et en portant à 15 M de tonnes le volume du fret en transit (l'objectif n°28 ciblant « [d']accroître le potentiel d'exportation et porter le volume en 2026 à 30 Mds USD »<sup>272</sup>). A cet égard, déjà inquiétées par le chemin de fer KTI (Kazakhstan-Turkménistan-Iran) qui contourne l'Ouzbékistan<sup>273</sup>, les autorités ouzbèkes entreprennent de rénover le secteur ferroviaire en 2010 en valorisant la centralité du pays dans la région. En 2011, en collaboration avec l'espagnol Talgo, sont lancés les premiers trains à grande vitesse d'Asie centrale, les Afrosiyob, et de nouveaux corridors entre Navoï et Noukous (sur une distance de 700 km), ou entre Koumkourgan et la ville afghane de Tach Gozar (223 km) sont créés<sup>274</sup>. En parallèle, souhaitant devenir chef de file du marché du transport aérien de la région Asie centrale, l'Ouzbékistan réorganise de manière prioritaire son secteur du transport international pour l'adapter aux besoins actuels, notamment touristiques, et à ses ambitions régionales (devenir un hub de marchandises régional). Le programme des aéroports pour 2022-2026, doté d'une enveloppe d'environ 1 Md USD<sup>275</sup>, prévoit la modernisation des aéroports du pays, via des PPP, dont ceux de Tachkent et de Samarcande - qui, complétés par l'aéroport d'Ourguentch, représentent presque 80% du trafic total<sup>276</sup>. Le cinquième degré de liberté aérienne (régime Ciel ouvert) est introduit à l'aéroport de Samarcande le 1er octobre 2022.

---

<sup>269</sup> Voir la page « Strategiâ razvitiâ Novogo Uzbekistana na 2022 — 2026 gody [Stratégie de développement du Nouvel Ouzbékistan pour 2022-2026] » sur le site présidentiel de la République d'Ouzbékistan, *loc. cit. supra note 267*, p. 83.

<sup>270</sup> « Prinâta koncepciâ obespeçeniâ Uzbekistana èlektroènergiej do 2030 goda [Le concept de fourniture d'électricité à l'Ouzbékistan jusqu'en 2030 a été adopté] », *Gazeta.uz* [en ligne], 04/05/2020. Disponible sur l'Internet : <<https://www.gazeta.uz/ru/2020/05/04/energy/>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>271</sup> LEVYSTONE Michaël, « 30 ans après la chute de l'URSS... », *op. cit. supra note 262*, p. 73.

<sup>272</sup> Voir la page « Strategiâ razvitiâ Novogo Uzbekistana na 2022 — 2026 gody [Stratégie de développement du Nouvel Ouzbékistan pour 2022-2026] » sur le site présidentiel de la République d'Ouzbékistan, *loc. cit. supra note 267*, p. 83.

<sup>273</sup> LEVYSTONE Michaël, « 30 ans après la chute de l'URSS... », *op. cit. supra note 262*, p. 73.

<sup>274</sup> *Ibid.*

<sup>275</sup> *Ibid.*

<sup>276</sup> Lufthansa Consulting, « Obzor i budušie tendencii aviacionnogo rynka Uzbekistana [Vue d'ensemble et tendances futures du marché de l'aviation en Ouzbékistan] », [en ligne], 19/02/2020. Disponible sur l'Internet sur le site internet de Lufthansa Consulting

C'est cependant par le transport routier - de loin le moyen de transport numéro un - que l'Ouzbékistan compte offrir des débouchés à son économie en cours d'ouverture. L'Ouzbékistan dispose d'un réseau routier totalisant 184 000 km, dont 42 654 km de grands axes gérés par le Comité des routes et 4 600 km de routes à vocation internationale (voir le tableau ci-après<sup>277</sup>). Les autorités souhaitent porter ces dernières à un total de 8 000 km d'ici 2030<sup>278</sup>. Une attention particulière est portée sur les corridors :

- vers le Nord/Nord-Ouest (vers le Kazakhstan, la Russie, et *in fine* l'Ukraine et l'Europe – ports de Riga, Liepaja et Ventspils) ;
- vers l'Ouest (vers le Turkménistan, le Caucase, et *in fine* l'Iran, la Turquie et l'Europe) ;
- vers le Sud (vers le l'Afghanistan et *in fine* les ports pakistanais et l'Inde) ;
- vers l'Est (vers le Kirghizstan, le Tadjikistan et *in fine* la Chine).

**Tableau 1 : Part des réseaux autoroutiers et ferroviaires dans le territoire et le transport de marchandises des pays d'Asie centrale**

	KAZ.	KIRG.	OUZB.	TADJ.	TURK.
Réseau routier (en km)	96 000	34 000	43 000	27 000	24 000
Densité routière (en km/1 000 km <sup>2</sup> )	35,3	171,3	95,8	190,9	49,2
Fret routier en 2021 (en millions de tonnes)	3 310	26,2	1 373,5	20,1*	420,1**
Réseau ferroviaire (en km)	16 500	420	6 500	970	5 200
Densité ferroviaire (en km/1 000 km <sup>2</sup> )	6,1	2,1	14,5	6,8	10,6
Fret ferroviaire en 2021 (en millions de tonnes)	416	2,1	72	5,3*	20,8**

L'Ouzbékistan cherche dans le domaine de la connectivité à diversifier ses voies d'accès aux marchés internationaux - tant pour les transports de marchandises que pour l'acheminement des ressources énergétiques - et à multiplier les relais de croissance alternatifs. Dans une conférence de juillet 2021 intitulée : « Asie centrale et du Sud : connectivité régionale, opportunités et défis », les autorités ouzbèkes ont exprimé leur ambition de faire de l'Afghanistan un hub de désenclavement, grâce aux corridors de transport ferroviaires, comme le prolongement du tronçon entre Termez (Ouzbékistan) et Mazar-e-Charif (Afghanistan) vers les ports de Chabahar (Iran) et de Karachi (Pakistan), ou encore un corridor multimodal entre la Chine et l'Afghanistan, traversant l'Ouzbékistan, ouvert en septembre 2022<sup>279</sup>. Aux frontières ouzbèkes, des accords ont été conclus avec l'Iran,

<sup>277</sup> LEVYSTONE Michaël, « La connectivité centrasiatique ... », *op. cit. supra note 240*, p.78.

<sup>278</sup> KHITAKHUNOV Azimzhan, « Transportmaâ strategiâ Uzbekistana: teküsee razvitie [Stratégie de transport de l'Ouzbékistan : développement actuel] », *Eurasian Research Institute* [en ligne], [Institut de recherche universitaire kazakh], 20/05/2021. Disponible sur l'Internet :

<https://www.eurasian-research.org/publication/transport-strategy-of-uzbekistan-current-developments/?lang=ru> [consulté le 14/06/2023]

<sup>279</sup> LEVYSTONE Michaël, « La connectivité centrasiatique ... », *op. cit. supra note 240*, p.78.

le Turkménistan (pont autoroutier et ferroviaire entre Farab et Turkmenabad) et le Kazakhstan pour le transport de marchandises<sup>280</sup>.

### 3.1.3. Un appel à l'investissement étranger dans des secteurs clés

« Yangi O‘zbekiston investitsiyalar uchun yanada qulay mamlakatga aylanadi »<sup>281</sup> [Le nouvel Ouzbékistan deviendra un pays plus favorable aux investissements]

La Fondation de l'Institut de Varsovie explique l'importance du facteur de la connectivité dans les relations internationales en ce que la compétition entre les pays a basculé de la compétition militaire à la compétition de nature économique<sup>282</sup>. Elle met en avant que le potentiel économique est fonction des connexions d'un pays avec le reste du monde en trois termes : la densité (beaucoup ou peu de connexions), la diversité (beaucoup ou peu de partenaires, de modes et d'itinéraires) et l'agentivité (capacité à soumettre les autres à ses règles). Plus un pays est relié aux autres, plus il a de nombreux partenaires, plus il a de débouchés pour ses produits, plus il est capable d'exploiter son potentiel et par voie de conséquence, moins il est dépendant d'un unique partenaire et plus il peut suivre sa propre voie. Cette analyse peut être rapprochée au concept élaboré par les élites kazakhes de diplomatie multivectorielle. D'un point de vue opérationnel, la volonté d'un État de se saisir de l'enjeu de connectivité se traduit par les investissements dans les infrastructures essentielles à son ouverture aux flux internationaux, qu'elles soient physiques (routes, lignes électriques, câbles numériques et satellites) et immatérielles (échanges culturels, coopération en matière de recherche, facilitation douanière, etc.)<sup>283</sup>.

Observant une politique étrangère multi-vectorielle qui ne dit pas son nom, l'Ouzbékistan diversifie ses partenariats. Si le pays devient une des destinations de plus en plus attrayantes pour les capitaux internationaux - les entrées d'IDE ayant augmenté de 18% passant de 1,7 à 2 Mds USD entre 2020 et 2021<sup>284</sup> (période pourtant troublée par la récession économique mondiale à la suite de la pandémie) -, les autorités ouzbèkes cherchent toujours à

<sup>280</sup> LEVYSTONE Michaël, « La connectivité centrasiatique ... », *op. cit. supra note 240*, p.78.

<sup>281</sup> Présidence de la République d'Ouzbékistan, « Yangi O‘zbekiston investitsiyalar uchun yanada qulay mamlakatga aylanadi [Le nouvel Ouzbékistan deviendra un pays plus favorable aux investissements] », [communiqué de presse en ligne sur le site de la présidence de la République d'Ouzbékistan], 27/04/2023. Disponible sur l'Internet : <<https://president.uz/oz/lists/view/6221>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>282</sup> KACPEREK Marcin, « (Re)defining connectivity », Warsaw Institute [en ligne], [publication de l'Institut de Varsovie 21 octobre 2020]. Disponible sur l'Internet : <<https://warsawinstitute.org/redefining-connectivity/>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>283</sup> *Ibid.*

<sup>284</sup> UNCTAD, « World Investment report », [en ligne, dossier sur le site de l'UNCTAD], 2022. Disponible sur l'Internet : <[https://unctad.org/system/files/official-document/wir2022\\_en.pdf](https://unctad.org/system/files/official-document/wir2022_en.pdf)> [consulté le 14/06/2023]

attirer plus d'IDE, en particulier « dans des secteurs spécifiques, tels que la banque, l'énergie, le pétrole et le gaz, la fabrication, les télécommunications, les transports et l'agriculture »<sup>285</sup>. En effet, le stock total d'IDE en Ouzbékistan s'élevait à 11,3 Mds USD en 2021 mais est à la 3<sup>ème</sup> place pour la région Asie centrale derrière le Kazakhstan et le Turkménistan<sup>286</sup>. Aussi, l'objectif 26 de la Stratégie du Nouvel Ouzbékistan vise-t-il à « accroître l'attractivité du climat d'investissement [...] pour attirer des investissements d'un montant de 120 Mds USD au cours des cinq prochaines années, dont 70 Mds USD d'investissements étrangers »<sup>287</sup>. Dans cette optique, un cadre du plan de privatisation à grande échelle est en cours. Des zones de libre-échange dans les régions frontalières aux pays voisins, notamment le Turkménistan, sont créées. En complément, véritable estrade de promotion pour l'Ouzbékistan, le « Forum international d'investissement de Tachkent » est tenu annuellement. Dans son discours du 22 décembre, le président ouzbek accentue la décentralisation de la captation des investissements étrangers : « à partir de la nouvelle année [2023], chaque khokim [régions administratives ouzbèkes] devra attirer 40 à 50 M USD d'investissements privés »<sup>288</sup>. Les khokims sont invitées à être proactifs pour attirer des investissements étrangers.

Les autorités ouzbèkes, comme les autres autorités centrasiatiques, participent pleinement des rivalités entre les puissances étrangères en les mettant tant bien que mal en compétition<sup>289</sup>. Cet élément est particulièrement intéressant dans le prisme des relations franco-ouzbèkes, en particulier en articulation avec l'image de la France et de son rayonnement. En effet, dès l'établissement des relations diplomatiques entre la France et l'Ouzbékistan, les autorités ouzbèkes avaient souligné leur engouement pour travailler avec la France, qualifiée de « superpuissance » et dont la culture et la civilisation sont « connues et admirées de tous »<sup>290</sup>. Les visites du président ouzbek en France témoignent de cet engouement. En 2018, Chavkat Mirziyoïev avait réservé sa première visite en Europe à la France, avant l'Allemagne qui est pourtant un partenaire commercial et d'investissement plus important pour l'Ouzbékistan. En fin d'année 2022, on ne compte plus les occurrences de l'exemple français pour les réformes ouzbèkes dans le discours officiel des autorités, notamment lors du sommet de Samarcande pour le Global Gateway ou encore lors du remaniement ministériel. Dans le contexte actuel de la guerre en Ukraine, le soutien français permet la poursuite d'une politique d'autonomisation de l'Ouzbékistan face à la Russie. En

<sup>285</sup> LEVYSTONE Michaël, « 30 ans après la chute de l'URSS... », *op. cit. supra note 262*, p.82.

<sup>286</sup> UNCTAD, « World Investment report », [en ligne, dossier sur le site de l'UNCTAD], 2022, *op. cit. supra note 284*, p.88.

<sup>287</sup> Voir la page « Strategiâ razvitiâ Novogo Uzbekistana na 2022 — 2026 gody [Stratégie de développement du Nouvel Ouzbékistan pour 2022-2026] » sur le site présidentiel de la République d'Ouzbékistan, *loc. cit. supra note 267*, p. 83.

<sup>288</sup> *Ibid.*

<sup>289</sup> DADABAEV Timur, DJALILOVA Nigora, « Connectivity, energy, and transportation in Uzbekistan's strategy vis-à-vis Russia, China, South Korea, and Japan », *Asia Europe Journal*, [revue trimestrielle sur l'Asie et l'Europe], n°19, septembre 2021, pp. 105-127.

<sup>290</sup> PLARD Émerick, « Le réseau diplomatique français en Asie centrale... », *op. cit. supra note 13*, p.17.

outre, les investissements français servent également à l'introduction dans l'économie ouzbèke des savoir-faire et des technologies modernes pour l'industrie nationale.

Cependant, la corruption endémique élevée, quoiqu'en diminution, et pénétrant les couches de la société ouzbèke demeure un frein à la captation des capitaux étrangers. Le programme national de lutte contre la corruption de 2020 a permis quelques progrès en 2021 : l'Ouzbékistan se place au 157<sup>ème</sup> rang pour le climat des affaires (+24 places) du classement de la Banque Mondiale et au 140<sup>ème</sup> rang (+6 places) selon Transparency International<sup>291</sup>. Cependant, l'année 2022 assombrit les perspectives de ces résultats étant donné la proximité des écosystèmes entrepreneuriaux ouzbeks et russes comme en atteste l'oligarque russe, d'origine ouzbek et ayant recentré ses activités en Ouzbékistan, Alicher Ousmanov, placé sur les listes de sanctions occidentales. En effet, bien que les autorités assurent tout mettre en oeuvre pour ne pas aider la Russie à contourner les sanctions occidentales, les pays centrasiatiques font l'objet de soupçon de la part de leurs partenaires occidentaux, ce qui fait planer des doutes vis-à-vis des sanctions secondaires<sup>292</sup>.

Étant donné les nombreux projets et volontés politiques des puissances étrangères en Ouzbékistan, l'environnement y est très concurrentiel, souvent à la défaveur des entreprises occidentales et donc françaises. En effet, moins compétitives par rapport aux entreprises chinoises, turques ou des pays du Golfe, pénalisées par le climat des affaires encore opaque et corrompu, les entreprises françaises semblent ne pas pouvoir faire le poids. C'est sans compter les avantages des entreprises françaises qui s'inscrivent dans la droite lignée des stratégies nationales du renforcement du capital humain. En effet, l'offre française s'articule autour de la qualité, l'expérience souvent internationale, mais surtout de la transmission des savoir-faire techniques et managériaux pour laquelle les entreprises françaises ont une plus-value. Dans cette optique, le partenariat privé-public est à privilégier en ce qu'il est le cadre le plus adapté et apprécié des entreprises françaises pour ce transfert de compétences, en particulier avec une création de coentreprise de gestion de projet<sup>293</sup>. Cette configuration répond aux besoins d'investissement et de renforcement du capital humain en Ouzbékistan, comme en témoigne la baptisation de l'année 2023 par le président Mirziyoyev, comme le veut l'usage pour chaque nouvelle année, d'« attention portée à la personne humaine et à l'éducation de qualité » [Insonga etibor va sifatli talim yili] .

---

<sup>291</sup> BPIFrance, Direction de l'évaluation des études et de la prospective, « Fiche pays Ouzbékistan », [en ligne], novembre 2022. Disponible sur l'Internet : <<https://www.bpifrance.fr/download/media-file/74478>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>292</sup> COLLET Emma, « Sanctions contre la Russie : l'Asie centrale dans le viseur des Occidentaux », *Novastan* [en ligne], 28/05/2023. Disponible sur l'Internet :

<<https://novastan.org/fr/economie/sanctions-contre-la-russie-lasie-centrale-dans-le-viseur-des-occidentaux/>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>293</sup> Propos résumés d'un échange entre le SE et un représentant d'une entreprise française en mission en Ouzbékistan

### 3.2. Des initiatives de connectivité intégrées dans les stratégies des puissances internationales qui créent un environnement concurrentiel

« Il y a de la place pour tout le monde, libre aux autorités ouzbèkes de ménager l'équilibre concurrentiel »<sup>294</sup>

Selon Marlène Laruelle et Sébastien Peyrouse, le nouveau Grand jeu fait en réalité place aux petits jeux car « loin d'être binaire [ce fut le cas au XIX<sup>ème</sup> siècle avec la rivalité russo-britannique], les oppositions sont à géométrie variable, offrant une large gamme de recompositions géopolitiques, d'alliances et de compétitions [...]. Les petits acteurs peuvent ainsi perturber les logiques des grandes puissances : le Japon, l'UE [...], plus modestement la Corée du Sud, la Malaisie, Israël, les Emirats arabes unis [...] »<sup>295</sup>. Le prisme de la connectivité donne à voir cette complexité matricielle en œuvre en Asie centrale. De multiples initiatives ont pris et continuent de prendre place sur le territoire centrasiatique pour y renforcer la connectivité. Mais pour certaines puissances, ces initiatives sont pleinement intégrées dans une stratégie globale. Dans cette perspective, l'Asie centrale est considérée tant pour le marché potentiel qu'elle représente, que pour la position géographique de plaque tournante qu'elle offre. Sur fond d'intérêts divergents et rivalité géopolitique, les stratégies des puissances étrangères entrent en compétition, créant en Asie centrale un environnement plus ou moins concurrentiel<sup>296</sup>. Ce phénomène se renforce encore depuis le 24 février 2022 et les sanctions européennes contre la Russie qui ont pour conséquence une repolarisation des flux de marchandises et de voyageurs vers l'Asie centrale. Les diplomates étrangers se bousculent dès lors en Asie centrale pour y assurer leurs intérêts. La France n'y échappe pas puisque Isabelle Dumont, conseillère du président de la République française pour l'Europe continentale et la Turquie, et Olivier Becht, ministre délégué chargé du Commerce extérieur, accompagné d'une délégation MEDEF-i, se rendent respectivement en avril et en mai 2023 en Ouzbékistan, pour discuter avec les autorités ouzbèkes du partenariat bilatéral et de la place des entreprises françaises dans ce climat concurrentiel impliquant différents types d'acteurs.

---

<sup>294</sup> Phrase entendue lors d'un entretien avec un représentant d'une entreprise française.

<sup>295</sup> LARUELLE Marlène, PEYROUSE Sébastien, *L'Asie centrale, à l'aune de la mondialisation...*, op. cit. supra note 68, p.26.

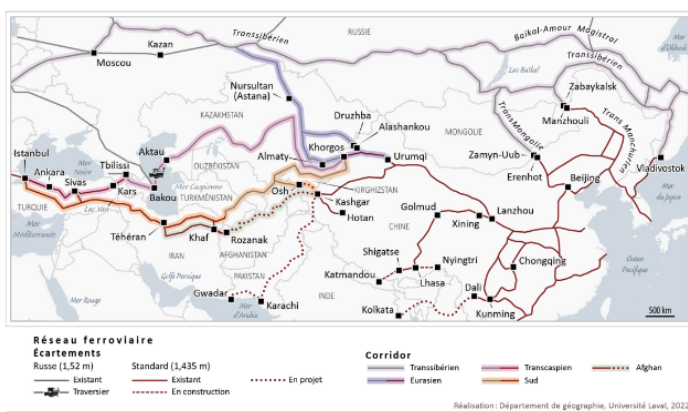
<sup>296</sup> CARCANAGUE Samuel, « Désenclaver pour mieux régner ? ... », op. cit. supra note 238, p. 78.

### 3.2.1. L'approche bilatérale : des acteurs étrangers concurrents

#### a) Les Nouvelles routes de la soie chinoises

En septembre 2013, alors en visite officielle à Astana, le président chinois, Xi Jinping, annonce son projet de redonner vie aux vieilles routes de la soie<sup>297</sup>. Le projet de ceinture économique de la route de la soie - d'abord connu sous l'expression « One Road, One Belt » ou OBOR puis remplacé en 2017 par l'expression « Belt and Road Initiative » ou BRI - est devenu une stratégie centrale de la diplomatie économique chinoise qui, en 2022, aurait

mobilisé jusqu'à 932 Mds USD depuis 2013<sup>298</sup>. Le but de ce projet est d'assurer le développement économique chinois en assurant la croissance des exportations, l'écoulement des produits chinois, l'influence et les accès des entreprises chinoises à de nouveaux marchés ainsi que les besoins énergétiques en diversifiant et en sécurisant les voies de transport et d'approvisionnements<sup>299</sup>. La



Chine fait de l'Asie centrale un espace des liaisons commerciales entre elle et l'Europe - son premier marché - à travers un vaste réseau de corridors routiers et ferroviaires (voir graphique ci-contre)<sup>300</sup>. De même, par ses ressources en hydrocarbures, l'Asie centrale approvisionne énergétiquement la Chine, qui est, par exemple, devenue le principal bénéficiaire du gaz ouzbek, s'octroyant près de la totalité de ses livraisons en 2022<sup>301</sup>.

Le contexte international contemporain, en premier lieu le conflit en Ukraine, invite les autorités chinoises à prioriser les corridors contournant la Russie, encore sous exploités<sup>302</sup>. En effet, avant le conflit, près de 95% du fret ferroviaire entre la Chine et l'Europe transitent par le Nouveau pont terrestre eurasiatique (NELBEC), *i.e.* par la Russie<sup>303</sup>. La Chine réoriente désormais ses efforts sur le corridor Chine-Asie centrale-Asie de l'Ouest (CCWAEC). En parallèle, la Chine vise le marché intérieur centrasiatique en développant des projets

<sup>297</sup> Voir la page « Nouvelles routes de la soie, Belt and road initiative (B.R.I.) » sur le site internet de Géoconfluence. Disponible sur l'Internet : <<http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/routes-de-la-soie>> [consulté 14.06.2023]

<sup>298</sup> « La Chine a mobilisé 932 milliards \$ pour "l'initiative nouvelles routes de la soie" depuis 2013 », *Agence Ecofin* [en ligne], [agence d'information économique africaine], 29/07/2022. Disponible sur l'Internet : <<https://www.agenceecofin.com/actualites/2907-100191-la-chine-a-mobilise-932-milliards-pour-l-initiative-nouvelles-routes-de-la-soie-depu-is-2013>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>299</sup> Voir la page « Nouvelles routes de la soie, Belt and road initiative (B.R.I.) » sur le site Géoconfluence, *loc. cit. supra note 297*, p.90.

<sup>300</sup> *Ibid.*

<sup>301</sup> « Prodaži uzbekistanskoga gaza v Kitaj za god uveličilis' na tret' [Les ventes de gaz ouzbek à la Chine ont augmenté d'un tiers en un an] », *Spot.uz* [en ligne], [journal économique électronique ouzbek], 29/01/2023. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.spot.uz/ru/2023/01/23/gas-prc/>> [consulté le 14/06/2023] : environ 10% des 51,7 Mds m3 de la production totale.

<sup>302</sup> LEVYSTONE Michaël, « La connectivité centrasiatique ... », *op. cit. supra note 240*, p.78.

<sup>303</sup> LARCON Jean-Paul, « La guerre en Ukraine transforme la carte des routes commerciales Chine-Europe », *op. cit. supra note 7*, p.12.

bilatéraux de création ou de remise à niveau des réseaux de transport régionaux comme la ligne ferroviaire Chine–Kirghizistan–Ouzbékistan (CKO), dont la reprise du chantier a été annoncée en automne 2022, ou encore le corridor de transport multimodal entre les villes de Kachgar (Chine) et de Hairatan (Afghanistan)<sup>304</sup>. Le long de ces corridors, elle constitue des « îlots de production »<sup>305</sup> dans les ZES comme celle de Djizak (Ouzbékistan)<sup>306</sup>.

Toutefois, la Chine se présente comme un acteur autonome. Réticente à prendre part aux organisations multilatérales où les É.-U. jouent un rôle majeur, elle préfère créer ses propres organisations (Organisation de coopération de Shanghai - OCS - par exemple), offrant un cadre de « consultations conjointes » débouchant sur des accords bilatéraux et non sur coopération contraignante multilatérale<sup>307</sup>. Sa stratégie repose sur un financement abondant, rapide et opaque via des prêts auprès de banques d'affaires chinoises, comme l'Eximbank, ou auprès de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII), créée et contrôlée majoritairement par la Chine. Elle expose ainsi les États partenaires au risque de surendettement, d'autant plus qu'elle est moins soucieuse de la rentabilité des projets dont elle ne devient jamais propriétaire, ce qui conduit au « piège de la dette »<sup>308</sup>. L'offre chinoise est souvent du type clé en main avec une rapidité d'exécution, de qualité dite inférieure, avec ses propres ouvriers et ses propres équipements<sup>309</sup>. Les pays occidentaux jugent cette stratégie de prédatrice et sont réticents à prendre part aux BRI.

#### b) Le néo-eurasisme russe et son pivot vers l'Est

Se fondant sur une idéologie néo-urasienne<sup>310</sup> et non sur le concept des mythiques routes de la soie, le président russe, Vladimir Poutine, porte le projet de faire de la Russie une puissance eurasienne. Or, l'Asie centrale représente le versant sud de son « étranger proche » [blijneie zaroubej'ie], sur lequel s'appuie son « pivot vers l'Est » [povorot na Vostok]<sup>311</sup> - ainsi que sur les 75% de territoires russes du côté Est de l'Oural -, indispensable pour que la Russie devienne « le leader et le centre de gravité de toute l'Eurasie »<sup>312</sup>.

<sup>304</sup> LEVYSTONE Michaël, « La connectivité centrasiatique ... », *op. cit. supra note 240*, p.78.

<sup>305</sup> *Ibid.*

<sup>306</sup> « V Syrdar'inskom filiale SÈZ «Džizak» budut realizovany proekty na summu \$40 mln [Des projets d'une valeur de 40 millions de dollars seront mis en œuvre dans la branche Syrdarya de la zone franche de Jizzakh] », *UzDaily.uz* [en ligne], [média électronique quotidien ouzbek], 11/08/2017. Disponible sur l'Internet : <<https://www.uzdaily.uz/ru/post/33682>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>307</sup> Autrement nommée le multi-bilatéralisme.

<sup>308</sup> COURMONT Barthélemy, LASSERRE Frédéric, MOTTET Éric, « Les nouvelles routes de la soie, dix ans après », *Futuribles*, [revue bimestrielle francophone de prospective du think-tank du même nom] vol. 2, n°453, 2023, p. 63-75 : Les pays occidentaux accusent la Chine d'exercer un chantage aux pays qui ont une dette excessive auprès d'elle. La Chine demanderait des concessions avantageuses contre la restructuration de cette dette. Disponible sur l'Internet :

<<https://www-cairn-info.faraway.parisnanterre.fr/revue-futuribles-2023-2-page-63.htm>> [consulté le 16/06/2023]

<sup>309</sup> KASSENOVA Nargis, « Aide au développement : la percée chinoise au Tadjikistan et au Kirghizstan », *Russie.NEI.Visions* [en ligne], Ifri, n°36, Janvier 2009. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/ifrichinacentralasiakassenovafrajanuary2008.pdf>> [consulté le 16/06/2023]

<sup>310</sup> LUKAS Aubin, *Géopolitique de la Russie*, Paris, La Découverte (Grands repères manuels), 2022, 164 p.

<sup>311</sup> *Ibid.*

<sup>312</sup> LUKAS Aubin, *Géopolitique de la Russie*, Paris, La Découverte (Grands repères manuels), 2022, 164 p.

Depuis les années 2010, avec la guerre en Géorgie, l'annexion de la Crimée, la guerre en Ukraine, les sanctions occidentales, l'exclusion du G8 et la chute des prix pétroliers, la Russie est de plus en plus contrainte de réorienter son action vers l'Est et s'appuie sur les instruments institutionnels intégrationnistes eurasiatiques : l'Union douanière entre la Biélorussie, la Russie et le Kazakhstan ainsi que l'Union économique eurasiatique (abrégée UEE ou UEEA). Bien que le premier président, Islam Karimov, ait été ouvertement hostile à toute forme de recréation de l'URSS et n'ait pas - du moins pleinement - engagé son pays dans ces organisations<sup>313</sup>, les relations bilatérales russo-ouzbèkes profitent de la détérioration des relations russo-européennes. L'embargo russe de 2014 sur les produits agricoles européens permet à l'Ouzbékistan de devenir un fournisseur alternatif et aboutit sur la création fin 2017 d'un Corridor vert<sup>314</sup>. La présidence de Mirziyoyev donne l'occasion du rapprochement russo-ouzbek. L'Ouzbékistan entame des négociations pour entrer à l'UEE<sup>315</sup>, dont il devient en décembre 2020 un État observateur. Les échanges bilatéraux doublent entre 2017 et 2021, s'établissant à 7,2 Mds USD, permettant à la Russie de reprendre - de peu - à la Chine son statut de 1<sup>er</sup> partenaire de l'Ouzbékistan. En outre, les investissements russes repartent à la hausse - l'Ouzbékistan devient la 2<sup>ème</sup> destination dans la zone CEI-Géorgie derrière le Kazakhstan avec près d'un quart des IDE russes<sup>316</sup>. Les investissements russes ciblent prioritairement les secteurs énergétiques - en particulier, pétro-gazier mobilisant près de 12 Mds USD et où Lukoil possède 22% des réserves du pays<sup>317</sup> -, miniers et des télécommunications<sup>318</sup>. Ainsi, les acteurs russes comme Gazprom et sa banque, Gazprombank, deviennent des incontournables du paysage énergétique ouzbek.

La guerre en Ukraine contribue à resserrer les ambitions russes sur l'Asie centrale, faisant de cette dernière une région de fournisseurs alternatifs (exportations kazakhes et ouzbèkes vers la Russie en hausse : de respectivement 25% et 49%<sup>319</sup>) et de réexportation des

<sup>313</sup> LEVYSTONE Michaël, « 30 ans après la chute de l'URSS... », *op. cit. supra note 262*, p.82.

<sup>314</sup> LEVYSTONE Michaël, « Russie – Ouzbékistan : un partenariat renouvelé », in DUBIEN Arnaud (dir.), *Russie 2018. Regards de l'Observatoire franco-russe*, [rapport annuel du centre d'analyse de la CCI France-Russie] Paris, L'inventaire, novembre 2018, 543 p. Disponible sur l'Internet : <<https://fr.obsfr.ru/report/15204/12060/>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>315</sup> Il est cependant probable que l'Ouzbékistan souhaite avant tout entrer à l'OMC pour négocier plus favorablement avec la partie russe son entrée dans l'Union économique eurasiatique.

<sup>316</sup> DEGOTKOVA Inna, « Investicii Rossii v byvšie strany SSSR ocenili vtroe vyše oficial'nyh Liderami po privlečeniù kapitala stali Kazahstan i Uzbekistan [Les investissements de la Russie dans les pays de l'ex-URSS ont été estimés trois fois plus élevés que les investissements officiels : Le Kazakhstan et l'Ouzbékistan sont devenus les leaders de la levée de capitaux] », *RBK* [en ligne], [média d'informations russe], 18/10/2021. Disponible sur l'Internet : <<https://www.rbc.ru/economics/18/11/2021/6194f9809a79475080bec69f>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>317</sup> « Zapasy prirodnogo gaza v Uzbekistane ocenivaùtsâ v 1,86 trln kubometrov [Les réserves de gaz naturel en Ouzbékistan sont estimées à 1,86 milliard de mètres cubes] », *Gazeta.uz* [en ligne], 10/08/2021. Disponible sur l'Internet : <<https://www.gazeta.uz/ru/2021/08/10/gas-reserves/>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>318</sup> LEVYSTONE Michaël, « Quelles relations bilatérales russo-centrasiatiques ? », *Diploweb : la revue géopolitique* [en ligne], [revue géopolitique électronique], 16 janvier 2022. Disponible sur l'Internet : <<https://www.diploweb.com/Quelles-relations-bilaterales-russo-centrasiatiques.html>> [consulté le 31/05/2023]

<sup>319</sup> COLLET Emma, « Sanctions contre la Russie : l'Asie centrale dans le viseur des Occidentaux », *Novastan* [en ligne], 28/05/2023. Disponible sur l'Internet : <<https://novastan.org/fr/economie/sanctions-contre-la-russie-lasie-centrale-dans-le-viseur-des-occidentaux/>> [consulté le 14/06/2023]

produits russes<sup>320</sup>. L'exemple le plus flagrant est le projet russe d'union gazière tripartite Russie-Kazakhstan-Ouzbékistan, qui vise à coordonner les actions dans le domaine du transport du gaz russe dans les trois pays, proposé lors des crises énergétiques en Asie centrale<sup>321</sup>. Étant donné la demande en gaz (80% du système énergétique en Ouzbékistan), l'Asie centrale est un débouché opportun pour les exportations russes, privées du marché européen. Suscitant des craintes quant à une potentielle perte de souveraineté au profit de la Russie, les États centrasiatiques n'ont d'abord pas été favorables à la proposition<sup>322</sup>. Toutefois, les travaux nécessaires pour réhabiliter les réseaux hérités de la période soviétique déjà orientés vers le marché russe, les gazoducs « Boukhara-Oural » et « Asie Centrale-Tsentr » (CAC), ont été réalisés et le 16 juin 2023, lors du Forum économique international de Saint-Pétersbourg (Russie), des contrats d'approvisionnement en gaz russe ont été signés<sup>323</sup>.

Si les projets russes pouvaient offrir des possibilités d'association avec les entreprises tierces, notamment occidentales, les sanctions occidentales contre la Russie ont presque rendu impossible ces coopérations, interdisant ainsi aux entreprises françaises les projets impliquant des acteurs russes sur le sol ouzbek.

### 3.2.2. L'approche multilatérale : des acteurs partenaires ou rivaux selon le degré de convergence

#### a) Une approche double : le monde musulman entre coopération et compétition

S'appuyant sur la turcophonie de quatre des cinq Républiques centrasiatiques, la Turquie a profité des indépendances pour se rapprocher d'elles et tenter d'établir un projet régional « [d']un monde turc s'étendant de l'Adriatique jusqu'à la Grande Muraille de Chine »<sup>324</sup>, selon le vœu du Premier ministre turc de l'époque, Süleyman Demirel. Le projet se concrétise avec la création du Conseil turcique, devenu l'Organisation des États turciques, regroupant l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan (depuis 2019) et la Turquie.

<sup>320</sup> COLLET Emma, « La Russie a-t-elle réussi à faire de l'Asie centrale un allié en 2022 ? », *Novastan* [en ligne], 20/01/2023. Disponible sur l'Internet : <<https://novastan.org/fr/decryptage/la-russie-a-t-elle-reussi-a-faire-de-lasie-centrale-un-allie-en-2022/>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>321</sup> « Énergie. Une alliance gazière avec la Russie ? Le Kazakhstan et l'Ouzbékistan "ne pourront pas refuser" », *Le Courrier international* [en ligne], 24 janvier 2023. Disponible sur l'Internet : <<https://www.courrierinternational.com/article/energie-une-alliance-gaziere-avec-la-russie-le-kazakhstan-et-l-ouzbekistan-ne-pourront-pas-refuser>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>322</sup> BAYOU Céline, « Ouzbékistan : fin de non-recevoir à la proposition russe d'alliance gazière », *Regard sur l'Est* [en ligne], 10/12/2022. Disponible sur l'Internet : <<https://regard-est.com/ouzbekistan-fin-de-non-recevoir-a-la-proposition-russe-dalliance-gaziere>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>323</sup> « Postavki rossijskogo gaza v Uzbekistan zaplanirovany na četvertyj kvartal 2023 goda [Les livraisons de gaz russe à l'Ouzbékistan sont prévues pour le quatrième trimestre de 2023] », *Fergana* [en ligne], [Agence de presse russe dédiée à l'Asie centrale], 16/06/2023. Disponible sur l'Internet : <<https://fergana.media/news/130473/>> [consulté le 16/06/2023]

<sup>324</sup> « TURQUIE : en Asie centrale ex-soviétique M. Suleyman Demirel évoque "un monde turc de l'Adriatique à la Muraille de Chine" », *Le Monde*, 06/05/1992. Disponible sur l'Internet : <[https://www.lemonde.fr/archives/article/1992/05/06/turquie-en-asie-centrale-ex-sovietique-m-suleyman-demirel-evoque-un-monde-turc-de-l-adriatique-a-la-muraille-de-chine\\_3906492\\_1819218.html](https://www.lemonde.fr/archives/article/1992/05/06/turquie-en-asie-centrale-ex-sovietique-m-suleyman-demirel-evoque-un-monde-turc-de-l-adriatique-a-la-muraille-de-chine_3906492_1819218.html)> [consulté le 14/06/2023]

Cette plateforme multilatérale permet à la Turquie de renforcer sa coopération avec les États centrasiatiques. La Turquie tire profit du contexte de la guerre en Ukraine pour se poser en hub d'hydrocarbures et de carrefour alternatif à la Russie pour les routes commerciales continentales<sup>325</sup>, comme en attestent les trois déplacements du président turc en Ouzbékistan, en mai pour une rencontre avec son homologue ouzbek, en septembre lors du sommet annuel de l'OCS et le 11 novembre lors du sommet annuel de l'Organisation des pays turcophones. La Turquie s'investit pleinement - en partenariat avec son allié azéris, riverain du Kazakhstan et du Turkménistan par la mer Caspienne - dans les projets de connectivité comme la Route de transport internationale transcaspicienne (TITR abrégé en anglais ou encore Middle corridor), la voie ferrée Bakou-Tbilissi-Kars, les gazoducs trans-caspiens reliant le Turkménistan à l'Azerbaïdjan et enfin le corridor de transport, Lapis Lazuli, lancé en 2018 pour la relier, via la Géorgie et l'Azerbaïdjan, au Turkménistan et à l'Afghanistan<sup>326</sup>. Connaissant des tensions avec son partenaire européen, la Turquie (et ses entreprises comme Etkaco Enerji ou son Agence de coopération et de coordination turque - TIKA) est une puissance, tantôt partenaire tantôt rivale de la France.

Voisine de la Turquie et partageant des racines culturelles persanes avec une partie de l'Asie centrale (le Tadjikistan est persanophone), l'Iran est également attiré par la possibilité de développer des projets régionaux en Asie centrale et se présente comme une plateforme entre cette dernière, le Caucase et le golfe Persique<sup>327</sup>, dont les débouchés au sud par les voies maritimes intéressent les autorités centrasiatiques<sup>328</sup>. Faisant de l'Asie centrale une priorité en 2001, l'Iran joue la carte de l'Organisation de coopération économique (ECO) - une plate-forme multilatérale, que les pays centrasiatiques rejoignent dans le courant des années 1990 - pour lui donner un rôle de leader<sup>329</sup>. Mais l'organisation reste marginale et les pays centrasiatiques sont réticents, voire suspicieux pour l'Ouzbékistan karimovien, à l'idée d'approfondir leur partenariat avec l'Iran<sup>330</sup>. Toutefois, l'administration Ahmadinejad initie une diplomatie « de regard vers l'Est », ravivée par les sanctions américaines à la suite de leur

---

<sup>325</sup> PASQUIER Daniel, « Redistribution des cartes en Asie centrale (2/2) - Turquie, Iran et États-Unis [Ci-après : PASQUIER Daniel, « Redistribution des cartes en Asie centrale... ] », *Revue Défense Nationale* [en ligne], [revue mensuelle française spécialisée sur les thématiques la stratégie et la défense], vol. 858, n°3, 2023, p. 109-114. Disponible sur l'Internet :

<<https://www-cairn-info.faraway.parisnanterre.fr/revue-defense-nationale-2023-3-page-109.htm>> [consulté le 06/06/2023]

<sup>326</sup> LEVYSTONE Michaël, « Outils, perspectives et limites du partenariat turco-centrasiatique », *Confluences Méditerranée*, [revue trimestrielle spécialisée sur le bassin méditerranéen], vol. 124, n°1, 2023, pp. 117-128. Disponible sur l'Internet :

<<https://www-cairn-info.faraway.parisnanterre.fr/revue-confluences-mediteranee-2023-1-page-117.htm>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>327</sup> *Ibid.*

<sup>328</sup> LEVYSTONE Michaël, « La connectivité centrasiatique ... », *op. cit. supra note 240*, p.78.

<sup>329</sup> LARUELLE Marlène, PEYROUSE Sébastien, *L'Asie centrale, à l'aune de la mondialisation...* *op. cit. supra note 68*, p.26.

<sup>330</sup> MORVAN Lucas, « Les initiatives de l'Iran en Ouzbékistan : un miroir de ses relations avec l'Asie centrale », *Novastan* [en ligne], 17/05/2023. Disponible sur l'Internet :

<<https://novastan.org/fr/ouzbekistan/les-initiatives-de-liran-en-ouzbekistan-un-miroir-de-ses-relations-avec-lasie-centrale/>> [consulté le 14/06/2023]

retrait en 2018 de l'Accord sur le programme nucléaire iranien (JCPOA)<sup>331</sup>. L'Iran cherche de nouvelles alliances avec les puissances anti-américaines pour éviter l'isolement et superpose sa coopération bilatérale vers les pays centrasiatiques avec les organisations régionales comme l'UEE et l'OCS (dont elle devient le 9<sup>ème</sup> membre)<sup>332</sup>. Dans cette optique, un partenariat stratégique sur 25 ans est signé avec la Chine en 2021, et un autre du même ordre est en préparation avec la Russie<sup>333</sup>. Les autorités iraniennes profitent de la quête de routes alternatives à la Russie des États centrasiatiques pour proposer deux corridors de transit<sup>334</sup>. Le premier, initié depuis juin 2022, est un chemin de fer allant du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan à la Turquie, via le Turkménistan et l'Iran. Le second est un corridor permettant aux États centrasiatiques d'accéder aux ports iraniens de Bandar Abbas et de Chabahar<sup>335</sup>. Par ailleurs, l'Iran, cherchant à relier la Chine, milite pour la redirection du corridor Chine–Russie–Europe vers le nouvel itinéraire Chine–Kazakhstan–Iran–Europe, comme en témoigne l'accord de mai 2022 avec le Kazakhstan<sup>336</sup>.

Enfin, lors des indépendances, la redécouverte de l'identité musulmane en Asie centrale ouvre la voie aux partenariats avec les puissances islamiques<sup>337</sup>. Ce rapprochement, interrompu un temps par la peur des autorités centrasiatiques de la montée de l'islamisme, reprend marginalement dès les années 2000 avec les Emirats arabes unis (EAU) et la Malaisie qui parviennent à pénétrer les marchés centrasiatiques<sup>338</sup>. Aujourd'hui, et depuis quelques années, certains pays musulmans, notamment les pays du Golfe comme l'Arabie saoudite, les EAU - qui signent pour 10 Mds USD d'investissements en 2019 en Ouzbékistan<sup>339</sup> - et le Qatar, mais également l'Égypte<sup>340</sup>, la Malaisie<sup>341</sup> et Singapour<sup>342</sup> confirment leur présence en Asie centrale. Ils s'imposent parmi les acteurs - principalement investisseurs - dans la

<sup>331</sup> PASQUIER Daniel, « Redistribution des cartes en Asie centrale... », *op. cit. supra note 325*, p. 84

<sup>332</sup> *Ibid.*

<sup>333</sup> *Ibid.*

<sup>334</sup> *Ibid.*

<sup>335</sup> LEVYSTONE Michaël, « La connectivité centrasiatique ... », *op. cit. supra note 240*, p.78.

<sup>336</sup> *Ibid.*

<sup>337</sup> LARUELLE Marlène, PEYROUSE Sébastien, *L'Asie centrale, à l'aune de la mondialisation... op. cit. supra note 68*, p.26.

<sup>338</sup> *Ibid.*

<sup>339</sup> « Uzbekistan, UAE make agreements worth \$10 billion », *Kun.uz* [en ligne], [média quotidien ouzbek], 25/03/2019. Disponible sur l'Internet : <<https://kun.uz/en/news/2019/03/25/uzbekistan-uae-make-agreements-worth-10-billion>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>340</sup> GOGBEU Jean-Marc, « L'Égypte et l'Ouzbékistan renforcent leur coopération à travers de nouveaux projets d'investissement », *Agence Ecofin* [en ligne], 21/02/2023. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.agenceecofin.com/cooperation/2102-105722-egypte-et-louzbekistan-renforcent-leur-cooperation-a-travers-de-nouveaux-projet-d-investissement>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>341</sup> KARIMOV Aziz, MADIMAROV Abror, « Malaysia as Uzbekistan's Key Partner in Southeast Asia », *Institute for Strategic and Regional Studies* [en ligne], [institut de recherche de relation internationale ouzbek] 09/03/2021. Disponible sur l'Internet :

<<https://isrs.uz/en/maqolalar/malajzia-klucevoj-partner-uzbekistana-v-regione-ugo-vostocnoj-azii>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>342</sup> « Uzbekistan i Singapur dogovorilis' o sotrudnicestve po 5 napravleniám [L'Ouzbékistan et Singapour conviennent de coopérer dans cinq domaines] », *Gazeta.uz* [en ligne], 17/01/2023. Disponible sur l'Internet : <<https://www.gazeta.uz/ru/2023/01/17/singapore/>> [consulté le 14/06/2023]

région<sup>343</sup> grâce à leurs entreprises comme Masdar (EAU), ACWA Power<sup>344</sup> (Arabie saoudite) - pour les projets énergétiques - et à la Banque islamique de développement (139 projets pour un montant total de 3,5 Mds USD<sup>345</sup>). Concurrentes directes, ces entreprises participent parfois auprès des entreprises occidentales - et françaises - dans le cadre de consortium pour des projets d'ampleur.

#### b) Le multilatéralisme doux : Les États-Unis et les pays d'Asie de l'Est

Puissance périphérique, les É.-U. sont présents, dès les indépendances, en Asie centrale sur des questions essentiellement militaires liées au contexte afghan. Face aux russes et aux chinois ou encore les japonais et les coréens, leur présence ne représente pas une concurrence de taille<sup>346</sup> et repose sur leur *soft-power*<sup>347</sup>. En parallèle, les É.-U. ménagent leurs intérêts dans la région en y favorisant leurs alliés<sup>348</sup>. Ils tentent d'abord de réduire l'influence russe et de priver les moyens des ambitions iraniennes en s'appuyant sur ses deux alliés d'alors, la Turquie et le Pakistan<sup>349</sup>, puis sur les pays du GUAM<sup>350</sup>, à laquelle l'Ouzbékistan adhère entre 1996 et 2005<sup>351</sup>. Les projets concernent les gazoducs Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC), Bakou-Tbilissi-Erzurum (BTE) ou encore Turkménistan- Afghanistan-Pakistan-Inde (TAPI)<sup>352</sup>, impliquant de nombreux partenaires. Le contexte de la guerre en Ukraine permet un retour des É.-U. sur le devant de la scène<sup>353</sup>. Le précédent ambassadeur américain au Kirghizistan, devenu en 2021 le nouveau sous-secrétaire d'État américain pour l'Asie centrale et l'Asie du Sud, Donald Lu, annonce le programme Economic Resilience Initiative in Central Asia, doté d'un budget de 25 M USD qui porte sur la connectivité, les échanges commerciaux et l'investissement étranger en Asie centrale<sup>354</sup>. Une autre tranche de 25 M USD est débloquée, comme en fait l'annonce le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, alors en

<sup>343</sup> MAZUIR Manon, « Les pays du golfe Persique investissent en Asie centrale », *Novastan* [en ligne], 30/11/2019. Disponible sur l'Internet : <<https://novastan.org/fr/kirghizstan/les-pays-du-golfe-persique-investissent-en-asie-centrale/>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>344</sup> « Saudi Arabia plans world's largest wind farm in Uzbekistan », *Eurasianet* [en ligne], 19/08/2022. Disponible sur l'Internet : <<https://eurasianet.org/saudi-arabia-plans-worlds-largest-wind-farm-in-uzbekistan>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>345</sup> Voir la page « Ouzbékistan » sur le site internet de la Banque islamique de développement. Disponible sur l'Internet : <<https://www.isdb.org/uzbekistan>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>346</sup> CARCANAGUE Samuel, « Désenclaver pour mieux régner ? ... », *op. cit. supra note 231* p. 69

<sup>347</sup> LEVYSTONE Michaël, « Les États-Unis en Asie centrale : un retour éphémère ? [Ci-après : LEVYSTONE Michaël, « Les États-Unis en Asie centrale ... ] », *Politique étrangère*, [revue trimestrielle de l'Ifri], n°1, 2023, p. 151-160. Disponible sur l'Internet : <<https://www-cairn-info.faraway.parisnanterre.fr/revue-politique-etrangere-2023-1-page-151.htm>> [consulté le 06/06/2023]

<sup>348</sup> *Ibid.*

<sup>349</sup> CARCANAGUE Samuel, « Désenclaver pour mieux régner ? ... », *op. cit. supra note 238*, p. 78.

<sup>350</sup> L'Organisation pour la démocratie et le développement, dénommée GUAM (Géorgie-Ukraine-Azerbaïdjan-Moldavie) et fondée en 1996, regroupe des pays se tournant vers l'Occident car se sentant menacés par la Russie.

<sup>351</sup> LARUELLE Marlène, PEYROUSE Sébastien, *L'Asie centrale, à l'aune de la mondialisation... op. cit. supra note 68*, p.26.

<sup>352</sup> LEVYSTONE Michaël, « Les États-Unis en Asie centrale ... », *op. cit. supra note 347*, p. 88 : « L'Agence américaine pour le développement international (USAID) a ainsi [...] investi 1,5 Md USD dans le verdissement du mix électrique kazakhstanais entre 2018 et 2021, et participé à la construction d'une centrale solaire à Mourghob, dans la région autonome du Haut-Badakhchan (Tadjikistan) ».

<sup>353</sup> *Ibid.*

<sup>354</sup> *Ibid.*

tournée en Asie centrale, fin février 2023, pour soutenir les économies centrasiatiques et diversifier leurs routes commerciales<sup>355</sup>.

Sorti de son isolationnisme dans les années 1990, le Japon devient un acteur de premier plan dans les projets de connectivité en Asie centrale avec une première diplomatie eurasienne dès 2001 en soutien au projet de gazoduc TAPI<sup>356</sup> et en impulsant le programme multilatéral Central Asia Regional Economic Cooperation (CAREC), comprenant les cinq pays d'Asie centrale et six institutions financières multilatérales (Banque asiatique de développement (BASD), Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), Fonds monétaire international (FMI), Banque islamique de développement, Programme des Nations unies pour le développement, Banque mondiale)<sup>357</sup>. Pragmatique, le gouvernement du Premier ministre japonais, Shinzo Abe, élabore une diplomatie des ressources - en particulier l'uranium - et des exportations d'infrastructures japonaises<sup>358</sup>. Il crée en 2015 le Partenariat pour des infrastructures de qualité (en opposition à la moindre qualité des projets de la BRI). La JICA (l'Agence japonaise de coopération internationale) participe ainsi au financement de nombreux projets dans le secteur des transports routiers, aéroportuaires (elle contribue à la modernisation des aéroports ouzbeks<sup>359</sup>) et ferroviaires<sup>360</sup>.

Enfin, on peut noter la présence de l'acteur sud-coréen, notamment en Ouzbékistan, qui s'appuie sur une diaspora de 190 mille coréens (1<sup>ère</sup> diaspora en Asie centrale)<sup>361</sup>. Le commerce bilatéral est structuré par les importations ouzbèkes de matériel de transport. GM Korea (ex Daewoo, racheté par General Motors en 2002, qui vend des voitures sous la marque Chevrolet, bien que la marque Daewoo reste présente en Ouzbékistan<sup>362</sup>) est l'iconique constructeur automobile d'Ouzbékistan - qui a connu un monopole sous l'ère karimovienne - à qui l'on doit l'illustre blague « je cherche mon taxi, c'est une chevrolet blanche »<sup>363</sup>. Par

---

<sup>355</sup> « En Asie centrale, Blinken assure du soutien américain les pays proches de Moscou », *Le Point* [en ligne], [magazine d'actualité hebdomadaire français], 28/02/2023. Disponible sur l'Internet :

<[https://www.lepoint.fr/monde/blinken-affiche-son-soutien-au-kazakhstan-allie-de-moscou-28-02-2023-2510293\\_24.php#11](https://www.lepoint.fr/monde/blinken-affiche-son-soutien-au-kazakhstan-allie-de-moscou-28-02-2023-2510293_24.php#11)> [consulté le 14/06/2023]

<sup>356</sup> MURASHKIN Nikolay, « Le Japon en Asie centrale : comment concilier intérêts diplomatiques et économiques ? [Ci-après : MURASHKIN Nikolay, « Le Japon en Asie centrale ... ] », *Études de l'Ifri* [en ligne], Ifri, avril 2019. Disponible sur l'Internet :

<[https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/murashkin\\_japan\\_central\\_asia\\_diplomacy\\_2019.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/murashkin_japan_central_asia_diplomacy_2019.pdf)> [consulté le 14/06/2023]

<sup>357</sup> LARUELLE Marlène, PEYROUSE Sébastien, *L'Asie centrale, à l'aune de la mondialisation... op. cit. supra note 68*, p.26. et SOURDON Jacques, « Quelle stratégie japonaise en Asie centrale ? », *Regard sur l'Est* [en ligne], [revue électronique trimestrielle], 20 janvier 2020.

Disponible sur l'internet : <<https://regard-est.com/quelle-strategie-japonaise-en-asie-centrale>> [consulté le 14/06/2023].

<sup>358</sup> MURASHKIN Nikolay, « Le Japon en Asie centrale ... », *op. cit. supra. note 349* p. 90.

<sup>359</sup> *Ibid.*

<sup>360</sup> CARCANAGUE Samuel, « Désenclaver pour mieux régner ? ... », *op. cit. supra note 238*, p. 78.

<sup>361</sup> MOULIN-MILLET Théophile, « Visite du Président sud-coréen en Asie centrale : à la recherche des koryo saram », *Regard sur l'Est* [en ligne], [revue électronique trimestrielle], 24 février 2020. Disponible sur l'Internet :

<<https://regard-est.com/visite-du-president-sud-coreen-en-asie-centrale-a-la-recherche-des-koryo-saram>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>362</sup> OUKNINE Jonathan, « L'automobile en Ouzbékistan », *Leblogauto.com* [en ligne], [blog électronique spécialisé sur le secteur automobile], 25/10/2015.

Disponible sur l'Internet : <<https://www.leblogauto.com/actualite/lautomobile-en-ouzbekistan-46129>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>363</sup> BOSTNAVARON François, « L'Ouzbékistan, au fil du temps », *Le Monde* [en ligne], 20/06/2019 : en raison du monopole pendant l'ère karimovienne, l'industrie automobile en Ouzbékistan n'a produit que des chevrolats en majorité de couleur blanche si bien que les routes et les parkings sont blancs. Disponible sur l'Internet :

<[https://www.lemonde.fr/m-styles/article/2019/06/20/l-ouzbekistan-au-fil-du-temps\\_5479046\\_4497319.html](https://www.lemonde.fr/m-styles/article/2019/06/20/l-ouzbekistan-au-fil-du-temps_5479046_4497319.html)> [consulté le 14/06/2023]

ailleurs, la Corée du Sud a investi dans le domaine énergétique via une coentreprise ouzbéko-sud-coréenne, Uz-Kor Gas Chemical, qui détient 6% des réserves de gaz ouzbek<sup>364</sup>.

Ces différents partenaires, misant sur leur soft-power pour exercer une influence en Asie centrale, partagent des valeurs centrales, en particulier le respect du droit ou la préférence pour la coopération, ce qui facilite les convergences d'intérêt avec la France.

### c) Le cas européen : l'initiative du Global gateway

L'acteur intrinsèquement multilatéral qu'est l'UE se saisit dès 1993 de l'enjeu de la connectivité en développant plusieurs initiatives multilatérales pour améliorer les infrastructures centrasiatiques, énergétiques avec le programme INOGATE (Interstate Oil and Gas Transportation de 1996 à 2016) d'une part, et de transport, d'autre part, avec le programme Transport Corridor Europe-Caucase-Asie (TRACECA) - encore en activité et représentant, en 2017, un montant total de 178 M EUR<sup>365</sup>. Ces initiatives comprennent la Turquie, des pays d'Europe de l'Est et du Caucase et des financements de la BERD et de la BAsD<sup>366</sup>. Élaborant des stratégies de plus en plus ambitieuses<sup>367</sup>, l'UE est devenue un acteur de premier plan en Asie centrale : elle est son 1<sup>er</sup> investisseur - 42% du stock total d'IDE, devant la Russie (6%), la Chine (3,7%) ou les É.-U. (14,2%)<sup>368</sup>. Considérant le potentiel clé de cette région tant en minerais critiques qu'en hydrocarbures ou en énergies renouvelables, la nouvelle stratégie UE-Asie centrale de 2019 pour la période 2021-2024, dotée d'un budget de 390 M EUR, entend renforcer la connectivité Est-Ouest<sup>369</sup>. Elle est intégrée à la nouvelle initiative européenne, le Global Gateway, annoncée le 1<sup>er</sup> décembre 2021 et qui mobilise jusqu'à 300 Mds EUR d'investissements entre 2021 et 2027<sup>370</sup>. L'objectif affiché par la présidente de la Commission européenne, Ursula von Leyen, est de financer intelligemment des projets de connectivité durables et de qualité, contre les projets chinois<sup>371</sup>. Qualifié de moteur de la

<sup>364</sup> « Zapasy prirodnogo gaza v Uzbekistane ocenivaïatsâ v 1,86 trln kubometrov [Les réserves de gaz naturel en Ouzbékistan sont estimées à 1,86 milliard de mètres cubes] », *Gazeta.uz* [en ligne], 10/08/2021. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.gazeta.uz/ru/2021/08/10/gas-reserves/>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>365</sup> CARCANAGUE Samuel, « Désenclaver pour mieux régner ? ... », *op. cit. supra note 238*, p. 78.

<sup>366</sup> LARUELLE Marlène, PEYROUSE Sébastien, *L'Asie centrale, à l'aune de la mondialisation... op. cit. supra note 68*, p.26.

<sup>367</sup> Voir l'article du 25 juin 2015 « La stratégie de l'UE pour l'Asie centrale : la croissance à la jonction de deux continents » sur le site de la présidence lettone de l'UE en 2015. Disponible sur l'Internet :

<<https://eu2015.lv/fr/actualites/apercus/2448-la-strategie-de-l-ue-pour-l-asie-centrale-la-croissance-a-la-jonction-de-deux-continentes>>

[consulté le 14/06/2023] : Le programme de 2014-2020 dispose d'une enveloppe de près de 1,1 Md EUR, en hausse de 56% par rapport à la période précédente 2007-2013 et opère un recentrage sur les relations commerciales et énergétiques bilatérales.

<sup>368</sup> European Union External Action Service, Press Department, « Central Asia's growing importance globally and for the EU », *op. cit. supra note 239*, p.78.

<sup>369</sup> BAŞARAN Doğanca, « EU-Central Asia Connectivity Conference: Global Gateway », *Ankasam* [en ligne], [Ankara Center for Crisis and Policy Studies, think-tank turc], 17/11/2022. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.ankasam.org/eu-central-asia-connectivity-conference-global-gateway/?lang=en>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>370</sup> Service économique régional de Moscou, « Les nouvelles économiques de l'Eurasie », *Direction générale du Trésor* [en ligne, publications des Services économiques], n°34, décembre 2021: 18 Mds EUR de fonds propre de l'UE, 145 Mds EUR des institutions financières européennes, 135 Mds EUR issus des instruments de coopération au développement. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/4b20d5c7-d5da-451d-8436-92b06e5641dd/files/7958c57e-f7e0-4850-a934-e4b089cb8f81>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>371</sup> GALLICHER Bertrand, « Projet "Global Gateway" : l'Europe veut contrer l'expansionnisme chinois », *Franceinfo* [en ligne], 01/12/2021. Disponible sur l'Internet :

coopération régionale par l'UE<sup>372</sup>, l'Ouzbékistan est un partenaire clé qui bénéficie de l'accord de partenariat de coopération renforcée (APCR) signé en 2022 et s'est vu alloué 83 M EUR pour la période 2021-2024<sup>373</sup>.

Le contexte de la guerre en Ukraine ayant eu pour conséquence une crise énergétique en Europe, l'UE cherche des alternatives pour assurer ses approvisionnements énergétiques et les routes commerciales vers l'Asie<sup>374</sup>. C'est pourquoi elle porte un intérêt pour le projet de transport d'envergure régionale, le Middle Corridor<sup>375</sup> (voir la carte ci-dessous) et pour le potentiel énergétique des pays centrasiatiques (intensification des projets d'hydrocarbure sur la Caspienne, production d'hydrogène vert au Kazakhstan).

Représentation indicative du Middle corridor ou TITR selon la Commission européenne<sup>376</sup>



Ainsi, la « diplomatie européenne s'active en Asie centrale »<sup>377</sup>, ce qui n'est pas sans déplaire aux autorités centrasiatiques, désireuses de renforcer leur partenariat avec l'UE. Le président du Conseil de l'UE, Charles Michel, s'est rendu 3 fois en un an en Asie centrale. À l'occasion du 2<sup>nd</sup> sommet UE-Asie centrale au Kirghizistan, il a notamment déclaré : « Nous [l'UE] pouvons offrir un partenariat sincère [...] qui crée de la confiance »<sup>378</sup>. Pour cela, l'UE s'appuie sur son budget propre, ses institutions financières et de développement comme la BERD ou la Banque d'investissement européenne (BEI) ainsi que sur la coopération bilatérale de ses États membres avec les pays centrasiatiques. En outre, depuis la crise pandémique, l'UE travaille sur le réflexe collégial à l'étranger avec son approche « Équipe Europe » qui

<[https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/un-monde-d-avance/projet-global-gateway-leurope-veut-contrer-lexpansionnisme-chinois\\_4847851.htm](https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/un-monde-d-avance/projet-global-gateway-leurope-veut-contrer-lexpansionnisme-chinois_4847851.htm)> [consulté le 14/06/2023]

<sup>372</sup> COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, « Projet de rapport sur l'Ouzbékistan (2022/2195(INI)) », *Parlement européen* [en ligne], 13 mars 2023. Disponible sur l'Internet :

<[https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/AFET-PR-740917\\_FR.pdf](https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/AFET-PR-740917_FR.pdf)> [consulté le 14/06/2023]

<sup>373</sup> « Novyi etap partnerstva "Ouzbekistan-Evrosoyuz" [Nouvelle étape du partenariat "Ouzbékistan - Union européenne"] », *Kabar* [en ligne], [agence de presse kirghize], 26/05/2023. Disponible sur l'Internet :

<<https://kabar.kg/news/novyi-etap-partnerstva-uzbekistan-evrosiuuz/>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>374</sup> LARCON Jean-Paul, VADCAR Corinne, « Routes d'échanges Chine-Europe : émergence du corridor transcaspien et enjeux pour l'Union européenne », *Revue internationale et stratégique* [en ligne], vol. 128, n° 4, 2022, p. 29-40. Disponible sur l'Internet :

<<https://www-cairn-info.faraway.parisnanterre.fr/revue-internationale-et-strategique-2022-4-page-29.htm>> [consulté le 06/06/2023]

<sup>375</sup> BAŞARAN Doğan, « EU-Central Asia Connectivity Conference: Global Gateway », *Ankasam* [en ligne], [Ankara Center for Crisis and Policy Studies, think-tank turc], 17/11/2022. *op. cit. supra* note 366 p. 92

<sup>376</sup> LEVYSTONE Michaël, « La connectivité centrasiatique ... », *op. cit. supra* note 240, p.78.

<sup>377</sup> COLLET Emma, « La diplomatie européenne s'active en Asie centrale », *Novastan* [en ligne], 7 décembre 2022. Disponible sur l'Internet : <<https://novastan.org/fr/decryptage/la-diplomatie-europeenne-sactive-en-asie-centrale/>> [consulté le 06/06/2023]

<sup>378</sup> « L'UE pour un "partenariat sincère" avec l'Asie centrale, déclare Charles Michel », *rfi* [en ligne], 02/06/2023. Disponible sur l'Internet : <<https://www.rfi.fr/fr/en-bref/20230602-l-ue-pour-un-partenariat-sinc%C3%A8re-avec-l-asie-centrale-d%C3%A9clare-charles-michel>> [consulté le 14/06/2023]

consiste à coordonner et combiner les différentes actions conjointes européennes afin que celles-ci « devienne[nt] plus que la somme de ses composantes »<sup>379</sup>. Cela se traduit sur le terrain par des projets impliquant différents acteurs majoritairement européens - gage d'une certaine qualité de travail et d'une assistance technique - face à la BRI ou encore le FMI et à la Banque mondiale plus prompts à s'associer aux entreprises chinoises pour des questions de rentabilité. Cette perspective offre des opportunités pour la France, puissance européenne. D'ailleurs, la France a une expertise et des atouts à faire valoir dans la région, propice à une insertion dans les projets multilatéraux en Asie centrale et à concurrencer les autres acteurs économiques comme les entreprises chinoises, russes, turques ou des pays du Golfe, mais aussi européennes, notamment allemandes.

---

<sup>379</sup> Voir la page « Initiatives de l'Équipe Europe » sur le site internet de la Commission européenne. Disponible sur l'Internet : <[https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/team-europe-initiatives\\_fr](https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/team-europe-initiatives_fr)> [consulté le 16/06/2023]

### 3.3. Une participation modeste de la France au désenclavement de l'Ouzbékistan

#### 3.3.1. Un investissement français dans des volets spécifiques de la connectivité : l'aéronautique, l'eau et l'énergie

Si l'accord de 1993 entérine l'établissement des relations franco-ouzbèkes, deux autres documents vont lui donner matière en définissant juridiquement le cadre de la coopération en ce qui concerne les échanges franco-ouzbeks, que ce soit les marchandises ou les voyageurs. À noter que, pour le cadre juridique, l'Ouzbékistan et le Kazakhstan sont à égalité et que le cadre européen entre également en jeu s'agissant de ces aspects (l'Ouzbékistan bénéficie depuis l'été 2022 du régime de partenariat de coopération renforcée avec l'UE).

Le premier document est la convention fiscale<sup>380</sup> du 22 avril 1996, signée à Paris qui actualise la convention fiscale franco-soviétique du 4 octobre 1985 à la lumière de l'indépendance de l'ex-République soviétique. Cette convention permet d'éviter les doubles impositions sur le commerce franco-ouzbek qui freinent les échanges bilatéraux et établit les règles d'assistance réciproque en matière fiscale facilitant la prospection et l'investissement.

Le second document est l'accord relatif aux transports internationaux de voyageurs et de marchandises<sup>381</sup> du 9 octobre 2018, également signé à Paris, qui a été demandé par la partie ouzbèke dès 2014. Il permet le transport des marchandises directement par des sociétés françaises ou ouzbèkes sans passer par des sociétés de pays tiers autorisées à circuler à la fois en France et en Ouzbékistan. Tout en restant limitatif - transport uniquement autorisé sur des routes ouvertes à la circulation internationale, le « cabotage » étant interdit<sup>382</sup> -, l'accord apporte des sécurités juridiques permettant les opérations de transport conformes au droit européen, avec les clauses de sûreté, de sécurité et de modalité opérationnelles. Cette sécurité consolide la relation économique entre la France et l'Ouzbékistan en renforçant le

---

<sup>380</sup> Voir la Convention fiscale entre la France et l'Ouzbékistan présentée au Conseil des ministres du 17 juillet 2002 sur le site internet Vie publique : <<https://www.vie-publique.fr/discours/157848-conseil-des-ministres-du-17-juillet-2002-convention-fiscale-entre-la-fi>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>381</sup> LE DRIAN Jean-Yves, « Projet de loi N° 4233 sur l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Ouzbékistan relatif aux transports routiers internationaux de voyageurs et de marchandises et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne sur le transport international routier de personnes », *Assemblée nationale* [en ligne], 9 juin 2021. Disponible sur l'Internet :

<[https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b4233\\_projet-loi](https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b4233_projet-loi)> [consulté le 14/06/2023]

<sup>382</sup> COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, « Rapport n°4233 », *op. cit. supra note 105*, p.34.

développement des services de transport, notamment aériens<sup>383</sup>, primordiaux étant donné l'éloignement des deux pays, tant pour le secteur touristique que les échanges économiques.

Ce dernier accord met bien en évidence que, dans le domaine du rail, la France est peu présente en Ouzbékistan. Seul Systra a effectué un contrat en Ouzbékistan, entre 2009 et 2013 concernant un marché de construction de ligne de voie ferrée entre Samarcande et Termez (3,5 M EUR)<sup>384</sup>, mais qui lui avait valu une contravention pour corruption. En revanche, des potentiels marchés s'ouvrent aux Français : Alstom, ayant ouvert un bureau en Ouzbékistan, pourrait s'implanter dans le pays grâce à un projet de tram pour relier la ville de Tachkent à la ville du Nouveau Tachkent (en périphérie)<sup>385</sup>. S'agissant du transport routier, le programme de rénovation des réseaux routiers et autoroutiers, avec des perspectives de PPP, intéressent des entreprises françaises comme Eiffage, Vinci et Bouygues Travaux Publics.

Dans le domaine du transport, c'est le secteur aérien qui fait la force de la présence française en Ouzbékistan. Reposant toutefois sur quelques gros contrats, la France peut intensifier son partenariat aérospatial. En effet, les réformes et les ambitions ouzbèkes dans ce secteur pour soutenir la mobilité aérienne en Ouzbékistan s'appuient sur des livraisons de 12 avion Airbus de la famille des A320neo<sup>386</sup>. Une compagnie régionale Silk Avia, filiale créée en 2021 d'Uzbekistan Airports, a signé avec ATR pour une commande de plusieurs ATR 72-600<sup>387</sup>. En outre, le transport aérien est un vecteur essentiel du tourisme en Ouzbékistan. Le trafic direct entre l'Ouzbékistan et la France, opéré par Uzbekistan Airways sur une ligne Tashkent-Paris CDG-Ourgentch à hauteur de deux fréquences hebdomadaires, représentait 23 000 passagers en 2017<sup>388</sup>. Aucune compagnie française n'a fait encore part de son intérêt pour l'exploitation d'une ligne directe, mais la position centrale de la France en Europe occidentale et le contingent en constante progression avant covid de touristes français - passant de 4,7 mille touristes à près de 20 mille en 2020<sup>389</sup>, le nombre le plus élevé en Europe -, devraient

---

<sup>383</sup> COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Rapport sur l'accord franco-ouzbek relatifs aux services aériens ..., *op. cit. supra note 73*, p.27.

<sup>384</sup> « Corruption en Asie centrale: Systra paie 7,5 millions d'euros d'amende pour éviter des poursuites », *Le Figaro* [en ligne], [journal quotidien français], 13/07/2021. Disponible sur l'Internet : <https://www.lefigaro.fr/flash-eco/corruption-en-asie-centrale-systra-paie-7-5-millions-d-euros-d-amende-pour-eviter-des-poursuites-20210713> [consulté le 14/06/2023]

<sup>385</sup> « Alstom to build tram lines in Tashkent », *The Tashkent Times* [en ligne], [média d'informations ouzbek électronique],[24/11/2022. Disponible sur l'Internet : <http://tashkenttimes.uz/national/10054-alstom-to-build-tram-lines-in-tashkent> [consulté le 14/06/2023]

<sup>386</sup> Voir le communiqué de presse du 20 février 2023 « Uzbekistan Airways commande 12 avions de la famille A320neo » sur le site d'Airbus. Disponible sur l'Internet : <https://www.airbus.com/en/newsroom/press-releases/2023-01-uzbekistan-airways-orders-12-a320neo-family-aircraft> [consulté le 14/06/2023]

<sup>387</sup> Voir le communiqué de presse du 23 novembre 2022 « Silk Avia introduit les tout premiers avions ATR en Ouzbékistan » sur le site de ATR. Disponible sur l'Internet :

<https://www.atr-aircraft.com/fr/presspost/silk-avia-introduit-les-tout-premiers-avions-atr-en-ouzbekistan/#~:text=Paris%2C%20le%2023%20novembre%202022,aupr%C3%A8s%20d'une%20soci%C3%A9t%C3%A9%20de> [consulté le 14/06/2023]

<sup>388</sup> COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, « Rapport n°4233 », *op. cit. supra note 105*, p.34.

<sup>389</sup> DUPUY Emmanuel, MAHMUDOV Elyar, JURAIEV Saifiddin, « Uzbeksko-frantsuzskied otnosheniya : novoe izmerenie (vtoraya tchast') [Relations franco-ouzbèkes : une nouvelle dimension (deuxième partie)] », *UzA* [en ligne], [Agence nationale de presse d'Ouzbékistan], 25/08/2020. Disponible sur l'Internet : <https://uza.uz/ru/posts/uzbeksco-frantsuzskied-otnosheniya-novoe-izmerenie--25-08-2020> [consulté le 14/06/2023]

permettre à la France de devenir le principal point d'embarquement touristique en Europe à destination de l'Ouzbékistan<sup>390</sup>. Par ailleurs, le secteur aérien ouzbek connaît une diversification de ses activités avec la création d'une agence spatiale, Uzbekkosmos, en 2019. Airbus Defence & Space développe une coopération scientifique avec cette agence pour un premier projet, Geoferma – utilisation de l'imagerie spatiale pour optimiser les récoltes - financé par un FASEP<sup>391</sup>. Airbus Helicopters entre sur le marché des hélicoptères civils avec un premier contrat de 4 H125/130 pour Uzbekistan Airways, signé en novembre 2020, suivi de 2 commandes d'opérateurs privés<sup>392</sup>.

Si la présence française repose sur quelques gros contrats dans le domaine du transport aéronautique, en revanche sur d'autres fronts de la connectivité, en particulier de l'eau et de l'énergie, la France affirme son implication en Ouzbékistan. Deuxième producteur d'électricité d'Asie centrale, avec une capacité électrique installée de 15,9 GW en 2020, dont presque 12% d'hydroélectricité, l'Ouzbékistan priorise le développement des énergies propres et renouvelables dès la première stratégie de développement du pays 2017-2021 et ambitionne de porter à 25% la capacité installée de production d'électricité d'origine renouvelable d'ici 2030<sup>393</sup>. Dans ce cadre, les entreprises françaises comme Orano, Total EREN, Volitalia, EDF et Véolia ont marqué une implantation spectaculaire entre 2018 et 2022.

- Depuis 2018 via sa coentreprise Nurlikum Mining détenue à 51%, Orano réalise des opérations prometteuses de prospection uranifère dans la région de Djengeldi (région de Navoi) et développe depuis 2022 des activités d'exploitation d'uranium<sup>394</sup>.
- En 2018, Total EREN signe un accord à hauteur de 87 M EUR pour la construction et l'exploitation d'une centrale solaire, « Tutly », de 100 MW près de Samarcande<sup>395</sup>.
- En 2021, le consortium composé d'EDF, de Nebras Power (Qatar), de Sojitz et Kyuden (Japon) remporte un appel d'offres pour le financement, la construction et l'exploitation pendant 25 ans d'une centrale électrique à turbine à gaz à cycle combiné d'une puissance entre 1 200 et 1 600 MW dans la région de Syr-Daria<sup>396</sup>.

---

<sup>390</sup> COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, « Rapport n°4233 », *op. cit. supra note 105*, p.34.

<sup>391</sup> Voir le communiqué de presse « Kick-off time for Geoferma Project! » sur le site internet de Airbus Defence and Space, 28 février 2022. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.intelligence-airbusds.com/newsroom/news/samarkand-region-kick-off-time-for-geoferma-project/>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>392</sup> « Airbus to supply Uzbekistan with four H125 and H130 helicopters », *Kun.uz* [en ligne], 12.05.2021. Disponible sur l'Internet :

<<https://kun.uz/en/news/2021/05/12/airbus-to-supply-uzbekistan-with-four-h125-and-h130-helicopters>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>393</sup> INTERNATIONAL ENERGY AGENCY, « Uzbekistan 2022 », *Energy Policy Review* [en ligne], [Revue annuelle de l'IEA], 2022.

Disponible sur l'Internet : <<https://www.iea.org/reports/uzbekistan-2022>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>394</sup> Voir le communiqué de presse du 23 novembre 2022 « La coopération entre Orano et ses partenaires en Ouzbékistan prend une nouvelle envergure » sur le site internet d'Orano. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.orano.group/fr/actus/actualites-du-groupe/2022/novembre/la-cooperation-entre-orano-et-ses-partenaires-en-ouzbekistan-prend-une-nouvelle-envergure>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>395</sup> Voir la page « TotalEnergies en Ouzbékistan » sur le site internet de Total EREN. Disponible sur l'Internet :

<<https://totalenergies.com/fr/ouzbekistan>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>396</sup> « EDF va contribuer au développement des énergies renouvelables en Ouzbékistan », *La Gazette* [en ligne], 22/11/2022. Disponible sur l'Internet :

- Voltalia fait une entrée marquée en Ouzbékistan en signant en novembre 2022 un partenariat de co-développement pour un complexe électrique, à la fois renouvelable et pilotable, comprenant des capacités solaires (200 GW), éoliennes (200 GW) et de stockage par batterie<sup>397</sup> puis en remportant un appel d'offre international en décembre 2022 qui porte sur une nouvelle centrale solaire 100 MW à Uch-Uchak dans la région de Khorezm en Ouzbékistan<sup>398</sup>.
- Enfin, Veolia, depuis 2021 est en charge de l'exploitation et de la maintenance du réseau de chauffage urbain central de Tachkent (1,4 millions de personnes) dans le cadre d'un PPP d'une durée de 30 ans<sup>399</sup>.
- S'agissant du domaine nucléaire, la construction d'une centrale nucléaire avec Rosatom (Russie) de 2,5 GW<sup>400</sup> est susceptible de générer des opportunités de contrats potentiels pour la filière nucléaire française (notamment EDF, Framatome et Assystem), bien que le projet ne soit pas encore concrétisé et que les perspectives soient encore floues sur la coopération russo-française dans le domaine nucléaire.

Intervenant depuis 2011, présente dès 2015, ayant signé pour plus de 800 M EUR de prêts souverains dont 255 M EUR en 2022 et renforçant son partenariat en 2022 en Ouzbékistan, le Groupe AFD<sup>401</sup> participe pleinement aux projets français en Ouzbékistan dans le secteur de l'eau et de l'énergie. Il développe le secteur hydroélectrique et d'accès à l'eau potable dans les régions de Tachkent, de Fergana et d'Andijan, en particulier en rénovant le plus grand barrage du pays, Charvak. De même, il mène un vaste programme pour la résilience environnementale de la mer d'Aral, en modernisant notamment le système d'irrigation au Karakalpakistan. Sa filiale, Proparco, participe au financement d'une centrale solaire photovoltaïque et de trois parcs éoliens (projets Bash, Dzhangeldy et Noukous)<sup>402</sup>. Le parc éolien de Noukous est un

---

<<https://www.lagazetteaz.fr/news/economie/10200.html>> [consulté le 14/06/2023] et LARGUE Pamela, « EDF consortium wins tender for combined cycle plant in Uzbekistan », *Power Engineering International* [en ligne], [média électronique spécialisé sur l'énergie], 22/11/2022. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.powerengineeringint.com/gas-oil-fired/edf-consortium-wins-tender-for-combined-cycle-plant-in-uzbekistan/>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>397</sup> Voir le communiqué de presse du 22 novembre 2022 « Voltalia signe un accord de partenariat innovant de co-développement avec l'Ouzbékistan » sur le site internet de Voltalia. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.voltalia.com/fr/news-releases/news-release-details/voltalia-signe-un-accord-de-partenariat-innovant-de-co>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>398</sup> Voir le communiqué de presse du 16 décembre 2022 « En Ouzbékistan, Voltalia remporte le projet solaire Uch-Uchak de 123 mégawatts » sur le site internet de Voltalia. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.voltalia.com/fr/news-releases/news-release-details/en-ouzbekistan-voltalia-remporte-le-projet-solaire-uch-uchak-de>> [consulté le 14/06/2022]

<sup>399</sup> Voir le communiqué de presse du 09 octobre 2018 « Veolia et la République d'Ouzbékistan signent un accord pour la modernisation du service d'eau de la capitale du pays, Tachkent » sur le site internet de Veolia. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.veolia.com/fr/cp-veolia-et-la-republique-d-ouzbekistan-signent-un-accord-pour-la-modernisation-du-service-d-eau-de-la-capitale-du-pays-tachkent-0>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>400</sup> LEVYSTONE Michaël, « Russie – Ouzbékistan : un partenariat renouvelé », *op. cit. supra note 314*, p.92.

<sup>401</sup> Voir le communiqué de presse du 22 novembre 2022 « L'AFD renforce son partenariat de long terme avec l'Ouzbékistan » sur le site internet de l'AFD. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.afd.fr/fr/actualites/communiquede-presse/afd-renforce-partenariat-long-terme-ouzbekistan>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>402</sup> Voir le communiqué de presse du 17 mai 2023 « En Ouzbékistan, Proparco finance un nouveau parc éolien pour favoriser le développement des énergies renouvelables » sur le site internet de PROPARCO . Disponible sur l'Internet :

projet d'ACWA Power avec des financements de l'Équipe Europe avec la BERD et la BED - Banque allemande de développement.

### 3.3.2. Une stratégie française marginalisant l'Asie centrale : l'Ouzbékistan hors-champ de la politique extérieure française ?

L'annonce chinoise en 2013 de ressusciter les anciennes routes de la soie a été accueillie au sein des autorités françaises avec peu d'engouement, voire avec prudence. L'administration du président Hollande n'y répond qu'en juin 2015 à travers la déclaration du ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius : « Nous accueillons favorablement l'initiative des Nouvelles routes de la soie »<sup>403</sup>. Le début du premier mandat du président français, Emmanuel Macron, qui s'est rendu en Chine en janvier 2018, a été l'occasion de réaffirmer la position française : une participation au BRI mais sous conditions<sup>404</sup>. Aussi, l'exécutif français met-il un point d'honneur à la réciprocité des flux, donc la nécessité de développer des Nouvelles routes de la soie à double sens avec un accès au marché chinois, ainsi qu'au respect de l'environnement, de la transparence et du multilatéralisme (en opposition avec la pratique chinoise des relations internationales).

C'est pourquoi, pour observer ces conditions et composer avec toutes les initiatives multiples autre que chinoise, Emmanuel Macron développe en parallèle une stratégie de politique extérieure française déclinée sur trois axes régionaux prioritaires. Le premier axe porte sur l'Europe et entend faire de la France un leader de l'Union européenne<sup>405</sup>. Le second axe s'articule autour du renforcement du dialogue avec l'Afrique pour en reconstruire le partenariat économique et sécuritaire<sup>406</sup>. Le troisième versant, initié dès 2018 lors de ses visites officielles en Australie et en Nouvelle-Calédonie, est celui du développement d'un « nouvel axe indo-pacifique »<sup>407</sup> fondé sur le dialogue trilatéral voire quadrilatéral entre la France, l'Inde, l'Australie et le Japon pour préserver « les équilibres de la région », mis à mal par la conduite internationale et la montée en puissance militaires chinoises. Par l'approche

---

<<https://www.proparco.fr/fr/actualites/en-ouzbekistan-proparco-finance-un-nouveau-parc-eolien-pour-favoriser-le-developpement>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>403</sup> EKMAN Alice (dir.), « La France face aux nouvelles routes de la soie chinoises », *Études de l'Ifri* [en ligne], Octobre 2018. Disponible sur l'Internet : <[https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/ekman\\_ifri\\_france\\_routes\\_soie\\_2018.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/ekman_ifri_france_routes_soie_2018.pdf)> [consulté le 14/06/2023]

<sup>404</sup> *Ibid.*

<sup>405</sup> GOMART Thomas, HECKER Marc (dir.), « Macron, an I. Quelle politique étrangère ? », *Études de l'Ifri* [en ligne], avril 2018. Disponible sur l'Internet : <[https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/gomart\\_hecker\\_macron\\_an\\_i\\_2018.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/gomart_hecker_macron_an_i_2018.pdf)> [consulté le 14/06/2023]

<sup>406</sup> *Ibid.*

<sup>407</sup> BONDAZ Antoine, « La France, une puissance d'initiatives en Indo-Pacifique », *FRS* [en ligne], [publication du Fonds pour la recherche stratégique (FRS), un think-tank français], n°37, 2022. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.frstrategie.org/publications/notes/france-une-puissance-initiatives-indo-pacifique-2022>> [consulté le 14/06/2023]

multilatérale, la France souhaite prendre part au développement de la libre-circulation dans la région, donnant la dimension économique et de connectivité de la stratégie française.

Ces grandes orientations stratégiques de la politique étrangère du président Macron ont leur importance car elles omettent l'Asie centrale. Cet angle mort de la politique étrangère française est mis en lumière en 2022, sur fond de guerre en Ukraine. En effet, Emmanuel Macron met en œuvre l'initiative de la Communauté politique européenne qui donne une appréciation large de l'euroanéité - incluant jusqu'à l'Azerbaïdjan<sup>408</sup> -, d'une part et la stratégie française, devenue prioritaire, dans l'indo-pacifique - étendant l'aire géographique inclusive jusqu'en Mongolie<sup>409</sup> - pays qui accueille d'ailleurs en mai 2023 Emmanuel Macron (première visite d'un président français en terres mongoles) après le sommet du G7 au Japon<sup>410</sup>. Encerclée à l'Est et à l'Ouest (et même au sud par le Pakistan), l'Asie centrale semble bien être exclue de la vision stratégique du monde du président français, alors même que les enjeux de connectivités figurent parmi le deuxième pilier de la stratégie française en indo-pacifique<sup>411</sup>, région dont l'accès est pourtant convoité par les États centrasiatiques !



*Carte du monde représentant l'exclusion de l'Asie centrale en rouge (dont l'Ouzbékistan en orange) des initiatives françaises de la Communauté politique européenne (en violet clair) et de l'axe indo-pacifique inclusif (en bleu clair).*

Les APD français ne bénéficient pas prioritairement aux pays centrasiatiques - mais plutôt, pour plus de la moitié du montant total, à 18 pays africains et à Haïti<sup>412</sup> -, le partenariat centrasiatique est définitivement relégué, au mieux, au second rang, ainsi qu'il en a été

<sup>408</sup> Voir la page « Qu'est-ce que la Communauté politique européenne ? » sur le site internet Toute l'Europe. Disponible sur l'Internet : <https://www.touteurope.eu/l-ue-dans-le-monde/qu-est-ce-que-la-communaute-politique-europeenne/> [consulté le 14/06/2023]

<sup>409</sup> Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, Direction d'Asie et d'Océanie, « Stratégie française dans l'Indopacifique. "Pour un espace indopacifique inclusif" », [en ligne sur le site de l'Ambassade de France en Australie], 2021. Disponible sur l'Internet : [https://au.ambafrance.org/IMG/pdf/strategie\\_francaise\\_dans\\_l\\_indopacifique\\_cle07e5e3\\_1\\_pdf?13538/4c419983366b2b90b8ed92a6e3ae50af1878cc68](https://au.ambafrance.org/IMG/pdf/strategie_francaise_dans_l_indopacifique_cle07e5e3_1_pdf?13538/4c419983366b2b90b8ed92a6e3ae50af1878cc68) [consulté le 14/06/2023]

<sup>410</sup> « Emmanuel Macron en visite en Mongolie, une première pour un président français », *Le Monde* [en ligne], 21/05/2023. Disponible sur l'Internet : [https://www.lemonde.fr/international/article/2023/05/21/emmanuel-macron-en-visite-en-mongolie-une-premiere-pour-un-president-francais\\_6174223\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2023/05/21/emmanuel-macron-en-visite-en-mongolie-une-premiere-pour-un-president-francais_6174223_3210.html) [consulté le 14/06/2023]

<sup>411</sup> Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, Direction de la communication et de la presse, « La stratégie de la France dans l'Indopacifique », [en ligne sur le site internet de l'Ambassade de France au Japon], 2022. Disponible sur l'Internet : [https://jp.ambafrance.org/IMG/pdf/fr\\_a4\\_indopacifique\\_022022\\_dcp\\_v1-10-web.pdf?29530/8647e9022c50aaacae05e93c2cbfa2ac67b2f2bc](https://jp.ambafrance.org/IMG/pdf/fr_a4_indopacifique_022022_dcp_v1-10-web.pdf?29530/8647e9022c50aaacae05e93c2cbfa2ac67b2f2bc) [consulté le 14/06/2023]

<sup>412</sup> Voir la page « Priorités géographiques » du site du MEAE. Disponible sur l'Internet : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/developpement/priorites-geographiques/> [consulté le 14/06/2023]

historiquement. Les relations avec la France restent trop marginales face à des régions comme la Méditerranée, l'Afrique et l'Asie du Sud-Est, à proximité immédiate, anciennement des colonies françaises ou encore parce que les territoires ultramarins permettent une activité française dans ces régions. Après deux visites en 2018 et 2022 du président ouzbek à l'Élysée et le contexte également difficile pour les États centrasiatiques - entre le ménagement du grand voisin du Nord et la prise de distance, parfois audacieuse<sup>413</sup>, face au contexte ukrainien -, il est à cet égard dommageable qu'un voyage présidentiel n'ait pas eu lieu en retour en Ouzbékistan. Mieux encore, un petit détail - mais significatif - nous donne un aperçu de cet angle mort de la stratégie française dans le monde : la page dédiée à l'Asie centrale sur le site internet du MEAE brille par le blanc qu'elle affiche, restée vierge depuis la mise à jour du site en 2017 - et qui avant n'avait pas été actualisée de toute manière depuis 2010.

Néanmoins, le mois de novembre 2022 a pu donner une inflexion aux considérations stratégiques de la France sur l'Asie centrale. En effet, deux des chefs d'États de l'Asie centrale, qui sont également les deux premiers partenaires économiques de la France dans la région, Chavkat Mirziyoyev pour l'Ouzbékistan et Kassym-Jomart Tokaïev pour le Kazakhstan, se sont déplacés à Paris pour évoquer leur partenariat bilatéral avec Emmanuel Macron. L'entente affichée entre les deux hommes français et ouzbek, dont les deux ambitions réformatrices de leur État respectif peuvent se faire écho, et les signes tout au long l'année 2022 de rapprochement de l'Occident, pourraient favoriser la coopération bilatérale. L'attention française portée à la région s'est confirmée depuis la 1<sup>ère</sup> visite présidentielle de 2018 avec les déplacements successifs des ministres délégués chargé du Commerce extérieur, Franck Riester<sup>414</sup> et Olivier Becht en Ouzbékistan. Le communiqué de presse à la suite de la 2<sup>ème</sup> visite officielle de 2022<sup>415</sup>, plus développé que celui d'octobre 2018<sup>416</sup>, tend à montrer une certaine montée en puissance du partenariat ouzbek en France. Cependant, là-aussi, force est de constater deux poids de mesure. À quelques jours d'intervalle, les deux communiqués de presse de l'Élysée à l'issue des visites officielles des présidents ouzbek et kazakh mettent en

---

<sup>413</sup> LEVYSTONE Michaël, « La guerre en Ukraine vue d'Asie centrale », *Briefings de l'Ifri* [en ligne], Ifri, juillet 2022. Disponible sur l'Internet : <[https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/la\\_guerre\\_en\\_ukraine\\_vue\\_dasie\\_centrale.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/la_guerre_en_ukraine_vue_dasie_centrale.pdf)> [consulté le 14/06/2023]

<sup>414</sup> DG Trésor, « Retour sur le déplacement de Franck Riester en Ouzbékistan : deux protocoles financiers intergouvernementaux portant sur des prêts du Trésor signés », [communiqué de presse en ligne sur le site internet de la DG Trésor], 19 mai 2019. Disponible sur l'Internet : <<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2021/05/19/retour-sur-le-deplacement-de-franck-riester-en-ouzbekistan-deux-protocoles-financiers-intergouvernementaux-portant-sur-des-prets-du-tresor-signes>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>415</sup> Présidence de la République française, Service de presse, « Déclaration conjointe du Président de la République française et du Président de la République d'Ouzbékistan », [communiqué de presse en ligne sur le site internet de la présidence de la République française], 22 novembre 2022. Disponible sur l'Internet : <<https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2022/11/22/declaration-conjointe-du-president-de-la-republique-francaise-et-du-president-de-la-republique-douzbekistan>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>416</sup> Présidence de la République française, Service de presse, « Visite officielle à Paris du Président de la République d'Ouzbékistan, M. Chavkat Mirziyoyev », [communiqué de presse en ligne sur le site internet de la présidence de la République française], 11 octobre 2018. Disponible sur l'Internet : <<https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2018/10/11/visite-officielle-a-paris-du-president-de-la-republique-d-ouzbekistan-m-chavkat-mirziyoyev>> [consulté le 14/06/2023]

évidence que l'Ouzbékistan est un partenaire moins privilégié que son voisin septentrional, le Kazakhstan. Consciente du rôle moteur de l'Ouzbékistan dans la région et soutenant les efforts d'ouverture et de réformes, la France qualifie son partenariat avec l'Ouzbékistan de « global de haut niveau »<sup>417</sup>, quand le partenariat de coopération franco-kazakhstanaise est qualifié, déjà depuis 2008, de « stratégique »<sup>418</sup>, notamment dans le « secteur clé » de l'énergie. Certes, le Kazakhstan est l'un des principaux fournisseurs d'uranium et de pétrole brut de la France et développe dans le cadre européen la production d'hydrogène vert, mais, en outre, il semble être privilégié dans l'approche française en termes de connectivité. Le communiqué de presse pour la visite de Kassym-Jomart Tokaïev fait mention explicite du lancement d'initiatives majeures en matière de transport en Asie Centrale, « en particulier le développement du corridor transcasprien et le projet Global Gateway de l'Union européenne » alors que le communiqué de presse pour la visite de Chavkat Mirziyoyev « félicit[e] le développement des relations entre l'Union européenne et l'Ouzbékistan, [...] la coopération interrégionale, dans le cadre de la stratégie européenne Global Gateway »<sup>419</sup>. Ainsi, la phrase d'Eric Mottet semble se confirmer : « En Asie centrale, l'Ouzbékistan a des projets ambitieux, mais le grand pays reste de très loin le Kazakhstan, qui est complètement intégré au corridor de développement principalement utilisé par les trains chinois »<sup>420</sup>.

### 3.3.3. La France dans les projets européens en Asie centrale : marginalisation de la place de l'Asie centrale et de l'Ouzbékistan dans les enjeux de connectivités européens

Membre fondateur et l'un des pays moteurs de l'Union européenne, la France peut se saisir du cadre européen pour intensifier davantage encore le partenariat avec l'Ouzbékistan. Ne disposant pas des chiffres plus actuels, notons qu'en 2001, dans le cadre de l'UE, la France participe à hauteur de 17% au financement des différents programmes destinés aux pays centrasiatiques, pour un montant total de l'ordre de 25 M EUR<sup>421</sup>. La France a joué un rôle

---

<sup>417</sup> Présidence de la République française, Service de presse, « Déclaration conjointe du Président de la République française et du Président de la République d'Ouzbékistan », *op. cit. supra note 415*, p.107.

<sup>418</sup> Présidence de la République française, Service de presse, « Communiqué conjoint entre la France et le Kazakhstan », [communiqué de presse en ligne sur le site internet de la présidence de la République française], 30 novembre 2022. Disponible sur l'Internet : <<https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2022/11/30/communique-conjoint-entre-la-france-et-le-kazakhstan#:~:text=A%20l'invitation%20du%20Pr%C3%A9sident,29%20et%2030%20novembre%202022.>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>419</sup> Présidence de la République française, Service de presse, « Déclaration conjointe du Président de la République française et du Président de la République d'Ouzbékistan », *op. cit. supra note 415*, p.107.

<sup>420</sup> « Les nouveaux aventuriers du rail », *Cultures Monde* [podcast en ligne], [documentaire radiophonique de France Culture, épisode 3/4. Nouvelles routes de la soie : les rois du fret], 19/01/2022. Disponible sur l'Internet : <<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/cultures-monde/nouvelles-routes-de-la-soie-les-rois-du-fret-6923289>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>421</sup> ESTROSI Christian. « Question N°66323 », [en ligne], 31 décembre 2001. Disponible sur l'Internet : <<https://questions.assemblee-nationale.fr/q11/11-66323QE.htm>> [consulté le 31/05/2023]

dans l'élaboration de la première stratégie UE-Asie centrale pour la période 2007-2014. En effet, avec le retour d'expériences de ses relations établies depuis les indépendances, notamment avec l'Ouzbékistan - que la vive critique contre la répression lors des événements d'Andijan a mis à mal -, la France a adapté pragmatiquement sa stratégie. Tirant les leçons de l'inefficacité d'un dialogue strictement conditionné au progrès dans le domaine des droits de l'Homme, la France a adopté - quoique plus mesurée que l'Allemagne ou l'Italie mais contre la position du R-U et des pays nordiques - une position centriste et pragmatique située entre la primauté de la promotion politique des valeurs de démocratie et l'approche priorisant le domaine économique et le commerce bilatéral<sup>422</sup>. Le lancement de la stratégie de l'UE pour l'Asie centrale en 2007 sous l'impulsion de l'Allemagne doit beaucoup au rôle actif du Représentant spécial de l'UE pour l'Asie centrale, le diplomate français, M. Pierre Morel, nommé en 2006. La présidence française de l'UE (PFUE) en 2008 est le cadre de la mise en oeuvre d'un certain nombre d'instruments multilatéraux et de projets en matière d'amélioration des relations entre l'UE et l'Asie centrale<sup>423</sup>. Elle lance avec l'Allemagne, l'initiative de l'UE en faveur de l'État de droit en Asie centrale et les premiers dialogues sur les droits de l'homme avec les cinq pays de la région (jusqu'alors, ces dialogues n'étaient menés qu'avec le Turkménistan et l'Ouzbékistan)<sup>424</sup>. En outre, la PFUE a organisé le premier forum UE-Asie centrale en septembre 2008, qui a permis de réunir pour la première fois les ministres des affaires étrangères des pays européens et d'Asie centrale, la commissaire européenne chargée des relations extérieures et de la politique de voisinage et le haut représentant de l'UE pour la Politique étrangère et de Sécurité commune<sup>425</sup>. Ainsi, la France fait partie de ces acteurs européens de premier plan en Asie centrale comme l'Allemagne, l'Italie ou le Royaume-Uni mais reste souvent en retrait par rapport à ces derniers. Dix ans plus tard, en 2018, Jean-Yves Le Drian, alors ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, rappelle le cadre d'un tandem franco-européen de l'action française en Ouzbékistan : « la France et l'Union européenne entendent contribuer [en Ouzbékistan], notamment à travers la stratégie sur la connectivité eurasiatique »<sup>426</sup>.

---

<sup>422</sup> LARUELLE Marlène, PEYROUSE Sébastien, *L'Asie centrale, à l'aune de la mondialisation...* op. cit. supra note 68, p.26.

<sup>423</sup> KAYA Emrah, « Un nouvel acteur en Asie centrale : la France [Orta Asya'da Yeni Bir Aktör: Fransa] », *Ankasam* [en ligne], 11/12/2022. Disponible sur l'Internet : <<https://www.ankasam.org/orta-asyada-yeni-bir-aktor-fransa/>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>424</sup> HEINECKE Susann, « France and Central Asia - Time for a new vision ? », *Note de recherche du CIFE* [en ligne], [publication du Centre international de formation européenne], n°73, Juillet 2018. Disponible sur l'Internet : <[https://www.cife.eu/Ressources/FCK/PP73\\_Heinecke\\_France\\_Central\\_Asia\\_Time\\_Vision\\_2018.pdf](https://www.cife.eu/Ressources/FCK/PP73_Heinecke_France_Central_Asia_Time_Vision_2018.pdf)> [consulté le 14/06/2023]

<sup>425</sup> PEYROUSE Sébastien, « France and Central Asia », *EUCAM National Policy Series* [en ligne], [revue électronique du Centre de recherche EU-Central Asian Monitoring (EUCAM)], n°9, novembre 2012, 5 p. Disponible sur l'Internet : <<https://eucentralasia.eu/european-national-policies-series-france-and-central-asia/>> [consulté le 14/06/2023]

<sup>426</sup> Voir la déclaration de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, sur les relations entre la France et l'Ouzbékistan, à Paris le 20 juillet 2018, sur le site internet Vie publique. Disponible sur l'Internet : <<https://www.vie-publique.fr/discours/206395-jean-yves-le-drian-20072018-relations-entre-la-france-et-louzbekistan>> [consulté le 31/05/2023]

Cependant, et par contraste, la PFUE au premier semestre 2022 ne laisse aucune place à une quelconque considération à l'endroit de l'Asie centrale. Le programme de la PFUE établi par Emmanuel Macron, qui s'inscrit dans la mise en œuvre de l'initiative du Global gateway, annoncé l'année précédente, priorise les mêmes aires géographiques que la stratégie française, à savoir l'Afrique, l'indo-pacifique et les Balkans, pour l'Europe<sup>427</sup>. Si, l'Afrique concerne le premier point de la stratégie extérieure de la PFUE, l'indo-pacifique intervient dès le second point, la France souhaitant « port[er] plus spécifiquement sur les enjeux de sécurité et de défense, les enjeux numériques et de connectivité, dans le contexte de l'initiative relative au développement d'infrastructures dans le monde “Global Gateway” »<sup>428</sup>. La PFUE est également marquée par le début de l'invasion militaire russe en Ukraine le 24 février 2022. Les premiers paquets de sanction sont rapidement et efficacement mis en place dans les jours et les mois qui ont suivis, notamment l'embargo presque total (90%) sur le pétrole russe<sup>429</sup>. La PFUE est, à cet égard, un vecteur de main tendue vers les pays de l'ex-URSS qui cherche à s'extraire du giron russe avec l'initiative de la Communauté politique européenne (groupe informelle d'États permettant les discussions de coopération, notamment sur l'énergie, la sécurité, les transports ou encore l'enseignement<sup>430</sup>), le soutien au statut de candidat à l'UE pour l'Ukraine et la Moldavie et les perspectives pour la Géorgie. Mais les pays centrasiatiques ne figurent pas dans les actions impulsées par la PFUE. La PFUE de 2022 semble être un rendez-vous manqué pour les relations bilatérales franco-centrasiatiques.

Enfin, le cadre européen semble insuffisamment exploité pour renforcer le potentiel de coopération avec l'Ouzbékistan. La France, qui se veut un leader européen, gagnerait à s'investir de la mission de renforcer le réflexe Equipe Europe, encore inexistant sur le terrain du moins. En effet, les rencontres des Ambassadeurs européens - quand il y en a - ne concernent pas spécifiquement les perspectives de coopération collégiale. Le SE ne rencontre pas d'entreprises européennes. C'est par exemple un représentant d'une banque espagnole qui s'est manifesté au CSE, lors du sommet sur le Global gateway en Asie centrale à Samarcande.

---

<sup>427</sup> Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, Direction de la communication et de la presse, « La stratégie de la France dans l'Indopacifique », *op. cit. supra note 411*, p.106.

<sup>428</sup> *Ibid.*

<sup>429</sup> Conseil de l'UE, Service de presse, « Agression de la Russie contre l'Ukraine: l'UE adopte un sixième train de sanctions », [communiqué de presse en ligne sur le site du Conseil de l'UE], 03 juin 2022. Disponible sur l'Internet : <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2022/06/03/russia-s-aggression-against-ukraine-eu-adopts-sixth-package-of-sanctions/> [consulte le 14/06/2023]

<sup>430</sup> Voir la page « Qu'est-ce que la Communauté politique européenne ? » sur le site internet Toute l'Europe : <https://www.touteleurope.eu/l-ue-dans-le-monde/qu-est-ce-que-la-communaute-politique-europeenne/>

# Conclusion

Ce présent mémoire présente un aperçu des relations bilatérales franco-ouzbèkes dans le domaine économique depuis l'indépendance de l'Ouzbékistan en 1991 et l'établissement des relations diplomatiques avec la France en 1992. Malgré le manque de profondeur de l'analyse du fait de l'impossibilité d'avoir accès aux notes diplomatiques (accessibles au public seulement 25 ans après) et du fait de la non-diffusion des travaux produits au sein de la DG Trésor, cet historique rappelle les moments clés et les structures des échanges bilatéraux suffisant pour connaître la teneur des enjeux et de l'ampleur des intérêts économiques français en Ouzbékistan. Ainsi, la France a établi, dès l'indépendance, des relations commerciales avec l'Ouzbékistan, dont elle a repéré le potentiel économique, notamment en matière première comme les minerais critiques, les hydrocarbures mais également le coton. Cependant, le régime karimovien, incapable de mener les réformes politiques et économiques attendues dans les années 1990, nuit au climat des affaires nécessaire à l'implantation durable des entreprises françaises et par conséquent à la présence économique française qui décline. Il faut attendre l'arrivée au pouvoir du président ouzbek, Chavkat Mirziyoyev, qui réforme et ouvre son pays à l'international, pour que les relations économiques bilatérales franco-ouzbèkes reprennent un dynamisme. Quoiqu'en constante progression, le volume des échanges commerciaux bilatéraux reste marginal pour la France et secondaire pour l'Ouzbékistan. La France, puissance nucléaire, importe quasiment que de l'uranium ouzbek (l'Ouzbékistan fait partie du top cinq des fournisseurs de la France) et l'Ouzbékistan, quant à lui, achète à la France des produits chimiques, cosmétiques et pharmaceutiques, des machines industrielles et agricoles, du matériel de transport, notamment aéronautique. La partie ouzbèke est cependant désireuse de voir augmenter les investissements français sur son territoire, qui sont aujourd'hui structurés par des grands contrats dans les domaines aéronautique, des services urbains, de l'énergie renouvelable et de l'industrie uranifère ainsi que par la présence de l'AFD. Dans cette optique, les deux parties soulignent le potentiel de la coopération bilatérale, qu'elles conviennent d'intensifier, comme en témoignent les deux rencontres entre les présidents français et ouzbek à l'Élysée en 2018 et 2022. Toutefois, ainsi que le dit François Salviat, CSE de Tachkent, anciennement en poste à Astana, ce n'est pas tout de signer pour de nombreux projets, il faut voir comment ils sont mis en œuvre. C'est là que les difficultés commencent dans un environnement d'affaires centrasiatique compliqué.

Travaillant de concert avec l'Ambassadrice, le service économique, à travers ses trois missions de représentation, de soutien à l'export et d'information, joue un rôle essentiel dans l'animation des relations bilatérales et le suivi des projets français en Ouzbékistan dans le domaine économique. Il est le relais sur le terrain de la diplomatie économique française et participe, par les informations et l'expérience de terrain qu'il fait remonter à la hiérarchie centrale, à définir les stratégies d'action à teneur économique dans le pays d'accueil. Il soutient les entreprises françaises à s'implanter dans le pays, notamment à travers les aides financières mises en place par l'Etat. Ainsi, le SE de Tachkent, rouvert en 2021 dans le contexte dynamique du partenariat avec l'Ouzbékistan, accompagne le renforcement de la coopération économique bilatérale.

Cependant, bien que les cinq dernières années aient justifié l'intérêt marqué de la France pour le partenariat global de haut niveau avec l'Ouzbékistan, ce dernier reste un pays non-prioritaire. La région Asie centrale elle-même est secondaire dans la vision stratégique française du monde et son voisin septentrional lui est préféré. Cette considération stratégique a une influence négative sur la diplomatie économique française en Ouzbékistan. En effet, bicéphale dans son élaboration par le travail conjoint des ministères des Affaires étrangères et de l'Economie et des Finances, la diplomatie française est caractérisée par un fonctionnement institutionnel qui repose opérationnellement sur une galaxie d'acteurs. L'acteur privé est invité dans cette réflexion stratégique en tant que conseiller mais c'est l'investissement politique qui prime et détermine la qualité de l'action économique française. Les très grandes entreprises françaises restent favorisées au détriment des PME/ETI que l'Etat français cherche à internationaliser. En fin de comptes, l'Ouzbékistan n'est pas devenu la tête de pont de la France en Asie centrale, comme en avait formulé le vœu du président Karimov<sup>431</sup>. Il ne l'est toujours pas devenu alors que les initiatives de connectivité foisonnent en Asie centrale.

Depuis 2017 (fin de l'ère Karimov), l'Ouzbékistan a fait de son désenclavement et de son ouverture économique à l'international une priorité. Les puissances étrangères s'insèrent ainsi dans les projets de connectivité dans la région, particulièrement depuis la guerre en Ukraine et les sanctions occidentales contre la Russie qui cristallisent les enjeux de transport international des marchandises et d'approvisionnement énergétique. C'est une opportunité pour les pays centrasiatiques, mis sur le devant de la scène internationale, notamment parce qu'ils sont traversés par les corridors multimodaux, contournant la Russie, à destination de l'Europe depuis l'Asie. Toutefois, sur fond de rivalité géopolitique et de conduite

---

<sup>431</sup> PLARD Émerick, « Le réseau diplomatique français en Asie centrale... », *op. cit. supra note 13*, p.17 : Le président Karimov a proposé à la France qu'elle « puisse disposer d'une sorte de bureau de liaison à Tachkent, qui pourrait couvrir l'ensemble de l'Asie centrale »

internationale différentes des puissances étrangères, les initiatives de connectivité entrent en compétition. La France, présente de longue date sur le sol ouzbek et ayant une expertise convoitée par les autorités ouzbèkes, a des atouts à jouer dans cet environnement concurrentiel. En outre, puissance européenne de premier plan, elle peut s'inscrire pleinement dans les projets européens et multilatéraux, « vzaimovygodnogo sotrudničestva » [de coopération mutuellement bénéfique] - pour reprendre une formule chères aux autorités post-soviétiques, du moins centrasiatiques -, portés en Ouzbékistan.

Une production utile pour compléter ce mémoire pourrait porter sur l'effectivité de la diplomatie économique française en Ouzbékistan - et de manière générale, dans les pays non-priorisés par l'administration centrale. En effet, pourquoi, par exemple, un pays comme l'Italie - qui n'a pas d'attache culturelle, historique ou stratégique particulière avec l'Ouzbékistan - connaîtrait-il un commerce bilatéral plus important en termes de volume que celui de la France avec l'Ouzbékistan ? N'est-il pas envisageable que la diplomatie économique française s'adapte pour ces pays, moins stratégiques du point de vue français, mais désireux de profiter de l'expérience française et des produits français ? Plus portée sur le commerce courant et moins institutionnalisée et encadrée par les grands contrats, la diplomatie économique française ne porterait-elle pas plus de fruits dans les pays non-prioritaires, tout en nécessitant moins d'efforts de haut niveau ? Une expérience personnelle m'a, par exemple, fait considérer l'action décentralisée française. Alors en voyage dans la vallée de Ferghana, j'ai été accueilli par le khokim (comprendre le maire) de la petite ville - quoiqu'en pleine croissance - de Richtan, célèbre dans tout le pays pour ses céramiques, qui m'a fait visiter les principales fabriques et les projets touristiques de la ville. En jumelage avec déjà six villes de différents pays, dont le Japon et l'Allemagne, le khokim a déploré que sa ville n'est pas encore signée de coopération avec une ville française et m'a demandé mon concours. Aujourd'hui, l'Asie centrale compte très peu de projets de coopération décentralisée. C'est pourtant un moyen de plus en plus envisagé pour exporter le savoir-faire et les investissements français à l'étranger tout en nouant des relations favorables au renforcement des coopérations bilatérales avec le pays en question, sans impliquer directement l'administration centrale française. Les réussites de l'AFD en Ouzbékistan laissent penser que son autonomie relative par rapport à l'administration centrale est bénéfique. L'appel du ministre délégué chargé du Commerce extérieur, Olivier Becht, dans un communiqué de presse en format vidéo sur son canal Instagram à l'issue de sa visite en Ouzbékistan en mai dernier, semble s'inscrire dans cette direction. En effet, il a convié les représentants d'entreprises françaises de la délégation qui l'a accompagné à relayer les

opportunités d'affaires en Ouzbékistan, invitant la communauté économique française à s'autonomiser quelque peu. Néanmoins, nous pouvons déjà souligner des potentielles faiblesses d'une décentralisation de la diplomatie économique en Ouzbékistan. En effet, ce pays est marqué encore par une certaine verticalité du pouvoir où l'impulsion vient de l'administration centrale. La visite du président ouzbek en France a montré que ce sont de tels événements qui stimulent les acteurs ouzbeks à faire « des résultats » en tentant de signer le plus de documents possibles au moment de la rencontre présidentielle. Faut-il y voir une administration autoritaire qui contrôle tout et empêche les initiatives à échelon plus bas ou bien une attitude enracinée des échelons plus bas d'attentisme tant qu'aucune pression n'est venue d'en haut pour faire avancer les choses ? Toujours est-il qu'il ne semble pas déraisonnable de penser que les autorités ouzbekes, de même qu'elles l'ont fait au moment de l'établissement des relations diplomatiques, exigent une implication politique en même temps qu'une meilleure implication économique de la part des autorités françaises.

Par ailleurs, étant donné que la diplomatie économique française en Ouzbékistan manque d'une impulsion par une vision stratégique globale des autorités françaises, les acteurs décisionnels de cette stratégie ne devraient-ils pas mieux intégrer le statut de carrefour des pays centrasiatiques comme l'Ouzbékistan ? En s'appuyant sur ses alliés du Caucase d'une part, et de l'Indopacifique comme le Japon et même l'Inde<sup>432</sup> d'autre part, la France pourrait faire de l'Asie centrale, l'Ouzbékistan en particulier, le chaînon manquant pour connecter les deux régions prioritaires, européenne et indo-pacifique, de la vision stratégique française développée sur le plan national et portée à l'échelon européen. En s'impliquant davantage dans les projets multilatéraux de désenclavement de l'Asie centrale, la France a l'occasion d'en faire un hub entre l'indo-pacifique d'une part et l'Europe d'autre part, tout en profitant des opportunités de ce marché dynamique dans des secteurs porteurs. De manière générale, tout en restant réaliste en ne faisant pas de l'Asie centrale une pierre angulaire de sa stratégie étrangère, la France devrait néanmoins dépasser la considération limitée qu'elle a à l'égard de l'Ouzbékistan pour affirmer une présence marquée, quoique modeste et à hauteur de ses possibilités - sans complètement oublier la question des droits de l'Homme. En soutenant des initiatives précises et ponctuelles sur des dossiers porteurs de connectivité (énergie, transport, mais aussi formation professionnelle, santé et environnement), elle pourrait assurer sur un *soft-power* bénéfique dans un pays démographique dynamique.

---

<sup>432</sup> Traditionnellement coupée de l'Asie centrale par le Pamir, et mise en difficulté par sa rivalité avec le Pakistan, l'Inde n'a que très récemment exprimé son intérêt pour la région centrasiatique, d'abord par l'initiative de 2012, Connect Central Asia, puis par une considération pragmatique de prendre part au gazoduc TAPI et au réseau électrique CASA-1000. RACINE Jean-Luc, « Tensions sur le flanc sud : Afghanistan, Pakistan, Inde », Questions internationales (dossier thématique : Asie centrale. Grand jeu ou périphérie, revue de La Documentation française), n°82, novembre-décembre 2016.

# Sources et références bibliographiques

## a) Rapports et documentation officielle

### i) Questions à l'Assemblée nationale

ESTROSI Christian, « Question N°66323 », *Assemblée nationale* [en ligne], 31 Décembre 2001. Disponible sur l'Internet :

<<https://questions.assemblee-nationale.fr/q11/11-66323QE.htm>> [consulté le 31/05/2023]

MARIANI Thierry, « Question n°30108 », *Assemblée nationale* [en ligne], 24/03/2015.

Disponible sur l'Internet : <<https://questions.assemblee-nationale.fr/q14/14-30108OE.htm>> [consulté le 15/05/2023]

PIRES BEAUNE Christine, « Question N° 30828 », *Assemblée nationale* [en ligne], 28/09/2021. Disponible sur l'Internet :

<<https://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-30828QE.htm>> [consulté le 15/05/2023]

### ii) Rapports parlementaires (classement par date)

COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA DÉFENSE ET DES FORCES ARMÉES, « Rapport n°107. Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre la République française et la République d'Ouzbékistan sur la liberté de circulation », *Sénat* [en ligne], 30 novembre 1995. Disponible sur l'Internet :

<[https://www.senat.fr/rap/195-107/195-107\\_mono.html](https://www.senat.fr/rap/195-107/195-107_mono.html)> [consulté le 31/05/2023]

version PDF : <https://www.senat.fr/rap/195-107/195-1071.pdf>

COMMISSION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES. « Rapport d'information n° 412. Le Grand retour de l'Asie centrale », *Sénat* [en ligne], 29 avril 1998. Disponible sur l'Internet :

<[https://www.senat.fr/rap/r97-412/r97-412\\_mono.html](https://www.senat.fr/rap/r97-412/r97-412_mono.html)> [consulté le 31/05/2023]

COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA DÉFENSE ET DES FORCES ARMÉES, « Rapport d'information n° 320. L'Asie centrale, dix ans après les indépendances : quels nouveaux enjeux ? Les exemples du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan », *Sénat* [en ligne], 10 mai 2001. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.senat.fr/rap/r00-320/r00-3200.html>> [consulté le 31/05/2023]

version PDF : <https://www.senat.fr/rap/r00-320/r00-3201.pdf>

COMMISSION DES FINANCES, DE L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE ET DU PLAN, « Rapport d'information n°3283 sur la réforme de la coopération », *Assemblée nationale* [en ligne], 26 septembre 2001. Disponible sur l'internet :

<[https://www.assemblee-nationale.fr/rap-info/i3283.asp#P2204\\_244222](https://www.assemblee-nationale.fr/rap-info/i3283.asp#P2204_244222)> [consulté le 15/04/2023].

COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, « Rapport n° 941, Projet de loi sur la convention fiscale avec l'Ouzbékistan », *Assemblée nationale* [en ligne], 17 juin 2003. Disponible sur l'Internet :

<[https://www.assemblee-nationale.fr/12/rapports/r0941.asp#P162\\_6217](https://www.assemblee-nationale.fr/12/rapports/r0941.asp#P162_6217)> [consulté le 31/05/2023]

De MONTESQUIOU Aymeri, *Vers un nouveau partenariat entre la France et l'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan)*, La documentation Française, Juillet 2005. Disponible sur l'Internet :

<[https://medias.vie-publique.fr/data\\_storage\\_s3/rapport/pdf/054000677.pdf](https://medias.vie-publique.fr/data_storage_s3/rapport/pdf/054000677.pdf)> [consulté le 31/05/2023]

GROUPE D'AMITIÉ FRANCE-OUZBÉKISTAN, « Rapport d'information n°31. Mission en Ouzbékistan », *Assemblée nationale* [en ligne], 2016. Disponible sur l'Internet :

<<https://www2.assemblee-nationale.fr/static/dian/14/dian31-2016.pdf>> [consulté le 31/05/2023]

COMMISSION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES, « Rapport d'information n° 520 (2017-2018), Pour la France, les nouvelles routes de la soie : simple label économique ou nouvel ordre mondial ? », *Sénat*, [en ligne] 30 mai 2018. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.senat.fr/rap/r17-520/r17-520.html>> [consulté le 14/06/2023]

COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, « Rapport sur le projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Ouzbékistan relatif aux services aériens, de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kazakhstan relatif aux services aériens et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire relatif aux services aériens », *Assemblée nationale* [en ligne], 6 février 2019. Disponible sur l'Internet :

<[https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/opendata/RAPPANR5L15B1664.html#\\_Toc256000015](https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/opendata/RAPPANR5L15B1664.html#_Toc256000015)> [consulté le 14/06/2023]

COMMISSION DES FINANCES, « Rapport d'information n°659 sur le réseau des services économiques de la direction générale du Trésor à l'étranger », *Sénat* [en ligne], 2 juin 2021. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.senat.fr/rap/r20-659/r20-6590.html#:~:text=La%20direction%20de%20la%20diplomatie%20%C3%A9conomique%20contribue%2C%20pour%20le%20compte.diplomatique%20%C3%A9conomique%20de%20la%20France>> [Consulté le 31/05/2023]

LE DRIAN Jean-Yves, « Projet de loi N° 4233 sur l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Ouzbékistan relatif aux transports routiers internationaux de voyageurs et de marchandises et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne sur le transport international routier de personnes », *Assemblée nationale* [en ligne], 9 juin 2021. Disponible sur l'Internet :

<[https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/l15b4233\\_projet-loi](https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/l15b4233_projet-loi)> [consulté le 14/06/2023]

COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, « Rapport n°4233, sur le projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Ouzbékistan relatif aux transports routiers internationaux de voyageurs et de marchandises et de l'accord entre le Gouvernement de la République

française et le Gouvernement de la République tunisienne sur le transport international routier de personnes », *Assemblée nationale* [en ligne], 8 février 2022. Disponible sur l'Internet : <[https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion\\_afetr/115b5023\\_rapport-fond#\\_Toc256000004](https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion_afetr/115b5023_rapport-fond#_Toc256000004)> [consulté le 14/06/2023]

COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. « Commerce extérieur et diplomatie économique. Avis sur le projet de loi de finance 2023 n° 337 ». *Assemblée nationale* [en ligne], 19 octobre 2022. Disponible sur l'internet : <[https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/rapports/cion\\_afetr/116b0337-tvi\\_rapport-avis#\\_Toc256000000](https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/rapports/cion_afetr/116b0337-tvi_rapport-avis#_Toc256000000)> [consulté le 15/05/2023].

COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, « Projet de rapport sur l'Ouzbékistan (2022/2195(INI)) », *Parlement européen* [en ligne], 13 mars 2023. Disponible sur l'Internet : <[https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/AFET-PR-740917\\_FR.pdf](https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/AFET-PR-740917_FR.pdf)> [consulté le 14/06/2023]

### iii) Documents officiels

- Provenant des autorités françaises -

« Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, sur les relations culturelles, scientifiques et économiques entre la France et l'Ouzbékistan, Paris le 27 octobre 1993 », [Discours prononcé sur le site internet Vie publique. Disponible sur l'Internet : <<https://www.vie-publique.fr/discours/133606-allocation-de-m-francois-mitterrand-president-d-e-la-republique-sur-le>> [consulté le 31/05/2023]

« Allocution du président François Mitterrand sur la libéralisation de l'économie en Ouzbékistan, la démocratisation, et la coopération économique franco-ouzbèke, Tachkent, le 25 avril 1994 », sur le site internet Vie publique. Disponible sur l'Internet : <<https://www.vie-publique.fr/discours/130785-allocation-de-m-francois-mitterrand-president-d-e-la-republique-sur-la>> [consulté le 31/05/2023]

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, Direction d'Asie et d'Océanie, « Stratégie française dans l'Indopacifique. "Pour un espace indopacifique inclusif" », [en ligne sur le site de l'Ambassade de France en Australie], 2021. Disponible sur l'Internet : <[https://au.ambafrance.org/IMG/pdf/strategie\\_francaise\\_dans\\_l\\_indopacifique\\_cle07e5e3\\_1\\_.pdf?13538/4c419983366b2b90b8ed92a6e3ae50af1878cc68](https://au.ambafrance.org/IMG/pdf/strategie_francaise_dans_l_indopacifique_cle07e5e3_1_.pdf?13538/4c419983366b2b90b8ed92a6e3ae50af1878cc68)> [consulté le 14/06/2023]

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, Direction de la communication et de la presse, « La stratégie de la France dans l'Indopacifique », [en ligne sur le site internet de l'Ambassade de France au Japon], 2022. Disponible sur l'Internet : <[https://jp.ambafrance.org/IMG/pdf/fr\\_a4\\_indopacifique\\_022022\\_dcp\\_v1-10-web.pdf?29530/8647e9022c50aaacae05e93c2cbfa2ac67b2f2bc](https://jp.ambafrance.org/IMG/pdf/fr_a4_indopacifique_022022_dcp_v1-10-web.pdf?29530/8647e9022c50aaacae05e93c2cbfa2ac67b2f2bc)> [consulté le 14/06/2023]

Présidence de la République française, « Relance, puissance, appartenance. Le programme de la présidence française du Conseil de l'Union européenne », [en ligne dans les archives d'Internet, sur le site de la Présidence française de l'UE], 2022. Disponible sur l'Internet : <[https://wayback.archive-it.org/12090/20221120102926/https://presidence-francaise.consilium.europa.eu/media/zeqny1y5/fr\\_programme-pfue-v2-5.pdf](https://wayback.archive-it.org/12090/20221120102926/https://presidence-francaise.consilium.europa.eu/media/zeqny1y5/fr_programme-pfue-v2-5.pdf)> [consulté le 15/05/2023]

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, « Politique française en faveur du développement », [Document de politique transversale (DPT) pour le projet de loi de Finances 2022, téléchargeable en ligne], 2022.

Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Emploi, *Livre blanc sur la modernisation du réseau international du MINEFE*, Paris, juillet 2007, 74 p.

Direction générale du Trésor, « Les relations économiques bilatérales en 2019 », [en ligne sur le site internet de la DG Trésor, page Ouzbékistan], 21 décembre 2020. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/UZ/les-relations-commerciales-bilaterales-avec-l-ouzbekistan>> [consulté le 14/06/2023]

Représentation permanente de la France auprès de l'UE, « L'aide extérieure de l'Union européenne 2014-2020 », [en ligne sur le site de la Représentation permanente de la France auprès de l'UE], mars 2015. Disponible sur l'Internet :

<[https://ue.delegfrance.org/IMG/pdf/150331\\_brochure\\_instruments\\_aide\\_exterieure.pdf?6278/4be5d05db73c75c2a5494f17694c5c4714a4fb96](https://ue.delegfrance.org/IMG/pdf/150331_brochure_instruments_aide_exterieure.pdf?6278/4be5d05db73c75c2a5494f17694c5c4714a4fb96)> [consulté le 14/06/2023]

Service des relations extérieures de l'UE, « EU-Uzbekistan Relations », [en ligne sur le site du Service des relations extérieures de l'UE], mai 2023. Disponible sur l'Internet :

<[https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/documents/2023/EEAS-CA%20FACTSHEET-S-Uzbekistan\\_May23.pdf](https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/documents/2023/EEAS-CA%20FACTSHEET-S-Uzbekistan_May23.pdf)> [consulté le 14/06/2023]

Direction générale du Trésor, Service économique régional de Moscou, « Les nouvelles économiques de l'Eurasie », [en ligne sur le site de la DG Trésor, publications des Services économiques], n°34, décembre 2021. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/4b20d5c7-d5da-451d-8436-92b06e5641dd/file/s/7958c57e-f7e0-4850-a934-e4b089cb8f81>> [consulté le 14/06/2023]

- Provenant des autorités ouzbèkes -

Présidence de la République d'Ouzbékistan, « Yangi O'zbekiston investitsiyalar uchun yanada qulay mamlakatga aylanadi [Le nouvel Ouzbékistan deviendra un pays plus favorable aux investissements] », [communiqué de presse en ligne sur le site de la présidence de la République d'Ouzbékistan], 27/04/2023. Disponible sur l'Internet :

<<https://president.uz/oz/lists/view/6221>> [consulté le 14/06/2023]

Présidence de la République d'Ouzbékistan, « Décret n°UP-4947 sur la stratégie d'actions pour la poursuite du développement de la république d'Ouzbékistan », *Lex.uz* [en ligne], [site regroupant électroniquement toutes les productions législatives de la République d'Ouzbékistan], 07 février 2017. Disponible sur l'Internet :

<<https://lex.uz/docs/3107042#3108076>> [consulté le 14/06/2023]

Présidence de la République d'Ouzbékistan, « Strategiâ razvitiâ Novogo Uzbekistana na 2022 — 2026 gody [Stratégie de développement du Nouvel Ouzbékistan pour 2022-2026] » [en ligne sur le site présidentiel de la République d'Ouzbékistan]. Disponible sur l'Internet :

<[https://president.uz/ru/pages/view/strategy?menu\\_id=144](https://president.uz/ru/pages/view/strategy?menu_id=144)> [consulté le 14/06/2023]

Iqtisodiyot va moliya vazirligi [Ministère ouzbek de l'Economie et des Finances], « Dobrovol'nyj nacional'nyj obzor o realizacii nacional'nyh celej i zadač ustojčivogo razvitiâ Uzbekistana do 2030 goda (vtoroj) [Examen national de la mise en œuvre des objectifs nationaux de développement durable et des cibles de l'Ouzbékistan à l'horizon 2030] », [en ligne], 2023. Disponible sur l'Internet :

<[https://api.mf.uz/media/document\\_files/02\\_05\\_2023ru.pdf](https://api.mf.uz/media/document_files/02_05_2023ru.pdf)> [consulté le 14/06/2023]

- autres provenances -

Ministère japonais des Affaires étrangères, Service de presse, « Annex I. Strengthening Partnership for Peace and Sustainable Development », [en ligne, déclaration du président de la 13<sup>ème</sup> réunion des ministres des Affaires étrangères de l'ASEM (Asia-Europe Meeting)], 21 novembre 2017. Disponible sur l'Internet : <<https://www.mofa.go.jp/files/000309716.pdf>> [consulté le 14/06/2023]

BPIFrance, Direction de l'évaluation des études et de la prospective, « Fiche pays Ouzbékistan », [en ligne], novembre 2022. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.bpifrance.fr/download/media-file/74478>> [consulté le 14/06/2023]

Commission européenne, « The EU and Central Asia: New Opportunities for a Stronger Partnership », [document en ligne adressé conjointement aux Conseil et Parlement européens Bruxelles], 15 mai 2019. Disponible sur l'Internet :

<[https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/joint\\_communication\\_-\\_the\\_eu\\_and\\_central\\_asia\\_-\\_new\\_opportunities\\_for\\_a\\_stronger\\_partnership.pdf](https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/joint_communication_-_the_eu_and_central_asia_-_new_opportunities_for_a_stronger_partnership.pdf)> [consulté le 14/06/2023]

UNCTAD, « World Investment report », [en ligne, dossier sur le site de l'UNCTAD], 2022. Disponible sur l'Internet :

<[https://unctad.org/system/files/official-document/wir2022\\_en.pdf](https://unctad.org/system/files/official-document/wir2022_en.pdf)> [consulté le 14/06/2023]

INTERNATIONAL ENERGY AGENCY, « Uzbekistan 2022 », *Energy Policy Review* [en ligne], [Revue annuelle de l'IEA], 2022. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.iea.org/reports/uzbekistan-2022>> [consulté le 14/06/2023]

Lufthansa Consulting, « Obzor i budušie tendencii aviacionnogo rynka Uzbekistana [Vue d'ensemble et tendances futures du marché de l'aviation en Ouzbékistan] », [en ligne], 19/02/2020. Disponible sur l'Internet sur le site internet de Lufthansa Consulting.

#### vi) Communiqués de presse

- sur le site de l'Élysée et autres sites internet gouvernementaux -

Présidence de la République française, Service de presse, « Communiqué conjoint entre la France et le Kazakhstan », [communiqué de presse en ligne sur le site internet de la présidence de la République française], 30 novembre 2022. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2022/11/30/communique-conjoint-entre-la-france-et-le-kazakhstan#:~:text=A%20l'invitation%20du%20Pr%C3%A9sident,29%20et%2030%20novembre%202022.>>> [consulté le 14/06/2023]

Présidence de la République française, Service de presse, « Visite officielle à Paris du Président de la République d'Ouzbékistan, M. Chavkat Mirziyoïev », [communiqué de presse

en ligne sur le site internet de la présidence de la République française], 11 octobre 2018.

Disponible sur l'Internet :

<<https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2018/10/11/visite-officielle-a-paris-du-president-de-la-republique-d-ouzbekistan-m-chavkat-mirziyoiev>> [consulté le 14/06/2023]

Présidence de la République française, Service de presse, « Déclaration conjointe du Président de la République française et du Président de la République d'Ouzbékistan », [communiqué de presse en ligne sur le site internet de la présidence de la République française], 22 novembre 2022. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2022/11/22/declaration-conjointe-du-president-de-la-republique-francaise-et-du-president-de-la-republique-douzbekistan>> [consulté le 14/06/2023]

Direction générale du Trésor, « Retour sur le déplacement de Franck Riester en Ouzbékistan : deux protocoles financiers intergouvernementaux portant sur des prêts du Trésor signés », [communiqué de presse en ligne sur le site internet de la DG Trésor], 19 mai 2019. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2021/05/19/retour-sur-le-deplacement-de-franck-riester-en-ouzbekistan-deux-protocoles-financiers-intergouvernementaux-portant-sur-des-prêts-du-tresor-signés>> [consulté le 14/06/2023]

- provenant d'agences ou d'entreprises françaises -

Agence française de développement, « L'AFD renforce son partenariat de long terme avec l'Ouzbékistan », [communiqué de presse en ligne sur le site internet de l'AFD], 22 novembre 2022. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.afd.fr/fr/actualites/communiquede-presse/afd-renforce-partenariat-long-terme-ouzbekistan>> [consulté le 14/06/2023]

Airbus, Service de presse, « Uzbekistan Airways commande 12 avions de la famille A320neo », [communiqué de presse en ligne sur le site d'Airbus], 20 février 2023 . Disponible sur l'Internet :

<<https://www.airbus.com/en/newsroom/press-releases/2023-01-uzbekistan-airways-orders-12-a320neo-family-aircraft>> [consulté le 14/06/2023]

Airbus Defence and Space, Service de presse, « Kick-off time for Geoferma Project! », [communiqué de presse en ligne sur le site internet de Airbus Defence and Space], 28 février 2022. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.intelligence-airbusds.com/newsroom/news/samarkand-region-kick-off-time-for-geoferma-project/>> [consulté le 14/06/2023]

Assystem, Service de presse, « Assystem signe un accord avec le Ministère de l'Energie d'Ouzbékistan », [communiqué de presse en ligne sur le site internet de Assystem], 19 juin 2019. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.assystem.com/wp-content/uploads/2023/05/Communiqués-de-presse-assystem-2018-2019.pdf>> [consulté le 31/05/2023]

ATR, Service de presse, « Silk Avia introduit les tout premiers avions ATR en Ouzbékistan », [communiqué de presse en ligne sur le site de ATR], 23 novembre 2022. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.atr-aircraft.com/fr/presspost/silk-avia-introduit-les-tout-premiers-avions-atr-en-ouzbekistan/#:~:text=Paris%2C%20le%2023%20novembre%202022,aupr%C3%A8s%20d'un e%20soci%C3%A9t%C3%A9%20de>> [consulté le 14/06/2023]

JCDecaux, « JCDecaux s'implante en Asie Centrale », [communiqué de presse en ligne sur le site internet de JCDecaux], 31 août 2006. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.jcdecaux.com/fr/press-releases/jcdecaux-simplante-en-asie-centrale>> [consulté le 31/05/2023]

Orano, Service de presse, « La coopération entre Orano et ses partenaires en Ouzbékistan prend une nouvelle envergure », [communiqué de presse en ligne sur le site internet d'Orano], 23 novembre 2022. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.orano.group/fr/actus/actualites-du-groupe/2022/novembre/la-cooperation-entre-orano-et-ses-partenaires-en-ouzbekistan-prend-une-nouvelle-envergure>> [consulté le 14/06/2023]

PROPARCO, « En Ouzbékistan, Proparco finance un nouveau parc éolien pour favoriser le développement des énergies renouvelables », [communiqué de presse en ligne sur le site internet de Proparco], 17 mai 2023. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.proparco.fr/fr/actualites/en-ouzbekistan-proparco-finance-un-nouveau-parc-eolien-pour-favoriser-le-developpement>> [consulté le 14/06/2023]

Total EREN, « TotalEnergies en Ouzbékistan », [présentation en ligne de l'action de Total EREN sur son site internet]. Disponible sur l'Internet :

<<https://totalenergies.com/fr/ouzbekistan>> [consulté le 14/06/2023]

Véolia, Service de presse, « Veolia et la République d'Ouzbékistan signent un accord pour la modernisation du service d'eau de la capitale du pays, Tachkent », [communiqué de presse en ligne sur le site internet de Véolia], 09 octobre 2018. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.veolia.com/fr/cp-veolia-et-la-republique-d-ouzbekistan-signent-un-accord-pour-la-modernisation-du-service-d-eau-de-la-capitale-du-pays-tachkent-0>> [consulté le 14/06/2023]

Voltalia, Service de presse, « Voltalia signe un accord de partenariat innovant de co-développement avec l'Ouzbékistan », [communiqué de presse en ligne sur le site internet de Voltalia], 22 novembre 2022. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.voltalia.com/fr/news-releases/news-release-details/voltalia-signe-un-accord-de-partenariat-innovant-de-co>> [consulté le 14/06/2023]

Voltalia, Service de presse, « En Ouzbékistan, Voltalia remporte le projet solaire Uch-Uchak de 123 mégawatts », [communiqué de presse en ligne sur le site internet de Voltalia], 16 décembre 2022. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.voltalia.com/fr/news-releases/news-release-details/en-ouzbekistan-voltalia-remporte-le-projet-solaire-uch-uchak-de>> [consulté le 14/06/2022]

- provenant de sites internet de l'UE et autres organismes internationaux -

Banque mondiale « Au-delà du commerce, la connectivité internationale est un facteur clé de la croissance économique en Europe et Asie centrale », [communiqué de presse n°2019/ECA/9 en ligne sur le site internet de la Banque mondiale], 05/09/2018. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2018/09/05/connections-beyond-trade-crucial-for-economic-growth-in-europe-and-central-asia-says-world-bank>> [consulté le 14/06/2023]

Commission européenne, Service de presse, « Global Gateway: Team Europe launches two initiatives in Central Asia on energy and on digital connectivity », [communiqué de presse en ligne de la Commission européenne], 18 novembre 2022. Disponible sur l'Internet : <[https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip\\_22\\_6963](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_22_6963)> [consulté le 14/06/2023]

Conseil de l'Union européenne, Service de presse, « Aggression de la Russie contre l'Ukraine: l'UE adopte un sixième train de sanctions », [communiqué de presse en ligne sur le site du Conseil de l'UE], 03 juin 2022. Disponible sur l'Internet : <<https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2022/06/03/russia-s-aggression-against-ukraine-eu-adopts-sixth-package-of-sanctions/>> [consulté le 14/06/2023]

Conseil de l'Union européenne, « Joint press statement by Shavkat Mirziyoyev, President of the Republic of Uzbekistan and Charles Michel, President of the European Council », [communiqué de presse en ligne du Conseil de l'UE], 28 novembre 2022. Disponible sur l'Internet : <<https://www.consilium.europa.eu/bg/press/press-releases/2022/10/28/joint-press-statement-by-shavkat-mirziyoyev-president-of-the-republic-of-uzbekistan-and-charles-michel-president-of-the-european-council/>> [consulté le 14/06/2023]

European Union External Action Service, Press Department, « Central Asia's growing importance globally and for the EU », [en ligne sur le site internet du service d'Action extérieure de l'UE], 20 novembre 2022. Disponible sur l'Internet : <[https://www.eeas.europa.eu/eeas/central-asia%E2%80%99s-growing-importance-globally-and-eu\\_en](https://www.eeas.europa.eu/eeas/central-asia%E2%80%99s-growing-importance-globally-and-eu_en)> [consulté le 14/06/2023]

- provenant de sites gouvernementaux ouzbeks -

Ministerstvo investitsij i vnešnej trgovli Respubliki Uzbekistan, Departament pečati [Ministère de l'Investissement et du Commerce extérieur de la République d'Ouzbékistan, Service de presse], « V aprele v Taškente projdet Uzbeksko-Francuzskij biznes-forum [Tachkent accueillera un forum d'affaires franco-ouzbek en avril] », [communiqué de presse en ligne sur le site du ministère de l'Investissement et du Commerce extérieur de la République d'Ouzbékistan], 14 mars 2023. Disponible sur l'Internet : <<https://miit.uz/ru/news/uzbek-french-business-forum-to-be-held-in-tashkent-in-april>> [consulté le 14/06/2023]

b) Ouvrages de références

BADEL Laurence. *Diplomatie et grands contrats : L'État et les marchés extérieurs au XXe siècle*. Paris, Éditions de la Sorbonne, 2011. Disponible sur l'internet : <http://books.openedition.org/psorbonne/42891>. [consulté le 17/05/2023]

BRUNEAU Michel, *L'Eurasie*. Continent, empire, idéologie ou projet, Paris, CNRS éditions, 2018, 310 p.

DAMIANI Isabella, *Géopolitique de l'Asie centrale : entre Europe et Chine : le cœur de l'Eurasie*, Paris, P.U.F., 2013.

DJALILI Mohammad-Reza, KELLNER Thierry, *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale*, Paris, P.U.F., 2001.

FOURNIAU Vincent, *Transformations soviétique et mémoire en Asie centrale : de l'indigénisation à l'indépendance*, Paris, Les Indes savantes, 2019.

FOURNIAU Vincent, *Histoire de l'Asie centrale*, Paris, P.U.F. (Que sais-je ? N°2821), 1994.

GORSHENINA Svetlana, *Asie centrale : l'invention des frontières et l'héritage russo-soviétique*, CNRS Édition, Paris, 2012.

HOPKIRK Peter, *Le Grand jeu*. Officiers et espions en Asie centrale, 3<sup>e</sup> éd., Paris, Nevicata, 2016, 541 p.

LARUELLE Marlène, PEYROUSE Sébastien, *L'Asie centrale, à l'aune de la mondialisation. une approche géoéconomique*, Paris, Armand Collin, 2010, 219 p.

LARUELLE Marlène, PEYROUSE Sébastien, *Asie centrale, la dérive autoritaire : cinq républiques entre héritage soviétique, islam et dictature*, Paris, Autrement, 2005.

LUKAS Aubin, *Géopolitique de la Russie*, Paris, La Découverte (Grands repères manuels), 2022, 164 p.

POUJOL Catherine, *L'Asie centrale au carrefour des mondes*, Paris, Ellipses, 2013.

POUJOL Catherine, *Ouzbékistan : la croisée des chemins*, Paris, Edition Belin, La documentation française, 2005.

POUJOL Catherine (dir.), *Asie centrale : aux confins des empires, réveil et tumulte*, Paris, Autrement, 1992.

ROUX Jean-Paul, *L'Asie centrale : histoire et civilisations*, Paris, Fayard, 1997.

ROY Olivier, *L'Asie centrale contemporaine*, Paris, P.U.F., 2010.

ROY Olivier, *La nouvelle Asie centrale ou la fabrication des nations*, Paris, Le Seuil, 1997.

THOREZ Julien, *Asie centrale : des indépendances à la mondialisation*, Paris, Ellipses, 2015.

c) Ouvrages universitaires

ASTARITA Claudia, DAMIANI Isabella, « Géopolitique de la nouvelle route de la soie », *Géoéconomie*, vol. 2, n°79, 2016, p. 57-94. Disponible sur l'Internet :  
<<https://www.cairn.info/revue-geoéconomie-2016-2-page-57.htm>> [consulté le 14/06/2023]

BADEL Laurence, « Pour une histoire de la diplomatie économique de la France », Vingtième Siècle. *Revue d'histoire*, [revue historique trimestrielle d'histoire politique et culturelle des presses de Sciences po], vol.2, n°90, 2006, p. 169-185. Disponible sur l'internet :  
<<https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2006-2-page-169.htm>> [consulté le 15/05/2023].

BADEL Laurence, « L'État français et la conquête des marchés extérieurs au XXe siècle », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n° 28, 2008, pp. 133-140. Disponible sur l'internet :  
<<https://www.cairn.info/revue-bulletin-de-l-institut-pierre-renouvin-1-2008-2-page-133.htm>> [consulté le 15/05/2023].

BAŞARAN Doğacan, « EU-Central Asia Connectivity Conference: Global Gateway », *Ankasam* [en ligne], [Ankara Center for Crisis and Policy Studies, think-tank turc], 17 novembre 2022. Disponible sur l'Internet :  
<<https://www.ankasam.org/eu-central-asia-connectivity-conference-global-gateway/?lang=en>> [consulté le 14/06/2023]

BAYOU Céline, « Ouzbékistan : fin de non-recevoir à la proposition russe d'alliance gazière », *Regard sur l'Est* [en ligne], [revue électronique trimestrielle spécialisée sur l'espace post-communiste], 10 décembre 2022. Disponible sur l'Internet :  
<<https://regard-est.com/ouzbekistan-fin-de-non-recevoir-a-la-proposition-russe-dalliance-gaziere>> [consulté le 14/06/2023]

BELLEFONTAINE Sylvain, « Ouzbékistan : réussir une transition multidimensionnelle », in BELLEFONTAINE Sylvain (dir.), *MacroDev*. Panorama semestriel 2022 #2, Paris, Agence française de développement, n°27, septembre 2022, p. 1-11. Disponible sur l'Internet :  
<<https://www.cairn.info/ouzbekistan-reussir-une-transition-multidimensionn--1000000148983-page-1.htm>> [consulté le 14/06/2023]

BERLAT Guillaume, « Le mirage de la diplomatie économique », *Annuaire français des relations internationales*, [publication du Centre Thucydide de l'Université Panthéon-Assas], vol.19, 2018, pp. 377-392. Disponible sur l'Internet :  
<<https://www.afri-ct.org/wp-content/uploads/2019/07/Article-Berlat.pdf>> [consulté le 15/05/2023]

BONDAZ Antoine, « La France, une puissance d'initiatives en Indo-Pacifique », *Note de la FRS* [en ligne], [publication électronique du Fonds pour la recherche stratégique (FRS), un think-tank français], n°37, 2022. Disponible sur l'Internet :  
<<https://www.frstrategie.org/publications/notes/france-une-puissance-initiatives-indo-pacifique-2022>> [consulté le 14/06/2023]

BOONSTRA Jos, « How 'central' is Central Asia in the EU-Asia connectivity strategy? », *EUCAM Watch* [en ligne], [Publication électronique du Centre EU-Central Asia Monitoring (EUCAM)], n°20, 24 janvier 2019. Disponible sur l'Internet :

<<https://eucentralasia.eu/how-central-is-central-asia-in-the-eu-asia-connectivity-strategy/>>  
[consulté le 15/05/2023]

BOUZIDI Abdeldjellil, HARDY Antoine, « La diplomatie économique : une priorité politique pour le prochain quinquennat ? », [en ligne sur le site internet de Terra Nova, un think-tank français], 20 juin 2017. Disponible sur l'Internet :

<[https://tnova.fr/site/assets/files/11844/20062017\\_-\\_diplomatie\\_economique.pdf?10xum](https://tnova.fr/site/assets/files/11844/20062017_-_diplomatie_economique.pdf?10xum)>  
[consulté le 14/06/2023]

BREAULT Yann, JOLICŒUR Pierre, LÉVESQUE Jacques, « Chapitre 10. Ouzbékistan : les ambitions politiques internationales », in BREAULT Yann, JOLICŒUR Pierre, LÉVESQUE Jacques (dir.), *La Russie et son ex-empire*. Reconfiguration géopolitique de l'ancien espace soviétique, Paris, Presses de Sciences Po, « Académique », 2003, p. 241-260. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.cairn.info/la-russie-et-son-ex-empire--9782724609202-page-241.htm>>  
[consulté le 15/05/2023]

CARCANAGUE Samuel, « Désenclaver pour mieux régner ? Rivalité des grandes initiatives régionales en Asie centrale », *Revue internationale et stratégique*, [Revue trimestrielle publiée par l'IRIS (Institut de relations internationales et stratégiques)], vol. 107, n°3, 2017, pp. 123-131. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2017-3-page-123.htm#no5>>  
[consulté le 14/06/2023]

COURMONT Barthélemy, LASSERRE Frédéric, MOTTET Éric, « Les nouvelles routes de la soie, dix ans après », *Futuribles*, [revue bimestrielle francophone de prospective du think-tank du même nom], vol. 2, n°453, 2023, p. 63-75. Disponible sur l'Internet :

<<https://www-cairn-info/revue-futuribles-2023-2-page-63.htm>> [consulté le 16/06/2023]

DADABAEV Timur, DJALILOVA Nigora, « Connectivity, energy, and transportation in Uzbekistan's strategy vis-à-vis Russia, China, South Korea, and Japan », *Asia Europe Journal*, [revue trimestrielle sur l'Asie et l'Europe], n°19, septembre 2021, pp. 105-127.

DENÉCÉ Éric, « Diplomatie économique et compétition des États », *Géoéconomie*, [revue trimestrielle de stratégies économiques internationales des éditions Choiseul], vol. 1, n°56, 2011, p. 71-78. Disponible sur l'internet :

<<https://www.cairn.info/revue-geoéconomie-2011-1-page-71.htm>> [consulté le 15/05/2023].

DOUTRIAUX Yves, « Naissance, essor et difficultés d'une diplomatie économique », in BADIE Bertrand (dir.), *La France, une puissance contrariée*. L'état du monde 2022. Paris, La Découverte, (« État du monde »), 2021, pp. 130-137. Disponible sur l'internet :

<<https://www.cairn.info/la-france-une-puissance-contrariee--9782348069871-page-130.htm>>  
[consulté le 15/05/2023].

DUCLOS Michel, « La politique étrangère d'Emmanuel Macron – architecture et politique », [en ligne sur le site internet de l'Institut Montaigne], 31/08/2018. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.institutmontaigne.org/expressions/la-politique-etrangere-demmanuel-macron-architecture-et-politique>> [consulté le 14/06/2023]

EKMAN Alice (dir.), « La France face aux nouvelles routes de la soie chinoises », *Études de l'Ifri* [en ligne], [Publication électronique de l'Institut français des relations internationales (IFRI)], octobre 2018. Disponible sur l'Internet :  
<[https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/ekman\\_ifri\\_france\\_routes\\_soie\\_2018.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/ekman_ifri_france_routes_soie_2018.pdf)> [consulté le 14/06/2023]

FABIUS Laurent, « La France dans la bataille de la diplomatie économique », *Géoéconomie*, [revue trimestrielle de stratégies économiques internationales des éditions Choiseul], vol. 2, n° 65, 2013, pp. 7-18. Disponible sur l'internet :  
<<https://www.cairn.info/revue-geoéconomie-2013-2-page-7.htm>> [consulté le 15/05/2023].

GALLET Vincent, « La France, l'Europe et l'Initiative la Ceinture et la Route », [en ligne sur le site internet de l'Observatoire Français Nouvelles Routes de la Soie], 02 avril 2021. Disponible sur l'Internet :  
<<https://observatoirenrs.com/2021/04/02/la-france-europe-et-linitiative-la-ceinture-et-la-route/>> [consulté le 14/06/2023]

DE LA GENIÈRE Renaud, « La diplomatie économique de la France dans le dernier demi-siècle », *Politique étrangère*, [revue trimestrielle de l'Institut français des relations internationales (IFRI) sur les questions internationales], n°1, 1986, pp. 153-163.

GOMART Thomas, HECKER Marc (dir.), « Macron, an I. Quelle politique étrangère ? », *Études de l'Ifri* [en ligne], [Publication électronique de l'Institut français des relations internationales (IFRI)], avril 2018. Disponible sur l'Internet :  
<[https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/gomart\\_hecker\\_macron\\_an\\_i\\_2018.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/gomart_hecker_macron_an_i_2018.pdf)> [consulté le 14/06/2023]

HEINECKE Susann, « France and Central Asia - Time for a new vision ? », *Note de recherche du CIFE* [en ligne], [publication électronique du Centre international de formation européenne], n°73, juillet 2018. Disponible sur l'Internet :  
<[https://www.cife.eu/Ressources/FCK/PP73\\_Heinecke\\_France\\_Central\\_Asia\\_Time\\_Vision\\_2018.pdf](https://www.cife.eu/Ressources/FCK/PP73_Heinecke_France_Central_Asia_Time_Vision_2018.pdf)> [consulté le 14/06/2023]

KACPEREK Marcin, « (Re)defining connectivity », Warsaw Institute [en ligne], [publication sur le site de l'Institut de Varsovie], 21 octobre 2020. Disponible sur l'Internet :  
<<https://warsawinstitute.org/redefining-connectivity/>> [consulté le 14/06/2023]

KAMENKA Irène, « Ouzbékistan 2003. Embellie économique, luttes pour le pouvoir et répression », *Le Courrier des pays de l'Est* [Revue mensuelle de La Documentation française, consacrée à la vie économique des pays de l'Europe centrale et orientale et de la Communauté des Etats indépendants (CEI)], vol. 1041, n°1, 2004, pp. 168-179. Disponible sur l'internet :  
<<https://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2004-1-page-168.htm>> [consulté le 15/05/2023].

KAMENKA Irène, « Ouzbékistan 2004. Terrorisme et malaise social », *Le Courrier des pays de l'Est*, [Revue mensuelle de La Documentation française, consacrée à la vie économique des pays de l'Europe centrale et orientale et de la Communauté des Etats indépendants (CEI)], vol. 1047, n°1, 2005, pp. 165-177. Disponible sur l'internet :  
<<https://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2005-1-page-165.htm>> [consulté le 15/05/2023].

KAMENKA Irène, « Ouzbékistan 2005. Dérapages d'une dictature aux abois », *Le Courrier des pays de l'Est*, [Revue mensuelle de La Documentation française, consacrée à la vie économique des pays de l'Europe centrale et orientale et de la Communauté des Etats indépendants (CEI)], vol. 1053, n°1, 2006, pp. 165-178. Disponible sur l'internet : <https://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2006-1-page-165.htm> [consulté le 15/05/2023].

KAMENKA Irène, « Ouzbékistan 2006. Sur la défensive », *Le Courrier des pays de l'Est*, [Revue mensuelle de La Documentation française, consacrée à la vie économique des pays de l'Europe centrale et orientale et de la Communauté des Etats indépendants (CEI)], vol. 1059, n°1-2, 2007, pp. 158-174. Disponible sur l'internet : <https://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2007-1-page-158.htm> [consulté le 15/05/2023]

KARIMOV Aziz, MADIMAROV Abror, « Malaysia as Uzbekistan's Key Partner in Southeast Asia », [en ligne, publication électronique de l'Institute for Strategic and Regional Studies, un institut de recherche ouzbek] 09/03/2021. Disponible sur l'Internet : <https://isrs.uz/en/maqolalar/malajzia-klucevoj-partner-uzbekistana-v-regione-ugo-vostocnoj-azii> [consulté le 14/06/2023]

KASSENOVA Nargis, « Aide au développement : la percée chinoise au Tadjikistan et au Kirghizstan », *Russie.NEI.Visions* [en ligne], [Collection électronique de l'Institut français des relations internationales (IFRI) consacrée à la Russie et aux Nouveaux Etats Indépendants], n°36, janvier 2009. Disponible sur l'Internet : <https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/ifrichinacentralasiakassenovafrajanuary2008.pdf> [consulté le 16/06/2023]

KAYA Emrah, « Un nouvel acteur en Asie centrale : la France [Orta Asya'da Yeni Bir Aktör: Fransa] », *Ankasam* [en ligne], [Ankara Center for Crisis and Policy Studies, think-tank turc], 11 décembre 2022. Disponible sur l'Internet : <https://www.ankasam.org/orta-asyada-yeni-bir-aktor-fransa/> [consulté le 14/06/2023]

KESSLER Marie-Christine, « Chapitre 7. Les politiques publiques bilatérales extérieures », *Les ambassadeurs*, Paris, *Presses de Sciences Po*, (« Académique »), 2012, pp. 289-343. Disponible sur l'Internet : <https://www.cairn.info/les-ambassadeurs--9782724612578-page-289.htm> [consulté le 15/05/2023].

KHALID Adeeb, « L'Islam et l'État post-soviétique en Asie centrale », *Revue internationale et stratégique*, [Revue trimestrielle publiée par l'IRIS (Institut de relations internationales et stratégiques)], vol. 64, n°4, 2006, pp. 101-110.

KHITAKHUNOV Azimzhan, « Transportnaâ strategiâ Uzbekistana: tekûsee razvitie [Stratégie de transport de l'Ouzbékistan : développement actuel] », [en ligne], [Publication électronique de l'Eurasian Research Institute, un Institut de recherche universitaire kazakh], 20/05/2021. Disponible sur l'Internet : <https://www.eurasian-research.org/publication/transport-strategy-of-uzbekistan-current-developments/?lang=ru> [consulté le 14/06/2023]

LARCON Jean-Paul, VADCAR Corinne, « Routes d'échanges Chine-Europe : émergence du corridor transcasprien et enjeux pour l'Union européenne », *Revue internationale et stratégique* [en ligne], [Revue trimestrielle publiée par l'IRIS (Institut de relations internationales et stratégiques)], vol. 128, n° 4, 2022, p. 29-40. Disponible sur l'Internet : <https://www-cairn-info/revue-internationale-et-strategique-2022-4-page-29.htm> [consulté le 06/06/2023]

LASSERRE Frédéric, ALEXEEVA Olga, « Belt and Road Initiative en Asie centrale, coopération ou rivalités entre puissances régionales autour des axes ferroviaires ? », *Paix et sécurité européenne et internationale (PSEI)*, [Revue sur les questions de sécurité européenne et internationale de l'Université Côte d'Azur], n°18, 2022. Disponible sur l'Internet : <https://shs.hal.science/halshs-03739469/document> [consulté le 14/06/2023]

LEVYSTONE Michaël, « Russie – Ouzbékistan : un partenariat renouvelé », in DUBIEN Arnaud (dir.), *Russie 2018. Regards de l'Observatoire franco-russe*, [rapport annuel du centre d'analyse de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) France-Russie], Paris, L'inventaire, novembre 2018, 543 p. Disponible sur l'Internet : <https://fr.obsfr.ru/report/15204/12060/> [consulté le 14/06/2023]

LEVYSTONE Michaël, « 30 ans après la chute de l'URSS : focus sur l'Asie centrale », [en ligne sur la plateforme électronique ArcGIS StoryMaps], juillet 2021. Disponible sur l'Internet : <https://storymaps.arcgis.com/stories/b8353e3a278340579ae152e2fec2cf7c#ref-n-mOWfx1> [consulté le 14/06/2023]

LEVYSTONE Michaël, « Quelles relations bilatérales russo-centrasiatiques ? », *Diploweb : la revue géopolitique* [en ligne], [revue géopolitique électronique], 16 janvier 2022. Disponible sur l'Internet : <https://www.diploweb.com/Quelles-relations-bilaterales-russo-centrasiatiques.html> [consulté le 31/05/2023]

LEVYSTONE Michaël, Israël-Asie centrale : entre intérêts mutuels et facteurs de blocage, *Note de la FRS* [en ligne], [publication électronique du Fonds pour la recherche stratégique (FRS), un think-tank français], n°27, juillet 2022. Disponible sur l'Internet : <https://www.frstrategie.org/publications/notes/israel-asie-centrale-entre-interets-mutuels-facteurs-blocage-2022> [consulté le 14/06/2023]

LEVYSTONE Michaël, « La guerre en Ukraine vue d'Asie centrale », *Briefings de l'Ifri* [en ligne], [Publication électronique de l'Institut français des relations internationales (IFRI)], juillet 2022. Disponible sur l'Internet : [https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/la\\_guerre\\_en\\_ukraine\\_vue\\_dasie\\_centrale.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/la_guerre_en_ukraine_vue_dasie_centrale.pdf) [consulté le 14/06/2023]

LEVYSTONE Michaël, « La connectivité centrasiatique au révélateur des crises internationales. Les transports, l'énergie et l'eau entre interdépendance et désenclavements », *Russies.Nei.Reports* [en ligne], [Collection électronique de l'Institut français des relations internationales (IFRI) consacrée à la Russie et aux Nouveaux Etats Indépendants], n°41, novembre 2022. Disponible sur l'Internet : [https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/levystone\\_connectivite\\_asie\\_centrale\\_2022.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/levystone_connectivite_asie_centrale_2022.pdf) [consulté le 14/06/2023]

LEVYSTONE Michaël, « Outils, perspectives et limites du partenariat turco-centrasiatique », *Confluences Méditerranée*, [revue trimestrielle spécialisée sur le bassin méditerranéen des éditions L'Harmattan], vol. 124, n°1, 2023, pp. 117-128. Disponible sur l'Internet : <https://www-cairn-info/revue-confluences-mediterranee-2023-1-page-117.htm> [consulté le 14/06/2023]

LEVYSTONE Michaël, « Les États-Unis en Asie centrale : un retour éphémère ? », *Politique étrangère*, [revue trimestrielle de l'Institut français des relations internationales (IFRI)], n°1, 2023, p. 151-160. Disponible sur l'Internet : <https://www-cairn-info/revue-politique-etrangere-2023-1-page-151.htm> [consulté le 06/06/2023]

LINCOT Emmanuel, « Où va l'Iran ? Entretien avec Mohammad-Reza DJALILI et Thierry KELLNER », *Asia Focus*, [Collection électronique de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) consacrée à la région asiatique], n°2, octobre 2016. Disponible sur l'Internet : [https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2016/10/Asia-Focus-2-Kellner-Thierry.pdf#\\_xd\\_co\\_f=MmI5MTIkNTVkmWY5MzYwZjNIMTE2ODQ5MTAyNDI4MTU=](https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2016/10/Asia-Focus-2-Kellner-Thierry.pdf#_xd_co_f=MmI5MTIkNTVkmWY5MzYwZjNIMTE2ODQ5MTAyNDI4MTU=) [consulté le 14/06/2023]

DE MONTBRIAL Thierry, « La politique étrangère de la France : un cap pour les trente prochaines années », *Politique étrangère*, [revue trimestrielle de l'Institut français des relations internationales (IFRI)], vol. 4, 2021. Disponible sur l'Internet : [https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/pe4-2021\\_t\\_de\\_montbrial\\_bdc.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/pe4-2021_t_de_montbrial_bdc.pdf) [consulté le 14/06/2023]

MOULIN-MILLET Théophile, « Visite du Président sud-coréen en Asie centrale : à la recherche des koryo saram », *Regard sur l'Est* [en ligne], [revue électronique trimestrielle spécialisée sur l'espace post-communiste], 24 février 2020. Disponible sur l'Internet : <https://regard-est.com/visite-du-president-sud-coreen-en-asie-centrale-a-la-recherche-des-koryo-saram> [consulté le 14/06/2023]

MURASHKIN Nikolay, « Le Japon en Asie centrale : comment concilier intérêts diplomatiques et économiques ? », *Études de l'Ifri* [en ligne], [Publication électronique de l'Institut français des relations internationales (IFRI)], avril 2019. Disponible sur l'Internet : [https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/murashkin\\_japan\\_central\\_asia\\_diplomacy\\_2019.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/murashkin_japan_central_asia_diplomacy_2019.pdf) [consulté le 14/06/2023]

PASQUIER Daniel, « Redistribution des cartes en Asie centrale (2/2) - Turquie, Iran et États-Unis », *Revue Défense Nationale* [en ligne], [revue mensuelle française spécialisée sur les thématiques la stratégie et la défense], vol. 858, n°3, 2023, p. 109-114. Disponible sur l'Internet : <https://www-cairn-info.faraway.parisnanterre.fr/revue-defense-nationale-2023-3-page-109.htm> [consulté le 06/06/2023]

PEYROUSE Sébastien, « Le tournant ouzbek de 2005. Éléments d'interprétation de l'insurrection d'Andijan », *Revue internationale et stratégique*, [Revue trimestrielle publiée par l'IRIS (Institut de relations internationales et stratégiques)], vol. 4, n°64, 2006, p. 79-88. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2006-4-page-79.htm>> [consulté le 15/05/2023]

PEYROUSE Sébastien, « Central Asia's Growing Partnership with China », [en ligne], [Publication électronique du Centre EU-Central Asia Monitoring (EUCAM)], octobre 2009, 13 p.

PEYROUSE Sébastien, « France and Central Asia », *EUCAM National Policy Series* [en ligne], [Revue électronique du Centre de recherche EU-Central Asian Monitoring (EUCAM)], n°9, novembre 2012, 5 p. Disponible sur l'Internet : <<https://eucentralasia.eu/european-national-policies-series-france-and-central-asia/>> [consulté le 14/06/2023]

PLARD Émerick. « Le réseau diplomatique français en Asie centrale postsoviétique : analyse comparative de son développement dans les années 1990 », *Thèse de doctorat en histoire*, sous la direction de TISSIER Michel, Université Rennes 2, 2021, 201 p. Disponible sur l'Internet : <<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-03447076>> [consulté le 31/05/2023]

RABALLAND Gaël, « L'Asie centrale, au-delà du Grand Jeu ? Vers de petits jeux ? », *Monde chinois*, [Revue trimestrielle des éditions ESKA consacré à la Chine, Taïwan, Hong Kong et Singapour], vol. 4, n°36, 2013, p. 125-127. Disponible sur l'internet : <<https://www.cairn.info/revue-monde-chinois-2013-4-page-125.htm>> [consulté le 15/05/2023].

RABALLAND Gaël, ZINS Max-Jean (dir.), « La question de l'enclavement en Asie centrale », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, [Revue semestrielle des éditions Association Afemoti consacrée à l'étude de la région qui s'étend de l'Europe du Sud à l'Asie centrale en passant par le Moyen-Orient et le Caucase], n°35, 2003, 305 p. Disponible sur l'Internet : <[https://www.persee.fr/issue/cemot\\_0764-9878\\_2003\\_num\\_35\\_1?sectionId=cemot\\_0764-9878\\_2003\\_num\\_35\\_1\\_1682](https://www.persee.fr/issue/cemot_0764-9878_2003_num_35_1?sectionId=cemot_0764-9878_2003_num_35_1_1682)> [consulté le 14/06/2023]

RACINE Jean-Luc, « Tensions sur le flanc sud : Afghanistan, Pakistan, Inde », *Questions internationales* (dossier thématique : Asie centrale. Grand jeu ou périphérie, revue de La Documentation française), n°82, novembre-décembre 2016.

SILVESTRE DE SACY Antoine-Isaac. « Mémoire sur une correspondance inédite de Tamerlan avec Charles VI », *Histoire et mémoires de l'Institut royal de France*, t. 6, 1822. pp. 470-522. Disponible sur l'Internet : <[https://www.persee.fr/doc/minf\\_1267-8996\\_1822\\_num\\_6\\_1\\_1201](https://www.persee.fr/doc/minf_1267-8996_1822_num_6_1_1201)> [consulté le 31/05/2023]

SOLLOGOUB Tania, PASQUET Thierry, « L'impact de l'initiative chinoise "Belt and Road" en Asie centrale : le bel avenir de la géoéconomie », in DE TINGUY Anne (dir.), *Les Etudes du CERI* (« Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2018 »), n° 241-242, février 2019. Disponible sur l'Internet : <[https://web.archive.org/web/20220326183028id\\_/https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03393723/document](https://web.archive.org/web/20220326183028id_/https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03393723/document)> [consulté le 14/06/2023]

SOURDON Jacques, « Quelle stratégie japonaise en Asie centrale ? », *Regard sur l'Est* [en ligne], [revue électronique trimestrielle spécialisée sur l'espace post-communiste], 20 janvier 2020. Disponible sur l'internet :

<<https://regard-est.com/quelle-strategie-japonaise-en-asie-centrale>> [consulté le 14/06/2023].

d) Articles de presse

- Articles d'agences de presse -

GOGBEU Jean-Marc, « L'Egypte et l'Ouzbékistan renforcent leur coopération à travers de nouveaux projets d'investissement », *Agence Ecofin* [en ligne], [agence d'information économique africaine], 21/02/2023. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.agenceecofin.com/cooperation/2102-105722-legypte-et-louzbekistan-renforcent-leur-cooperation-a-travers-de-nouveaux-projets-dinvestissement>> [consulté le 14/06/2023]

« La Chine a mobilisé 932 milliards \$ pour “l’initiative nouvelles routes de la soie” depuis 2013 », *Agence Ecofin* [en ligne], [agence d'information économique africaine], 29/07/2022. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.agenceecofin.com/actualites/2907-100191-la-chine-a-mobilise-932-milliards-po-ur-l-initiative-nouvelles-routes-de-la-soie-depuis-2013>> [consulté le 14/06/2023]

KOBIELA Vita, « Vzglâd iz Bel'gii: S Uzbekistanom, polnom “Samarkandskogo duha”, Franciâ gotova rabotat' [Vue de Belgique : la France est prête à travailler avec l'Ouzbékistan plein de "l'esprit de Samarcande"] », *Dunyo* [en ligne], [Agence de presse du ministère des Affaires étrangères de la République d'Ouzbékistan], 23/11/2022. Disponible sur l'Internet :

<[https://dunyo.info/ru/site/inner/vzglyad\\_iz\\_belygii\\_s\\_uzbekistanom\\_polnom\\_samarkandsko\\_go\\_duha\\_frantsiya\\_gotova\\_rabotaty-kLE](https://dunyo.info/ru/site/inner/vzglyad_iz_belygii_s_uzbekistanom_polnom_samarkandsko_go_duha_frantsiya_gotova_rabotaty-kLE)> [consulté le 14/05/2023]

« Postavki rossijskogo gaza v Uzbekistan zaplanirovany na četvertyj kvartal 2023 goda [Les livraisons de gaz russe à l'Ouzbékistan sont prévues pour le quatrième trimestre de 2023] », *Fergana* [en ligne], [Agence de presse russe dédiée à l'Asie centrale], 16/06/2023. Disponible sur l'Internet : <<https://fergana.media/news/130473/>> [consulté le 16/06/2023]

« Novyi etap partnerstva “Ouzbekistan-Evrosoyouz” [Nouvelle étape du partenariat "Ouzbékistan - Union européenne"] », *Kabar* [en ligne], [agence de presse kirghize], 26/05/2023. Disponible sur l'Internet :

<<https://kabar.kg/news/novyi-etap-partnerstva-uzbekistan-evrosiuz/>> [consulté le 14/06/2023]

DUPUY Emmanuel, MAHMUDOV Elyar, JURAIEV Saifiddin, « Uzbejsko-frantsuzskied otnosheniya : novoe izmerenie (vtoraya tchast') [Relations franco-ouzbèkes : une nouvelle dimension (deuxième partie)] », *UzA* [en ligne], [Agence nationale de presse d'Ouzbékistan], 25/08/2020. Disponible sur l'Internet :

<<https://uza.uz/ru/posts/uzbejsko-frantsuzskied-otnosheniya-novoe-izmerenie--25-08-2020>> [consulté le 14/06/2023]

- Articles signés -

BOSTNAVARON François, « L'Ouzbékistan, au fil du temps », *Le Monde* [en ligne], [journal quotidien français], 20/06/2019. Disponible sur l'Internet :

<[https://www.lemonde.fr/m-styles/article/2019/06/20/l-ouzbekistan-au-fil-du-temps\\_5479046\\_4497319.html](https://www.lemonde.fr/m-styles/article/2019/06/20/l-ouzbekistan-au-fil-du-temps_5479046_4497319.html)> [consulté le 14/06/2023]

COLLET Emma, « L'Ouzbékistan adopte une nouvelle stratégie pour le développement énergétique », *Novastan* [en ligne], [média électronique franco-allemand consacré à l'Asie centrale], 11/05/2020. Disponible sur l'Internet :

<<https://novastan.org/fr/ouzbekistan/louzbekistan-adopte-une-nouvelle-strategie-pour-le-developpement-energetique/>> [consulté le 14/06/2023]

COLLET Emma, « La diplomatie européenne s'active en Asie centrale », *Novastan* [en ligne], [média électronique franco-allemand consacré à l'Asie centrale], 07/12/2022.

Disponible sur l'Internet :

<<https://novastan.org/fr/decryptage/la-diplomatie-europeenne-sactive-en-asie-centrale/>> [consulté le 06/06/2023]

COLLET Emma, « La Russie a-t-elle réussi à faire de l'Asie centrale un allié en 2022 ? », *Novastan* [en ligne], [média électronique franco-allemand consacré à l'Asie centrale], *Novastan*, 20/01/2023. Disponible sur l'Internet :

<<https://novastan.org/fr/decryptage/la-russie-a-t-elle-reussi-a-faire-de-lasie-centrale-un-allie-en-2022/>> [consulté le 14/06/2023]

COLLET Emma, « Sanctions contre la Russie : l'Asie centrale dans le viseur des Occidentaux », *Novastan* [en ligne], [média électronique franco-allemand consacré à l'Asie centrale], 28/05/2023. Disponible sur l'Internet :

<<https://novastan.org/fr/economie/sanctions-contre-la-russie-lasie-centrale-dans-le-viseur-des-occidentaux/>> [consulté le 14/06/2023]

COLOMBIER Etienne, « Les produits ouzbeks obtiennent un accès privilégié à l'Union européenne », *Novastan* [en ligne], [média électronique franco-allemand consacré à l'Asie centrale], 09/04/2021. Disponible sur l'Internet :

<<https://novastan.org/fr/europe-et-asie-centrale/les-produits-ouzbeks-obtiennent-un-acces-privilegie-a-lunion-europeenne/>> [consulté le 31/05/2023]

CREUSILLET Sophie, « France-Ouzbékistan : moisson d'accords lors de la visite du président Shavkat Mirziyoyev en France », *Le Moci* [en ligne], [Moniteur du Commerce international, revue spécialisée dans le secteur du commerce extérieur], 05/12/2022.

Disponible sur l'Internet :

<<https://www.lemoci.com/france-ouzbekistan-moisson-daccords-lors-de-la-visite-du-president-shavkat-mirziyoyev-en-france/>> [consulté le 31/05/2023]

DUPARC Agathe, « Le combat de Mutabar Tadjibaeva, survivante des geôles de Tachkent », *Le Monde* [en ligne], [journal quotidien français], 24/11/2008. Disponible sur l'Internet :

<[https://www.lemonde.fr/asia-pacifique/article/2008/11/24/le-combat-de-mutabar-tadjibaeva-survivante-des-geoles-de-tachkent\\_1122352\\_3216.html](https://www.lemonde.fr/asia-pacifique/article/2008/11/24/le-combat-de-mutabar-tadjibaeva-survivante-des-geoles-de-tachkent_1122352_3216.html)> [consulté le 15/05/2023]

GALLICHER Bertrand, « Projet "Global Gateway" : l'Europe veut contrer l'expansionnisme chinois », *Franceinfo* [en ligne], [radio publique d'information française], 01/12/2021.

Disponible sur l'Internet :

<[https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/un-monde-d-avance/projet-global-gateway-leurope-veut-contrer-l-expansionnisme-chinois\\_4847851.html](https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/un-monde-d-avance/projet-global-gateway-leurope-veut-contrer-l-expansionnisme-chinois_4847851.html)> [consulté le 14/06/2023]

GOTEV Georgi, « L'Ouzbékistan célèbre le 30e anniversaire de son indépendance en espérant une nouvelle "Renaissance" », *Euractiv* [en ligne], [média électronique paneuropéen spécialisé dans les politiques européennes], 31/08/2021. Disponible sur l'Internet : <https://www.euractiv.fr/section/l-europe-dans-le-monde/news/louzbekistan-celebre-le-30e-anniversaire-de-son-independance-en-espérant-une-nouvelle-renaissance/> [consulté le 14/06/2023]

De GRANDI Michel, « Les entreprises françaises font leur entrée en Ouzbékistan », *Les Échos* [en ligne], [journal quotidien français d'information économique et financière], 30/06/1995. Disponible sur l'Internet : <https://www.lesechos.fr/1995/06/les-entreprises-francaises-font-leur-entree-en-ouzbekistan-861336> [consulté le 31/05/2023]

GILGUY Christine, « L'Ouzbékistan, nouvel eldorado pour les entreprises françaises », *Le Moci* [en ligne], [Moniteur du Commerce international, revue spécialisée dans le secteur du commerce extérieur], 14/01/2021. Disponible sur l'Internet : <https://www.lemoci.com/ouzbekistan-nouvel-eldorado-pour-les-entreprises-francaises/> [consulté le 15/05/2023]

GILGUY Christine, « Entreprises : MND décroche l'or en Ouzbékistan grâce à une offre globale », *Le Moci* [en ligne], [Moniteur du Commerce international, revue spécialisée dans le secteur du commerce extérieur], 28/03/2023. Disponible sur l'Internet : <https://www.lemoci.com/entreprises-mnd-decroche-le-contrat-dequipement-dun-site-de-montagne-en-ouzbekistan-grace-a-une-offre-globale/> [consulté le 14/05/2023]

FOURCADIS Henri, « Ouzbékistan : une large réforme du secteur privé pour doper la modernisation du pays », *Le Courrier de l'Atlas* [en ligne], [magazine mensuel français spécialisé sur les questions relatives au Maghreb en Europe], 23/04/2023. Disponible sur l'Internet : <https://www.lecourrierdelatlas.com/ouzbekistan-une-large-reforme-du-secteur-prive-pour-doper-la-modernisation-du-pays/> [consulté le 14/06/2023]

KHIDIROV Kabin, « Les efforts visant à créer une infrastructure complète en Ouzbékistan activent les relations commerciales [O'zbekistonda yaxlit infratuzilmani shakllantirish yo'lidagi sa'y-harakatlar savdo-sotiq aloqalarini faollashtirmoqda] », *Kun.uz* [en ligne], [journal électronique quotidien ouzbek] 11/04/2017. Disponible sur l'Internet : <https://kun.uz/uz/news/2017/04/11/uzbekistonda-ahlit-infratuzilmani-sakllantiris-julidagi-saj-arakatlar-savdo-sotik-alokalarini-faollastirmokda> [consulté le 14/06/2023]

LARCON Jean-Paul, « La guerre en Ukraine transforme la carte des routes commerciales Chine-Europe », *The Conversation* [en ligne], [média électronique australien proposant du contenu issu de travaux universitaires], 29/08/2022, disponible sur l'Internet : <https://theconversation.com/la-guerre-en-ukraine-transforme-la-carte-des-routes-commerciales-chine-europe-189350> [consulté le 14/06/2023]

LARGUE Pamela, « EDF consortium wins tender for combined cycle plant in Uzbekistan », *Power Engineering International* [en ligne], [média électronique spécialisé sur l'énergie], 22/11/2022. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.powerengineeringint.com/gas-oil-fired/edf-consortium-wins-tender-for-combined-cycle-plant-in-uzbekistan/>> [consulté le 14/06/2023]

LAVOLLAY Lorraine, « Économie, culture, tourisme : entre l'Ouzbékistan et la France, des collaborations multiples », *Novastan* [en ligne], [média électronique franco-allemand consacré à l'Asie centrale], 05/11/2020. Disponible sur l'Internet :

<<https://novastan.org/fr/europe-et-asie-centrale/economie-culture-tourisme-entre-louzbekistan-et-la-france-des-collaborations-multiples/>> [consulté le 31/05/2023].

LAZARE Françoise, « Le président de l'Ouzbékistan vante la transition lente vers le marché », *Le Monde* [en ligne], [journal quotidien français], 26/05/1996. Disponible sur l'Internet :

<[https://www.lemonde.fr/archives/article/1996/04/26/le-president-de-l-ouzbekistan-vante-la-transition-lente-vers-le-marche\\_3735242\\_1819218.html?xtmc=ouzbekistan&xtcr=1553](https://www.lemonde.fr/archives/article/1996/04/26/le-president-de-l-ouzbekistan-vante-la-transition-lente-vers-le-marche_3735242_1819218.html?xtmc=ouzbekistan&xtcr=1553)> [consulté le 15/05/2023]

LOCTIER Denis, « Les ambitions de l'Ouzbékistan dans le transport international et l'énergie », *Euronews* [en ligne], [chaîne de télévision pan-européenne multilingue d'information internationale], 12/11/2020. Disponible sur l'Internet :

<<https://fr.euronews.com/next/2020/11/12/les-ambitions-de-l-ouzbekistan-dans-le-transport-et-la-logistique>> [consulté le 14/06/2023]

LONJON Jérémy, « L'Ouzbékistan annule les visas pour les citoyens de sept pays », *Novastan* [en ligne], [média électronique franco-allemand consacré à l'Asie centrale], 04/03/2018. Disponible sur l'Internet :

<<https://novastan.org/fr/ouzbekistan/louzbekistan-annule-les-visas-pour-les-citoyens-de-sept-pays/>> [consulté le 14/06/2023]

MALOVIC Dorian, « La Chine veut promouvoir “une amitié éternelle” avec l'Asie centrale », *La Croix* [en ligne], [journal quotidien français], 20/05/2023. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.la-croix.com/Monde/Chine-veut-promouvoir-une-amitie-eternelle-lAsie-centrale-2023-05-20-1201268055>> [consulté le 14/06/2023]

MAZUIR Manon, « Les pays du golfe Persique investissent en Asie centrale », *Novastan* [en ligne], [média électronique franco-allemand consacré à l'Asie centrale], 30/11/2019. Disponible sur l'Internet :

<<https://novastan.org/fr/kirghizstan/les-pays-du-golfe-persique-investissent-en-asie-centrale/>> [consulté le 14/06/2023]

MORVAN Lucas, « Les initiatives de l'Iran en Ouzbékistan : un miroir de ses relations avec l'Asie centrale », *Novastan* [en ligne], [média électronique franco-allemand consacré à l'Asie centrale], 17/05/2023. Disponible sur l'Internet :

<<https://novastan.org/fr/ouzbekistan/les-initiatives-de-liran-en-ouzbekistan-un-miroir-de-ses-relations-avec-lasie-centrale/>> [consulté le 14/06/2023]

MIRZIYOÏEV Chavkat, « “L'esprit de Samarcande” ou la construction d'un nouveau format de coopération internationale ». *L'Opinion* [en ligne], [quotidien français pro-européen], 12/09/2022. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.lopinion.fr/international/lesprit-de-samarcande-ou-la-construction-dun-nouveau-format-de-cooperation-internationale-la-tribune-de-shavkat-mirziyoyev-president-de-la-republique-douzbekistan>> [consulté le 14/06/2023]

MULLER Sébastien, « Qu'attendre de la visite du Président de l'Ouzbékistan à Paris ? », *Le Caucase* [en ligne], [média électronique consacré à la région Caucase], 08/10/2018. Disponible sur l'Internet : <https://www.le-caucase.com/2018/10/08/ouzbekistan-mirziyoyev-a-paris/> [consulté le 15/05/2023]

OBID Khakimov, « De nouvelles opportunités pour la France en coopération avec le Nouvel Ouzbékistan (2/5) », *Le Spectacle du Monde* [en ligne], [revue trimestrielle politique et géopolitique proche de l'extrême-droite], 20/11/2023. Disponible sur l'Internet : <https://lespectacledumonde.fr/economie/de-nouvelles-opportunités-pour-la-france-en-coopération-avec-le-nouvel-ouzbekistan-2-5/> [consulté le 14/06/2023]

OUAKNINE Jonathan, « L'automobile en Ouzbékistan », *Leblogauto.com* [en ligne], [blog électronique spécialisé sur le secteur automobile], 25/10/2015. Disponible sur l'Internet : <https://www.leblogauto.com/actualite/lautomobile-en-ouzbekistan-46129> [consulté le 14/06/2023]

POLO Jean-François, « Asie centrale : les Français commencent à combler leur retard », *Les Échos* [en ligne], [journal quotidien français d'information économique et financière], 29/05/1998. Disponible sur l'Internet : <https://www.lesechos.fr/1998/05/asie-centrale-les-francais-commencent-a-combler-leur-retard-792997> [consulté le 31/05/2023]

POLONSKAYA Galina, « L'Ouzbékistan, acteur-clé des connexions entre Asie centrale et du Sud », *Euronews* [en ligne], [chaîne de télévision pan-européenne multilingue d'information internationale], 23/07/2023. Disponible sur l'Internet : <https://fr.euronews.com/next/2021/07/22/l-ouzbekistan-acteur-cle-des-connexions-entre-asie-centrale-et-du-sud> [consulté le 14/06/2023]

PONCELET Anne, « Le Kirghizstan et l'Ouzbékistan délimitent leur frontière commune, un signe de détente dans une région instable », *rtbf* [en ligne], [Radio-télévision belge de la Communauté française], 27 janvier 2023. Disponible sur l'Internet : <https://www.rtbf.be/article/le-kirghizstan-et-louzbekistan-delimitent-leur-frontiere-commune-un-signe-de-detente-dans-une-region-instable-11143446> [consulté le 14/06/2023]

PUYO Mathis, « EDF va construire une centrale hydroélectrique en Ouzbékistan », *Novastan* [en ligne], [média électronique franco-allemand consacré à l'Asie centrale], 25/05/2021. Disponible sur l'Internet : <https://novastan.org/fr/ouzbekistan/edf-va-construire-une-centrale-hydroelectrique-en-ouzbekistan/> [consulté le 14/06/2023]

SEMO Marc, « La revue "Politique étrangère" appelle la France à trouver sa "grande stratégie" », *Le Monde* [en ligne], [journal quotidien français], 21/01/2022. Disponible sur l'Internet : [https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/01/21/la-revue-politique-etrangere-appelle-la-france-a-trouver-sa-grande-strategie\\_6110427\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/01/21/la-revue-politique-etrangere-appelle-la-france-a-trouver-sa-grande-strategie_6110427_3232.html) [consulté le 14/06/2023]

VANIER Léane, « Sommet Asie centrale – Union européenne: la coopération est au rendez-vous au Kirghizstan », *Novastan* [en ligne], [média électronique franco-allemand consacré à l'Asie centrale], 10/06/2023. Disponible sur l'Internet :  
<<https://novastan.org/fr/europe-et-asie-centrale/sommet-asie-centrale-union-europeenne-la-cooperation-est-au-rendez-vous-au-kirghizstan/>> [consulté le 14/06/2023]

VÉDRINE Hubert, « La France pratique la diplomatie économique sur tous les fronts », *La Tribune*, [journal quotidien économique et financier], 27/04/1998. Disponible sur l'internet :  
<<https://www.vie-publique.fr/discours/253859-hubert-vedrine-27041998-action-diplomatique-de-la-france>> [consulté le 15/05/2023].

ZUNZ Steven, « Les enjeux de la diplomatie économique et du soutien aux entreprises françaises exportatrices », *Les Échos* [en ligne], [journal quotidien français d'information économique et financière], 28/10/2018. Disponible sur l'Internet :  
<<https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/les-enjeux-de-la-diplomatie-economique-et-du-soutien-aux-entreprises-francaises-exportatrices-1010020>> [Consulté le 31/05/2023]

- Articles français non signés, classés par nom de média -

« Énergie. Une alliance gazière avec la Russie ? Le Kazakhstan et l'Ouzbékistan “ne pourront pas refuser” », *Le Courrier international* [en ligne], [hebdomadaire français d'information constitué d'articles de médias étrangers traduits], 24/01/2023. Disponible sur l'Internet :  
<<https://www.courrierinternational.com/article/energie-une-alliance-gaziere-avec-la-russie-le-kazakhstan-et-l-ouzbekistan-ne-pourront-pas-refuser>> [consulté le 14/06/2023]

« Traités. Entre le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, une alliance et un “avenir commun” », *Courrier international* [en ligne], [hebdomadaire français d'information constitué d'articles de médias étrangers traduits], 23/06/2023. Disponible sur l'Internet :  
<<https://www.courrierinternational.com/article/traites-entre-le-kazakhstan-et-l-ouzbekistan-un-e-alliance-et-un-avenir-commun>> [consulté le 14/06/2023]

« Les nouveaux aventuriers du rail », *Cultures Monde* [podcast en ligne], [documentaire radiophonique de France Culture, épisode 3/4. Nouvelles routes de la soie : les rois du fret], 19/01/2022. Disponible sur l'Internet :  
<<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/cultures-monde/nouvelles-routes-de-la-soie-les-rois-du-fret-6923289>> [consulté le 14/06/2023]

« Emmanuel Macron accueille le président Kazakh Tokaïev et pousse l'Europe en Asie centrale », *Euractiv* [en ligne], [média électronique paneuropéen spécialisé dans les politiques européennes], 28 nov. 2022. Disponible sur l'Internet :  
<<https://www.euractiv.fr/section/l-europe-dans-le-monde/news/emmanuel-macron-accueille-le-president-kazakh-tokaiev-et-pousse-leurope-en-asie-centrale/>> [consulté le 14/06/2023]

« Corruption en Asie centrale: Systra paie 7,5 millions d'euros d'amende pour éviter des poursuites », *Le Figaro* [en ligne], [journal quotidien français], 13/07/2021. Disponible sur l'Internet :  
<<https://www.lefigaro.fr/flash-eco/corruption-en-asie-centrale-systra-paie-7-5-millions-d-euros-d-amende-pour-eviter-des-poursuites-20210713>> [consulté le 14/06/2023]

« Ouzbékistan : Veolia gèrera pour 30 ans le chauffage urbain de Tachkent ». *Le Figaro* [en ligne], [journal quotidien français], 29/09/2021. Disponible sur l'Internet : <<https://www.lefigaro.fr/flash-eco/ouzbekistan-veolia-gerera-pour-30-ans-le-chauffage-urbain-de-tachkent-20210929>> [consulté le 14/06/2023]

« Emmanuel Macron sur les nouvelles routes de la soie », *Journal de 12h30* [podcasts en ligne], [émission quotidienne d'informations de Radio France], 08/01/2028. Disponible sur l'Internet : <<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/journal-de-12h30/emmanuel-macron-sur-les-nouvelles-routes-de-la-soie-2911439>> [consulté le 14/06/2023]

« L'Ouzbékistan à la rencontre des acteurs économiques et culturels de la Région », *Le Journal toulousain* [en ligne], [média de solutions hebdomadaire de la région de Toulouse], 21/09/2015. Disponible sur l'Internet : <<https://www.lejournaltoulousain.fr/economie/louzbekistan-a-la-rencontre-des-acteurs-economiques-et-culturels-de-la-region-42581/>> [consulté le 15/05/2023]

« M. Pompidou visitera le centre spatial de Baïkonour », *Le Monde*, [journal quotidien français], 05/09/1970. Disponible sur l'Internet : <[https://www.lemonde.fr/archives/article/1970/09/05/m-pompidou-visitera-le-centre-spatial-d-e-baikonour\\_2672652\\_1819218.html](https://www.lemonde.fr/archives/article/1970/09/05/m-pompidou-visitera-le-centre-spatial-d-e-baikonour_2672652_1819218.html)> [consulté le 31/05/2023]

« TURQUIE : en Asie centrale ex-soviétique M. Suleyman Demirel évoque "un monde turc de l'Adriatique à la Muraille de Chine" », *Le Monde* [en ligne], [journal quotidien français], 06/05/1992. Disponible sur l'Internet : <[https://www.lemonde.fr/archives/article/1992/05/06/turquie-en-asie-centrale-ex-sovietique-m-suleyman-demirel-evoque-un-monde-turc-de-l-adriatique-a-la-muraille-de-chine\\_3906492\\_1819218.html](https://www.lemonde.fr/archives/article/1992/05/06/turquie-en-asie-centrale-ex-sovietique-m-suleyman-demirel-evoque-un-monde-turc-de-l-adriatique-a-la-muraille-de-chine_3906492_1819218.html)> [consulté le 14/06/2023]

« Emmanuel Macron en visite en Mongolie, une première pour un président français », *Le Monde* [en ligne], [journal quotidien français], 21/05/2023. Disponible sur l'Internet : <[https://www.lemonde.fr/international/article/2023/05/21/emmanuel-macron-en-visite-en-mongolie-une-premiere-pour-un-president-francais\\_6174223\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2023/05/21/emmanuel-macron-en-visite-en-mongolie-une-premiere-pour-un-president-francais_6174223_3210.html)> [consulté le 14/06/2023]

« Chavkat Mirziyoyev devient président (provisoire) d'Ouzbékistan », *Novastan* [en ligne], [média électronique franco-allemand consacré à l'Asie centrale], 08/09/2016. Disponible sur l'Internet : <<https://novastan.org/fr/ouzbekistan/chavkat-mirziyoyev-devient-president-provisoire-douzbekistan/>> [consulté le 14/06/2023]

« Les Français n'ont plus besoin de visa pour aller en Ouzbékistan », *Novastan* [en ligne], [média électronique franco-allemand consacré à l'Asie centrale], 05/10/2018. Disponible sur l'Internet : <<https://novastan.org/fr/ouzbekistan/les-francais-nont-plus-besoin-de-visa-pour-aller-en-ouzbekistan/>> [consulté le 31/05/2023]

« La nouvelle Constitution ouzbèke adoptée », *Novastan* [en ligne], [média électronique franco-allemand consacré à l'Asie centrale], 02/05/2023. Disponible sur l'Internet :

<<https://novastan.org/fr/decryptage/la-nouvelle-constitution-ouzbek-adoptee/>> [consulté le 14/06/2023]

« En Asie centrale, Blinken assure du soutien américain les pays proches de Moscou », *Le Point* [en ligne], [magazine d'actualité hebdomadaire français], 28/02/2023. Disponible sur l'Internet :

<[https://www.lepoint.fr/monde/blinken-affiche-son-soutien-au-kazakhstan-allie-de-moscou-28-02-2023-2510293\\_24.php#11](https://www.lepoint.fr/monde/blinken-affiche-son-soutien-au-kazakhstan-allie-de-moscou-28-02-2023-2510293_24.php#11)> [consulté le 14/06/2023]

« Biens mal acquis: l'Ouzbékistan récupérera les avoirs saisis en France », *rfi* [en ligne], [station de radio publique française à diffusion internationale], 08/07/2019. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.rfi.fr/fr/france/20190708-biens-mal-acquis-ouzbekistan-recuperera-avoirs-saisi-france>> [consulté le 14/06/2023]

« L'UE pour un “partenariat sincère” avec l'Asie centrale, déclare Charles Michel », *rfi* [en ligne], [station de radio publique française à diffusion internationale], 02/06/2023. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.rfi.fr/fr/en-bref/20230602-l-ue-pour-un-partenariat-sinc%C3%A8re-avec-l-asie-centrale-d%C3%A9clare-charles-michel>> [consulté le 14/06/2023]

« Air France : nouvelle liaison "Dedicate" Paris-Tachkent sans escale », *TourMaG* [en ligne], [média spécialisé dans le tourisme francophone], 01/07/2004. Disponible sur l'Internet :

<[https://www.tourmag.com/Air-France-nouvelle-liaison-Dedicate-Paris-Tachkent-sans-escale\\_a3852.html](https://www.tourmag.com/Air-France-nouvelle-liaison-Dedicate-Paris-Tachkent-sans-escale_a3852.html)> [consulté le 31/05/2023]

- Articles d'origine étrangère non signés, classés par nom de média -

« Saudi Arabia plans world's largest wind farm in Uzbekistan », *Eurasianet* [en ligne], [organisation de presse indépendante qui couvre les actualités du Caucase du Sud et de l'Asie centrale], 19/08/2022. Disponible sur l'Internet :

<<https://eurasianet.org/saudi-arabia-plans-worlds-largest-wind-farm-in-uzbekistan>> [consulté le 14/06/2023]

« Prinâta koncepciâ obespeçeniâ Uzbekistana èlektroènergiej do 2030 goda [Le concept de fourniture d'électricité à l'Ouzbékistan jusqu'en 2030 a été adopté] », *Gazeta.uz* [en ligne], [journal quotidien ouzbek], 04/05/2020. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.gazeta.uz/ru/2020/05/04/energy/>> [consulté le 14/06/2023]

« Zapasy prirodno gaza v Uzbekistane ocenivaûtsâ v 1,86 trln kubometrov [Les réserves de gaz naturel en Ouzbékistan sont estimées à 1,86 milliard de mètres cubes] », *Gazeta.uz* [en ligne], [journal quotidien ouzbek], 10/08/2021. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.gazeta.uz/ru/2021/08/10/gas-reserves/>> [consulté le 14/06/2023]

« Uzbekistan i Singapur dogovorilis' o sotrudniçestve po 5 napravleniâm [L'Ouzbékistan et Singapour conviennent de coopérer dans cinq domaines] », *Gazeta.uz* [en ligne], [journal quotidien ouzbek], 17/01/2023. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.gazeta.uz/ru/2023/01/17/singapore/>> [consulté le 14/06/2023]

« EDF va contribuer au développement des énergies renouvelables en Ouzbékistan », *La Gazette* [en ligne], [média électronique azéris en langue française], 22/11/2022. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.lagazetteaz.fr/news/economie/10200.html>> [consulté le 14/06/2023]

« La route de transport international transcaspicienne pourrait être la solution pour reconnecter l'Asie et l'Europe », *La Gazette* [en ligne], [média électronique azéris en langue française] 23/06/2023. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.lagazetteaz.fr/news/economie/9088.html>> [consulté le 14/06/2023]

« Uzbekistan, UAE make agreements worth \$10 billion », *Kun.uz* [en ligne], [média quotidien électronique d'informations ouzbek], 25/03/2019. Disponible sur l'Internet :

<<https://kun.uz/en/news/2019/03/25/uzbekistan-uae-make-agreements-worth-10-billion>> [consulté le 14/06/2023]

« Airbus to supply Uzbekistan with four H125 and H130 helicopters », *Kun.uz* [en ligne], [média quotidien électronique d'informations ouzbek], 12.05.2021. Disponible sur l'Internet :

<<https://kun.uz/en/news/2021/05/12/airbus-to-supply-uzbekistan-with-four-h125-and-h130-helicopters>> [consulté le 14/06/2023]

« Pravil'no li bylo ob"edinit' ministerstva èkonomiki i finansov? Džamšid Kučkarov otvetil na vopros » [La fusion des ministères de l'économie et des finances était-elle justifiée ? Djamshid Kouchkarov répond à la question], *Kun.uz* [en ligne], [média quotidien électronique d'informations ouzbek], 27 décembre 2022. Disponible sur l'Internet :

<https://kun.uz/ru/news/2022/12/27/pravilno-li-bylo-obyedinit-ministerstva-ekonomiki-i-finansov-djamshid-kuchkarov-otvetil-na-vopros>

« Uzbekistan raskryl dannye po dobyče i èksportu urana [L'Ouzbékistan a divulgué des données sur la production et l'exportation d'uranium] », *Nuz.uz* [en ligne], [gazette électronique ouzbèke], 29.09.2020. Disponible sur l'Internet :

<<https://nuz.uz/ekonomika-i-finansy/1173404-uzbekistan-raskryl-dannye-po-dobyche-i-eksportu-urana.html>> [consulté le 14/06/2023]

DEGOTKOVA Inna, « Investicii Rossii v byvšie strany SSSR ocenili vtroe vyše oficial'nyh Liderami po privlečeniû kapitala stali Kazahstan i Uzbekistan [Les investissements de la Russie dans les pays de l'ex-URSS ont été estimés trois fois plus élevés que les investissements officiels : Le Kazakhstan et l'Ouzbékistan sont devenus les leaders de la levée de capitaux] », *RBK* [en ligne], [média d'informations russe], 18/10/2021. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.rbc.ru/economics/18/11/2021/6194f9809a79475080bec69f>> [consulté le 14/06/2023]

« Prodaži uezbekistanskogo gaza v Kitaj za god uveliçilis' na tret' [Les ventes de gaz ouzbek à la Chine ont augmenté d'un tiers en un an] », *Spot.uz* [en ligne], [journal économique électronique ouzbek], 29/01/2023. Disponible sur l'Internet :

<<https://www.spot.uz/ru/2023/01/23/gas-prc/>> [consulté le 14/06/2023]

« Alstom to build tram lines in Tashkent », *The Tashkent Times* [en ligne], [média d'informations ouzbek électronique], 24/11/2022. Disponible sur l'Internet :

<<http://tashkenttimes.uz/national/10054-alsom-to-build-tram-lines-in-tashkent>> [consulté le 14/06/2023]

« Foreign Minister Norov's remarks at EU-Central Asia Global Gateway Interconnectivity Conference », *The Tashkent Times* [en ligne], [journal électronique d'informations ouzbek], 14/03/2023. Disponible sur l'Internet :

<<http://tashkenttimes.uz/national/10026-foreign-minister-norov-s-remarks-at-eu-central-asia-global-gateway-interconnectivity-conference>> [consulté le 14/06/2023]

« V Syrdar'inskom filiale SÈZ «Džizak» budut realizovany proekty na summu \$40 mln [Des projets d'une valeur de 40 millions de dollars seront mis en œuvre dans la branche Syrdarya de la zone franche de Jizzakh] », *UzDaily.uz* [en ligne], [média électronique quotidien ouzbek], 11/08/2017. Disponible sur l'Internet : <<https://www.uzdaily.uz/ru/post/33682>> [consulté le 14/06/2023]

KHOLMAKHAMEDOV Muhsinjon, «Uzbekistan - Saudovskaâ Araviâ: perspektivy vzaimovgodnogo partnerstva [L'Ouzbékistan et l'Arabie saoudite ont signé des accords et des contrats pour 14 milliards de dollars] », *Yuz.uz* [en ligne], [média quotidien électronique ouzbek], 18/08/2022. Disponible sur l'Internet :

<<https://yuz.uz/ru/news/uzbekistan---saudovskaya-araviya-perspektiv-vzaimovgodnogo-partnerstva?view=uzbekistan-i-saudovskaya-araviya-podpisali-soglasheniya-i-kontrakt-na-14-mlrd-dollarov>> [consulté le 31/05/2023]

# Sitographie

Ambassade de France à Tachkent : <<https://uz.ambafrance.org/>>

Présidence de la République française : <<https://www.elysee.fr/>>

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères : <<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/>>

Direction générale du Trésor : <<https://www.tresor.economie.gouv.fr/>>

Le Kiosque des Douanes françaises : <<https://lekiosque.finances.gouv.fr/>>

Agence française de développement : <<https://www.afd.fr/fr/>>

MEDEF international : <<https://www.medefinternational.fr/>>

CAFU : <<https://cafu.uz/>>

Commission européenne : <[https://commission.europa.eu/index\\_fr](https://commission.europa.eu/index_fr)>

Service européen pour l'action extérieure : <[https://www.eeas.europa.eu/\\_fr](https://www.eeas.europa.eu/_fr)>

Présidence de la République d'Ouzbékistan : <<https://president.uz/uz>>

Ambassade d'Ouzbékistan en France : <<https://ouzbekistan.fr/>>

Géoconfluence : <<http://geoconfluences.ens-lyon.fr/>>

Toute l'Europe : <<https://www.touteurope.eu/>>

Vie publique : <<https://www.vie-publique.fr/>>



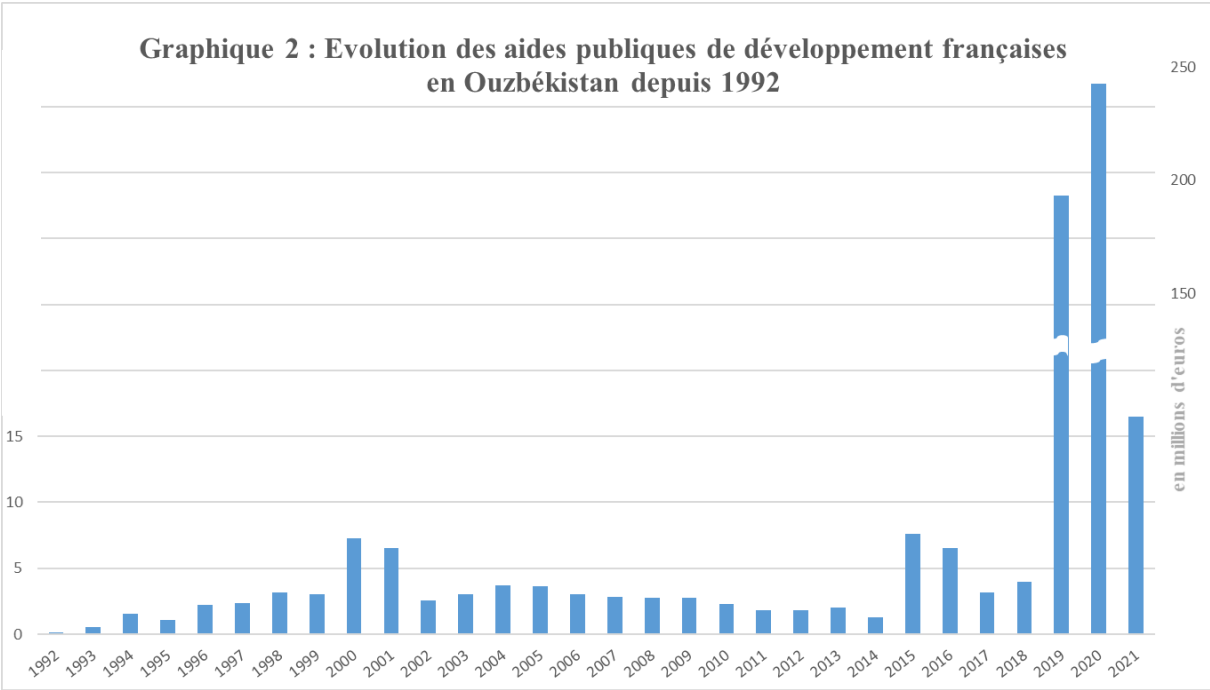
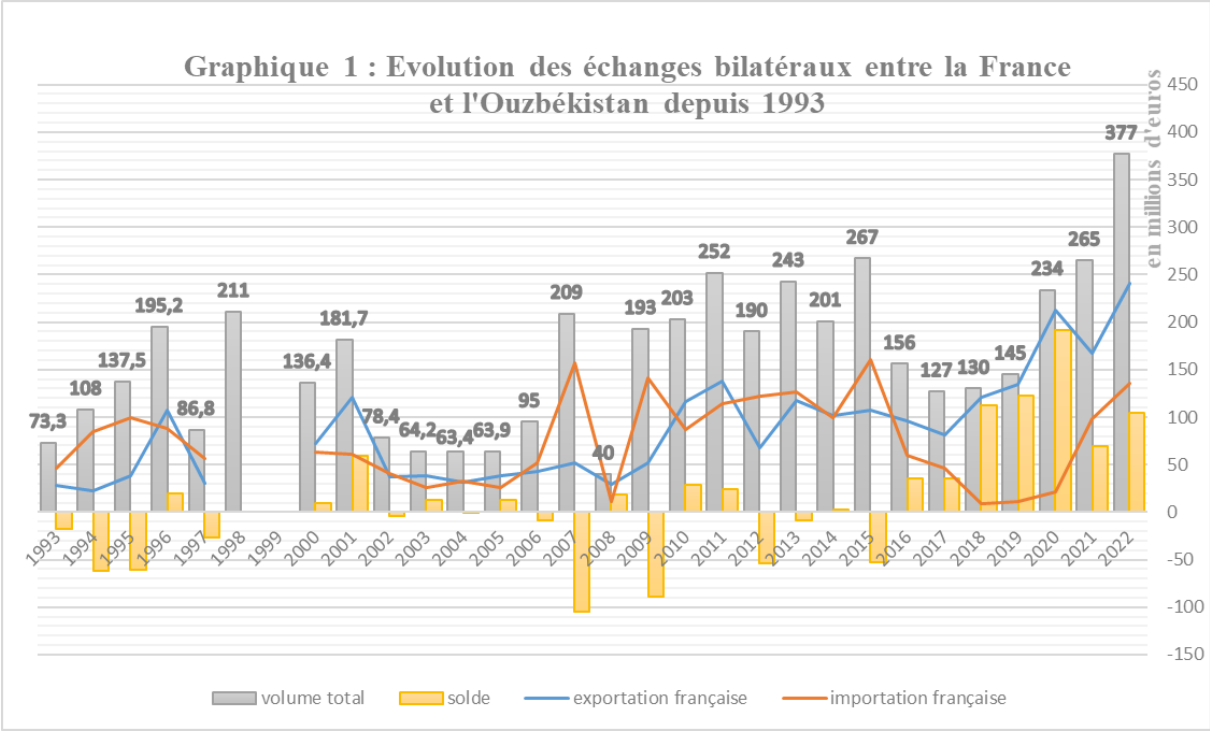
# Annexes

## Table des matières pour les annexes

<b>Annexe 1</b> - Graphiques sur les évolutions des échanges bilatéraux entre la France et l'Ouzbékistan depuis 1993 et des aides publiques de développement français en Ouzbékistan depuis 1992.....	144
<b>Annexe 2</b> - Tableau de données pour les graphiques de l'annexe 1.....	145
<b>Annexe 3</b> - Graphique : Evolution du commerce extérieur de l'Ouzbékistan entre 1994 et 2022.....	148
<b>Annexe 4</b> - Tableau de données correspondants au commerce extérieur ouzbek depuis 1994.....	149
<b>Annexe 5</b> - Carte des répartitions géographiques des APD français pour l'année 2019.....	151
<b>Annexe 6</b> - Tableaux tirés du rapport sénatorial d'information n°659 sur le réseau des services économiques de la Direction générale du Trésor à l'étranger (voir page 51, note n°191).....	152
<b>Annexe 7</b> - Schéma des flux financiers des prêts de la DG Trésor.....	153
<b>Annexe 8</b> - Tableaux des Indice de performance logistique (IPL) et des réseaux routiers et ferroviaires des pays centrasiatiques.....	154
<b>Annexe 9</b> - Cartes des réseaux de transport en Asie centrale.....	155
<b>Annexe 10</b> - Cartes des pays dans les zones prioritaires françaises excluant les pays centrasiatiques (à l'aide du logiciel MapChart). p.106.....	156
<b>Annexe 11</b> - Note interne (ma première) sur le cours du soum.....	157
<b>Annexe 12</b> - Lettre de motivation pour le stage.....	161
<b>Annexe 13</b> - Lettre de motivation pour intégrer le master ERPS.....	162
<b>Annexe 14</b> - Lettre de recommandation.....	163
<b>Annexe 15</b> - Convention de stage.....	164



# Annexe 1 - Graphiques sur les évolutions des échanges bilatéraux entre la France et l'Ouzbékistan depuis 1993 et des aides publiques de développement français en Ouzbékistan depuis 1992



## Annexe 2 - Tableau de données pour les graphiques de l'annexe 1

Année chiffres exprimés en millions d'euros	exportation française	importation française	volume total	solde	Aide publique au développement*
1992					0,14
1993					0,56
1994 <i>en millions de francs</i>	22,9 150,1	85,1 585,2	108 735,3	-62,2 -435,1	1,58
1995 <i>en millions de francs</i>	38,3 251	99,2 651	137,5 902	-60,9 -400	1,05
1996 <i>en millions de francs</i>	107,2 703	88 577	195,2 1280	19,2 126	2,25
1997 <i>en millions de francs</i>	29,9 196	56,9 373	86,8 569	-27 -177	2,38
1998			211		3,17
1999					3,03
2000	72,7	63,7	136,4	9	7,25
2001	120,6	61,1	181,7	59,5	6,5
2002	37,3	41,1	78,4	-3,8	2,56
2003	38,7	25,5	64,2	13,2	3,05
2004	31,1	32,3	63,4	-1,2	3,69
2005	38,4	25,5	63,9	12,9	3,63
2006	43	52	95	-9	3,02
2007	52	157	209	-105	2,83
2008	29	11	40	18	2,76
2009	52	141	193	-89	2,78
2010	116	87	203	29	2,26
2011	138	114	252	24	1,83
2012	68	122	190	-54	1,85

2013	117	126	243	-9	2,04
2014	102	99	201	3	1,29
2015	107	160	267	-53	7,63
2016	96	60	156	36	6,52
2017	81	46	127	35	3,2
2018	121	9	130	112	3,96
2019	134	11	145	123	193,32
2020	213	21	234	192	242,73
2021	167	98	265	69	16,51
2022	241	136	377	105	

Données du Trésor français

\*Données de l'OCDE. Disponible sur l'Internet :

<<https://data.oecd.org/fr/oda/distribution-de-l-apd-nette.htm>> [consulté le 20/04/2023]

Source pour les années 1993 et 1998 : De GRANDI Michel, « Les entreprises françaises font leur entrée en Ouzbékistan », *Les Echos* [en ligne], 30/06/1995. Disponible sur l'Internet : <<https://www.lesechos.fr/1995/06/les-entreprises-francaises-font-leur-entree-en-ouzbekistan-861336>> [consulté le 31/05/2023]

Source pour les années 1994 à 1997 : COMMISSION DES AFFAIRES ECONOMIQUES. « Rapport d'information n° 412. Le Grand retour de l'Asie centrale », *Sénat*, 29 avril 1998. Disponible sur l'Internet :

<[https://www.senat.fr/rap/r97-412/r97-412\\_mono.html](https://www.senat.fr/rap/r97-412/r97-412_mono.html)> [consulté le 31/05/2023]

Sources pour les années 2000 à 2006 :

KAMENKA Irène, « Ouzbékistan 2003. Embellie économique, luttes pour le pouvoir et répression », *Le Courrier des pays de l'Est* [Revue mensuelle de La Documentation française, consacrée à la vie économique des pays de l'Europe centrale et orientale et de la Communauté des Etats indépendants (CEI)], vol. 1041, n°1, 2004, pp. 168-179. Disponible sur l'internet : <<https://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2004-1-page-168.htm>> [consulté le 15/05/2023].

KAMENKA Irène, « Ouzbékistan 2004. Terrorisme et malaise social », *Le Courrier des pays de l'Est*, vol. 1047, n°1, 2005, pp. 165-177. Disponible sur l'internet : <<https://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2005-1-page-165.htm>> [consulté le 15/05/2023].

KAMENKA Irène, « Ouzbékistan 2005. Dérapages d'une dictature aux abois », *Le Courrier des pays de l'Est*, vol. 1053, n°1, 2006, pp. 165-178. Disponible sur l'internet :

<<https://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2006-1-page-165.htm>> [consulté le 15/05/2023].

KAMENKA Irène, « Ouzbékistan 2006. Sur la défensive », *Le Courrier des pays de l'Est*, vol. 1059, n°1-2, 2007, pp. 158-174. Disponible sur l'internet :

<<https://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2007-1-page-158.htm>> [consulté le 15/05/2023].

Source pour les années 2007 à 2014 : MARIANI Thierry, « Question n°30108 », *Assemblée nationale*, 24/03/2015. Disponible sur l'Internet :

<<https://questions.assemblee-nationale.fr/q14/14-30108QE.htm>> [onsulté le 15/05/2023]

Source pour les années 2014 à 2019 : DG Trésor, « Les relations économiques bilatérales en 2019 », [en ligne sur le site internet de la DG Trésor, sur la page Ouzbékistan], 21 décembre 2020. Disponible sur l'Internet :

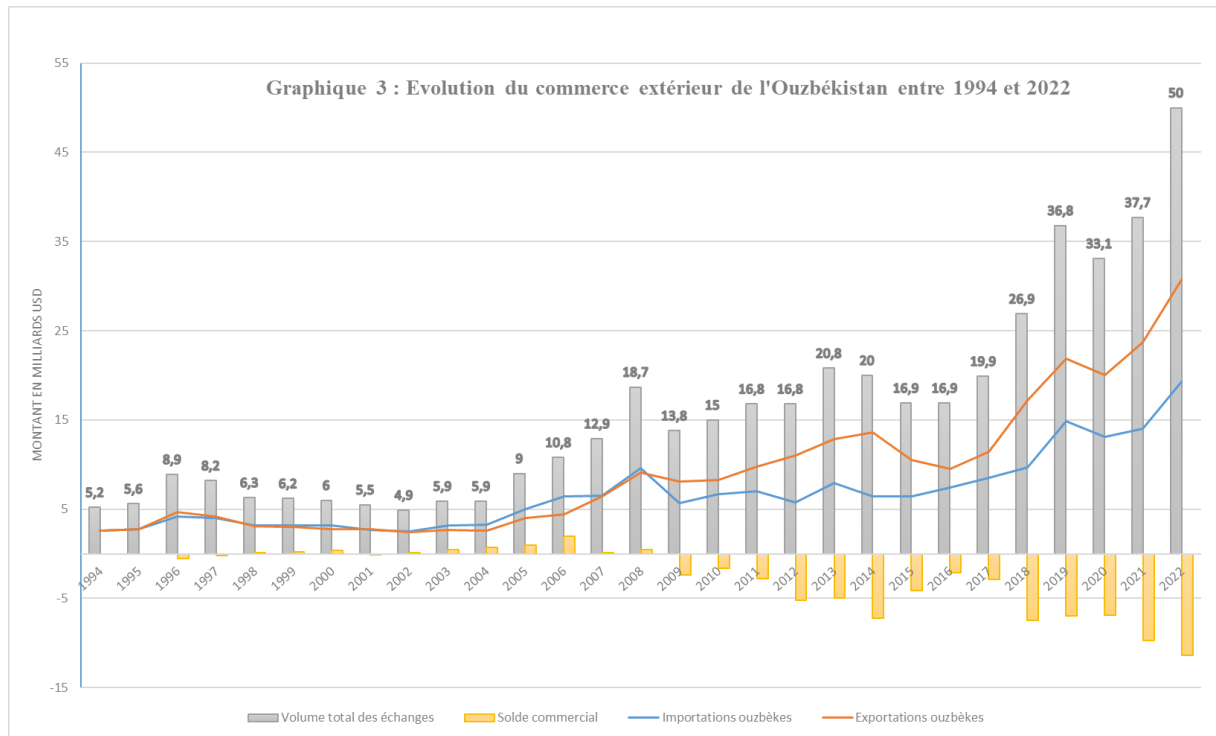
<<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/UZ/les-relations-commerciales-bilaterales-avec-l-ouzbekistan>> [consulté le 14/06/2023]

Source pour les années 2020 à 2022 : Le Kiosque des Douanes françaises.

<[https://lekiosque.finances.gouv.fr/site\\_fr/A129/data\\_brutes.asp?id=P10UZ\\_Z1200\\_C1002](https://lekiosque.finances.gouv.fr/site_fr/A129/data_brutes.asp?id=P10UZ_Z1200_C1002)>

Les conversions du franc à l'euro pour les années antérieures à 2000 ont été réalisées avec le convertisseur de l'INSEE

### Annexe 3 - Graphique : Evolution du commerce extérieur de l'Ouzbékistan entre 1994 et 2022



Source : page du Commerce extérieur de l'Ouzbékistan sur le site du Trésor français Disponible sur l'Internet : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/UZ/le-commerce-exterieur-de-l-ouzbekistan-en-2017> [consulté le 31/05/2023]

Complété par les données du site internet TradeMap et des tableaux de Irène Kamenka

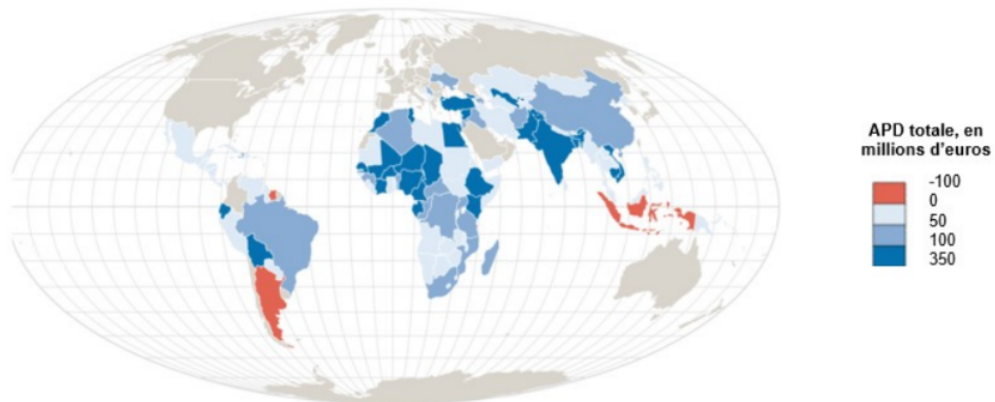
## Annexe 4 - Tableau de données correspondants au commerce extérieur ouzbek depuis 1994

Année (en Mds USD)	exportations ouzbèkes	importations ouzbèkes	volume total des échanges	solde commercial
1994	2,6	2,6	5,2	0
1995	2,8	2,8	5,6	0
1996	4,2	4,7	8,9	-0,5
1997	4	4,2	8,2	-0,2
1998	3,2	3,1	6,3	0,1
1999	3,2	3	6,2	0,2
2000	3,2	2,8	6	0,4
2001	2,7	2,8	5,5	-0,1
2002	2,5	2,4	4,9	0,1
2003	3,2	2,7	5,9	0,5
2004	3,3	2,6	5,9	0,7
2005	5	4	9	1
2006	6,4	4,4	10,8	2
2007	6,5	6,4	12,9	0,1
2008	9,6	9,1	18,7	0,5
2009	5,7	8,1	13,8	-2,4
2010	6,7	8,3	15	-1,6
2011	7	9,8	16,8	-2,8
2012	5,8	11	16,8	-5,2
2013	7,9	12,9	20,8	-5
2014	6,4	13,6	20	-7,2
2015	6,4	10,5	16,9	-4,1

2016	7,4	9,5	16,9	-2,1
2017	8,5	11,4	19,9	-2,9
2018	9,7	17,2	26,9	-7,5
2019	14,9	21,9	36,8	-7
2020	13,1	20	33,1	-6,9
2021	14	23,7	37,7	-9,7
2022	19,3	30,7	50	-11,4

## Annexe 5 - Carte des répartitions géographiques des APD français pour l'année 2019

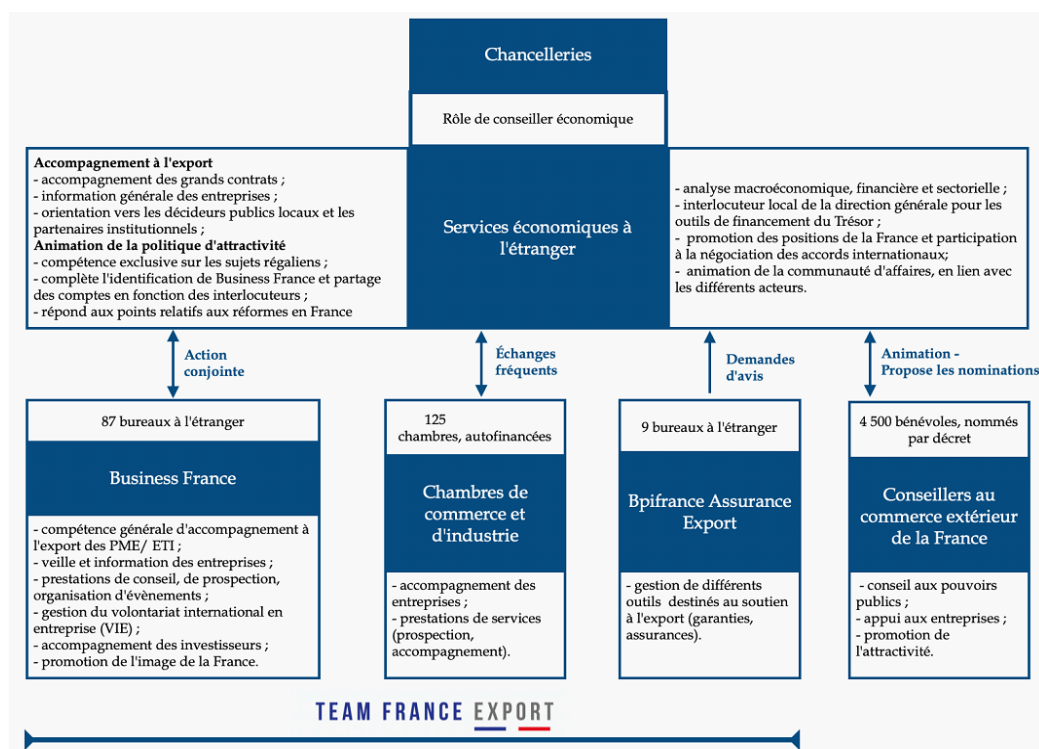
Carte 1- Répartition géographique de l'APD nette totale française en 2019



Source : Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, « Politique française en faveur du développement », [Document de politique transversale (DPT) pour le projet de loi de Finances 2022, en ligne], 2022.

## Annexe 6 - Tableaux tirés du rapport sénatorial d'information n°659 sur le réseau des services économiques de la Direction générale du Trésor à l'étranger (voir page 51, note n°191)

Les principaux acteurs de la communauté économique française à l'étranger



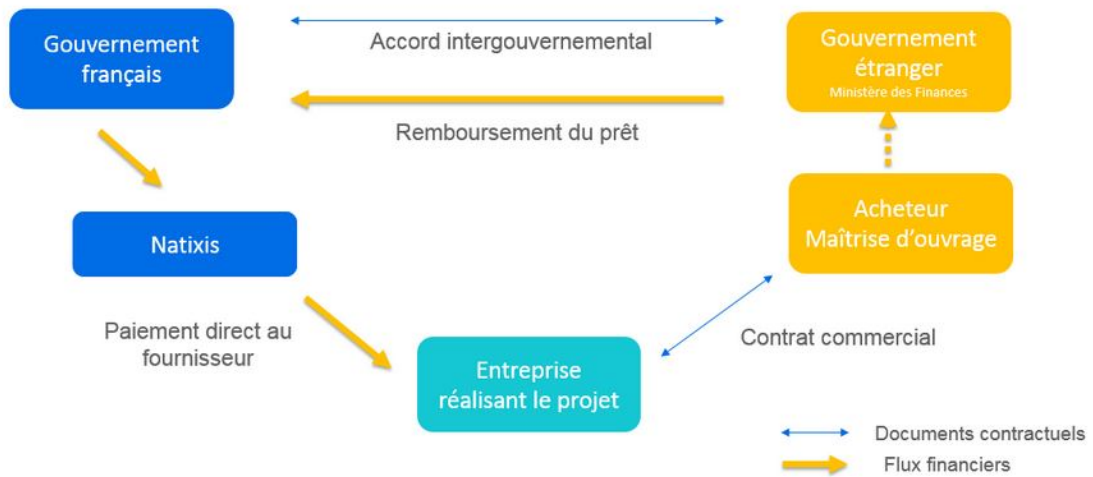
Source : commission des finances du Sénat

La répartition des compétences « attractivité » entre les services économiques et *Business France*

	Service économique	<i>Business France</i>
Questions régaliennes	Compétence exclusive.	Pas de compétence.
Promotion de l'image de la France / organisation d'événements	Mission conjointe dans son domaine de compétence (grands contrats/ régalien). Compétence spécifique de promotion de la politique économique de la France.	Mission conjointe.
Prospection	Complète l'identification des cibles de <i>Business France</i> .	« Les activités de prospection - détection des cibles, entretiens, suivis - sont très majoritairement du ressort du bureau ou du hub régional <i>Business France</i> ».
	« Répartition des entretiens avec les grands comptes de manière consensuelle en fonction des liens que l'un et l'autre des partenaires entretiennent avec eux . »	
Suivi des prospects	Répond aux points relatifs aux réformes en France.	Répond aux questions sectorielles et relatives à l'environnement des affaires, y compris au plan fiscal. Assure le secrétariat de l'ensemble des travaux.
Synthèse et remontées en administration centrale	Liste, une fois par an, les mesures potentielles pour renforcer l'attractivité de la France.	

Source : convention Attractivité du 17 juillet 2018.

## Annexe 7 - Schéma des flux financiers des prêts de la DG Trésor



Source : site internet de la DG Trésor, page « Le Prêt du Trésor ». Disponible sur l'Internet :

<<https://www.tresor.economie.gouv.fr/services-aux-entreprises/le-pret-du-tresor>>

[consulté le 14/06/2023]

## Annexe 8 - Tableaux des Indice de performance logistique (IPL) et des réseaux routiers et ferroviaires des pays centrasiatiques

Source : LEVYSTONE Michaël, « La connectivité centrasiatique au révélateur des crises internationales. Les transports, l'énergie et l'eau entre interdépendance et désenclavements », *Russies.Nei.Reports* [en ligne], n°41, Ifri, novembre 2022. Disponible sur l'Internet :

<[https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/levystone\\_connectivite\\_asie\\_centrale\\_2022.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/levystone_connectivite_asie_centrale_2022.pdf)>

**Tableau 1 : Part des réseaux autoroutiers et ferroviaires dans le territoire et le transport de marchandises des pays d'Asie centrale**

	KAZ.	KIRG.	OUZB.	TADJ.	TURK.
Réseau routier (en km)	96 000	34 000	43 000	27 000	24 000
Densité routière (en km/1 000 km <sup>2</sup> )	35,3	171,3	95,8	190,9	49,2
Fret routier en 2021 (en millions de tonnes)	3 310	26,2	1 373,5	20,1*	420,1**
Réseau ferroviaire (en km)	16 500	420	6 500	970	5 200
Densité ferroviaire (en km/1 000 km <sup>2</sup> )	6,1	2,1	14,5	6,8	10,6
Fret ferroviaire en 2021 (en millions de tonnes)	416	2,1	72	5,3*	20,8**

\* Données concernant l'année 2018.

\*\* Données concernant l'année 2016.

Sources : Rail-News.kz, Comité national des statistiques de la République du Kirghizstan, Comité national des statistiques de la République d'Ouzbékistan, Central Asia Regional Economic Cooperation Program (CAREC).

**Tableau 2 : Indice de performance logistique (IPL) des pays d'Asie centrale (2018)**

	KAZ.	KIRG.	OUZB.	TADJ.	TURK.
Performance globale	2,81	2,55	2,58	2,34	2,41
Compétence et qualité des services logistiques	2,58	2,36	2,59	2,33	2,31
Qualité de l'infrastructure commerciale et des transports	2,55	2,38	2,57	2,17	2,23
Efficacité du processus de dédouanement	2,66	2,75	2,1	1,92	2,35
Facilité d'obtenir des prix compétitifs sur les expéditions	2,73	2,22	2,42	2,31	2,29
Fréquence à laquelle les expéditions atteignent leur destinataire dans les délais fixés	3,53	2,94	3,09	2,95	2,72
Rang mondial (sur 160 pays référencés)	71 <sup>e</sup>	108 <sup>e</sup>	99 <sup>e</sup>	134 <sup>e</sup>	126 <sup>e</sup>

NB : les notes vont de 1 (faible) à 5 (élevée).

Élaboration de l'auteur à partir des données produites par la Banque mondiale. « Indice de performance logistique : performance globale », Banque mondiale, 2018, disponible sur : <https://donnees.banquemondiale.org>.

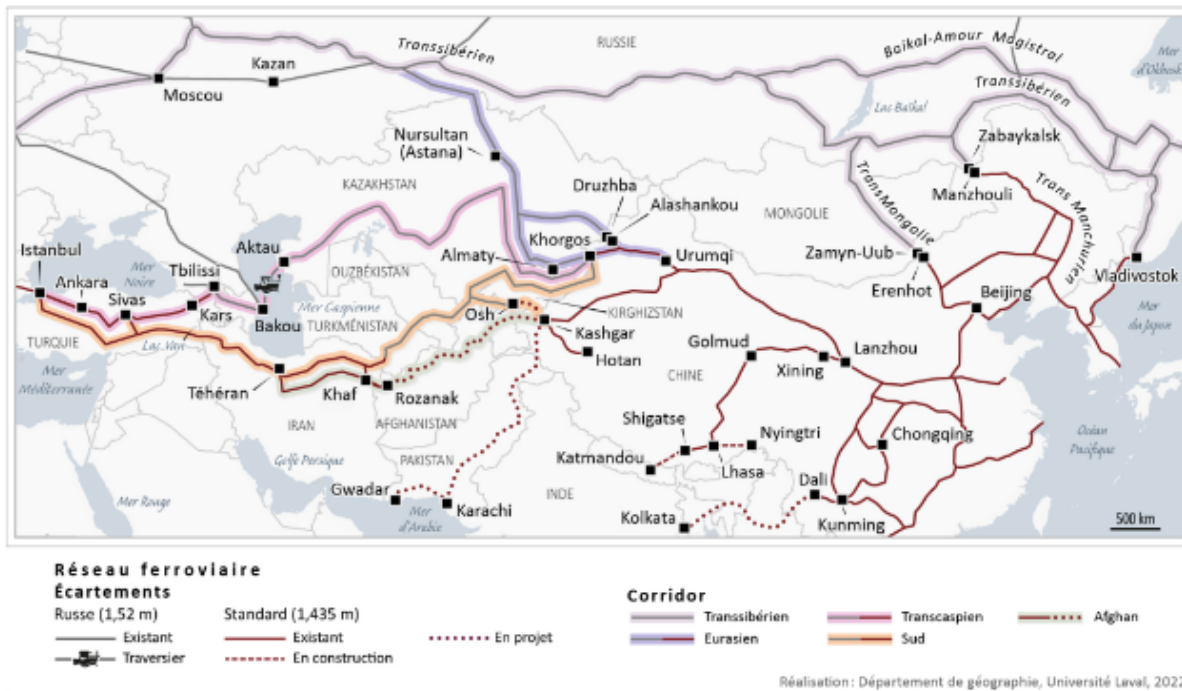
## Annexe 9 - Cartes des réseaux de transport en Asie centrale

Carte 1 : Les grandes voies de transport centrasiatiques



Source : LEVYSTONE Michaël, « La connectivité centrasiatique au révélateur des crises internationales. Les transports, l'énergie et l'eau entre interdépendance et désenclavements », *Russies.Nei.Reports* [en ligne], n°41, Ifri, novembre 2022. Disponible sur l'Internet :

<[https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/levystone\\_connectivite\\_asie\\_centrale\\_2022.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/levystone_connectivite_asie_centrale_2022.pdf)>



LASSERRE Frédéric, ALEXEEVA Olga, « Belt and Road Initiative en Asie centrale, coopération ou rivalités entre puissances régionales autour des axes ferroviaires ? », *Paix et sécurité européenne et internationale (PSEI)*, [revue sur les questions de sécurité européenne et internationale de l'Université Côte d'Azur], n°18, 2022.

Disponible sur l'Internet :

<<https://shs.hal.science/halshs-03739469/document>> [consulté le 14/06/2023]

**Annexe 10 - Cartes des pays dans les zones prioritaires françaises  
excluant les pays centrasiatiques (à l'aide du logiciel MapChart). p.106**



## Annexe 11 - Note interne (ma première) sur le cours du soum

Tachkent, le 12 octobre 2022

### **NOTE :** **LE COURS DU SOUM DEPUIS 2017**

*Taux de chancellerie : 1 EUR = 0,00009116 UZS (au 1<sup>er</sup> septembre 2022)*

#### Taux de change avec l'euro, le dollar et le rouble au 12 octobre

1 EUR = 10772,44 UZS  
1 USD = 11095.31 UZS  
1 RUB = 173.84 UZS

#### 1 – Retour sur la grande réforme monétaire de 2017.

A la mort du président Islam Karimov en 2016, le nouveau président Shavkat Mirziyoyev a annoncé une série de mesures économiques visant à libéraliser l'économie dans le cadre de sa stratégie de développement sur la période 2017-2021. En particulier, le 2 septembre 2017, il signe le décret portant "Sur les mesures prioritaires de libéralisation de la politique monétaire", **instaurant le régime flottant du soum**, alors en régime fixe depuis 2008. Pendant la période 2008-2016, le taux de change du soum déterminé arbitrairement par l'État et la limitation de sa conversion libre avec le dollar avaient surévalué la devise ouzbèke par rapport à celle états-unienne, faisant émerger un marché noir des devises.

Depuis le 5 septembre 2017, le taux de change du soum est désormais déterminé par la Banque centrale ouzbèke (CBU) sur la base des échanges sur le marché des devises. Les autorités ouzbèkes lèvent également certaines restrictions, notamment à l'achat des devises étrangères par virement et l'obligation de la vente des produits en devises des exportateurs, ce qui contribue à unifier les taux de change réel et officiel. En quelques jours, **le soum connaît une forte dévaluation de son cours officiel s'aligne sur le taux de change du marché noir en passant de 4200 à 8100 soums pour un dollar**. Plusieurs mesures ont par la suite renforcé le régime de changes flottants, notamment l'annonce par la CBU, le 20 août 2019, de la levée des dernières restrictions pesant sur le marché de changes et de paiement des devises en espèces. Grâce à ces réformes efficaces et unanimement saluées, le marché noir de la monnaie a aujourd'hui pratiquement disparu.

#### 2 – Une stabilité du taux de change depuis les réformes

##### a) Par rapport aux devises états-unienne et européenne

Depuis l'instauration du régime de changes flottants du soum et la dévaluation de la monnaie qui a suivi, et jusqu'à l'été 2019, le cours du soum n'a jamais réagi de manière excessive, **présentant un profil de dépréciation régulière par rapport à la devise états-unienne de 2,5% et en s'appréciant de 3,6% par rapport à l'euro en 2018**.

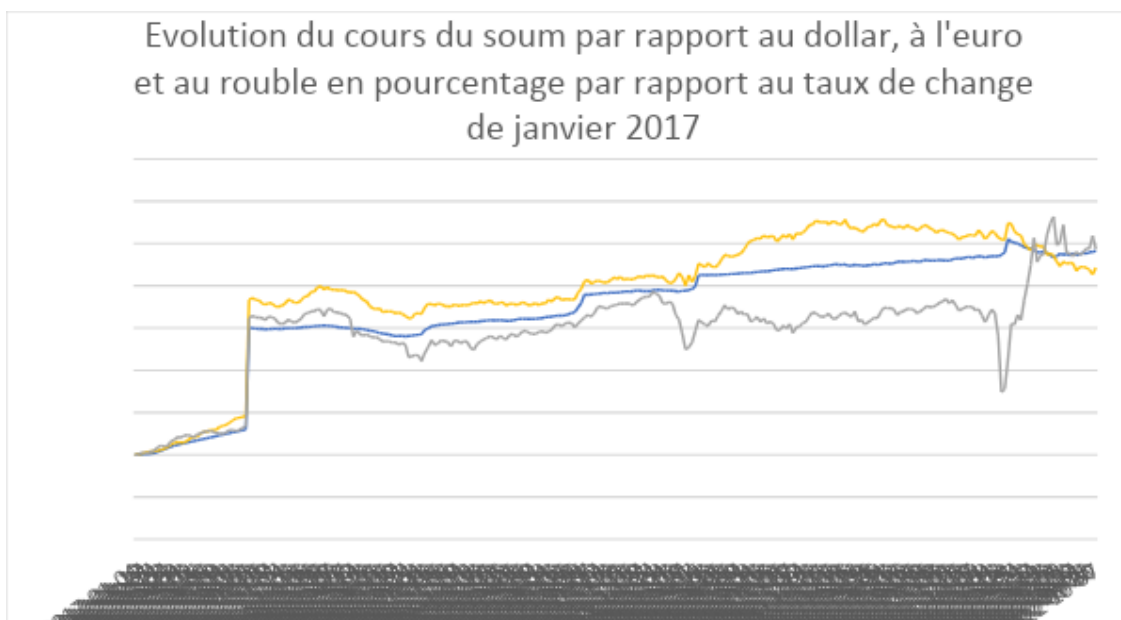
Avec l'annonce par la CBU à l'été 2019 de la levée des dernières restrictions pesant sur le marché des changes, **la devise ouzbèke s'est tout de même dépréciée de 13,8 % par rapport au dollar et de 11,8% par rapport à l'euro entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2019**. La tendance se confirme en 2020 dans un contexte mondial d'affaiblissement des devises des pays émergents ; **la devise ouzbèke se déprécie alors de 10,2% par rapport au dollar et de 20,5% par rapport à l'euro en 2020**. Cependant, la dynamique du taux de change du soum a profité d'une dépréciation des taux de change des devises étrangères, en particulier le rouble russe et le tenge kazakh dans la même période, si bien que le niveau de dévaluation du soum accumulé entre avril 2019 et fin 2020 est proche de la dépréciation des monnaies ses principaux partenaires commerciaux.

En revanche, en 2021, **la devise ouzbèke est restée très stable : le soum ne s'est déprécié que de -2,7%** par rapport à la devise états-unienne et s'est même apprécié de +5,0% par rapport à l'euro. La stabilité par rapport au dollar s'est également observée en 2022 malgré une dépréciation temporaire en mars, suite à l'effondrement initial du rouble consécutif à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Le soum avait alors perdu en un mois -6,3% et -3,4% par rapport au dollar et à l'euro respectivement. Cependant, **la dépréciation du soum par rapport au dollar n'était plus que de 3,1% entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 avril 2022**, reprenant la dynamique de dévalorisation d'avant-guerre, notamment grâce à l'intervention de la CBU. **Le soum s'est par ailleurs apprécié de +12,4% par rapport à l'euro sur la même période.**

b) Par rapport à la devise russe

Pour Tachkent, la Russie est un partenaire de premier plan (17,7% du commerce extérieur de l'Ouzbékistan) et prend une place importante dans les envois de fonds transfrontaliers vers l'Ouzbékistan (4,9 Mds de dollars en 2021) ; deux facteurs ayant une influence sur le taux de change. Comme avec les deux autres devises états-unienne et européenne, **la devise ouzbèke s'est également fortement dépréciée par rapport au rouble en 2017** - 51% en septembre 2017. L'évolution du taux de change du soum par rapport à la devise russe entre 2017 et début 2020 est d'ailleurs sensiblement analogue au cours du soum par rapport au dollar sur la même période avec une dépréciation régulière de 8,7%.

Toutefois, l'évolution du taux de change du soum par rapport au rouble évolue différemment par rapport au deux autres devises étrangères depuis le contexte de pandémie mondiale et **connaît une appréciation de 7% entre janvier 2020 et janvier 2022**. Le premier mois de l'offensive russe en Ukraine, **le soum s'est apprécié de 16,2% par rapport au rouble**. Ensuite, dans un contexte de crise énergétique engendrant une forte appréciation du rouble, le soum **se déprécie entre mars et juillet 2022 de l'ordre de 60%** par rapport au rouble **avant de se stabiliser** entre août et octobre 2022 **en** reprenant un profil d'évolution comparable à celui du taux de change soum/dollar.



3- Depuis septembre 2017, la Banque centrale d'Ouzbékistan gère de manière satisfaisante le cours du soum.

Selon la loi actuelle « Sur la Banque centrale de la République d'Ouzbékistan », l'objectif principal de la Banque centrale est d'assurer la stabilité de la monnaie nationale, ce qui englobe la stabilité de son taux de change. La CBU **assure la résilience du cours du soum face aux chocs extérieurs**. A cet égard, par le levier des réserves en devises

étrangères en espèces aux caisses des banques commerciales, la CBU peut effectuer des opérations de conversion pour maintenir le taux de change. A la date du 1<sup>er</sup> juillet 2022, les réserves de change de l'Ouzbékistan représentent **35,6 Mds de dollar** (+4,2% en g.a.), constituées de 35% de réserves en devises étrangères et de 62% de réserves en or. Cela représente **environ 51% du PIB** et l'équivalent de plus de 14 mois d'importations.

Suite à l'offensive russe en Ukraine, la CBU a montré **sa crédibilité pour préserver la stabilité du taux de change de la devise ouzbèke** dont le cours a retrouvé sa dynamique d'avant-guerre en quelques mois. Tout en intervenant de manière limitée sur le marché des changes - 2,4 Mds de dollars au premier trimestre soit **19% de plus par rapport au dernier trimestre 2021** -, elle a atténué les fluctuations excessives du taux de change du soum face aux risques externes et la demande accrue de devises étrangères. Elle a ajusté son taux directeur, d'abord en **l'augmentant de 14 à 17% en mars puis en l'abaissant à 15% en juillet**. De même, la CBU fournit des liquidités à court terme aux banques commerciales sans restriction et a augmenté les limites du solde mensuel moyen des obligations à court terme. Contrairement aux banques du Tadjikistan voisin, les banques ouzbèkes ont toujours semblé être correctement approvisionnées en liquidités ; les bureaux de change des banques fonctionnent normalement et aucune limite ou restriction sur l'achat et la vente de devises étrangères en espèces par les banques ne sont en vigueur.

Dans son dernier rapport, la CBU escompte que la situation économique équilibrera le marché intérieur des changes et affectera positivement la stabilité du taux de change de la devise ouzbèke. Au 1<sup>er</sup> semestre, **les recettes d'exportation ont augmenté de 37% et le volume des envois de fonds transfrontaliers a doublé** par rapport à la même période l'an dernier. Toutefois, la CBU avertit en juillet que « compte tenu de la poursuite des processus inflationnistes mondiaux, des conditions monétaires *relativement strictes* seront maintenues jusqu'à la fin de l'année afin de maintenir l'attractivité relative des actifs dans la devise ouzbèke ».

Kilian ROUX  
127 Avenue de Flandre  
75019, Paris, France

**Annexe 12 - Lettre de motivation  
pour le stage**

Le mercredi 06 juillet 2022  
Service économique de l'Ambassade de France à Tachkent  
Istiqbol 25, Tachkent

**Objet:** Candidature pour un stage au sein du service économique de l'Ambassade de France à Tachkent (Réf. S-2022-39000) [Disponibilité dès septembre 2022].

Monsieur Salviat,

En deuxième année du master "Europe-Russie : Stratégies et Enjeux Globaux" à Sciences po Bordeaux et à l'Université russe de l'Amitié des peuples, j'achève mon cursus par un stage au sein du cabinet de conseil en géopolitique, GRIMM Partners. Je souhaite toutefois poursuivre la professionnalisation de mon parcours par une expérience qui fait écho à mon goût pour les relations internationales et la région d'Asie centrale. C'est pourquoi je vous sou mets une candidature pour un stage au sein du service économique pour l'Ouzbékistan et le Tadjikistan.

Prendre part aux missions de votre service me permettrait d'évoluer dans le milieu de la représentation diplomatique française, de la coopération internationale en matière de commerce et de développement économique. Le milieu diplomatique est un domaine qui attire précisément mon attention, en particulier avec la zone centre-asiatique qui a saisi ma curiosité par sa culture et ses enjeux spécifiques. J'ai d'ailleurs choisi de suivre un master spécialisé, dispensé notamment en langue russe, qui vise à former les acteurs de la coopération entre les espaces européens et ex-soviétiques. En effet, mon objectif professionnel est de travailler au sein des organisations qui accompagnent les pays de l'Asie centrale dans le renforcement de l'Etat de droit et de la gouvernance démocratique, de la coopération et de l'intégration économiques et dans la transition écologique. Ainsi, dans la mesure où la France est un partenaire majeur sur ces thématiques, il me semble pertinent de souhaiter évoluer dans le milieu de la coopération et approfondir mes connaissances des rapports entre la France et le monde post-soviétique. A cet égard, et à la lumière de l'actualité, je considère également que le travail de coopération avec l'Ouzbékistan, proche de la Russie, est un des vecteurs de la normalisation des relations russo-européennes.

Par ailleurs, je souhaite désormais mobiliser tant mon expérience professionnelle de veille et de rédaction au sein de GRIMM Partners, que mes connaissances en sciences politiques, en économie, en relation internationale et sur le contexte en Asie centrale. J'ai d'ailleurs pu m'initier à certains secteurs économiques, comme celui du nucléaire ; j'ai notamment complété mon parcours en participant à des écoles d'été et d'hiver sur le thème de la non-prolifération nucléaire, où j'ai pu aborder les opportunités de développements stratégiques et énergétiques des industries nucléaires en Asie centrale, dont l'Ouzbékistan étant donné son poids démographique et son rôle économique futurs. Aussi, je suis enthousiaste à l'idée d'assurer des missions d'analyse des politiques économiques ainsi que l'étude des marchés ouzbek et tadjik afin de mieux orienter la coopération commerciale avec la France. Il en est de même pour les missions de liaison avec les différents représentants politiques locaux ou métropolitains, de la communauté d'affaires et partenaires internationaux impliqués dans les relations de la France avec l'Ouzbékistan et le Tadjikistan. De plus, mes nombreux engagements associatifs m'ont permis de développer des compétences organisationnelles propices aux fonctions de soutien dans le cadre de ce stage. Enfin, mes expériences au service des admissions de l'IEP de Bordeaux ou en tant qu'agent de lecture publique à la bibliothèque de Carpentras (Vaucluse) m'ont amené à développer des capacités relationnelles et d'adaptation, ainsi que d'initiative et de réactivité.

Sincèrement intéressé, vous trouverez en ma personne une curiosité, un dynamisme et une rigueur appropriés à la réalisation des missions qui me seront confiées. Je me tiens disponible pour échanger plus amplement avec vous.

En vous remerciant de l'attention portée à ma candidature, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées,



Kilian ROUX

Kilian ROUX  
127 Avenue de Flandre  
75019, Paris, France

Le mercredi 10 août 2022

Université Paris Nanterre  
200 avenue de la République  
92001 Nanterre Cedex

**Annexe 13 - Lettre de motivation pour  
intégrer le master ERPS**

**Objet:** Candidature pour le master Études russes & post-soviétiques

Monsieur Raviot,

Bientôt titulaire d'un master "Europe-Russie : Stratégies et Enjeux Globaux" à l'IEP Sciences Po Bordeaux et à l'Université russe de l'Amitié des peuples, je vous soumetts ma candidature pour intégrer votre master Études russes & post-soviétiques à la rentrée 2022 qui a suscité mon intérêt car elle fait écho à la fois à mon goût pour la sphère culturelle post-soviétique et à mon envie de professionnaliser mon parcours avant la fin de mes études.

Passionné de relation internationale, le milieu diplomatique est un domaine qui attire mon attention et j'ai un intérêt personnel pour les enjeux de développement et de sécurité dans les régions de la Russie et de l'Asie centrale. C'est pourquoi, j'ai pour projet d'évoluer dans le domaine de la coopération entre la France et les pays d'Asie centrale. J'ai choisi, à cet égard, une formation axée sur l'étude des relations russo-européennes, dispensée notamment en langue russe. De cette manière, je souhaite être préparé pour participer efficacement à l'action commune qui vise à consolider la sécurité internationale et la bonne gouvernance.

Dans l'optique de mener à bien mon projet professionnel, votre formation me semble pertinente puisqu'elle allie un enseignement sociologique, politique et de relation internationale sur les pays de l'ancien espace soviétique avec une latitude permettant de concilier une expérience professionnelle pratique. Je souhaite désormais explorer de manière concrète et immersive le milieu que je vise en même temps qu'approfondir mes connaissances de cette sphère géographique. Grâce à la diversité des prismes d'analyse abordés dans vos enseignements, je pourrais développer un regard plus complet sur les enjeux contemporains de la région, notamment un regard sociologique qui a manqué dans mon cursus de master, davantage économique et politique, mais également sur le projet eurasiatique, dont l'expertise s'inscrit directement dans mon projet professionnel. En outre, le caractère pluridisciplinaire de votre formation correspond bien à mon parcours, d'une part, par mes deux ans en CPGE littéraire BL, d'autre part, parce que je l'ai complété en participant à des écoles d'été et d'hiver, sur le thème de la non-prolifération nucléaire, ou à un réseau nucléaire piloté par des instituts de recherches stratégiques (IFRI et FRS). De la sorte, je pourrai développer des analyses géopolitiques avec les approches les plus complètes dans l'optique de mieux comprendre et répondre aux enjeux contemporains.

Enfin, votre formation me permettrait de répondre à des opportunités professionnelles et académiques. En effet, j'ai la possibilité de faire un stage au service économique de l'ambassade de France à Tachkent (Ouzbékistan) dès le premier semestre de 2022, qui me permettra d'explorer le milieu de la coopération économique franco-ouzbèke et d'acquérir une expérience concrète des missions de représentation diplomatique française. Par ailleurs, le second semestre de la deuxième année est consacré à la réalisation d'un mémoire de recherche, ce qui me permettrait de reprendre mon mémoire de fin d'étude sur la diplomatie nucléaire du Kazakhstan afin de l'améliorer. En effet, je compte mettre à profit ce temps pour effectuer un projet d'enquête de terrain au Kazakhstan qui n'a pu aboutir cette année, malgré l'obtention d'une bourse de l'IFEAC.

Sincèrement intéressé, vous trouverez en ma personne une curiosité, un dynamisme et une rigueur appropriés à l'intégration d'une formation exigeante. Je me tiens disponible pour échanger plus amplement avec vous.

En vous remerciant de l'attention portée à ma candidature, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées,



Kilian ROUX



# AMBASSADE DE FRANCE EN OUBÉKISTAN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## Annexe 14 - Lettre de recommandation

### SERVICE ECONOMIQUE POUR L'OUZBEKISTAN ET LE TADJIKISTAN

Tachkent, le 17 janvier 2023

*Le Chef du Service économique*

Objet : lettre de recommandation pour Monsieur Kilian ROUX

Monsieur Kilian ROUX termine actuellement un stage d'une durée de quatre mois auprès du Service économique pour l'Ouzbékistan et le Tadjikistan ayant débuté le 1<sup>er</sup> octobre 2022 et s'achevant le 31 janvier 2023.

Doué d'excellentes compétences rédactionnelles, Kilian a effectué toutes les tâches qui lui ont été confiées avec sérieux, intelligence et efficacité : recherche d'informations sur sources ouvertes – presque uniquement en langue russe –, rédaction de notes et d'éléments de discours ; prise de note lors de conférences économiques et financières et rédaction de comptes-rendus correspondants ; participation à divers entretiens avec des entreprises françaises en mission à Tachkent ; contribution quotidienne à la rédaction du volet économique de la revue de presse de l'Ambassade (traduction et résumé d'articles en russe).

Quelques exemples de tâches réalisées : rédaction d'une note sectorielle sur la production d'électricité en Ouzbékistan ; recherche d'informations sur le groupe pétrogazier SANEG pour alimenter une note d'avis portant sur un dossier d'assurance-export ; rédaction de notes d'actualité sur les problèmes gaziers rencontré par le pays en décembre 2022 et janvier 2023 ; participation à une conférence sur le développement du marché des énergies renouvelables en Ouzbékistan.

Tout au long de son stage, Kilian s'est montré capable d'élargir rapidement ses connaissances macroéconomiques et sectorielles en découvrant chaque jour de nouveaux sujets parfois complexes. Sa fiabilité et sa rapidité d'exécution, ainsi que sa capacité à travailler en complète autonomie, ont été particulièrement appréciées lors des périodes de fortes sollicitations du service économique (notamment visite du Président ouzbek en France les 21-22 novembre). Par un travail assidu et de grande qualité, Kilian a joué un rôle décisif dans le bon fonctionnement du service.

Ayant démontré les meilleures dispositions et ayant fait preuve d'un excellent esprit durant ses quatre mois de stage, Kilian a aussi été très apprécié pour ses qualités humaines par l'ensemble des agents de l'Ambassade de France à Tachkent. *In fine*, je recommande Monsieur Kilian ROUX pour tout emploi en rapport avec ses compétences./.



**François SALVIAT**

Annexe 15 - Convention de stage

**Convention de stage n° 17944 entre**

*Nota : pour faciliter la lecture du document, les mots "stagiaire", "enseignant référent", "tuteur de stage", "représentant légal", et "étudiant" sont utilisés au masculin.*

<p><b>1 - L'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT ou DE FORMATION</b></p> <p>Nom : Université Paris Nanterre          Adresse : 200, Avenue de la République 11, Avenue Pozzo du Borgo 92210 Saint-Cloud 92001 Nanterre          Tél :          Représenté par (signataire de la convention) :          la Directrice du SCUIOIP          Qualité du représentant : par délégation UPN Directrice du SCUIOIP remettre convention pour signature au bureau des stages          Composante/UFR : UNIVERSITE PARIS NANTERRE          Adresse (si différente de celle de l'établissement) : Clémence Rannoux / Bureau E01 200 av. de la République 92001 Nanterre          Tél : 01 40 97 72 00          Mél : stages@liste.parisnanterre.fr</p>	<p><b>2 - L'ORGANISME D'ACCUEIL</b></p> <p>Nom : AMBASSADE DE FRANCE EN OUZBEKISTAN          Adresse : 25 rue Istiqbol 99251 TACHKENT OUZBÉKISTAN          Représenté par (nom du signataire de la convention) :          Mr THUILLIER Marc          Qualité du représentant : Adjoint au Chef de Bureau RH2          Service dans lequel le stage sera effectué :          SERVICE ÉCONOMIQUE          Tél : +998 71 232 81 00          Mél : tachkent@dgtrésor.gouv.fr</p>
---	--

<p><b>3 - LE STAGIAIRE</b></p>
<p>Nom : ROUX Prénom : Kilian Sexe : M Né(e) le : 03/06/1998 Numéro d'étudiant : 42015865          Adresse : 310 Chemin de l'Hermitage 84200 CARPENTRAS FRANCE          Tél : 0666781356 Portable : 0666781356 Mél : 42015865@parisnanterre.fr  <b>INTITULÉ DE LA FORMATION OU CURSUS SUIVI DANS L'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET VOLUME HORAIRE (ANNUEL OU SEMESTRIEL) :</b>          Master 2e an mention Etudes européennes et internationales [Etudes russes et post-soviétiques]          Nombre d'heures de formation : Plus de 200 heures.</p>

<p><b>SUJET DE STAGE :</b> Représentation de la Direction générale du Trésor (ministère de l'Economie) pour l'Ouzbékistan et le Tadjikistan, le Service économique de Tachkent analyse les politiques économiques et sectorielles de ces deux pays pour le compte des ministères français, relaye les positions françaises auprès des autorités de ces pays, soutient le développement des entreprises françaises et anime la communauté d'affaires française.          Dates : du 01/10/2022 au 31/01/2023          Correspondant à 595 heures de présence effective dans l'organisme d'accueil et représentant une durée totale de 3 mois 19 jour(s) et 0 heure(s)          Commentaire :</p>
---

<p><b>Encadrement du stagiaire par l'établissement d'enseignement</b></p> <p>Nom et prénom de l'enseignant référent :          RAVIOT Jean Robert          Tél :          Mél : jraviot@parisnanterre.fr</p>	<p><b>Encadrement du stagiaire par l'organisme d'accueil</b></p> <p>Nom et prénom du tuteur de stage :          SALVIAT François          Fonction : Chef de service          Tél :          Mél : francois.salviat@dgtrésor.gouv.fr</p>
--	--

<p>Caisse Primaire d'Assurance Maladie à contacter en cas d'accident (lieu de domicile de l'étudiant sauf exception) :</p>
--

Vu le code de la santé publique notamment ses articles L. 3131-1 et suivants ;  
Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 124-1 à L. 124-20, L. 612-11 et D. 124-1 à D. 124-9 ; D714-21 et suivants ;  
Vu le code de la sécurité sociale et notamment les articles L. 242-4-1, L. 412-8 et D. 242-2-1 ;  
Vu le code du travail et notamment ses articles L. 1221-13 et D. 1221-23 et suivants ;  
Vu le Décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire  
Vu le PROTOCOLE NATIONAL POUR ASSURER LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DES SALARIÉS FACE À L'ÉPIDÉMIE DE COVID-19  
Vu la consultation de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire et l'avis du Conseil d'administration de l'établissement ;

Préalable :

**Stages en France :** Compte-tenu des circonstances exceptionnelles dues à la pandémie de Covid 19, il est entendu entre les parties qu'elles auront vérifié au préalable que les missions confiées au stagiaire se prêtent à un travail en présentiel et/ou à distance et qu'il dispose du matériel adéquat.

Les tuteurs vérifient la possibilité d'utilisation par les parties d'outils de communication adéquats.

Le stage ne pourra être réalisé en présentiel que dans le strict respect du protocole national pour assurer la santé et la sécurité des salariés en entreprise face à l'épidémie de Covid-19 et de toute disposition hygiène, sécurité et santé applicable à l'organisme d'accueil.

Il est entendu entre les parties qu'en cas de confinement total, le stage basculera automatiquement en stage à distance ou fera l'objet d'une suspension par avenant en cas d'impossibilité de stage à distance.

Les stages des étudiants des filières médicales et paramédicales font l'objet de dispositions spécifiques.

Une visite médicale sera automatiquement organisée pour tous les étudiants exposés à un risque pendant leur stage.

Contact de la médecine préventive : \_\_\_\_\_

**Stages à l'étranger :** Compte-tenu des circonstances exceptionnelles dues à la pandémie de Covid 19, il est entendu entre les parties qu'elles auront vérifié au préalable que :

- Si le stage a lieu en présentiel, une assurance spécifique rapatriement est contractée par le stagiaire pour le retour, en cas de confinement ou d'autres circonstances rendant impossible la poursuite du stage.
- Les missions confiées au stagiaire se prêtent à un travail en présentiel et/ou à distance et qu'il dispose du matériel adéquat.

Les tuteurs vérifient la possibilité d'utilisation par les parties d'outils de communication adéquats.

Le stage ne pourra être réalisé en présentiel que dans le strict respect de toute disposition hygiène, sécurité et santé applicable à l'organisme d'accueil.

Il est entendu entre les parties qu'en cas de confinement, le stage basculera automatiquement en stage à distance ou fera l'objet d'une suspension par avenant en cas d'impossibilité de stage à distance, en complément des modalités de rapatriement.

Le stagiaire s'engage sur l'honneur par la présente à se signaler avant son départ sur ARIANE : <https://pastel.diplomatie.gouv.fr/fildariane/dyn/public/login.html>

Le stagiaire atteint du Covid19 pendant son stage devra respecter les conditions prescrites dans le pays d'accueil, notamment en termes de quarantaine. L'établissement d'enseignement ne pourra pas être tenu de rapatrier le stagiaire.

Une visite médicale sera automatiquement organisée pour tous les étudiants exposés à un risque pendant leur stage.

Contact de la médecine préventive : \_\_\_\_\_

Contact en cas d'urgence : (autre que le stagiaire) : + 998 90 167 37 99 \_\_\_\_\_

## Article 1 - Objet de la convention

La présente convention règle les rapports de l'organisme d'accueil avec l'établissement d'enseignement et le stagiaire.

## Article 2 - Objectif du stage

Le stage correspond à une période temporaire de mise en situation en milieu professionnel au cours de laquelle le stagiaire acquiert des compétences professionnelles et met en œuvre les acquis de sa formation en vue de l'obtention d'un diplôme ou d'une certification et de favoriser son insertion professionnelle. Le stagiaire se voit confier une ou des missions conformes au projet pédagogique défini par son établissement d'enseignement et approuvées par l'organisme d'accueil.

Le programme est établi par l'établissement d'enseignement et l'organisme d'accueil en fonction du programme général de la formation dispensée.

### ACTIVITÉS CONFIEES :

Directement rattaché au Chef du Service économique, le stagiaire se verra confier les missions suivantes : - Veille sur les réformes et transformations de l'économie ouzbèke à l'œuvre depuis la nouvelle politique d'ouverture du pays menée depuis 2017.- Veille sectorielle dans les domaines les plus porteurs pour les offres de nos entreprises, en particulier : énergie, services communaux (eau, chauffage, déchets), transports.- Veille sur les conséquences des sanctions contre la Russie sur les économies ouzbèke et tadjike.- Participation à des entretiens, des conférences ou séminaires à caractère économique, et rédaction de compte-rendus de ces entretiens et événements.- Actualisation de la page web du Service économique de Tachkent : rédaction et publication de notes d'information.

### Compétences à acquérir ou à développer :

- La capacité d'écrire sous un certain prisme, en l'occurrence du point de vue économique. - La capacité à synthétiser. - L'autonomie de travail. - Compétences rédactionnelles - Capacité linguistique. - Capacité de veille et d'analyse des questions de politique internationale, de géopolitique et de sécurité. - Discrétion et le respect de la confidentialité

## Article 3 - Modalités du stage

La durée hebdomadaire de présence du stagiaire dans le lieu désigné dans l'entête sera de 35.00 heures sur la base d'un Temps Plein.

Il est interdit de confier au stagiaire des tâches dangereuses pour sa santé ou sa sécurité.

Si le stagiaire doit être présent dans l'organisme d'accueil ou dans le lieu désigné dans l'entête la nuit, le dimanche ou un jour férié, préciser les cas particuliers : **Non**

## Article 4 - Accueil et encadrement du stagiaire

Le stagiaire est suivi par l'enseignant référent désigné dans la présente convention ainsi que par le service de l'établissement en charge des stages.

Le tuteur de stage désigné par l'organisme d'accueil dans la présente convention est chargé d'assurer le suivi du stagiaire et d'optimiser les conditions de réalisation du stage conformément aux stipulations pédagogiques définies.

MODALITÉS D'ENCADREMENT (visites, rendez-vous téléphoniques, etc..)

.....visites.....  
Si les conditions sanitaires le permettent : d'une part, le stagiaire est autorisé à revenir dans son établissement d'enseignement pendant la durée du stage pour y suivre des cours demandés explicitement par le programme, ou pour participer à des réunions (les dates sont portées à la connaissance de l'organisme d'accueil par l'établissement), d'autre part, l'organisme d'accueil peut autoriser le stagiaire à se déplacer, sauf pour les stages à l'étranger.

Toute difficulté survenue dans la réalisation et le déroulement du stage, qu'elle soit constatée par le stagiaire ou par le tuteur de stage, doit être portée à la connaissance de l'enseignant-référent et de l'établissement d'enseignement afin d'être résolue au plus vite.

## Article 5 - Gratification - Avantages

En France, lorsque la durée du stage est supérieure à 308 heures consécutives ou non, celui-ci fait obligatoirement l'objet d'une gratification, sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises et pour les stages relevant de l'article L4381-1 du code de la santé publique.

Le montant horaire de la gratification est fixé à 15% du plafond horaire de la sécurité sociale défini en application de l'article L.241-3 du code de la sécurité sociale. Une convention de branche ou un accord professionnel peut définir un montant supérieur à ce taux.

La gratification due par un organisme de droit public ne peut être cumulée avec une rémunération versée par ce même organisme au cours de la période concernée.

La gratification est due sans préjudice du remboursement des frais engagés par le stagiaire pour effectuer son stage et des avantages offerts, le cas échéant, pour la restauration, l'hébergement, et le transport.

L'organisme peut décider de verser une gratification pour les stages dont la durée est inférieure ou égale à deux mois.

En cas de suspension ou de résiliation de la présente convention, le montant de la gratification due au stagiaire est proratisé en fonction de la durée du stage effectué.

La durée donnant droit à gratification s'apprécie compte tenu de la présente convention et de ses avenants éventuels, ainsi que du nombre de jours de présence effective du stagiaire dans le lieu indiqué.

LE MONTANT DE LA GRATIFICATION est fixé à 3.90 euros Net par heure(s).

Modalités de versement de la gratification : Virement bancaire

Gratification totale due pour 85 jours (595 heures) : 2 320.50€ (85 x 7 x 3,9)

Gratification mensuelle lissée sur la totalité de la durée du stage (4 mois) : 580,13€ (2 320.50 / 4)

#### **Article 5 bis - STAGES EN FRANCE Accès aux droits des salariés - Avantages**

(Organisme de droit privé en France sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises) :

Le stagiaire bénéficie des protections et droits mentionnés aux articles L.1121-1, L.1152-1 et L.1153-1 du code du travail, dans les mêmes conditions que les salariés.

Le stagiaire a accès au restaurant d'entreprise ou aux titres-restaurants prévus à l'article L.3262-1 du code du travail, dans les mêmes conditions que les salariés de l'organisme d'accueil. Il bénéficie également de la prise en charge des frais de transport prévue à l'article L.3261-2 du même code.

Le stagiaire accède aux activités sociales et culturelles mentionnées à l'article L.2323-83 du code du travail dans les mêmes conditions que les salariés.

L'organisme d'accueil s'engage à respecter toute directive sanitaire nationale ou sectorielle.

#### **Article 5ter - STAGES EN FRANCE Accès aux droits des agents - Avantages**

(Organisme de droit public en France sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises) :

Les trajets effectués par le stagiaire d'un organisme de droit public entre son domicile et son lieu de stage sont pris en charge dans les conditions fixées par le décret n°2010-676 du 21 juin 2010 instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail.

Le stagiaire accueilli dans un organisme de droit public et qui effectue une mission dans ce cadre bénéficie de la prise en charge de ses frais de déplacement temporaire selon la réglementation en vigueur.

Est considéré comme sa résidence administrative le lieu du stage indiqué dans la présente convention.

#### **Article 6 - Régime de protection sociale (maladie et accidents)**

Pendant la durée du stage, le stagiaire reste affilié à son régime de Sécurité sociale antérieur. Il doit impérativement vérifier ses conditions de couverture maladie et fournir une attestation de couverture à son établissement d'enseignement au moment de la signature de la convention de stage et dans tous les cas avant le départ.

##### **6.1 - Gratification d'un montant maximum de 15% du plafond horaire de la Sécurité sociale - protection par la France (voir conditions article 6.4):**

La gratification n'est pas soumise à cotisation sociale conformément aux termes de l'article R412-4 du code de la Sécurité sociale.

Le stagiaire bénéficie de la législation sur les accidents de travail au titre de l'article L.412-8 2° du code de la Sécurité sociale.

En cas d'accident ou de maladie professionnelle survenant au stagiaire soit au cours d'activités dans l'organisme, soit au cours du trajet, soit sur les lieux rendus utiles pour les besoins du stage et pour les étudiants en médecine, en chirurgie dentaire ou en pharmacie qui n'ont pas un statut hospitalier pendant le stage effectué dans les conditions prévues au b du 2e de l'article L.412-8 du code de la sécurité sociale, l'organisme d'accueil envoie la déclaration à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie ou la caisse compétente (voir adresse en page 1) en mentionnant l'établissement d'enseignement comme employeur, avec copie à l'établissement d'enseignement.

##### **6.2 - Gratification supérieure à 15 % du plafond horaire de la Sécurité sociale : LE STAGIAIRE N'EST PAS COUVERT PAR LA FRANCE POUR LES STAGES A L'ETRANGER AVEC GRATIFICATION SUPERIEURE AU PLAFOND LEGAL**

Les cotisations sociales sont calculées sur le différentiel entre le montant de la gratification et 15 % du plafond horaire de la Sécurité sociale.

L'étudiant bénéficie de la couverture légale en application des dispositions des articles L.411-1 et suivants et de l'article R412-4 du code de la Sécurité sociale.

En cas d'accident survenant au stagiaire soit au cours des activités dans l'organisme, soit au cours du trajet, soit sur des lieux rendus utiles pour les besoins de son stage, l'organisme d'accueil effectue toutes les démarches nécessaires auprès de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie et informe l'établissement dans les meilleurs délais.

##### **6.3 - Protection maladie du stagiaire à l'étranger :**

###### **1) Protection issue du régime français**

- pour les stages au sein de l'Espace Economique Européen (EEE) effectués par les étudiant(e)s de nationalité d'un pays membre de l'Union Européenne, l'étudiant doit demander la Carte Européenne d'Assurance Maladie (CEAM).

- pour les stages effectués au Québec par les étudiants de nationalité française, l'étudiant doit demander le formulaire SE401Q (104 pour les stages en entreprise, 106 pour les stages en université) ;

Dans tous les autres cas de figure:

Les stagiaires qui engagent des frais de santé à l'étranger peuvent être remboursés auprès de la mutuelle qui leur tient lieu de Caisse de Sécurité Sociale Etudiante, au retour et sur présentation des justificatifs : le remboursement s'effectue alors sur la base des tarifs de soins français, des écarts importants peuvent exister. Il est donc fortement recommandé au stagiaire de souscrire une assurance maladie complémentaire spécifique, valable pour le pays et la durée du stage, auprès de l'organisme d'assurance de son choix (mutuelle étudiante, mutuelle des parents, compagnie privée ad hoc...). Exception : si l'organisme d'accueil fournit au stagiaire une couverture Maladie en vertu des dispositions du droit local (voir 2 ci-dessous), alors le stagiaire peut choisir de bénéficier de cette protection Maladie locale. Avant d'effectuer un tel choix, il vérifiera l'étendue des garanties proposées.

###### **2) Protection issue de l'organisme d'accueil**

En cochant la case appropriée, l'organisme d'accueil indique ci-après s'il fournit une protection Maladie au stagiaire, en vertu du droit local :

OUI (celle-ci s'ajoute au maintien, à l'étranger, des droits issus du régime français)

NON (la protection découle alors exclusivement du maintien, à l'étranger, des droits issus du régime français)

Si aucune case n'est cochée, le 6.3-1 s'applique.

#### **6.4 - Protection Accident du Travail du stagiaire à l'étranger**

1) Pour pouvoir bénéficier de la législation française sur la couverture accident de travail, le présent stage doit :

- être d'une durée au plus égale à 12 mois
- ne donner lieu à aucune rémunération susceptible d'ouvrir des droits à une protection accident de travail dans le pays étranger
- se dérouler exclusivement dans l'organisme d'accueil partie à la présente convention
- se dérouler exclusivement dans le pays étranger cité.

Lorsque ces conditions ne sont pas remplies, l'organisme d'accueil s'engage à cotiser pour la protection du stagiaire et à faire les déclarations nécessaires en cas d'accident de travail.

2) La déclaration des accidents de travail incombe à l'établissement d'enseignement qui doit en être informé par l'organisme d'accueil par écrit dans un délai de 48 heures.

3) La couverture concerne les accidents survenus :

- dans l'enceinte du lieu du stage et aux heures du stage,
- sur le trajet aller-retour habituel entre la résidence du stagiaire sur le territoire étranger et le lieu du stage,
- sur le trajet aller-retour (début et fin de stage) du domicile du stagiaire situé sur le territoire français et le lieu de résidence à l'étranger,
- dans le cadre d'une mission confiée par l'organisme d'accueil et obligatoirement sur ordre de mission,

4) Pour le cas où l'une seule des conditions prévues au point 6.4-1) n'est pas remplie, l'organisme d'accueil s'engage par la présente convention à couvrir le stagiaire contre le risque d'accident de travail, de trajet et les maladies professionnelles et à en assurer toutes les déclarations nécessaires.

5) Dans tous les cas :

- si l'étudiant est victime d'un accident de travail durant le stage, l'organisme d'accueil doit impérativement signaler immédiatement cet accident à l'établissement d'enseignement ;
- si l'étudiant remplit des missions limitées en dehors de l'organisme d'accueil ou en dehors du pays du stage, l'organisme d'accueil doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour lui fournir les assurances appropriées.

#### **Article 7 - Responsabilité et assurance**

L'organisme d'accueil et le stagiaire déclarent être garantis au titre de la responsabilité civile.

Lorsque l'organisme d'accueil met un véhicule à la disposition du stagiaire, il lui incombe de vérifier préalablement que la police d'assurance du véhicule couvre son utilisation par un étudiant.

Lorsque dans le cadre de son stage, l'étudiant utilise son propre véhicule ou un véhicule prêté par un tiers, il déclare expressément à l'assureur dudit véhicule et, le cas échéant, s'acquitte de la prime y afférente. Dans le cadre d'un stage à son domicile, l'étudiant qui utilise son propre matériel le déclare à son assureur et, le cas échéant, s'acquitte de la prime afférente.

#### **Article 8 - Discipline**

Le stagiaire est soumis à la discipline et aux clauses du règlement intérieur qui lui sont applicables et qui sont portées à sa connaissance avant le début du stage, notamment en ce qui concerne les horaires et les règles d'hygiène et de sécurité en vigueur dans l'organisme d'accueil. Le stagiaire s'engage à signaler tout dysfonctionnement en termes d'hygiène et de sécurité à son organisme d'accueil ET à son établissement d'enseignement supérieur.

Toute sanction disciplinaire ne peut être décidée que par l'établissement d'enseignement. Dans ce cas, l'organisme d'accueil informe l'enseignant référent et l'établissement des manquements et fournit éventuellement les éléments constitutifs.

En cas de manquement particulièrement grave à la discipline, l'organisme d'accueil se réserve le droit de mettre fin au stage tout en respectant les dispositions fixées à l'article 9 de la présente convention.

#### **Article 9 - Congés - Interruption du stage**

En France (sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises ou dans les organismes de droit public), en cas de grossesse, de paternité ou d'adoption, le stagiaire bénéficie de congés et d'autorisations d'absence d'une durée équivalente à celle prévues pour les salariés aux articles L.1225-16 à L.1225-28, L.1225-35, L.1225-37, L.1225-46 du code du travail.

Pour les stages dont la durée est supérieure à deux mois et dans la limite de la durée maximale de 6 mois, des congés ou autorisations d'absence sont possibles.

NOMBRE DE JOURS DE CONGES AUTORISES / ou modalités des congés et autorisations d'absence durant le stage :

2 jours par mois

Pour toute autre interruption temporaire du stage (maladie, absence injustifiée...) l'organisme d'accueil avertit l'établissement d'enseignement par courriel.

Toute interruption du stage, est signalée aux autres parties à la convention et à l'enseignant référent. Une modalité de validation est mise en place le cas échéant par l'établissement. En cas d'accord des parties à la convention, un report de la fin du stage est possible afin de permettre la réalisation de la durée totale du stage prévue initialement. Ce report fera l'objet d'un avenant à la convention de stage. Un avenant à la convention pourra être établi en cas de prolongation du stage sur demande conjointe de l'organisme d'accueil et du stagiaire, dans le respect de la durée maximale du stage fixée par la loi (924 heures).

#### Article 10 - Devoir de réserve et confidentialité

Le devoir de réserve est de rigueur absolue et apprécié par l'organisme d'accueil compte-tenu de ses spécificités. Le stagiaire prend donc l'engagement de n'utiliser en aucun cas les informations recueillies ou obtenues pour en faire publication, communication à des tiers sans accord préalable de l'organisme d'accueil, y compris le rapport de stage. Cet engagement vaut non seulement pour la durée du stage mais également après son expiration. Le stagiaire s'engage à ne conserver, emporter, ou prendre copie d'aucun document ou logiciel, de quelque nature que ce soit, appartenant à l'organisme d'accueil, sauf accord de ce dernier.

Dans le cadre de la confidentialité des informations contenues dans le rapport de stage, l'organisme d'accueil peut demander une restriction de la diffusion du rapport, voire le retrait de certains éléments confidentiels.

Les personnes amenées à en connaître sont contraintes par le secret professionnel à n'utiliser ni ne divulguer les informations du rapport.

#### Article 11 - Propriété intellectuelle

En France, conformément au code de la propriété intellectuelle, dans le cas où les activités du stagiaire donnent lieu à la création d'une œuvre protégée par le droit d'auteur ou la propriété industrielle (y compris un logiciel), si l'organisme d'accueil souhaite l'utiliser et que le stagiaire en est d'accord, un contrat devra être signé entre le stagiaire (auteur) et l'organisme d'accueil.

Le contrat devra alors notamment préciser l'étendue des droits cédés, l'éventuelle exclusivité, la destination, les supports utilisés et la durée de la cession, ainsi que, le cas échéant, le montant de la rémunération due au stagiaire au titre de la cession. Cette clause s'applique quel que soit le statut de l'organisme d'accueil.

#### Article 12 - Fin de stage - Rapport - Evaluation

1) **Attestation de stage** : à l'issue du stage, l'organisme d'accueil délivre une attestation dont le modèle figure en annexe, mentionnant au minimum la durée effective du stage et, le cas échéant, le montant de la gratification perçue. Le stagiaire devra produire cette attestation à l'appui de sa demande éventuelle d'ouverture de droits au régime général d'assurance vieillesse prévue à l'art. L.351-17 du code de la sécurité sociale.

2) **Qualité du stage** : à l'issue du stage, les parties à la présente convention sont invitées à formuler une appréciation sur la qualité du stage. Le stagiaire transmet au service compétent de l'établissement d'enseignement un document dans lequel il évalue la qualité de l'accueil dont il a bénéficié au sein de l'organisme d'accueil. Ce document n'est pas pris en compte dans son évaluation ou dans l'obtention du diplôme ou de la certification.

3) **Évaluation de l'activité du stagiaire** : à l'issue du stage, l'organisme d'accueil renseigne une fiche d'évaluation de l'activité du stagiaire qu'il retourne à l'enseignant référent (ou préciser si fiche annexe ou modalités d'évaluation préalablement définies en accord avec l'enseignant référent).

4) **Modalités d'évaluation pédagogiques : Rapport de Stage, Soutenance**

**NOMBRE D'ECTS (le cas échéant) : 30.00**

5) Le tuteur de l'organisme d'accueil ou tout membre de l'organisme d'accueil appelé à se rendre dans l'établissement d'enseignement dans le cadre de la préparation, du déroulement et de la validation du stage ne peut prétendre à une quelconque prise en charge ou indemnisation de la part de l'établissement d'enseignement.

#### Article 13 - Droit applicable - Tribunaux compétents

La présente convention est régie exclusivement par le droit français.

Tout litige non résolu par voie amiable sera soumis à la compétence de la juridiction française compétente.

FAIT À Carpentras le 27/09/2022

POUR L'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT

Viseur du centre, par délégation, la Directrice du SESCICP

30 SEP. 2022

Sylvia DUBOIS  
Directrice du SESCICP



POUR L'ORGANISME D'ACCUEIL

Marc THUILLIER

Marc THUILLIER

STAGIAIRE (ou son représentant légal le cas échéant)

Kilian ROUX

ROUX

L'enseignant référent du stagiaire

Jean Robert RAVIOT

JR

Le tuteur de stage de l'organisme d'accueil

François SALVIAT

Marc THUILLIER

L'Adjoint au Chef de Bureau



Fiches à annexer à la convention : 1) Attestation de stage 2) Fiche de stage à l'étranger (pour informations voir le site www.ckse.fr - pour fiche voir site diplomatie.gouv.fr) 3) Autres annexes (le cas échéant)



# Table des matières

<b>Sommaire</b> .....	<b>5</b>
<b>Remerciements</b> .....	<b>7</b>
<b>Introduction</b> .....	<b>9</b>
<b>Partie I : Les relations économiques franco-ouzbèkes</b> .....	<b>15</b>
1.1. De l'établissement précoce des relations bilatérales au début des années 2000 : une présence française « en deçà de son potentiel ».....	17
1.1.1. L'établissement des relations bilatérales tant diplomatiques qu'économiques..	17
1.1.2. Une expansion continue du commerce bilatéral jusqu'à la fin des années 1990...	20
1.1.3. Une présence française « en deçà de son potentiel ».....	23
1.2. Du massacre d'Andijan à la fin de l'ère Karimov : dégradation des relations diplomatiques et résilience des relations économiques.....	25
1.2.1. Le tournant paradoxal du massacre d'Andijan : une dégradation des relations diplomatiques et un commerce bilatéral en expansion.....	25
1.2.2. Le commerce bilatérale résilient tenant en échec les tentatives de redynamisation face à l'autarcie karimovienne.....	29
1.3. De la reprise des échanges aux visites présidentielles à l'Elysée : une dynamique économique prometteuse avec la nouvelle administration ouzbèke.....	33
1.3.1. L'élan réformateur et d'ouverture de la nouvelle administration de Shavkat Mirziyoyev annonçant une nouvelle page des relations bilatérales.....	33
1.3.2. Exploration des potentiels inexploités après la visite présidentielle de 2018....	35
1.3.3. Consolidation de la relation avec l'Ouzbékistan comme partenaire montant de la région lors de la visite présidentielle de 2022.....	38
<b>Partie II : Rôle et fonctionnement du service économique</b> .....	<b>43</b>
2.1. Un service de l'Ambassade de France sous tutelle de Bercy : une illustration de la bicéphalie à tentacules d'acteurs de la diplomatie économique française.....	45
2.1.1. Tentative de définition et histoire de la diplomatie économique française : la rivalité entre le Diplomate et le Marchand.....	45
2.1.2. La diplomatie économique : une priorité du Quai d'Orsay et un dispositif tentaculaire par le nombre d'acteurs.....	50
2.1.3. L'organisation du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique dans cette nouvelle donne.....	54
2.2. Fonctionnement et missions du service économique de Tachkent.....	57
2.2.1. Organisation générale de l'Ambassade de France à Tachkent.....	57
2.2.2. Le service économique de l'Ambassade de France en Ouzbékistan.....	58
2.3. Le rôle du stagiaire au sein du service économique.....	65
<b>Partie III : La France dans les enjeux de connectivité en Ouzbékistan</b> .....	<b>77</b>
3.1. Une volonté nationale de désenclavement qui se saisit de l'enjeu de connectivité....	79
3.1.1. Les enjeux de la connectivité.....	79

3.1.2. Une nouvelle administration qui met en oeuvre le désenclavement du pays.....	82
3.1.3. Un appel à l'investissement étranger dans des secteurs clés.....	86
3.2. Des initiatives de connectivité intégrées dans les stratégies des puissances internationales qui créent un environnement concurrentiel.....	89
3.2.1. L'approche bilatérale : des acteurs étrangers concurrents.....	90
a) Les Nouvelles routes de la soie chinoises.....	90
b) Le néo-eurasisme russe et son pivot vers l'Est.....	91
3.2.2. L'approche multilatérale : des acteurs partenaires ou rivaux selon le degré de convergence.....	93
a) Une approche double : le monde musulman entre coopération et compétition.	93
b) Le multilatéralisme doux : Les États-Unis et les pays d'Asie de l'Est.....	96
c) Le cas européen : l'initiative du Global gateway.....	98
3.3. Une participation modeste de la France au désenclavement de l'Ouzbékistan.....	101
3.3.1. Un investissement français dans des volets spécifiques de la connectivité : l'aéronautique, l'eau et l'énergie.....	101
3.3.2. Une stratégie française marginalisant l'Asie centrale : l'Ouzbékistan hors-champ de la politique extérieure française ?.....	105
3.3.3. La France dans les projets européens en Asie centrale : marginalisation de la place de l'Asie centrale et de l'Ouzbékistan dans les enjeux de connectivités européens.....	108
<b>Conclusion.....</b>	<b>111</b>
<b>Sources et références bibliographiques.....</b>	<b>115</b>
<b>Sitographie.....</b>	<b>141</b>
<b>Annexes.....</b>	<b>143</b>



# Résumé

Du premier octobre 2022 au trente-et-un janvier 2023, j'ai effectué un stage au sein du service économique (SE) de l'Ambassade de France à Tachkent. À cette occasion, j'ai contribué à l'animation des relations économiques bilatérales franco-ouzbèkes par diverses tâches : veille macroéconomique, politique et sectorielle, recherche d'informations, rédactions de notes. Ces tâches ont pour but d'assister le Chef de Service économique (CSE) dans ses missions régaliennes de représentation, de conseil et d'information ainsi que commerciales pour l'accompagnement aux entreprises françaises désireuses de s'implanter, ou bien déjà actives, sur le marché ouzbek. Les travaux qui m'ont été confiés ont eu pour objectif de fournir au CSE un appui direct lorsque nécessaire et d'alimenter la base d'information du SE ainsi que du ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique. Ce mémoire, mettant en perspective l'évolution des relations économiques franco-ouzbèkes depuis l'indépendance jusqu'aux visites présidentielles de 2018 et de 2022, présente le rôle et les missions du SE au sein de l'Ambassade et de la mise en œuvre de la diplomatie économique française. Enfin il traite de la place de la France parmi les initiatives concurrentes des puissances étrangères dans les enjeux de connectivité en Ouzbékistan.

Mots-clés : Diplomatie économique, Ambassade de France, relation internationale, réseau diplomatique, France, Union européenne, Ouzbékistan, Asie centrale, aire post-soviétique, commerce bilatéral, investissement, stratégie, entreprise, connectivité, géopolitique.